102e ANNÉE
VOL. 102

N° 23
3245

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 6 juin 1970

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, June 6, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

ABF Automated Business Forms (Québec) Limited
ABF formules d'affaires automatisées (Québec) limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation: Ross Trenholme Clarkson, 220, avenue Chester, Mont-Royal, Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, Charles John Michael Flavell, 10, Parkman Place, tous deux de Westmount, Richard William Pound, 4530, chemin de la côte des Neiges, app. 1001, Montréal, et Richard Adrien Beaulieu, 70, rue Crépeau, app. 402, Saint-Laurent, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'imprimés, de papeterie, de formules polycopiées, de formules d'affaires, de registres de comptabilité, documents et livres, sous le nom de « ABF Automated Business Forms (Québec) Limited — ABF formules d'affaires automatisées (Québec) limitée », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1009-1970

Letters Patent

ABF Automated Business Forms (Québec) Limited
ABF formules d'affaires automatisées (Québec) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ross Trenholme Clarkson, 220 Chester Avenue, Mount Royal, Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, Charles John Michael Flavell, 10 Parkman Place, both of Westmount, Richard William Pound, 4530 Côte des Neiges Road, Apt. 1001, Montreal, and Richard Adrien Beaulieu, 70 Crépeau Street, Apt. 402, Saint-Laurent, all five advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of printed matter, stationery, manifolding forms, business forms, account registers, records and books, under the name of "ABF Automated Business Forms (Québec) Limited — ABF formules d'affaires automatisées (Québec) limitée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 1009-1970

A.B.O. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Louise Décary, fille majeure, 266, 4e Avenue, LaSalle, Madeleine Guay, épouse de Marcel Bureau, 602, Bennett, Montréal, toutes deux secrétaires, et Pierre Dulude, avocat, 220, St-Ignace, La Prairie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme joailliers, bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « A.B.O. ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 169, rue St-Paul est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 741-1970

A.B.O. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Décary, spinster of the full age of majority, 266, 4th Avenue, LaSalle, Madeleine Guay, wife of Marcel Bureau, 602 Bennett, Montreal, both secretaries, and Pierre Dulude, advocate, 220 St-Ignace, La Prairie, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, manufacturers of watches and other similar businesses, under the name of "A.B.O. ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 169 St-Paul Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 741-1970

Acier d'armature Rô inc.
Rô Reinforcing Steel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jacques Brunet, 5240, Louis-Veuillot, Claude Michaud, 6186, chemin Hudson, tous deux étudiants, Vito D'Alessio, poseur d'armature, 10605, des Prairies, et François Munier, mathématicien, 4741, Linton, app. 7, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Acier d'armature Rô inc.— Rô Reinforcing Steel inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 724-1970

Acier d'armature Rô inc.
Rô Reinforcing Steel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Brunet, 5240 Louis-Veuillot, Claude Michaud, 6186 Hudson Road, both students, Vito D'Alessio, reinforcing steel layer, 10605 des Prairies, and François Munier, mathematician, 4741 Linton, apt. 7, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Acier d'armature Rô inc.— Rô Reinforcing Steel inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 724-1970

Agrigento Social Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Elio Cerundolo, avocat, 1050, rue Montpellier, Laval, Mayer Bick, étudiant en droit, 5180, avenue Mariette, et Ruth Cramer, secrétaire, fille majeure, 1225, rue St-Marc, app. 702, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club pour l'accommodement, la récréation et l'amusement des membres de la corporation, sous le nom de « Agrigento Social Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Agrigento Social Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Elio Cerundolo, advocate, 1050 Montpellier Street, Laval, Mayer Bick, law student, 5180 Mariette Avenue, and Ruth Cramer, secretary, spinster of the full age of majority, 1225 St-Marc Street, apt. 702, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation, recreation and entertainment of the members of the corporation, under the name of "Agrigento Social Club Inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 4733-1969

Air Canada Recreation Association, Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'octobre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Bussière, inspecteur de matériaux, 53, avenue Martin, Barbara G. Redmond, administrateur, fille majeure, 240, boulevard Graham, Léonard Breault, mécanicien, 455, boulevard Gallant, app. 1B, Roy Patton, spécialiste en fournitures, 800, Lakeshore Drive, tous quatre de Dorval, Peter Robertson, projeteur, 12484, Granger, Gérard Richard, mécanicien, 4120, Acres, tous deux de Pierrefonds, Arthur Golland, mécanicien, 4116, avenue Laval, Horace Lagacé, commis, 810 est, Mont-Royal, William H. Corrigan, assistant technicien, 8570, rue Saint-Denis, app. 12, Marcia David, sténo-dactylo, 2177, chemin St-Clare, tous quatre de Montréal, Constance Daoust, sténographe, fille majeure, 367, Lakeshore Road, Pointe-Claire, Arthur McKinnon, superviseur, 262, Willow Place, Ile-Perrot, et Gordon Thompson, analyste, 39, 19e avenue, Roxboro, pour les objets suivants:

Organiser, diriger, promouvoir et encourager un programme d'activités récréatives, sportives et sociales pour ses membres, sous le nom de « Air Canada Recreation Association, Montreal ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à l'aéroport de Montréal, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 982-1966

Allied Distributing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: David M. Notkin, Leslie I. Notkin, tous deux avocats, Leah J. Notkin, ménagère, fille majeure, tous trois de 3742, Le Boulevard, Westmount, et Ethel Wener, programmeur, fille majeure, 5763, Côte Saint-Luc, app. 9, Hampstead, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de colles, produits gommés et autres articles divers, sous le nom de « Allied Distributing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8265, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 781-1970

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 4733-1969

Air Canada Recreation Association, Montreal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of October, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lucien Bussière, materials inspector, 53 Martin Avenue, Barbara G. Redmond, executive, spinster, 240 Graham Boulevard, Léonard Breault, mechanic, 455 Gallant Boulevard, Apt. 1B, Roy Patton, supply specialist, 800 Lakeshore Drive, all four of Dorval, Peter Robertson, planner, 12484 Granger, Gérard Richard, mechanic, 4120 Acres, both of Pierrefonds, Arthur Golland, mechanic, 4116 Laval Avenue, Horace Lagacé, clerk, 810 Mont-Royal East, William H. Corrigan, technical assistant, 8570 St-Denis Street, Apt 12, Marcia David, steno-typist, 2177 St-Clare Road, all four of Montreal, Constance Daoust, stenographer, spinster, 367 Lakeshore Road, Pointe-Claire, Arthur McKinnon, supervisor, 262 Willow Place, Ile-Perrot, and Gordon Thompson, analyst, 39, 19th Avenue, Roxboro, for the following purposes:

To organize, conduct, promote and encourage a program of recreational, athletic and social activities for and amongst its members, under the name of "Air Canada Recreation Association, Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal Airport, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 982-1966

Allied Distributing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David M. Notkin, Leslie I. Notkin, both advocates, Leah J. Notkin, housewife, fille majeure, all three of 3742 The Boulevard, Westmount, and Ethel Wener, programmer, fille majeure, 5763 Côte St. Luc, Apt. 9, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of glue, adhesives and other sundry products, under the name of "Allied Distributing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 8265 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 781-1970

L'Amicale de la Rive Sud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Larouche, peintre, 630, rue Montcalm, André Mainville, assureur, 2006, Delorimier, Fernand Ratelle, entrepreneur, 1219, Daniel, et Denis Gendron, garçon de table, 2142, St-Georges, tous quatre de Longueuil, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « L'Amicale de la Rive Sud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1128-1970

Les Amis du plein air de Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Germain Beaulieu, commis des postes, 181, rue St-Joseph ouest, Gérard Fournier, 184, Bellevue, Georges-Émile Gagné, 22, 10e Rue est, tous deux gérants, Jean Dufresne, surintendant, 31, 13e Rue ouest, et Lucien D'Assylva, mécanicien, 360, Desrosiers, tous cinq de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir le camping et le caravaning en famille, sous le nom de « Les Amis du plein air de Rimouski inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 805-1970

Anne Frances Ladies' Wear (1970) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, avenue Miller, Sol Apel, 2657, avenue Ekers, et Frank M. Godine, 14800, chemin de la côte des Neiges, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements, fournitures de maison, meubles, équipement électrique, tapis, tentures et tous autres articles ménagers, équipement et accessoires de toutes sortes et de toute description, sous le nom de « Anne Frances Ladies' Wear (1970) Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1050-1970

L'Amicale de la Rive Sud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilbert Larouche, painter, 630 Montcalm Street, André Mainville, insurance agent, 2006 Delorimier, Fernand Ratelle, contractor, 1219 Daniel, and Denis Gendron, waiter, 2142 St-Georges, all four of Longueuil, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "L'Amicale de la Rive Sud inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1128-1970

Les Amis du plein air de Rimouski inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Germain Beaulieu, postal clerk, 181 St-Joseph Street West, Gérard Fournier, 184 Bellevue, Georges-Émile Gagné, 22, 10th Street East, both managers, Jean Dufresne, superintendent, 31, 13th Street West, and Lucien D'Assylva, mechanic, 360 Desrosiers, all five of Rimouski, for the following purposes:

To promote family camping and caravaning, under the name of "Les Amis du plein air de Rimouski inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 805-1970

Anne Frances Ladies' Wear (1970) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller Avenue, Sol Apel, 2657 Ekers Avenue, and Frank M. Godine, 14800 Côte des Neiges Road, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, household furnishings, furniture, electrical equipment, rugs, draperies and all other household articles, equipment and accessories of every kind and description, under the name of "Anne Frances Ladies' Wear (1970) Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 1050-1970

Appartements DuCHARME inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Solange Côté, ménagère, épouse de Philippe Pilote, 309, Ducharme, Chicoutimi, Monique Côté, infirmière, épouse de Michel Harmegnies, rue Burgesse, Alma, et Jeanne Dessureault, ménagère, épouse de Philippe Côté, L'Ascension-de-Notre-Seigneur, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Appartements DuCHARME inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 786-1970

Appartements DuCHARME inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Solange Côté, housewife, wife of Philippe Pilote, 309 Ducharme, Chicoutimi, Monique Côté, nurse, wife of Michel Harmegnies, Burgesse Street, Alma, and Jeanne Dessureault, housewife, wife of Philippe Côté, L'Ascension-de-Notre-Seigneur, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Appartements DuCHARME inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 786-1970

Les appartements Parvu ltée
Parvu Apartments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1970, constituant en corporation: Georges Parvu, commerçant, Ioana Pitzule, ménagère, épouse dudit Georges Parvu, tous deux de 155, avenue Cartier, et Micheline Rioux, secrétaire, fille majeure, 230, Gallant, app. 7, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les appartements Parvu ltée — Parvu Apartments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, avenue Cartier, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1965-1970

Les appartements Parvu ltée
Parvu Apartments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Parvu, trader, Ioana Pitzule, housewife, wife of said Georges Parvu, both of 155 Cartier Avenue, and Micheline Rioux, secretary, spinster of the full age of majority, 230 Gallant, Apt. 7, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les appartements Parvu ltée — Parvu Apartments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 155 Cartier Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1965-1970

Association québecoise
d'éleveurs de bovins Charolais

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Sarault, ingénieur et éleveur, 1092, Parc Thornhill, Québec, Marcel Dion, éleveur, 28, chemin Senneville, Sainte-Anne-de-Bellevue, et André Briand, éleveur et financier, route rurale numéro 1, Bedford, pour les objets suivants:

L'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de tous les éleveurs d'animaux en général et les éleveurs de bovins charolais en particulier, sous le nom de « Association québecoise d'éleveurs de bovins Charolais ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Association québecoise
d'éleveurs de bovins Charolais

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Sarault, engineer and breeder, 1092 Thornhill Park, Québec, Marcel Dion, breeder, 28 Senneville Road, Sainte-Anne-de-Bellevue, and André Briand, breeder and financier, Rural Route numbe 1, Bedford, for the following purposes:

The study, protection and development of the economical, social and moral interests of all animal breeders in general and the Charolais breeders in particular, under the name of "Association québecoise d'éleveurs de bovins Charolais".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is $500,000.

Le siège social de la corporation est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 4970-1969

Ateliers Esarts inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1970, constituant en corporation: Rosario Mérette, dessinateur, Maurice Jodoin, contremaître, et Émile Leduc, journalier, tous trois de Saint-Théodore-d'Acton, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de panneaux muraux ou pièces murales de toutes sortes, sous le nom de « Ateliers Esarts inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Théodore-d'Acton, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 580-1970

Atlas Precision Works Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Iginio Bassignana, industriel, Noemi Colombo, ménagère, épouse dudit Iginio Bassignana, tous deux de 7397, boulevard Saint-Laurent, app. 3, et Gianni Broggi, machiniste, 8840, rue Meunier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de pièces mécaniques, machinerie, matrices, outils, moteurs et engins, et bocards à métal, sous le nom de « Atlas Precision Works Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9000, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 938-1970

Au royaume du cheveu d'or ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1970, constituant en corporation: Marcel Lépine, Louise Gosselin, fille majeure, tous deux de 2119, Jeanne d'Arc, app. 3, et Charles Lépine, 3505, Rouen, app. 3, tous trois commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de perruques et autres produits connexes, sous le nom « Au royaume du cheveu d'or ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $5 chacune.

The head office of the corporation is at Bedford, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 4970-1969

Ateliers Esarts inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosario Mérette, designer, Maurice Jodoin, foreman, and Émile Leduc, labourer, all three of Saint-Théodore-d'Acton, for the following purposes:

To manufacture and deal in wall panels or murals of all kinds, under the name of "Ateliers Esarts inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Théodore-d'Acton, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 580-1970

Atlas Precision Works Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Iginio Bassignana, industrialist, Noemi Colombo, housewife, wife of the said Iginio Bassignana, both of 7397 St. Lawrence Boulevard, apt. 3, and Gianni Broggi, machinist, 8840 Meunier Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in mechanical parts, machinery, dies, tools, motors and engines and metal stamping, under the name of "Atlas Precision Works Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9000 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 938-1970

Au royaume du cheveu d'or ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Lépine, Louise Gosselin, spinster of the full age of majority, both of 2119 Jeanne d'Arc, Apt. 3, and Charles Lépine, 3505 Rouen, Apt. 3, all three traders, of Montreal, for the following purposes:

To deal in wigs and other related goods, under the name of "Au royaume du cheveu d'or ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $5 each.

Le siège social de la compagnie est 4177, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1202-1970

The head office of the company is at 4177 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1202-1970

Automotive Sales & Service (North-West) Ltd.
Ventes & services automotive (Nord-ouest) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Gordon Merovitz, 17, Harland Place, Hampstead, Jean-C. Labelle, 701, 39e Avenue, Lachine, tous deux administrateurs en affaires, et André Vézina, gérant, 71, 16e Avenue, Amos, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'automobiles, véhicules, camions, tracteurs, avions, embarcacations, machines agricoles et remorques agricoles, sous le nom de « Automotive Sales & Service (North-West) Ltd. — Ventes & service automotive (Nord-ouest) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 5424-1969

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon Merovitz, 17 Harland Place, Hampstead, Jean-C. Labelle, 701, 39th Avenue, Lachine, both business executives, and André Vézina, manager, 71, 16th Avenue, Amos, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, motorcars, trucks, tractors, flying machines, boats, farms machinery and trailors, under the name of "Automotive Sales & Service (North-West) Ltd. — Ventes & service automotive (Nord-ouest) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 5424-1969

Baie St-Paul automobile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Marc Boily, comptable, Jacqueline Boily, infirmière, épouse dudit Marc Boily, tous deux de 1460, Charles Huot, Sillery, et Roger Gagnon, comptable, La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Baie St-Paul automobile inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 744-1970

Baie St-Paul automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Boily, accountant, Jacqueline Boily, nurse, wife of said Marc Boily, both of 1460 Charles Huot, Sillery, and Roger Gagnon, accountant, La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Baie St-Paul automobile inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 744-1970

La Belle Roulotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1970, constituant en corporation: Maurice Gareau, marchand, Thérèse Vachon, ménagère, épouse dudit Maurice Gareau, tous deux de 5925, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, et Benoit Chantal, vendeur, 7737, Baldwin, Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de roulottes, maisons mobiles et tentes-roulottes, sous le nom de « La Belle Roulotte inc. », avec un capital

La Belle Roulotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Gareau, trader, Thérèse Vachon, housewife, wife of said Maurice Gareau, both of 5925 Gouin Boulevard East, Montreal North, and Benoit Chantal, salesman, 7737 Baldwin, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers, mobile homes and trailer tents, under the name of "La Belle Roulotte inc.", with a total capital stock of

total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 288, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1200-1970

Ed Black Ltd.
Ed Black ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1970, constituant en corporation: Edward Black, négociant, Ruth Raphael, ménagère, épouse dudit Edward Black, tous deux de 4564, avenue Royal, Sheldon Roth, négociant, et Leiba Polger, ménagère, épouse dudit Sheldon Roth, ces deux derniers de 5342, Cumberland, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir marchands de ferrailles, sous le nom de « Ed Black Ltd.— Ed Black ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1360, rue Ropery, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 845-1970

Blondeau, Delisle & Fournier (BDF) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1970, constituant en corporation: Pierre Blondeau, 2530, avenue Bardy, app. 3, Gilles-Y. Delisle, 1840, avenue Lortie, app. 6, tous deux de Québec, et Martin Fournier, 842, de la Louisiane, Sainte-Foy, tous trois ingénieurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outillage, appareils, dispositifs, équipement, matériaux et fournitures, sous le nom de « Blondeau, Delisle & Fournier (BDF) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 841-1970

Bois Nor-Mat inc.
Nor-Mat Lumber Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1970, constituant en corporation: André Valiquette, 59, Franklin, Guy-F. Gervais, 223, Lazard, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous trois de Mont-Royal, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Bois Nor-Mat inc.— Nor-Mat Lumber Inc. »,

$40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 288 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1200-1970

Ed Black Ltd.
Ed Black ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Black, merchant, Ruth Raphael, housewife, wife of the said Edward Black, both of 4564 Royal Avenue, Sheldon Roth, merchant, and Leiba Polger, housewife, wife of the said Sheldon Roth, the latter two of 5342 Cumberland, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as scrap metal dealers, under the name of "Ed Black Ltd.— Ed Black ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1360 Ropery Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 845-1970

Blondeau, Delisle & Fournier (BDF) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Blondeau, 2530 Bardy Avenue, apt. 3, Gilles-Y. Delisle, 1840 Lortie Avenue, apt. 6, both of Québec, and Martin Fournier, 842 de la Louisiane, Sainte-Foy, all three engineers, for the following purposes:

To deal in all kinds of machines, tools, apparatus, appliances, equipment, materials, and accessories, under the name of "Blondeau, Delisle & Fournier (BDF) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 841-1970

Bois Nor-Mat inc.
Nor-Mat Lumber Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin, Guy-F. Gervais, 223 Lazard, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, all three of Mount Royal, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Bois Nor-Mat inc.— Nor-Mat Lumber Inc.", with a

avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2999, chemin Oka, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1273-1970

Boucher et Ste-Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Morton Bessner, 2370, Noël, Saint-Laurent, Jon M. Feldman, 250, avenue Clarke, Westmount, et John Lechter, 5801, Glenarden, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux, moteurs, appareils de vol et autres véhicules et autres articles semblables, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Boucher et Ste-Marie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1375, boulevard Charest ouest, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 419-1970

La boutique du tissus de Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Ernestine Gauthier, commerçante, épouse de Léo L'Archevêque, 54, Berri, Laval, Monique L'Archevêque, professeur, 4655, Dudemaine, app. 1, et Marguerite-Rose L'Archevêque, secrétaire médicale, 11940, Michel-Sarrazin, app. 3, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus de toutes sortes, draperies, papier tenture et tapis, naturels ou synthétiques, de même que de tous leurs produits, sous le nom de « La boutique du tissus de Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 393, boulevard Cartier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 984-1970

Léo Paul Brodeur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1970, constituant en corporation: Marc-André Soucy, 632, Murray, Roland Lamoureux, tous deux avocats, et Michel Lamoureux,

total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2999 Oka Road, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1273-1970

Boucher et Ste-Marie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bessner, 2370 Noël, Saint-Laurent, Jon M. Feldman, 250 Clarke Avenue, Westmount, and John Lechter, 5801 Glenarden, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, trucks, tractors, farm machinery, farm implements, boats, motors, aircraft and other similar vehicles and articles, as well as their parts and accessories, under the name of "Boucher et Ste-Marie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1375 Charest Boulevard West, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 419-1970

La boutique du tissus de Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernestine Gauthier, trader, wife of Léo L'Archevêque, 54 Berri, Laval, Monique L'Archevêque, professor, 4655 Dudemaine, apt. 1, and Marguerite-Rose L'Archevêque, medical secretary, 11940 Michel-Sarrazin, apt. 3, the latter two spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of yardgoods, draperies, wallpaper and carpets, either natural or synthetic as well as in all their products, under the name of "La boutique du tissus de Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 393 Cartier Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 984-1970

Léo Paul Brodeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc-André Soucy, 632 Murray, Roland Lamoureux, both advocates, and Michel Lamoureux, notary.

notaire, ces deux derniers de 520, Bowen sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Léo Paul Brodeur inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 990 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13, rue Murray, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 635-1970

A. Brun, courtier d'assurances inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1970, constituant en corporation: André Brun, agent d'assurance, Lucienne Galipeau, ménagère, épouse dudit André Brun, et Michel Brun, étudiant, tous trois de Sainte-Véronique, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « A. Brun, courtier d'assurances inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Véronique, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 697-70

Buffet St-Hubert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, 11645, Guertin, Jacqueline Gosselin, 2937, rue Holt, app. 6, et Isabelle Lemay, 10560, Clark, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme traiteurs, sous le nom de « Buffet St-Hubert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 12-1970

C.A. Barbier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Pierre Giroux, photographe, Murielle Giroux, ménagère, épouse dudit Pierre Giroux, tous deux de 227, Newport, et Gustave Giroux, surveillant, 245, Newport, tous trois de LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de « C.A. Barbier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions

the latter two of 520 Bowen South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Léo Paul Brodeur inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 13 Murray Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 635-1970

A. Brun, courtier d'assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Brun, insurance agent, Lucienne Galipeau, housewife, wife of said André Brun, and Michel Brun, student, all three of Sainte-Véronique, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "A. Brun, courtier d'assurances inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Véronique, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 697-70

Buffet St-Hubert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Filion, advocate, 11645 Guertin, Jacquelin Gosselin, 2937 Holt Street, Apt. 6, and Isabelle Lemay, 10560 Clark, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as caterers, under the name of "Buffet St-Hubert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 12-1970

C.A. Barbier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Giroux, photographer, Murielle Giroux, housewife, wife of the said Pierre Giroux, both of 227 Newport, and Gustave Giroux, supervisor, 245 Newport, all three of LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as photographers, and to reproduce pictures and photographs of all kinds, under the name of "C.A. Barbier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000

ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 695, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 139-1970

C.S.B. Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Brahm M. Gelfand, 5140, Mayfair, Gordon Kugler, 6300, Lennox, tous deux avocats, et Allan Crakower, étudiant en droit, 5217, King Edward, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « C.S.B. Realty Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 5952-1969

Can-Am Tools Distributors Limited
Distributeurs d'outils Can-Am limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1970, constituant en corporation: Pierre Bousquet, vendeur, 395, avenue Parc, Eddy Young, affûteur, et Margot Vaillancourt, secrétaire, épouse dudit Eddy Young, ces deux derniers de 395a, avenue Parc, tous trois de Granby, pour les objets suivans:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « Can-Am Tools Distributors Limited — Distributeurs d'outils Can-Am limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 413, avenue du Parc, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1361-1970

Canabec Sécurité inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1970, constituant en corporation: André Lavoie, marchand, 230, rue Villeneuve, Yvon Léveillé, agent d'assurances, 221, rue Albert, et Marcel Delorme, notaire, 22, rue Anne, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Effectuer et/ou organiser la surveillance d'entreprises, d'édifices publics et du public, sous le nom de « Canabec Sécurité inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 695 Notre-Dame St., Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 139-1970

C.S.B. Realty Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm M. Gelfand, 5140 Mayfair, Gordon Kugler, 6300 Lennox, both advocates, and Allan Crakower, law-student, 5217 King Edward, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "C.S.B. Realty Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 5952-1969

Can-Am Tools Distributors Limited
Distributeurs d'outils Can-Am limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Bousquet, salesman, 395 Parc Avenue, Eddy Young, tool-sharpener, and Margot Vaillancourt, secretary, wife of said Eddy Young, the latter two of 395a Parc Avenue, all three of Granby, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines, tools and appliances, under the name of "Can-Am Tools Distributors Limited — Distributeurs d'outils Can-Am limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 413 du Parc Avenue, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1361-1970

Canabec Sécurité inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lavoie, trader, 230 Villeneuve Street, Yvon Léveillé, insurance agent, 221 Albert Street, and Marcel Delorme, notary, 22 Anne Street, all three of Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry out and/or organize the surveillance of enterprises, public buildings and the public, under the name of "Canabec Sécurité inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 187, boulevard Sauvé, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 616-1970

Capitol Fur Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1970, constituant en corporation: J.-Paul Robert, 1660, place d'Anjou, Saint-Bruno-de-Montarville, Stanley Lyon Selinger, 6265, avenue Mountain Sights, tous deux avocats, et Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure, 3420, Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un commerce de fourrures, sous le nom de « Capitol Fur Company », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1199, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 121-1970

Caravane Le Caribou ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean Charron, chauffeur, 137, rue Morel, Repentigny, André Vinson, 11234, rue Ubald Paquin, Montréal-Nord, et Louis Martin, 5110, rue Valérie, Saint-Léonard, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de roulottes, équipements et articles de camping et de sport de toutes sortes, sous le nom de « Caravane Le Caribou ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1280-1970

La caserne du plongeur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1970, constituant en corporation: Micheline Faille, ménagère, épouse d'André Faille, 12, St-Antoine, André Massé, journalier, 10B, St-Antoine, et Madeleine Tremblay, ménagère, veuve d'Ovide Tremblay, 10, St-Antoine, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipements relatifs à la plongée sous-marine et à la protection contre les incendies, sous le nom de « La caserne du plongeur inc. », avec un capital total de $40,000,

The head office of the company is at 187 Sauvé Boulevard, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 616-1970

Capitol Fur Company

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Paul Robert, 1660 Place d'Anjou, Saint-Bruno-de-Montarville, Stanley, Lyon Selinger, 6265 Mountain Sights Avenue, both advocates, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a fur business, under the name of "Capitol Fur Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1199 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 121-1970

Caravane Le Caribou ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Charron, chauffeur, 137 Morel Street, Repentigny, André Vinson, 11234 Ubald Paquin Street, Montreal North, and Louis Martin, 5110 Valérie Street, Saint-Léonard, the latter two salesmen, for the following purposes:

To deal in trailers, camping and sports equipment and articles of all kinds, under the name of "Caravane Le Caribou ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1280-1970

La caserne du plongeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Faille, housewife, wife of André Faille, 12 Saint-Antoine, André Massé, labourer, 10B Saint-Antoine, and Madeleine Tremblay, housewife, widow of Ovide Tremblay, 10 Saint-Antoine, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To deal in equipment used for deep-sea diving and for fire protection, under the name of "La caserne du plongeur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common

divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue St-Antoine, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 860-1970

Casse-Croûte de la polyclinique de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de novembre 1969, constituant en corporation: Jacques Beaudoin, dentiste, Place Bellerive, Laval, Gisèle Desroches, secrétaire, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, rue Taillon, et Gertrude Buteau, secrétaire, fille majeure, 810, Henri-Bourassa, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Casse-Croûte de la polyclinique de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 5439-1969

Centre d'accueil Mont St-Bruno inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Guy Beaulac, comptable agréé, 1980, de la Régence, Serge Pratte, courtier, 2020, de la Régence, Jean Leclerc, vendeur, 206, Rabastalière ouest, Marcel Dulude, administrateur, 195, Rabastalière ouest, et Gaston Laliberté, gérant, 105, rue Clairvue, tous cinq de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Centre d'accueil Mont St-Bruno inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou posséder, est de $6,000,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 2168-1969

Centre Professionnel Fabre ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1970, constituant en corporation: Bruno Faucher, notaire, Rita Gauthier, maîtresse de maison, épouse dudit Bruno Faucher, tous

shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Antoine Street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 860-1970

Casse-Croûte de la polyclinique de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Beaudoin, dentist, Place Bellerive, Laval, Gisèle Desroches, secretary, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon Street, and Gertrude Buteau, secretary, spinster of the full age of majority, 810 Henri-Bourassa, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Casse-Croûte de la polyclinique de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and into 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 5439-1969

Centre d'accueil Mont St-Bruno inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1969, have been issued by the lieutenant-gouvernor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Guy Beaulac, chartered accountant, 1980 de la Régence, Serge Pratte, broker, 2020 de la Régence, Jean Leclerc, salesman, 206 Rabastalière West, Marcel Dulude, administrator, 195 Rabastalière West, and Gaston Laliberté, manager, 105 Clairvue Street, all five of Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To provide aged couples and the aged of both sexes with a home allowing them to live within the security and atmosphere of a true family spirit, under the name of "Centre d'accueil Mont St-Bruno inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire or possess, is $6,000,000.

The head office of the corporation is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 2168-1969

Centre Professionnel Fabre ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Faucher, notary, Rita Gauthier, housewife, wife of said Bruno Faucher, both of 6 St-Louis Street, and

deux de 6, rue St-Louis, et Léo Robillard, comptable, 257, rue DeBlois, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Centre Professionnel Fabre ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 257, rue DeBlois, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 302-1970

J. Champagne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1970, constituant en corporation: Réjean Plourde, 3007, boulevard des Forges, Rodolphe Plourde, tous deux marchands, et Rachel Turcotte, ménagère, épouse dudit Rodolphe Plourde, ces deux derniers de 2265, rue Desjardins, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « J. Champagne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 363, rue Bureau, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 919-70

Champlain Geotechnic Surveys Ltd.
Relevés Géotechniques Champlain ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1970, constituant en corporation: Guy La Roche, Beauport, Jean Déry, 679, de l'Alsace, tous deux architectes, et Gilles Ritchot, géographe, 605, boulevard St-Cyrille ouest, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Confectionner des cartes géographiques de tous genres, sous le nom de « Champlain Geotechnic Surveys Ltd. — Relevés Géotechniques Champlain ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 689-1970

Charcuterie De Blois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1970, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Yvan Macerola, 12205, Le Mesurier, tous deux de Montréal, et Léo Robillard, accountant, 257 DeBlois Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Centre Professionnel Fabre ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 257 DeBlois Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 302-1970

J. Champagne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Plourde, 3007 des Forges Boulevard, Rodolphe Plourde, both traders, and Rachel Turcotte, housewife, wife of said Rodolphe Plourde, the latter two of 2265 Desjardins, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in all produce from the earth, the vine and trees, under the name of "J. Champagne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 363 Bureau Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 919-70

Champlain Geotechnic Surveys Ltd.
Relevés Géotechniques Champlain ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy La Roche, Beauport, Jean Déry, 679 de l'Alsace, both architects, and Gilles Ritchot, geographer, 605 St-Cyrille Boulevard West, the latter two of Québec, for the following purposes:

To draw up maps of all kinds, under the name of "Champlain Geotechnic Surveys Ltd. —Relevés Géotechniques Champlain ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 689-1970

Charcuterie De Blois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Yvan Macerola, 12205 Le Mesurier, both of Montreal, and James Gali-

James Galileo, 1607, Massenet, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et bétail de toutes sortes, sous le nom de « Charcuterie De Blois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2195, de Blois, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 912-1970

Chaussures Laurence inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1970, constituant en corporation: Georges Azoulay, commerçant, 1263, rue Duchênes, Marc-Daniel R'Bibo, commis, 1391, des Maristes, tous deux de Chicoutimi, et Denis Tremblay, assistant-comptable, 222, rue Constantin, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leur accessoires, sous le nom de « Chaussures Laurence inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 229, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1287-1970

Chez Wennie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1970, constituant en corporation: Albert Bissonnette, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Jaime W. Dunton, 8, chemin Condover, Pointe-Claire, tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, fille majeure, 4652, rue Sherbrooke ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Chez Wennie inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 5,700 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5141, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 806-1970

Chinot électronique ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jeannôt Dupont, représentant, Géraldine L. Dupont, ménagère, épouse dudit Jeannôt Dupont, tous deux de 1524, rue Riverin, et Les

leo, 1607 Massenet, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, meats, poultry and livestock of all kinds, under the name of "Charcuterie De Blois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2195 de Blois, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 912-1970

Chaussures Laurence inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Azoulay, trader, 1263 Duchênes Street, Marc-Daniel R'Bibo, clerk, 1391 des Maristes, both of Chicoutimi, and Denis Tremblay, assistant accountant, 222 Constantin Street, Chicoutimi North, for the following purposes:

To make and deal in all kinds of footwear, leather goods and their accessories, under the name of "Chaussures Laurence inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 229 St-Donimique Street, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1287-1970

Chez Wennie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Bissonnette, 2 Brynmor Ave., Montreal West, Jaime W. Dunton, 8 Condover Road, Pointe-Claire, both advocates, and Kathleen Higgins, secretary, spinster of the full age of majority, 4652 Sherbrooke St. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Chez Wennie inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $1 each and 5,700 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 5141 St. Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 806-1970

Chinot électronique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jeannôt Dupont, representative, Géraldine L. Dupont, housewife, wife of the said Jeannôt Dupont, both of 1524 Riverin St., and Les Chiasson, technician,

Chiasson, technicien, 284, rue Paquin, tous trois de Duberger, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils électriques et électroniques, accessoires connexes et meubles de toutes sortes, sous le nom de « Chinot électronique ltée », avec un capital total de $35,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Duberger, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1105-1970

284 Paquin St., all three of Duberger, for the following purposes:

To deal in electrical and electronic appliances, related accessories and furniture of all kinds, under the name of "Chinot électronique ltée", with a total capital stock of $35,000, divided into 3,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Duberger, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1105-1970

Ciné-parc de Lanaudière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1970, constituant en corporation: Marcel-G. Guilbault, Pierre-J. Perrault et Jean-Guy Caron, tous trois avocats, de 159, rue Craig ouest, suite 719, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de cinémas et de théâtres, sous le nom de « Ciné-parc de Lanaudière inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 11,500 actions ordinaires de $1 chacune et en 28,500 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Charles-Borromée, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 850-1970

Ciné-parc de Lanaudière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel-G. Guilbault, Pierre-J. Perrault, and Jean-Guy Caron, all three advocates, of 159 Craig Street West, suite 719, Montreal, for the following purposes:

To operate a cinema and theatrical agency, under the name of "Ciné-parc de Lanaudière inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 11,500 common shares of $1 each and 28,500 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Charles-Borromée, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 850-1970

Club des campeurs nomades de Chandler inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Whittom, contremaître, 26, de la Baie, Georges Michaud, vendeur, 429, Monseigneur de Laval, case postale 326, Georges Lancup, commis, 5, rue Ste-Famille, et Léonce Pelletier, technicien, 400, des Érables, tous de Chandler, pour les objets suivants:

Promouvoir la vie au grand air, les activités touristiques et la protection de la faune, sous le nom de « Club des campeurs nomades de Chandler inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1007-1970

Club des campeurs nomades de Chandler inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Whitton, foreman, 26 De la Baie, Georges Michaud, salesman, 429 Monseigneur de Laval, P.O. Box 326, Georges Lancup, clerk, 5 Ste-Famille Street, and Léonce Pelletier, technician, 400 Des Érables, all of Chandler, for the following purposes:

To promote outdoor life, touristic activities and preservation of fauna, under the name of "Club des campeurs nomades de Chandler inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $10,000.

The head office of the corporation is at Chandler, judicial district of Gaspé.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1007-1970

Club équestre St-Maurice inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1970, constituant en corporation: J.-Léo Bélisle, marchand de chaussures, 1445, 123e Rue, Martial Papillon, pharmacien, 2850, 12e Avenue, tous deux de Shawinigan-Sud, et Claude Collins, agent de police, 2023, Cloutier, Shawinigan, pour les objets suivants:

Club équestre St-Maurice inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Léo Bélisle, footwear merchant, 1445, 123rd Street, Martial Papillon, druggist, 2850, 12th Avenue, both of Shawinigan South, and Claude Collins, policeman, 2023 Cloutier, Shawinigan, for the following purposes:

Promouvoir l'enseignement et la pratique de l'équitation dite « anglaise », sous le nom de « Club équestre St-Maurice inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1016-1970

Club de Judo de Sept-Iles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Chenel, technicien, 649, Gamache, Henri-Paul Tremblay, mécanicien, 8, Lejeune, Denis Thibault, commis, 989, Doucet, et Martineau Bouchard, assureur, 881, Giasson, app. 1, tous quatre de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du judo, sous le nom de « Club de Judo de Sept-Iles inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1291-1970

Club Indianapolis de Chibougamau, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation: Fernand Bédard, livreur, Ghislaine Rondeau, ménagère, épouse dudit Fernand Bédard, tous deux de 334, rue Wilson, et Bertrand Bédard, livreur, 535, 4e Rue, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des autodromes et autres places d'amusement, sous le nom de « Club Indianapolis de Chibougamau, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 334, rue Wilson, Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1041-1970

Club social des entreprises P. H. Desrosiers

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Alcide Leduc, acheteur, 2434, chemin Laval, Saint-Laurent, Jacques Dubois, représentant des ventes, 2407, Terrasse Guindon, et Fernand Nowlan, comptable, 8888, boulevard Lajeunesse, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

To promote the teaching and practice of horseback riding sometimes called "English riding", under the name of "Club équestre St-Maurice inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1016-1970

Club de Judo de Sept-Iles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Chenel, technician, 649 Gamache, Henri-Paul Tremblay, mechanic, 8 Lejeune, Denis Thibault, clerk, 989 Doucet, and Martineau Bouchard, insurer, 881 Giasson, Apt. 1, all four of Sept-Iles, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote judo in particular, under the name of "Club de Judo de Sept-Iles inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1291-1970

Club Indianapolis de Chibougamau, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Bédard, deliveryman, Ghislaine Rondeau, housewife, wife of Fernand Bédard, both of 334 Wilson Street, and Bertrand Bédard, deliveryman, 535, 4th Street, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To operate one or several autodromes and other amusement places, under the name of "Club Indianapolis de Chibougamau, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 334 Wilson Street, Chibougamau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1041-1970

Club social des entreprises P. H. Desrosiers

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alcide Leduc, purchaser, 2434 Laval Road, Saint-Laurent, Jacques Dubois, sales representative, 2407 Guindon Terrace, and Fernand Nowlan, accountant, 8888 Lajeunesse Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club social des entreprises P. H. Desrosiers ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 159, Jean Talon ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 804-1970

Como Isolation ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1970, constituant en corporation: Rodrigue Grenier, industriel, Laurette Demers, ménagère, épouse dudit Robrigue Grenier, tous deux de 1012, rue Morain, Hauterive, et Paul Rondeau, consultant, 252, boulevard Ste-Anne, Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'isolants de tout genre, résidentiel, commercial et industriel, sous le nom de « Como Isolation ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1012, rue Morain, Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1100-1970

La Compagnie Jean Claude Bouchard ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Bouchard, industriel, Lucie Blouin, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Bouchard, tous deux de 65, St-Jean-Baptiste, Baie-Saint-Paul, et Marc Boily, comptable, 1460, Charles Huot, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « La Compagnie Jean Claude Bouchard ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 746-1970

Compumatch Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1970, constituant en corporation: Harold P. Gordon, avocat, Mary E. Spracklin, et Helen Xenos, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

To establish and operate a social club, under the name of "Club social des entreprises P. H. Desrosiers".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $200,000.

The head office of the corporation is at 159 Jean Talon west, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 804-1970

Como Isolation ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rodrigue Grenier, industrialist, Laurette Demers, housewife, wife of said Rodrigue Grenier, both of 1012 Morain Street, Hauterive, and Paul Rondeau, consultant, 252 Ste-Anne Boulevard, Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, for the following purposes:

To deal in insulating substances of all kinds, residential, commercial and industrial, under the name of "Como Isolation ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1012 Morain Street, Hauterive, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1100-1970

La Compagnie Jean Claude Bouchard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Bouchard, industrialist, Lucie Blouin, housewife, wife of said Jean-Claude Bouchard, both of 65 St-Jean-Baptiste, Baie-Saint-Paul, and Marc Boily, accountant, 1460 Charles Huot, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "La Compagnie Jean Claude Bouchard ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 746-197

Compumatch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold P. Gordon, advocate, Mary E. Spracklin, and Helen Xenos, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

S'établir conseillers ou agents pour toute personne, toute entreprise commerciale ou organisation industrielle dans la recherche et la sélection du personnel, sous le nom de « Compumatch Inc. », avec un capital-actions divisé en 80,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 1155 ouest, boulevard Dorchester, bureau 3900, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 842-1970

Constructions Pagaro inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation: Roger Parent, industriel, Elizabeth Bilodeau, ménagère, épouse dudit Roger Parent, tous deux de 4, rue Bellefeuille, Saint-Romuald-d'Etchemin, Gaston Parent, industriel, et Gervaise Bilodeau, ménagère, épouse dudit Gaston Parent, ces deux derniers de Saint-Isidore, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Constructions Pagaro inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1101-1970

Construction Romain Brunet ltée
Romain Brunet Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1970, constituant en corporation: Romain Brunet, Touraine, Rayclair Brunet, 24, Principale nord, Maniwaki, tous deux hommes d'affaires, et Marie-Paule Laviolette, secrétaire, fille majeure, 8, Charlevoix, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Romain Brunet ltée — Romain Brunet Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 880-1970

Les Constructions urbaines et métropolitaines inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation:

To act as consultants or agents for any person or commercial enterprise or for any industrial organization in the search and selection of personnel of every kind, under the name of "Compumatch Inc.", with a capital stock divided into 80,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, suite 3900, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 842-1970

Constructions Pagaro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Parent, industrialist, Elizabeth Bilodeau, housewife, wife of the said Roger Parent, both of 4 Bellefeuille Street, Saint-Romuald-d'Etchemin, Gaston Parent, industrialist, and Gervaise Bilodeau, housewife, wife of the said Gaston Parent, the latter two of Saint-Isidore, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Constructions Pagaro inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1101-1970

Construction Romain Brunet ltée
Romain Brunet Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Romain Brunet, Touraine, Rayclair Brunet, 24 Main St. North, Maniwaki, both businessmen, and Marie-Paule Laviolette, secretary, spinster of the full age of majority, 8 Charlevoix, Hull, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Romain Brunet ltée — Romain Brunet Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 880-1970

Les Constructions urbaines et métropolitaines inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monet,

Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, 3459, rue Sherbrooke est, Lise Quesnel, 5138, avenue Montclair, et Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Constructions urbaines et métropolitaines inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 80,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, Place Ville Marie, suite 514, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 782-1970

A. Corbeil & fils assurances inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1970, constituant en corporation: Jacques Corbeil, Pierre Corbeil, tous deux courtiers d'assurances, de 823, St-Pierre, et Jean-Jacques Hamel, avocat, 621, Théberge, tous trois de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « A. Corbeil & fils assurances inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 638-1970

Corporation Managex Managex Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation: Michel-André Demers, notaire, Théodore-V. DeClercq, agent de personnel, tous deux de 4874, Côte des Neiges, et Philippe Farley, homme d'affaires, 3333, chemin de la Reine Marie, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, d'administration et de gestion, sous le nom de « Corporation Managex —Managex Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1083-1970

Créations Brigitte ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e

advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Jean Glushik, 3459 Sherbrooke Street East, Lise Quesnel, 5138 Montclair Avenue, and Céline Trudeau, 2132 Bossuet Street, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Constructions urbaines et métropolitaines inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 80,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 782-1970

A. Corbeil & fils assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Corbeil, Pierre Corbeil, both insurance brokers, of 823 St-Pierre, and Jean-Jacques Hamel, advocate, 621 Théberge, all three of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "A. Corbeil & fils assurances inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 638-1970

Corporation Managex Managex Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel-André Demers, notary, Théodore-V. DeClercq, personnel manager, both of 4874 Côte des Neiges, and Philippe Farley, businessman, 3333 Queen Mary Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, administration and management company, under the name of "Corporation Managex — Managex Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1083-1970

Créations Brigitte ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de mars 1970, constituant en corporation: Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Gilles Ferland, administrateur, 94, Forest, L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Créations Brigitte ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 3,985 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 312, rue St-Jacques, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1136-1970

Les créations graphiques G. & T. inc.
G. & T. Creative Graphics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Berta Szoszki, femme d'affaires, épouse de Sandor Bischitz, route rurale numéro 1, Colborne, Paul Agoston, comptable, et Suzanne Torda, graphiste, épouse dudit Paul Agoston, ces deux derniers de 3445, rue Drummond, Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des services de création de toutes sortes dans le domaine de la publicité, des arts graphiques et des relations extérieures, sous le nom de « Les créations graphiques G. & T. inc.— G. & T. Creative Graphics Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3445, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 6091-1969

François Cyr inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1970, constituant en corporation: François Cyr, représentant, Nicole Charbonneau, ménagère, épouse dudit François Cyr, tous deux de 3359, Lachenaie, et Jean-Guy Roussy, avocat, 1106, Labarre, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « François Cyr inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 685-1970

Daily Auto Parts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

and Cooperatives, incorporating: Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Gilles Ferland, administrator, 94 Forest, L'Assomption, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Créations Brigitte ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $10 each, 3,985 class "A" preferred shares of $10 each, 50 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 312 St. James Street, L'Assomption, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1136-1970

Les créations graphiques G. & T. inc.
G. & T. Creative Graphics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Berta Szoszki, businesswoman, wife of Sandor Bischitz, Rural Route Number 1, Colborne, Paul Agoston, accountant, and Suzanne Torda, commercial artist, wife of the said Paul Agoston, the latter two of 3445 Drummond Street, Montreal, for the following purposes:

To render any and all creative services in all advertising medias, as well as in the commercial art and public relations fields, under the name of "Les créations graphiques G. & T. inc.— G. & T. Creative Graphics Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3445 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 6091-1969

François Cyr inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Cyr, representative, Nicole Charbonneau, housewife, wife of said François Cyr, both of 3359 Lachenaie, and Jean-Guy Roussy, advocate, 1106 Labarre, all three of St. Foy, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications and to operate an advertising agency, under the name of "François Cyr inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 685-1970

Daily Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1970, constituant en corporation: Georges McMahon, industriel, Florence Dagenais, ménagère, épouse dudit George McMahon, tous deux d'Ormstown, et Charles McMahon, gérant, 379, Laplante, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Daily Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 973-1970

5th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George McMahon, industrialist, Florence Dagenais, housewife, wife of the said George McMahon, both of Ormstown, and Charles McMahon, manager, 379 Laplante, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in motors, machines, their parts and accessories, and in other instruments and apparatus, under the name of "Daily Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 973-1970

Décarie Auto Radiators (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1970, constituant en corporation: André Laniel, mécanicien, 4936, Suzanne, Pierrefonds, Guy Lacoste, notaire, 3787, Vendôme, et Micheline Paille, secrétaire, fille majeure, 4055, boulevard Décarie, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Décarie Auto Radiators (1970) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5770, Donohue, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 852-1970

Décarie Auto Radiators (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Laniel, mechanic, 4936 Suzanne, Pierrefonds, Guy Lacoste, notary, 3787 Vendôme, and Micheline Paille, secretary, spinster of the full age of majority, 4055 Décarie Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines, parts and accessories and other implements and apparatus, under the name of "Décarie Auto Radiators (1970) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 5770 Donohue, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 852-1970

Delivro Express Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation: Lise Bernier, 375, Père Marquette, Québec, Danièle Richard, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Renaud Jolicoeur, administrateur, 3228, Lavallée, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transports, sous le nom de « Delivro Express Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 89, rue Dorchester sud, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1005-1970

Delivro Express Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Bernier, 375 Père Marquette, Québec, Danièle Richard, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, both secretaries spinsters of the full age of majority, and Renaud Jolicoeur, administrator, 3228 Lavallée, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Delivro Express Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 89 Dorchester Street South, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1005-1970

Demanins construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1970, constituant en corporation: Giorgio Demanins, briqueteur, Rosa Carbonara, ménagère, épouse dudit Giorgio Demanins, tous deux de 6060, Chailly, Saint-Léonard, et Luisa Cantatore, secrétaire, épouse de Antonio Garippo, 7576, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Demanins construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6060, rue Chailly, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1142-1970

Demanins construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giorgio Demanins, bricklayer, Rosa Carbonara, housewife, wife of the said Giorgio Demanins, both of 6060 Chailly, Saint-Léonard, and Luisa Cantatore, secretary, wife of Antonio Garippo, 7576 St. Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Demanins construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6060 Chailly Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1142-1970

Desmarais Marine Outboard Sales Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1970, constituant en corporation: Raymond Desmarais, homme d'affaires, 145, 54e Avenue, Lachine, Jacqueline Daoust, épouse de Charles Thiffault, 2805, Tracy, Laval, et Louisette Morel, épouse de Gilles Gagnon, 5594, Basile-Patenaude, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, moteurs, bateaux, instruments de navigation aérienne, appareils et accessoires, sous le nom de « Desmarais Marine Outboard Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2625, rue St-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1304-1970

Desmarais Marine Outboard Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Desmarais, businessman, 145, 54th Avenue, Lachine, Jacqueline Daoust, wife of Charles Thiffault, 2805 Tracy, Laval, and Louisette Morel, wife of Gilles Gagnon, 5594 Basile-Patenaude, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in aircraft of all kinds, motors, boats, aerial navigation instruments, appliances and accessories, under the name of "Desmarais Marine Outboard Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2625 St-Joseph Street, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1304-1970

Les disques S.E.X. inc.
S.E.X. Records Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1970, constituant en corporation: Pierre Laforest, Mario-R. Girard, tous deux avocats, et Herby Dumoulin, professeur, tous trois de 4858, Côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de disques, rubans magnétiques et autres procédés reproduisant les sons, la voix et la musique, sous le nom de « Les disques S.E.X. inc.—S.E.X. Records Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Les disques S.E.X. inc.
S.E.X. Records Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Laforest, Mario-R. Girard, both advocates, and Herby Dumoulin, professor, all three of 4858 Côte des Neiges, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of records, tapes and other sound, voice and music-reproducing processes, under the name of "Les disques S.E.X. inc.—S.E.X. Records Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 20, rue Marsolais, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 927-1970

D.K. Interiors (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1970, constituant en corporation: Simon Schwartz, 5887, avenue Centennial, app. 67, Côte Saint-Luc, Billy Mauer, 28, avenue Franklin, Mont-Royal, tous deux avocats, et Susan Brickland, secrétaire, célibataire, 5311 ouest, rue Sherbrooke, app. 815, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et agents en matière d'administration d'ameublement de maisons, sous le nom de « D.K. Interiors (Québec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2054, rue Veniard, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1216-1970

Domaine de l'amitié inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Tremblay, estimateur, 312, rue Courtois, Lucien Tremblay, 665, boulevard Lamarche, et Roger Lévesque, 1090, rue Boily, ces deux derniers gérants, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une colonie de vacances pour garçons et filles, sous le nom de « Domaine de l'amitié inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1108-1970

Don Guistino Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1970, constituant en corporation: Don Guistino Forlini, administrateur des ventes, Ginette Forest, ménagère, épouse dudit Don Guistino Forlini, tous deux de 8262, rue Mirepoix, Saint-Léonard, et Philip Myers, administrateur des ventes, 980, d'Aleçon, Laval, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Don Guistino Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires

The head office of the company is at 20 Marsolais St., Outremont, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 927-1970

D.K. Interiors (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Schwartz, 5887 Centennial Avenue, Apt. 67, Côte Saint-Luc, Billy Mauer, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, both advocates, and Susan Brickland, secretary, spinster, 5311 Sherbrooke Street West, Apt. 815, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and agents in the matter of house furniture administration, under the name of "D.K. Interiors (Québec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2054 Veniard Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1216-1970

Domaine de l'amitié inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Tremblay, appraiser, 312 Courtois Street, Lucien Tremblay, 665 Lamarche Boulevard, and Roger Lévesque, 1090 Boily Street, the latter two managers, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To establish and operate a summer camp for girls and boys, under the name of "Domaine de l'amitié inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1108-1970

Don Guistino Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Don Guistino Forlini, sales executive, Ginette Forest, housewife, wife of the said Don Guistino Forlini, both of 8262 Mirepoix Street, Saint-Léonard, and Philip Myers, sales executive, 980 d'Aleçon, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Don Guistino Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common

de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 869-1970

shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 869-1970

Dorchester Transport U.S. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1970, constituant en corporation: Henri LaRue, 2660, des Forges, Normand Gagnon, 3047, Lechasseur, tous deux avocats, de Sainte-Foy, et Paule Gauthier, avocate, fille majeure, 630, Père Marquette, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Dorchester Transport U.S. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Henri, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1092-1970

Dorchester Transport U.S. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri LaRue, 2660 des Forges, Normand Gagnon, 3047 Lechasseur, both advocates of St. Foy, and Paule Gauthier, advocate, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette, Québec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Dorchester Transport U.S. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Henri, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1092-1970

Duplain Sports Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1970, constituant en corporation: René Duplain, industriel, Antoinette Therrien, ménagère, épouse dudit René Duplain, tous deux de 3360, boulevard Monseigneur Gauthier, et Émilien Vézina, ingénieur en chauffage, 3036, St-Rédempteur, tous trois de Giffard, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de sports de tout genre, sous le nom de « Duplain Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 968-1970

Duplain Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Duplain, industrialist, Antoinette Therrien, housewife, wife of said René Duplain, both of 3360 Monseigneur Gauthier Boulevard, and Émilien Vézina, heating engineer, 3036 St-Rédempteur, all three of Giffard, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports goods of all kinds, under the name of "Duplain Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Giffard, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 968-1970

Eastern Polybag Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation: Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, Danielle Trudel, 7125, rue Louis-Hémon, et Nicole Viau, 6834, rue Des Écores, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes marchandises, articles, biens, produits et commodités de toute nature ou description, sous le nom de « Eastern Polybag Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Eastern Polybag Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, Danielle Trudel, 7125 Louis-Hémon Street, and Nicole Viau, 6834 Des Écores Street, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the follwing purposes:

To manufacture and deal in all kinds of merchandise, articles, goods, products and commodities of all nature or description, under the name of "Eastern Polybag Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 620, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1014-1970

Éditions Cor-Mel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de février 1970, constituant en corporation: Émile Bourbonnais, 64, 83e Avenue, Laval, Léon Beaudry, 920, boulevard Jacques Cartier, Sherbrooke, tous deux maîtres électriciens, Jean LeBon, ingénieur, 37, Place Rupert, Repentigny, et Lucille Malo, secrétaire, fille majeure, 190, de Montenach, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Éditions Cor-Mel inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 566-1970

Emergency Car Rental Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1970, constituant en corporation: André Lauzon, commerçant, Gisèle LeBlanc, ménagère, épouse dudit André Lauzon, tous deux de 7119, Lacordaire, Saint-Léonard, et Marc Beaudoin, avocat, 2486, Jean Talon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la location d'automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Emergency Car Rental Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5831, Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 800-1970

Les entreprises Charles Lépine & fils ltée Charles Lépine & Sons Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1970, constituant en corporation: Charles Lépine, Paul Lépine, tous deux de 3505, Rouen, app. 3, et Marcel Lépine, 2119, Jeanne d'Arc, app. 3, tous trois commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de perruques et autres produits connexes, sous le nom de « Les entreprises Charles Lépine & fils ltée — Charles Lépine & Sons Enterprises Ltd. », avec un capital total de

The head office of the company is at 620 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1014-1970

Éditions Cor-Mel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Bourbonnais, 64, 83rd Avenue, Laval, Léon Beaudry, 920 Jacques-Cartier Blvd., Sherbrooke, both master electricians, Jean LeBon, engineer, 37 Place Rupert, Repentigny, and Lucille Malo, secretary, spinster of the full age of majority, 190 de Montenach, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Éditions Cor-Mel inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 566-1970

Emergency Car Rental Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lauzon, trader, Gisèle LeBlanc, housewife, wife of said André Lauzon, both of 7119 Lacordaire, Saint-Léonard, and Marc Beaudoin, advocate, 2486 Jean Talon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in and to rent automobiles and motor vehicles of all kinds, under the name of "Emergency Car Rental Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5831 Papineau, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 800-1970

Les entreprises Charles Lépine & fils ltée Charles Lépine & Sons Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Lépine, Paul Lépine, both of 3505 Rouen, Apt. 3, and Marcel Lépine, 2119 Jeanne d'Arc, Apt. 3, all three traders of Montreal, for the following purposes:

To deal in wigs and other products related thereto, under the name of "Les entreprises Charles Lépine & fils ltée — Charles Lépine & Sons Enterprises Ltd.", with a total capital stock

$75,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4177, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1242-1970

Les entreprises D.D.B. limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1970, constituant en corporation: Gilles D'Anjou, comptable, 301, 3e Rue, Jacques D'Anjou, gérant, 703, 4e Avenue, et Louis-Raymond Boulanger, administrateur, 107, 1re Rue, tous trois de La Pocatière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Les entreprises D.D.B. limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 107, 1re Rue, La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 875-1970

Les entreprises Fréchette & fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1970, constituant en corporation: Fernand Fréchette, menuisier, Yvette St-Pierre, maîtresse de maison, épouse dudit Fernand Fréchette, tous deux de 325, 4e Rue, et Gilles Fréchette, menuisier, 792, 5e Rue, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du bois et de tous les produits du bois, sous le nom de « Les entreprises Fréchette & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 866-1970

Entreprises Kimo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1970, constituant en corporation: Raymond Corbin, homme d'affaires, 7, de Bienville, David Giasson, notaire, 32, Ramezay, et Léo Bernatchez, douanier, 81, Legardeur, tous trois de Baie Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Entreprises Kimo inc. », avec un capital

of $75,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and into 7,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at 4177 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1242-1970

Les entreprises D.D.B. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles D'Anjou, accountant, 301, 3rd Street, Jacques D'Anjou, manager, 703, 4th Avenue, and Louis-Raymond Boulanger, administrator, 107, 1st Street, all three of La Pocatière, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Les entreprises D.D.B. limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 107, 1st Street, La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 875-1970

Les entreprises Fréchette & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Fréchette, carpenter, Yvette St-Pierre, housewife, wife of the said Fernand Fréchette, both of 325, 4th Street, and Gilles Fréchette, carpenter, 792, 5th Street, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To manufacture and deal in timber, lumber and wood products, under the name of "Les entreprises Fréchette & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 866-1970

Entreprises Kimo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Corbin, businessman, 7 de Bienville, David Giasson, notary, 32 Ramezay, and Léo Bernatchez, customs officer, 81 Legardeur, all three of Baie Comeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of supplies, under the name of "Entreprise Kimo inc.", with a total capital stock of $100,000,

total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7, rue Bienville, Baie Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 4409-1969

Les entreprises Mont Bruno inc.
Mont Bruno Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Denis Durocher, 389, Seigneurial, Saint-Bruno, Jean Legault, 8151, Yves Prévost, Anjou, et Gilles St-Pierre, 230, Guillerm, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Mont Bruno inc.— Mont Bruno Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1107, rue Goyer, Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 676-1970

Les entreprises Normand et Claude inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1970, constituant en corporation: Claude Raymond, commerçant, Claudette Raymond, ménagère, épouse dudit Claude Raymond, tous deux de 640, Percy, Normand Pouliot, commerçant, et Ghislaine Pouliot, ménagère, épouse dudit Normand Pouliot, ces deux derniers de 192, Merry sud, tous quatre de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Normand et Claude inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 787-1970

Les entreprises Rono inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: Réal Dion, 2740, Marquette, Robert Lanctôt, 900, Vanier, tous deux avocats, de Laval, et Ghislaine Galarneau, secrétaire, fille majeure, 10165, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

divided into 2,500 common shares of $10 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7 Bienville Street, Baie Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 4409-1969

Les entreprises Mont Bruno inc.
Mont Bruno Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Durocher, 389 Seigneurial, Saint-Bruno, Jean Legault, 8151 Yves Prévost, Anjou, and Gilles St-Pierre, 230 Guillerm, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Mont Bruno inc.— Mont Bruno Enterprises Inc.", wish a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1107 Goyer Street, Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 676-1970

Les entreprises Normand et Claude inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Raymond, trader, Claudette Raymond, housewife, wife of the said Claude Raymond, both of 640 Percy, Normand Pouliot, trader, and Ghislaine Pouliot, housewife, wife of the said Normand Pouliot, the latter two of 192 Merry South, all four of Magog, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Normand et Claude inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and 4,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 787-1970

Les entreprises Rono inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Dion, 2740 Marquette, Robert Lanctôt, 900 Vanier, both advocates of Laval, and Ghislaine Galarneau, secretary, spinster of the full age of majority, 10165 Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement et d'immeuble et faire le commerce, la réparation et la location de pièces de mécanique, moteurs et de véhicules de tous genres, sous le nom de « Les entreprises Rono inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 301, rue Adolphe-Chapleau, Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 756-1970

Les Entreprises Val-Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1970, constituant en corporation: André Verrette, industriel, 610, rue Forget, Carmen Lehouillier, ménagère, épouse de Yvon Cournoyer, 136, rue Mitchener, Jérôme Loranger, notaire, 239, rue des Érables, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, et Gaston Lacerte, vendeur, 2107, boulevard Royal, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Les Entreprises Val-Marie inc. », avec un capital total de $2,000, divisé en 100 actions ordinaires de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 470, 5e Rue, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératises,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 994-1970

Exporama inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Raymond Crevier, avocat, 70, avenue Vivian, Mont-Royal, Farid A. Cheftechi, 6950, avenue Fielding, et John Hamilton, junior, 5820, rue de Louisbourg, ces deux derniers employés de services juridiques, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger un pavillon consacré au monde des affaires et autres domaines connexes, sur l'emplacement de « Terre des Hommes », dans la ville de Montréal, sous le nom de « Exporama inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $1,000,000.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1490-1970

Expo-Sciences de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert-J. Bertrand, avocat, 5580, avenue Woodbury, Paul-J. Bertrand, maître-

To carry on business as an investment and real estate company and to deal in, repair and rent mechanical parts, motors and vehicles of all kinds, under the name of "Les entreprises Rono inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 301 Adolphe-Chapleau Street, Bois-des-Filion, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 756-1970

Les Entreprises Val-Marie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Verrette, industrialist, 610 Forget Street, Carmen Lehouillier, housewife, wife of Yvon Cournoyer, 136 Mitchener Street, Jérôme Loranger, notary, 239 des Érables Street, all three of Cap-de-la-Madeleine, and Gaston Lacerte, salesman, 2107 Royal Boulevard, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Les Entreprises Val-Marie inc.", with a total capital stock of $2,000, divided into 100 common shares of $20 each.

The head office of the company is at 470, 5th Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 994-1970

Exporama inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Crevier, advocate, 70 Vivian Avenue, Mount Royal, Farid A. Cheftechi, 6950 Fielding Avenue, and John Hamilton junior, 5820 De Louisbourg Street, the latter two law clerks, of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage a pavilion devoted to the world of business and related fields on the site of "Man and His World" in the city of Montreal, under the name of "Exporama inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own is to be limited is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1490-1970

Expo-Sciences de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert-J. Bertrand, advocate, 5580 Woodbury Avenue, Paul-J. Bertrand,

imprimeur, et Lucille Bertrand, notaire, fille majeure, ces deux derniers de 1705, boulevard St-Joseph est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Susciter l'intérêt pour les sciences chez les étudiants des cours pré-universitaires de la région métropolitaine de Montréal, sous le nom de « Expo-Sciences de Montréal inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 752-1970

Fédération Équestre du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Eugène St-Louis, instructeur d'équitation, 315, Montée Sabourin, Jean Regol, technologiste, 1172, rue Montcalm, tous deux de Saint-Bruno, et Odette Lemoyne, secrétaire, fille majeure, 76, rue Principale, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Promouvoir l'hippisme et l'équitation sous toutes ses formes, sous le nom de « Fédération Équestre du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 315, Montée Sabourin, Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1079-1970

Ferme M.L.M. inc.
M.L.M. Farm Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1970, constituant en corporation: Michel Giguère, entraîneur de chevaux de course, Louise C. Giguère, ménagère, épouse dudit Michel Giguère, et Louis-Philippe Camirand, industriel, tous trois de 1077, chemin St-Louis, Sillery, pour les objets suivants:

Faire l'élevage de chevaux de toutes sortes, sous le nom de « Ferme M.L.M. inc.— M.L.M. Farm Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1077, chemin St-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1115-1970

Frontenac Smallwares Specialities Ltd.
Spécialités de menus articles Frontenac ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

master printer, and Lucille Bertrand, notary, spinster of the full age of majority, the latter two of 1705 St-Joseph Boulevard East, all three of Montreal, for the following purposes:

To arouse an interest in science among pre-university students of the Montreal Metropolitan Area, under the name of "Expo-Sciences de Montréal inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 752-1970

Fédération Équestre du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Eugène St-Louis, equitation instructor, 315 Montée Sabourin, Jean Regol, technologist, 1172 Montcalm Street, both of Saint-Bruno, and Odette Lemoyne, secretary, spinster of the full age of majority, 76 Principale Street, Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To promote horse-racing and horseback riding of all kinds, under the name of "Fédération Équestre du Québec".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess is $200,000.

The head office of the corporation is at 315 Montée Sabourin, Saint-Bruno, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1079-1970

Ferme M.L.M. inc.
M.L.M. Farm Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Giguère, race-horse trainer, Louise C. Giguère, housewife, wife of the said Michel Giguère, and Louis-Philippe Camirand, industrialist, all three of 1077 St. Louis Road, Sillery, for the following purposes:

To breed all kinds of horses, under the name of "Ferme M.L.M. inc.— M.L.M. Farm Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1077 St. Louis Road, Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1115-1970

Frontenac Smallwares Specialities Ltd.
Spécialités de menus articles Frontenac ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1970, have been issued by

il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1970, constituant en corporation: Gisèle Thouin, secrétaire, épouse de Gilles Thouin, 5305, boulevard Robert, Saint-Léonard, Gilles Grenier, comptable, 321, Laval, Laval, et Lionel Gaudry, gérant, 10623, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Frontenac Smallwares Specialities Ltd.— Spécialités de menus articles Frontenac ltée », avec un capital total de $100,000, divise en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 896-1970

G.B. Midwind Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1970, constituant en corporation: Laurence M. Tanny, 7925, chemin Kingsley, app. 612, côte Saint-Luc, Edward E. Aronoff, 5159, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, et Françoise Ollivier, fille majeure, 200, Willowdale, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, produits et marchandises, objets manufacturés et produits de toute description, sous le nom de « G.B. Midwind Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 985-1970

G.T. Électrique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de février 1970, constituant en corporation: Marcel Guay, électricien, Denise Tessier, ménagère, épouse dudit Marcel Guay, tous deux de 922, Dorchester est, et André Mercure, administrateur, 1597, Champlain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises électriques, sous le nom de « G.T. Électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1787, Amherst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 531-1970

La galerie d'art V inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du

the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gisèle Thouin, secretary, wife of Gilles Thouin, 5305 Robert Boulevard, Saint-Léonard, Gilles Grenier, accountant, 321 Laval, Laval, and Lionel Gaudry, manager, 10623 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Frontenac Smallwares Specialities Ltd.— Spécialités de menus articles Frontenac ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 896-1970

G.B. Midwind Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurence M. Tanny, 7925 Kingsley Road, Apt. 612, Côte Saint-Luc, Edward E. Aronoff, 5159 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, and Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares, merchandise, manufactured articles and products of every description, under the name of "G.B. Midwind Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 985-1970

G.T. Électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Guay, electrician, Denise Tessier, housewife, wife of said Marcel Guay, both of 922 Dorchester East, and André Mercure, administrator, 1957 Champlain, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of electrical merchandise, under the name of "G.T. Électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1787 Amherst, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 531-1970

La galerie d'art V inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

11e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jules Harvey, homme d'affaires, Denise Nadeau, ménagère, épouse dudit Jules Harvey, tous deux de 3515, rue Hardy, et Raymond Hains, fonctionnaire, 3355, rue Joncas, tous trois de Giffard, pour les objets suivants:

Exploiter une galerie d'art, sous le nom de « La galerie d'art V inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1065-1970

Garage Zembri ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean Zembri, garagiste, Françoise Voerzio, ménagère, épouse dudit Jean Zembri, tous deux de 2265, de la Concorde, Laval, et Claude Vigé, gérant, 1200, rue Bourget, app. 8, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Zembri ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6670, rue Bombardier, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1038-1970

Gilfer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1970, constituant en corporation: Gilles Gagnon, Fernand Gagnon, tous deux entrepreneurs, Monique Potvin, ménagère, épouse dudit Fernand Gagnon, tous trois de 8620, rue Robert, Laval, et Gilbert Gagnon, menuisier, 11545, Normandie, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « Gilfer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,850 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8620, rue Robert, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 801-1970

Graph-O-Pier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e

and Cooperatives, incorporating: Jules Harvey, businessman, Denise Nadeau, housewife, wife of the said Jules Harvey, both of 3515 Hardy St., and Raymond Hains, civil servant, 3355 Joncas St., all three of Giffard, for the following purposes:

To operate an art gallery, under the name of "La galerie d'art V inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1065-1970

Garage Zembri ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Zembri, garage-keeper, Françoise Voerzio, housewife, wife of said Jean Zembri, both of 2265 de la Concorde, Laval, and Claude Vigé, manager, 1200 Bourget Street, Apt. 8, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors, farm machinery, agricultural implements, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage Zembri ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6670 Bombardier Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1038-1970

Gilfer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Gagnon, Fernand Gagnon, both contractors, Monique Potvin, housewife, wife of the said Fernand Gagnon, all three of 8620 Robert St., Laval, and Gilbert Gagnon, joiner, 11545 Normandie, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Gilfer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $1 each and 3,850 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8620 Robert St., Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 801-1970

Graph-O-Pier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de février 1970, constituant en corporation: Pierre Cloutier, policier, Lucie Hamel, ménagère, épouse dudit Pierre Cloutier, tous deux de 27, rue Michel, Beloeil, et Raymond Cloutier, surveillant en comptablilité, 34, Terrasse Corbeil, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, agents et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Graph-O-Pier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 883-1970

Paul-Émile Guay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1970, constituant en corporation: Georges Dubé, 1105, avenue Belvédère, André Desmeules, 915, Cardinal Rouleau, tous deux de Québec, et Roger Vallières, 2643, rue Brome, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, d'objets et de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Paul-Émile Guay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2690, rue Bergemont, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1002-1970

Hôpital de Gatineau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Philips, 755, rue Lemieux, Robert Labine, 329, rue Raymond, tous deux hommes d'affaires, et Joseph-Armand Levaque, chef adjoint du personnel, 408, rue McMillan, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Administrer un hôpital, sous le nom de « Hôpital de Gatineau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1650-1970

I.S.I. Research Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1970, constituant en corporation: John Robert James, homme d'affaires, 5600, rue

and Cooperatives, incorporating: Pierre Cloutier, policeman, Lucie Hamel, housewife, wife of said Pierre Cloutier, both of 27 Michel Street, Beloeil, and Raymond Cloutier, accounting supervisor, 34 Terrasse Corbeil, Laval, for the following purposes:

To carry on business as printers, advertising agents and contractors, under the name of "Graph-O-Pier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 883-1970

Paul-Émile Guay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Dubé, 1105 Belvédère Avenue, André Desmeules, 915 Cardinal Rouleau, both of Québec, and Roger Vallières, 2643 Brome Street, St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

To deal in articles, goods and merchandise of all kinds, under the name of "Paul-Émile Guay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2690 Bergemont Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1002-1970

Hôpital de Gatineau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand Philips, 755 Lemieux Street, Robert Labine, 329 Raymond Street, both businessmen, and Joseph-Armand Levaque, assistant personnel officer, 408 McMillan Street, all three of Gatineau, for the following purposes:

To administer a hospital, under the name of "Hôpital de Gatineau".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $5,000,000.

The head office of the corporation is at Gatineau, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1650-1970

I.S.I. Research Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Robert James, businessman, 5600 Jean Talon St.,

Jean Talon, Marie-Paule Claude, secrétaire, fille majeure, 5135, Chambord, app. 4, tous deux de Montréal, et Laurier Raymond, constable, 862, Charles-Roi, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité et éditer des journaux et autres publications, sous le nom de « I.S.I. Research Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1028-1970

Les immeubles Guydoc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Gagnon, 50, boulevard Arthur Buies, Paul-Émile Gagnon, 81, rue St-Jean, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, démolition et réparation de bâtiments de toutes sortes et exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les immeubles Guydoc inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 963-1970

Les immeubles Rodel inc.
Rodel Real Estate Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1970, constituant en corporation: Bryon Rourke, industriel, 1830, chemin St-Louis, Gary Quart Ouellet, avocat, 1244, avenue William, tous deux de Sillery, et Richard Tweddell, entrepreneur, 3385, Maricourt, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les immeubles Rodel inc. — Rodel Real Estate Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1225-1970

Les Industries B.B.S. inc.
B.B.S. Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e

Marie-Paule Claude, secretary, spinster of the full age of majority, 5135 Chambord, Apt. 4, both of Montreal, and Laurier Raymond, constable, 862 Charles-Roi, Boucherville, for the following purposes:

To operate an advertising agency, and to publish newspapers and other publications, under the name of "I.S.I. Research Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1028-1970

Les immeubles Guydoc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Gagnon, 50 Arthur Buies Blvd., Paul-Émile Gagnon, 81 St-Jean St., both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full age of majority, 314 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in the building, demolition and repairing of all kinds of buildings, and to operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les immeubles Guydoc inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $10 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 963-1970

Les immeubles Rodel inc.
Rodel Real Estate Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bryon Rourke, industrialist, 1830 St-Louis Road, Gary Quart Ouellet, advocate, 1244 William Avenue, both of Sillery, and Richard Tweddell, contractor, 3385 Maricourt, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction investment and holding company, under the name of "Les immeubles Rodel inc. — Rodel Real Estate Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1225-1970

Les Industries B.B.S. inc.
B.B.S. Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de mars 1970, constituant en corporation: Nivard-Roger Bélanger, directeur, 2643, des Forges, Sainte-Foy, Gérard Bélanger, courtier d'assurances, et Pierre Savoie, industriel, ces deux derniers de Manseau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits et faire affaires comme compagnie de transport et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Industries B.B.S. inc. — B.B.S. Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Manseau, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1134-1970

Les Industries Duchesne ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Robert Duchesne, Pierre Duchesne, tous deux de 136, Principale, Saint-Jean-Vianney, et Sylvio Gagné, Saint-Nazaire, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Industries Duchesne ltée », avec un capital total de $40,000, dibisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 136, rue Principale, Saint-Jean-Vianney, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 625-1970

Inter-Coastal Trading Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Inter-Coastal Trading Corp. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue Towers, bureau 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 878-1970

Jack Plumbing & Heating Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation:

and Cooperatives, incorporating: Nivard-Roger Bélanger, executive, 2643 Des Forges, Sainte-Foy, Gérard Bélanger, insurance broker, and Pierre Savoie, industrialist, the latter two of Manseau, for the following purposes:

To deal in metals of all kinds, their products and by-products and to carry on business as a transport and holding company, under the name of "Les Industries B.B.S. inc. — B.B.S. Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Manseau, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1134-1970

Les Industries Duchesne ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Duchesne, Pierre Duchesne, both of 136 Main, Saint-Jean-Vianney, and Sylvio Gagné, Saint-Nazaire, all three industrialists, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Industries Duchesne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 136 Main Street, Saint-Jean-Vianney, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 625-1970

Inter-Coastal Trading Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Inter-Coastal Trading Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1440 Towers Street, Suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 878-1970

Jack Plumbing & Heating Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack

Jack Samson, maître-plombier, 4750, Barclay, app. 7, Lionel Mongrain, comptable, 9032, boulevard Saint-Michel, et Angelo Sabatini, plombier, 7830, Stuart, app. 1, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Jack Plumbing & Heating Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1107-1970

Samson, master plumber, 4750 Barclay, Apt. 7, Lionel Mongrain, bookkeeper, 9032 St. Michel Boulevard, and Angelo Sabatini, plumber, 7830 Stuart, Apt. 1, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Jack Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1107-1970

Les Jaycees de la ville de Québec inc.
The Québec City Jaycees Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Eric Bishop, 1328 ouest, Saint-Cyrille, app. 4, Roland Jarjour, 795, Monk, tous deux administrateurs, de Québec, Sylvio Belisle, gérant, 2105, Robitaille, Duberger, Gilles Boisbriand, vendeur, 18, Bois Brillant, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Raymond Peters, fonctionnaire, 777, Chanoine Groulx, app. 5, et Melvyn Racine, commis principal, 2002, rue Richer, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fournir aux jeunes gens qui en font partie une formation de chef et qui les rende conscients de la chose publique et améliore leur utilité de citoyens dans le monde des affaires, sous le nom de « Les Jaycees de la ville de Québec inc. — The Québec City Jaycees Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1328 ouest, boulevard Saint-Cyrille, app. 4, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 2020-1970

Les Jaycees de la ville de Québec inc.
The Québec City Jaycees Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Eric Bishop, 1328 St. Cyrille West, Apt. 4, Roland Jarjour, 795 Monk, both executives, of Québec, Sylvio Belisle, manager, 2105 Robitaille, Duberger, Gilles Boisbriand, salesman, 18 Bois Brillant, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Raymond Peters, functionary, 777 Chanoine Groulx, Apt. 5, and Melvyn Racine, chief clerk, 2002 Richer Street, the latter two of Sainte-Foy, for the following purposes:

To provide the young men constituting its membership training in leadership and civic consciousness to better their usefulness as citizens in the business world, under the name of "Les Jaycees de la ville de Québec inc. — The Québec City Jaycees Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 1328 St. Cyrille Boulevard West, Apt. 4, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 2020-1970

Jet Port International Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de février 1970, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, épouse de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, tous deux avocats, et Doreen Manning, secrétaire, épouse de Claud Manning, 712, 31e Avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jet Port International Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Jet Port International Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, both advocates, and Doreen Manning, secretary, wife of Claud Manning, 712, 31st Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Jet Port International Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1255, University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 562-1970

Le Journal L'Éveil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, Jules Dupré, 160, Pagnuelo, Outremont, tous deux avocats, et Huguette Grisé, comptable, fille majeure, 4, avenue Wilson, Saint-Mathias, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité et éditer des journaux et autres publications, sous le nom de « Le Journal L'Éveil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1146-1970

Kipawa Hotels Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gilles Desjardins, avocat, Hélène Hallée, secrétaire, épouse de Jules Perreault, tous deux de Ville-Marie, et Lucie Bellehumeur, secrétaire, épouse de Lucien Roy, Laverlochère, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, cafés, boulangeries, tavernes, résidences, camps pour touristes, résidences pour touristes, hôtels et stations ouverts toute l'année, sous le nom de « Kipawa Hotels Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Kipawa, district judiciaire de Témiscamingue.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 830-1970

Arthur Labelle & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1970, constituant en corporation: Arthur Labelle, 189, 13e Avenue, Ghislain Labelle, 188, 13e Avenue, et Luc Labelle, 215, 10e Avenue, tous trois marchands, de Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pain, gâteaux, pâtisserie et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Arthur Labelle & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 1255 University, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 562-1970

Le Journal L'Éveil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, both advocates, and Huguette Grisé, accountant, spinster of the full age of majority, 4 Wilson Ave., Saint-Mathias, for the following purposes:

To operate an advertising agency and to publish newspapers and other publications, under the name of "Le Journal L'Éveil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at La Prairie, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1146-1970

Kipawa Hotels Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Desjardins, advocate, Hélène Hallée, secretary, wife of Jules Perreault, both of Ville-Marie, and Lucie Bellehumeur, secretary, wife of Lucien Roy, Laverlochère, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, cafés, bakeries, taverns, lodges, tourists camps, tourists lodges, all year round hotels and resorts, under the name of "Kipawa Hotels Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is Kipawa, judicial district of Témiscamingue.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 830-1970

Arthur Labelle & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Labelle, 189, 13th Avenue, Ghislain Labelle, 188, 13th Avenue, and Luc Labelle, 215, 10th Avenue, all three merchants, of Ferme-Neuve, for the following purposes:

To deal in bread, cake, pastry and other baked goods, under the name of "Arthur Labelle & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 862-1970

Lachute Residence Foundation
La fondation de la Résidence de Lachute

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: David Campbell, retraité, 413, rue Principale, James Hayman, administrateur, route rurale numéro 7, Edmund McFaul, négociant, 424, rue Grace, et Lyall A. Middleton, docteur en médecine, 658, rue Grace, tous les quatre de Lachute, pour les objets suivants:

Recueillir et maintenir des fonds et en appliquer de temps en temps la totalité, une partie ou le revenu à l'aide aux personnes âgées du comté d'Argenteuil, sous le nom de « Lachute Residence Foundation — La fondation de la Résidence de Lachute ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 377, rue Principale, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 545-1970

Lajoie transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1970, constituant en corporation: Peter C. Casey, 370, Clark, Michel Cogger, 376, Redfern, tous deux de Westmount, et Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Lajoie transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Dominique, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 666-1970

Lake Shore Automatic Transmission Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1970, constituant en corporation: Réginald Francoeur, garagiste, 1685, rue Dumais, Jean-Yves Richard, mécanicien, et Pauline Richard, ménagère, épouse dudit Jean-Yves Richard, ces deux derniers de 3205, boulevard Lévesque, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles ou de tout autre véhicule motorisé, moteurs, machines et tous leurs

The head office of the company is at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 862-1970

Lachute Residence Foundation
La fondation de la Résidence de Lachute

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: David Campbell, retired, 413 Main Street, James Hayman, executive, Rural Route Number 7, Edmound McFaul, merchant, 424 Grace Street, and Lyall A. Middleton, medical doctor, 658 Grace Street, all four of Lachute, for the following purposes:

To receive and maintain a fund and apply from time to time all or part thereof or the income therefrom for the elderly citizens of the county of Argenteuil, under the name of "Lachute Residence Foundation — La fondation de la Résidence de Lachute".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 377 Main Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 545-1970

Lajoie transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter C. Casey, 370 Clark, Michel Cogger, 376 Redfern, both of Westmount, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Lajoie transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Dominique, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 666-1970

Lake Shore Automatic Transmission Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réginald Francoeur, garage-keeper, 1685 Dumais Street, Jean-Yves Richard, mechanic, and Pauline Richard, housewife, wife of the said Jean-Yves Richard, latter two of 3205 Lévesque Blvd., all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles or all other motor vehicles, motors, machines and all their accessories and

accessoires et parties, sous le nom de « Lake Shore Automatic Transmission Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1124-1970

Lemac Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation: Alex McDougall, 4388, Champagne, Pierrefonds, Terrence Grinham, 2285, rue Madison, Montréal, tous deux agents de police, et Yvon Legault, sergent, 1095, boulevard Desmarchais, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le ménage et l'entretien de maisons et d'entreprises industrielles, sous le nom de « Lemac Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 572-1970

Loco transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Maurice Paquin, 467, Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Claude Camirand, 5225, 1re Avenue, Pierre Messier, 2992, rue Sherbrooke est, tous deux de Montréal, tous trois avocats, et Micheline Corbeil, avocate, fille majeure, 350, Willowdale, app. 26, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Loco transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2540, rue Croissant, Anjou, district juciciaire de Montréal.

Le-sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1032-1970

Loisirs Notre-Dame de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Hébert, professeur, Denise Michaud, ménagère, épouse dudit Michel Hébert, tous deux de 46½, Ste-Ursule, Gérard Dutil, rentier, 89, rue Ste-Anne, et Denise Nadeau, professeur, fille majeure, 945, St-Olivier, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

parts, under the name of "Lake Shore Automatic Transmission Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Roxboro, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1124-1970

Lemac Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alex McDougall, 4388 Champagne, Pierrefonds, Terrence Grinham, 2285 Madison Street, Montreal, both constables, and Yvon Legault, sergeant, 1095 Desmarchais Boulevard, Verdun, for the following purposes:

To operate domestic and industrial cleaning and maintenance, under the name of "Lemac Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 572-1970

Loco transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Paquin, 467 Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Claude Camirand, 5225, 1st Avenue, Pierre Messier, 2992 Sherbrooke Street East, both of Montreal, all three advocates, and Micheline Corbeil, advocate, spinster of the full age of majority, 350 Willowdale, apt. 26, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Loco transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 2540 Croissant Street, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1032-1970

Loisirs Notre-Dame de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michel Hébert, professor, Denise Michaud, housewife, wife of said Michel Hébert, both of 46½ Ste-Ursule, Gérard Dutil, annuitant, 89 Ste-Anne Street, and Denise Nadeau, professor, spinster of the full age of majority, 945 St-Olivier, all four of Québec, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs Notre-Dame de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 547-1970

Loman inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean Gazaille, Saint-Valérien, Rémi Loiselle, 2438, 1re Rue, Richelieu, tous deux industriels, et Jacques Manny, représentant, 470, rue Fréchette, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de tous genres ou variétés de mini-véhicules motorisés, sous le nom de « Loman inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 310 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 470, rue Fréchette, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 560-1970

Lumax-lustresatin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1970, constituant en corporation: Robert Truchon, 1375, avenue de Godefroy, Sillery, André Morisset, 2036, Muir, app. 1, et Jean-Marie Bouchard, 2897, rue Providence, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeur, presseur, buandier, teinturier, faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et exercer particulièrement le commerce de nettoyage et d'entreposage de fourrures, cuirs et suède, sous le nom de « Lumax-lustresatin inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 35,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1286-1970

Longueuil Auto Salvage Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: Bernard Landry, avocat, 34, avenue des Sapins, app. 2, Alain Généreux, stagiaire en droit, 38, Lajoie nord, et Claire Sévigny, secrétaire, fille

The organization of recreational activities, under the name of "Loisirs Notre-Dame de Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $200,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 547-1970

Loman inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gazaille, Saint-Valérien, Rémi Loiselle, 2438, 1st Street, Richelieu, both industrialists, and Jacques Manny, representatives, 470 Fréchette Street, Granby, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of motorized mini-vehicles, under the name of "Loman inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 9,000 common shares of $1 each and into 310 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 470 Fréchette Street, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 560-1970

Lumax-lustresatin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Truchon, 1375 de Godefroy Ave., Sillery, André Morisset, 2036 Muir, Apt. 1, and Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence St., the latter two of St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, launderers, dyers, and to repair all kinds of clothing, woven goods, merchandise, and especially to clean and store furs, leather and suede, under the name of "Lumax-lustresatin inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 35,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1286-1970

Longueuil Auto Salvage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Landry, advocate, 34 des Sapins Avenue, Apt. 2, Alain Généreux, articled law student, 38 Lajoie North, and Claire Sévigny, secretary, spinster of

majeure, 540A, St-Antoine, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules automobiles, tracteurs ou engins mus ou actionnés par la gazoline, l'électricité, l'huile ou autre force motrice, sous le nom de « Longueuil Auto Salvage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 313, chemin Chambly, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 780-1970

Jean Paul Matte & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Matte, entrepreneur-peintre, Rolande Matte, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Matte, tous deux de 1405, Frenette, Ancienne-Lorette, et Jean Lelièvre, comptable, 3333, des Quatre Saisons, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-peintres, sous le nom de « Jean Paul Matte & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1405, Frenette, Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 650-1970

Marché Bruxelles ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1970, constituant en corporation: Giuseppe Papalia, épicier, 5840, Belherbe, Saint-Léonard, Tony Papalia, et Robert Papalia, ces deux derniers hommes d'affaires, de 6995, Marquette, app. .6, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes et de toute description qui se rapportent à la viande et à l'épicerie, sous le nom de « Marché Bruxelles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2320 est, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 611-1970

Message téléjet express inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e

the full age of majority, 540A St-Antoine, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of motor vehicles, tractors or engines driven or operated by gasoline, electricity, oil or other motive power, under the name of "Longueuil Auto Salvage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 313 Chambly Road, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 780-1970

Jean Paul Matte & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Matte, painting contractor, Rolande Matte, housewife, wife of the said Jean-Paul Matte, both of 1405 Frenette, Ancienne-Lorette, and Jean Lelièvre, accountant, 3333 des Quatre Saisons, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as painting contractors, under the name of "Jean Paul Matte & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1405 Frenette, Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 650-1970

Marché Bruxelles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giuseppe Papalia, grocer, 5840 Belherbe, Saint-Léonard, Tony Papalia, and Robert Papalia, the latter two businessmen, of 6995 Marquette, Apt. 6, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions connected with meat and groceries, under the name of "Marché Bruxelles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2320 Bleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 611-1970

Message téléjet express inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Com-

jour de mars 1970, constituant en corporation: Gérald Corbeil, avocat, Pierre Corbeil, régisseur théâtral, tous deux de 394, rue de Maricourt, Longueuil, et Claire LaPlante, secrétaire, épouse de Claude Mallette, 2785, rue Beaujolais, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux ou sous-entrepreneurs en transport, sous le nom de « Message téléjet express inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, rue St-Pierre, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 977-1970

Alex McDonald et associés limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Robert Morisset, 945, Bougainville, Pierre Martin, 265, des Lilas ouest, tous deux avocats, de Québec, et Huguette Dupont, secrétaire, épouse de Claude Dupont, 2986, LaVerdure, app. 10, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Alex McDonald et associés limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 768, boulevard St-Cyrille ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 747-1970

Metropolitan Soccer League Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: John S. Cary, dessinateur senior, 6550 ouest, Sherbrooke, app. 916, Sydney Barnett, opérateur de télétype, 4450, Bourret, app. 410, Vic Riley, analyste du stress aérien, 3129, Saint-Charles, Don McMahon, instituteur, 4745 ouest, Broadway, tous les quatre de Montréal, Matthew Simpson, dessinateur industriel, 205, de Guyenne, app. 109, Saint-Lambert, Gerry Hamburg, vendeur, 4875, Dufferin, Hampstead, et Jim Kantor, dessinateur industriel, 101, avenue Parkdale, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir l'« Association Football » quelquefois appelé « Soccer », dans la province de Québec, sous le nom de « Metropolitan Soccer League Incorporated ».

Le montant auquel doit se limiter le revenu annuel sur les biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1017-1970

panies and Cooperatives, incorporating: Gérald Corbeil, advocate, Pierre Corbeil, stage-manager, both of 394 de Maricourt St., Longueuil, and Claire LaPlante, secretary, wife of Claude Mallette, 2785 Beaujolais St., Brossard, for the following purposes:

To carry on business as general contractors or sub-contractors in transportation, under the name of "Message téléjet express inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 300 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 800 St-Pierre St., Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 977-1970

Alex McDonald et associés limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Morisset, 945 Bougainville, Pierre Martin, 265 Des Lilas West, both advocates, of Québec, and Huguette Dupont, secretary, wife of Claude Dupont, 2986 LaVerdure, Apt. 10, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Alex McDonald et associés limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 768 St-Cyrille Boulevard West, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 747-1970

Metropolitan Soccer League Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: John S. Cary, senior designer, 6550 Sherbrooke West, Apt. 916, Sydney Barnett, tele type operator, 4450 Bourret, Apt. 410, Vic Riley, aircraft stress analyst, 3129 St-Charles, Don McMahon, school teacher, 4745 Broadway West, all four of Montreal, Matthew Simpson, draughtsman, 205 De Guyenne, Apt. 109, Saint-Lambert, Gerry Hamburg, salesman, 4875 Dufferin, Hampstead, and Jim Kantor, draughtsman, 101 Parkdale Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To encourage and promote the game of Association Football sometimes called Soccer, in the Province of Québec, under the name of "Metropolitan Soccer League Incorporated".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1017-1970

Archie Michaud & fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1970, constituant en corporation: Archie Michaud, commerçant, Bertrand Michaud commis, et Marcel Landry, comptable, tous trois de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et faire le commerce de quincaillerie et de matériaux de construction, sous le nom de « Archie Michaud & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 879-1970

Archie Michaud & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Archie Michaud, trader, Bertrand Michaud, clerk, and Marcel Landry, accountant, all three of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, for the following purposes:

To carry on business as grocers, and to deal in hardware and building supplies, under the name of "Archie Michaud & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 879-1970

Mont-Laurier Taxi Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1970, constituant en corporation: Gaston Boudron, peintre, Denis Forget, et Maurice Demers, ces deux derniers propriétaires de taxis, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de taxis, sous le nom de « Mont-Laurier Taxi Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 620-1970

Mont-Laurier Taxi Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Boudron, painter, Denis Forget, and Maurice Demers, the latter two taxi owners, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To operate taxi stands, under the name of "Mont-Laurier Taxi Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 620-1970

The Montreal Retriever Club Inc.
Club du chien rapporteur de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roy Calvin Amaron, 1815, avenue Denton, Arthur Carey S. Stead, 510, avenue de l'Église, tous deux de Dorval, Sylviane Borenstein, épouse de C. Joshua Borenstein, 454, rue Ellerton, Mont-Royal, tous trois avocats, Pamela Anne Ahmed, épouse de Nayeen Ahmed, 1, rue Elizabeth, app. 3, Sainte-Anne-de-Bellevue, Jean Welch, divorcée, 100, Garden Crescent, app. 5, Claire Y. Kyle, épouse de Douglas Kyle, 808, avenue Dawson, app. 3, toutes trois secrétaires, Millicent Heron, conseillère en personnel, épouse de Hugh David Heron Junior, 1755, avenue Parkfield, toutes trois de Dorval, et Laurence D. Gladwish, gérant général, 114, avenue Bathurst, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des éleveurs de chiens retrievers, sous le nom de « The Montreal Retriever Club Inc. — Club du chien rapporteur de Montréal inc. ».

The Montreal Retriever Club Inc.
Club du chien rapporteur de Montréal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roy Calvin Amaron, 1815 Denton Avenue, Arthur Carey S. Stead, 510 de l'Église Avenue, both of Dorval, Sylviane Borenstein, wife of C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton Street, Mount Royal, all three advocates, Pamela Anne Ahmed, wife of Nayeen Ahmed, 1 Elizabeth Street, Apt. 3, Sainte-Anne-de-Bellevue, Jean Welch, divorced, 100 Garden Crescent, Apt. 5, Claire Y. Kyle, wife of Douglas Kyle, 808 Dawson Avenue, Apt. 3, all three secretaries, Millicent Heron, personnel consultant, wife of Hugh David Heron Junior, 1755 Parkfield Avenue, all three of Dorval, and Laurence D. Gladwish, general manager, 114 Bathurst Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To promote whenever possible the interests of breeders of retriever dogs, under the name of "The Montreal Retriever Club Inc. — Club du chien rapporteur de Montréal inc.".

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 629-1970

Mylbec Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1970, constituant en corporation: J.-Guy Béliveau, avocat, Michelle Carle, administrateur, épouse dudit J.-Guy Béliveau, tous deux de 64, Avondale, Dollard-des-Ormeaux, Luc Lemay, comptable agréé, 4395, boulevard Gouin ouest, Montréal, André Paquin, étudiant, et Yolande Allard, secrétaire, épouse dudit André Paquin, ces deux derniers de 584, rue Chassé, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Mylbec Corporation », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Place Crémazie, suite 1008, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 972-1970

Napierville Dragway Ltd.
La piste d'accélération de Napierville ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1970, constituant en corporation: Max Slapack, 5562, avenue Glencrest, Côte Saint-Luc, Monroe Abbey, 519, avenue Clarke, et Monroe Charlap, 250, avenue Kensington, ces deux derniers de Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir et exploiter toutes les formes de sports et de spectacles, comprenant la course de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Napierville Dragway Ltd.— La piste d'accélération de Napierville ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 889-1970

Nep Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1970, constituant en corporation: Matteo D'Amico, 1066, 90e Rue, Donnato D'Amico, 8527, Rejean, Antonio D'Amico, 1073, 90e Rue, et Nicola Iacovelli, 209, rue

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 629-1970

Mylbec Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Guy Béliveau, advocate, Michelle Carle, administrator, wife of the said J.-Guy Béliveau, both of 64 Avondale, Dollard-des-Ormeaux, Luc Lemay, chartered accountant, 4395 Gouin Boulevard West, Montreal, André Paquin, student, and Yolande Allard, secretary, wife of the said André Paquin, the latter two of 584 Chassé Street, Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Mylbec Corporation", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 1008, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 972-1970

Napierville Dragway Ltd.
La piste d'accélération de Napierville ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Slapack, 5562 Glencrest Avenue, Côte Saint-Luc, Monroe Abbey, 519 Clarke Avenue, and Monroe Charlap, 250 Kensington Avenue, the latter two of Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To organize, promote and operate all forms of sports and entertainment including the racing of vehicles of all kinds, under the name of "Napierville Dragway Ltd.— La piste d'accélération de Napierville ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Napierville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 889-1970

Nep Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Matteo D'Amico, 1066, 90th Street, Donnato D'Amico, 8527 Rejean, Antonio D'Amico, 1073, 90th Street, and Nicola Iacovelli, 209 Smith Street, all four

Smith, tous les quatre entrepreneurs, de LaSalle, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Nep Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 992-1970

North East Boys' Club and Community Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond A. Cartwright, 20576, Lakeshore Drive, Baie d'Urfé, Donald Kujan 16, avenue Morrisson, Mont-Royal, et Ian G. W. Lundie, 171, Stonehenge Drive, Beaconsfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager, dans les familles, les activités sportives et sociales, sous le nom de «North East Boys' Club and Community Association ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 10374, avenue Coburg, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1046-1970

North Star Drilling & Exploration Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1970, constituant en corporation: Joseph-A. Trépanier, contremaître en forage, 5923, Hutchison, Georges Trépanier, foreur de mines, 1915, Émard, et André Harel expert comptable, 10304, Saint-Hubert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire de la prospection, examiner, explorer, lever des plans et développer les ressources de tous les territoires, domaines ou propriétés, sous le nom de « North Star Drilling & Exploration Co. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 20,000 actions sans valeur au pair de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10304, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 975-1970

Octosport Limited
Octosport limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

contractors, of LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Nep Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 992-1970

North East Boys' Club and Community Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond A. Cartwright, 20576 Lakeshore Drive, Baie-d'Urfé, Donald Kujan, 16 Morrisson Avenue, Mount Royal, and Ian G. W. Lundie, 171 Stonehenge Drive, Beaconsfield, all three lawyers, for the following purposes:

To promote and encourage athletic and social activities among the families, under the name of "North East Boys' Club and Community Association".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 10374 Coburg Avenue, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1046-1970

North Star Drilling & Exploration Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-A. Trépanier, drilling foreman, 5923 Hutchison, Georges Trépanier, mine driller, 1915 Émard, and André Harel, chartered accountant, 10304 St. Hubert, all three of Montreal, for the following purposes:

To prospect, examine, explore, survey and develop the resources of any territories, estates or properties, under the name of "North Star Drilling & Exploration Co. Ltd.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 10304 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 975-1970

Octosport Limited
Octosport limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued

il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, 1559 ouest, avenue des Pins, Barbara Komornicki, 4353, Saint-Urbain, tous deux de Montréal, et Maureen Montgomery, 30, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivats:

L'industrie et le commerce de véhicules, motoneiges, embarcations et autres véhicules de plaisance et de sports, sous le nom de « Octosport Limited — Octosport limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 803-1970

by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, 1559 Pine Avenue West, Barbara Komornicki, 4343 St. Urbain, both of Montreal, and Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in vehicles, snowmobiles, boats and other pleasure and sporting vehicles, under the name of "Octosport Limited — Octosport limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 803-1970

Les Oeufs d'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1970, constituant en corporation: Joseph Beauvais, Denis Beauvais et Gaétan Beauvais, tous trois aviculteurs, de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'élevage de tous les animaux de basse-cour et spécialement des poules, sous le nom de « Les Oeufs d'Or inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 818-1970

Les Oeufs d'Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Beauvais, Denis Beauvais and Gaétan Beauvais, all three breeders of fowls, of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as breeders of all farmyard animals and especially fowls, under the name of "Les Oeufs d'Or inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 818-1970

Old Alfama Restaurant Inc.
Restaurant Le vieux Alfama inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: Theodosios Kyres, 750, rue Danvers, André Kyres, 2327, chemin de la côte Sainte-Catuerine, tous deux négociants, et Fernando et Silva Alvers, restaurateurs, 4053, boulevard Saint-Laurent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, embouteilleurs, boulangers, confiseurs, bouchers, vendeurs de lait, fermiers, épiciers, marchand de volailles, marchands de glace, vendeurs de journaux et marchands de tabac, sous le nom de « Old Alfama Restaurant Inc.— Restaurant Le vieux Alfama inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3699-A, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 509-1970

Old Alfama Restaurant Inc.
Restaurant Le vieux Alfama inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Theodosios Kyres, 750 Danvers Street, André Kyres, 2327 Côte St. Catherine Road, both merchants, and Fernando de Silva Alvers, restaurateur, 4053 St. Lawrence Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, bottlers, bakers, confectioners, butchers, milk sellers, dairy men, grocers, poulterers, green grocers, farmers, ice merchants, news vendors and tobacconists, under the name of "Old Alfama Restaurant Inc.— Restaurant Le vieux Alfama inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3699-A St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 509-1970

Organisation des loisirs de Lachute inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Élie Cyr, boucher, 152, rue Principale, Herbert David Graves, vendeur d'automobiles, 405, boulevard Bédard, et Ronald Hébert, secrétaire-trésorier, 235, rue Béthanie, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Former et exploiter des clubs sportifs, sous le nom de « Organisation des loisirs de Lachute inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 380, rue Principale, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 987-1970

Organisation des loisirs de Lachute inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Élie Cyr, butcher, 152 Main Street, Herbert David Graves, automobile salesman, 405 Bédard Boulevard, and Ronald Hébert, secretary-treasurer, 235 Béthanie Street, all three of Lachute, for the following purposes:

To form and operate sports clubs, under the name of "Organisation des loisirs de Lachute inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $200,000.

The head office of the corporation is at 380 Main Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 987-1970

P.C.F. Machinery Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, engins, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « P.C.F. Machinery Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue Towers, bureau 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 345-1970

P.C.F. Machinery Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "P.C.F. Machinery Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1440 Towers Street, suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 345-1970

Palmyra Realties Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1970, constituant en corporation: Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Palmyra Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Palmyra Realties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nathaniel Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Palmyra Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1278-1970

Paquet et Gagnon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 1348, Frontenac, Lucienne Blais, 1570, de Niverville, Huguette Fournel, 554, Latourelle, tous trois de Québec, et Pauline Cantin, 300, boulevard Valcartier, Loretteville, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Paquet et Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1545, rue Pépin, Duberger, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 989-1970

H. A. Pauley & Associates Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1970, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 4, place Ville-Marie, bureau 514, Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, tous deux de Montréal, et Valerie Jean Higgins, 50, avenue Hudson, Mont-Royal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

S'établir agents et courtiers en assurances, sous le nom de « H. A. Pauley & Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 914-1970

Parc de roulottes St. Zénon inc.
St. Zenon Trailer Park Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1970, constituant en corporation: Guy Vachon, ingénieur, 8347, Dunant, Saint-Léonard, Pierre Vachon, 10, Montée des Bouleaux, Saint-Constant, et Régis Vachon, 680, Anyon, Greenfield Park, ces deux derniers contremaîtres, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la réparation et la location de roulottes et maisons mobiles et administrer des parcs de stationnement pour lesdites roulottes et maisons mobiles, sous le nom de « Parc de roulottes St. Zénon inc. — St. Zenon Trailer Park

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Intitutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 1278-1970

Paquet et Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Rainville, notary, 1348 Frontenac, Lucienne Blais, 1570 de Niverville, Huguette Fournel, 554 Latourelle, all three of Québec, and Pauline Cantin, 300 Valcartier Boulevard, Loretteville, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Paquet et Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1545 Pépin Street, Duberger, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 989-1970

H. A. Pauley & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 4 Place Ville-Marie, suite 514, Céline Trudeau, 2132 Bossuet Street, both of Montreal, and Valerie Jean Higgins, 50 Hudson Avenue, Mount Royal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and insurance agents, under the name of "H. A. Pauley & Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3 Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 914-1970

Parc de roulottes St. Zénon inc.
St. Zenon Trailer Park Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Vachon, engineer, 8347 Dunant, Saint-Léonard, Pierre Vachon, 10 Montée des Bouleaux, Saint-Constant, and Régis Vachon, 680 Anyon, Greenfield Park, the latter two foremen, for the following purposes:

To deal in, repair and rent trailers and mobile homes and administer camping parks for the said trailers and mobile homes, under the name of "Parc de roulottes St. Zénon inc. — St. Zenon Trailer Park Inc.", with a total capital stock of

Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Zénon, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 853-1970

Pérignon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1970, constituant en corporation: Gaétan Morrissette, chiropraticien, 800, du Château, Mont-Saint-Hilaire, Pierre Laforest, et Mario-R. Girard, ces deux derniers avocats, de 4858, Côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Pérignon inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5901, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 928-1970

Larry Piché Automobiles Ltd.
Les automobiles Larry Piché ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1970, constituant en corporation: Élayne P. Felix, secretaire, épouse de Dudley E. Felix, 10630, Place de l'Acadie, #17, Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, tous deux de Montréal, et Michael D. Worsoff, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules, automobiles, camions et vehicules-moteurs, auto-neige, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, machinerie et pièces de toutes sortes, sous le nom de « Larry Piché Automobiles Ltd. — Les automobiles Larry Piché ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 446, chemin Lakeshore, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 713-1970

Les Placements Denber ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Bérubé, superviseur, Denise Denis, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Bérubé, tous deux de 372, Grande Côte, Rosemère, et Jean

$40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Zénon, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 853-1970

Pérignon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Morrissette, chiropractor, 800 du Château, Mont-Saint-Hilaire, Pierre Laforest, and Mario-R. Girard, the latter two advocates, of 4858 Côte des Neiges, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising counsellors and contractors, under the name of "Pérignon inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 8,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 5901 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 928-1970

Larry Piché Automobiles Ltd.
Les automobiles Larry Piché ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Élayne P. Felix, secretary, wife of Dudley E. Felix, 10630 Place l'Acadie, #17, Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, both of Montreal, and Michael D. Worsoff, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, motor cars, trucks and automobiles, snowmobiles, motors, engines, machines, carburettors, accessories, machinery and parts of all kinds, under the name of "Larry Piché Automobiles Ltd. — Les automobiles Larry Piché ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 446 Lakeshore Road, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 713-1970

Les Placements Denber ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Bérubé, supervisor, Denise Denis, housewife, wife of said Jean-Guy Bérubé, both of 372 Grande Côte, Rosemère, and Jean Blanchard, notary, 5 des

Blanchard, notaire, 5, boulevard des Ormes, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Placements Denber ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 9,800 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 372, Grande Côte, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 618-1970

Ormes Boulevard, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Denber ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $10 each, 9,800 class "A" preferred shares of $10 each and into 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 372 Grande Côte, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 618-1970

Les placements De-Per-Lo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1970, constituant en corporation: Denis Chrétien, chauffeur, Fleurette Perron, serveuse, fille majeure, tous deux de 7821, de Gaspé, Robert Lauzon, concierge, et Jocelyne Le Bris, secrétair, épouse dudit Robert Lauzon, ces deux derniers de 7807, de Gaspé, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements De-Per-Lo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1004-1970

Les placements De-Per-Lo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companiea and Cooperatives, incorporating: Denis Chrétien, chauffeur, Fleurette Perron, waitress, spinster of the full age of majority, both of 7821 de Gaspé, Robert Lauzon, janitor, and Jocelyne Le Bris, secretary, wife of the said Robert Lauzon, the latter two of 7807 de Gaspé, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements De-Per-Lo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1004-1970

Les placements G. A. Giroux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1970, constituant en corporation: George-F. Lengvari fils, avocat, Montréal-Ouest, Rachel Paquet, secrétaire, épouse de Jean Lépine, Chambly, et Louise Forget, secrétaire, fille majeure, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les placements G. A. Giroux inc. », avec un capital total de $450,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 448,900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 651-1970

Les placements G. A. Giroux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George-F. Lengvari Jr., advocate, Montreal West, Rachel Paquet, secretary, wife of Jean Lépine, Chambly, and Louise Forget, secretary, spinster of the full age of majority, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les placements G. A. Giroux inc.", with a total capital stock of $450,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $1 each, 448,900 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 1,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 651-1970

Plomberie Dion & Légaré inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation: Robert Dion, plombier, Bernadette Daniel, mé-

Plomberie Dion & Légaré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Dion, plumber, Bernadette Daniel, housewife, wife of

nagère, épouse dudit Robert Dion, et Pierre Dion fils, plombier, tous trois de 1487, Morgan, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie et fabriquer, faire le commerce et la réparation d'appareils de plomberie, de chauffage, de ventilation et de climatisation de l'air de toutes sortes, sous le nom de « Plomberie Dion & Légaré inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 77, rue Marie-Anne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1064-1970

Polybec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1970, constituant en corporation: Marcel Paquette, 2020, Melba, Saint-Bruno, François Perreault, 5305, Churchill, Montréal, tous deux avocats, et Ginette Parent, secrétaire, épouse de Pierre Lafrenière, 7513, Roi René, Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes et des articles faits, totalement ou en partie, de ces substances ou autres semblables, sous le nom de « Polybec inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de $10 chacune, 1,000 actions classe « B » de $10 chacune et en 23,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1341-1970

Promotions 2000 inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1970, constituant en corporation: Pierre Trudeau, agent d'affaires, 672, Outremont, Pierre Deguire, photographe, 1190, rue Belleville, Laval, et Gilles-A. Denis, avocat, 4854, Côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de publicité et d'édition, sous le nom de « Promotions 2000 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 926-1970

Quescot Corporation Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1970, constituant en corporation:

said Robert Dion, and Pierre Dion Jr., plumber, all three of 1487 Morgan, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing contractors and to manufacture, deal in and repair plumbing, heating, ventilation and air-conditioning appliances of all kinds, under the name of "Plomberie Dion & Légaré inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 77 Marie-Anne Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1064-1970

Polybec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Paquette, 2020 Melba, Saint-Bruno, François Perreault, 5305 Churchill, Montreal, both advocates, and Ginette Parent, secretary, wife of Pierre Lafrenière, 7513 Roi René, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of plastic substances and in articles made entirely or partially of such substances or other similar ones, under the name of "Polybec inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 1,000 class "A" shares of $10 each, 1,000 class "B" shares of $10 each and 23,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1341-1970

Promotions 2000 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Trudeau, business agent, 672 Outremont, Pierre Deguire, photographer, 1190 Belleville Street, Laval, and Gilles-A. Denis, advocate, 4854 Côte des Neiges, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an advertising and publishing company, under the name of "Promotions 2000 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 926-1970

Quescot Corporation Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of Febraury, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour D.

Seymour D. Steinman, 5706, Parkhaven, Côte Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Jean Lefrançois, 41, avenue Morrison, tous deux de Mont-Royal, Michel Cogger, 376, avenue Redfern, et Peter Casey, 370, Clarke, ces deux derniers de Westmount, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Quescot Corporation Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 755-1970

Que-Sol inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation: George Raymond Jobson, vendeur, 670, avenue de Brabant, Sainte-Foy, George W. Jobson, agent d'assurance, 3875, Louis-Pinard, et Michel H. Molesworth, homme d'affaires, 1850, des Chenaux, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de menus articles en vente dans les pharmacies, les tabagies, les restaurants, les bijouteries et les mercerie, sous le nom de « Que-Sol inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 670, avenue de Brabant, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 949-1970

Rack Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation: Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, cafés, bistros, bars et autres établissements du même genre, sous le nom de « Rack Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9150, avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1277-1970

Steinman, 5706 Parkhaven, Côte Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Jean Lefrançois, 41 Morrison Avenue, both of Mount Royal, Michel Cogger, 376 Redfern Avenue, and Peter Casey, 370 Clarke, the latter two of Westmount, all five advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Quescot Corporation Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 755-1970

Que-Sol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Raymond Jobson, salesman, 670 de Brabant Avenue, St. Foy, George W. Jobson, insurance agent, 3875 Louis-Pinard, and Michel H. Molesworth, businessman, 1850 des Chevaux, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in all kinds of small articles on sale in pharmacies, tobacconist stores, restaurants, jewellery stores and haberdasheries, under the name of "Que-Sol inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 670 de Brabant Avenue, Ste-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 949-1970

Rack Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To operate restaurants, cafés, pubs, bars and other similar establishments, under the name of "Rack Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 9150 Esplanade Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1277-1970

Réfrigération Commerciale Frobec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1970, constituant en corporation: Pierre Boucher, 2384, 3e Avenue, Trois-Rivières, Réjean Caya, 8175AA, Desroches, Montréal, tous deux techniciens, et Georges-André Lefebvre, gérant de bureau, 161, Roussillon, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Réfrigération Commerciale Frobec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6187, rue Migneault, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 924-1970

Réfrigération Commerciale Frobec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Boucher, 2384, 3rd Avenue, Trois-Rivières, Réjean Caya, 8175AA Desroches, Montreal, both technicians, and Georges-André Lefebvre, office manager, 161 Roussillon, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating appliances or systems, under the name of "Réfrigération Commerciale Frobec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6187 Migneault Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 924-1970

Rocois construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1970, constituant en corporation: Roland Lefrançois, surintendant, Ghislaine Plante, ménagère, épouse dudit Roland Lefrançois, tous deux de 695, Routhier, Sainte-Foy, et Lucien Lefrançois, surintendant, 6641, avenue Royale, L'Ange-Gardien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Rocois construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1110-1970

Rocois construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Lefrançois, superintendent, Ghislaine Plante, housewife, wife of the said Roland Lefrançois, both of 695 Routhier, St. Foy, and Lucien Lefrançois, superintendent, 6641 Royale Avenue, L'Ange-Gardien, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Rocois construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1110-1970

S.P. Paving Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Domenico Sciascia, 10627, Iberville, Alfonso Procaccini, 9578, Saint-Hubert, et Giuseppe Sciascia, 8037, Sagard, app. 3, tous constructeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « S.P. Paving Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9578, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 710-1970

S.P. Paving Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Domenico Sciascia, 10627 Iberville, Alfonso Procaccini, 9578 St. Hubert, and Giuseppe Sciascia, 8037 Sagard, Apt. 3, all builders, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "S.P. Paving Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9578 Saint-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 710-1970

S.R. Medical Clinic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Michel-A. Héroux, 10640, Hamelin, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter un centre médical pour examens radiologiques et physiothérapie, sous le nom de « S.R. Medical Clinic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4330 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1006-1970

S.R. Medical Clinic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, Michel-A. Héroux, 10640 Hamelin, both of Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

To maintain and operate a medical clinic for X-Ray examinations and physiotherapy, under the name of "S.R. Medical Clinic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4330 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 1006-1970

Salon de Danse dynamique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean-Roch Brassard, entrepreneur, 96, rue Courcelles, Claude Juneau, 111, rue Ste-Marthe, Marius Guay, rang St-Charles, et Michel Duchesneau, 131, rue LaSalle, ces trois derniers vendeurs, tous quatre de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Salon de Danse dynamique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 863-70

Salon de Danse dynamique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Roch Brassard, contractor, 96 Courcelles Street, Claude Juneau, 111 Ste-Marthe Street, Marius Guay, St-Charles Range, and Michel Duchesneau, 131 LaSalle Street, the latter three salesmen, all four of Jonquière, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Salon de Danse dynamique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 863-70

Secours d'urgence au Tiers-Monde (Sut-Monde)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Rivard, Lacolle, Jean Perrault, 823, avenue Viger, tous deux agents de relations publiques, et Gérard Le Chêne, psychologue, 2201, boulevard Édouard Montpettit, app. 2, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une clinique médicale générale, un hôpital, un centre de diagnostic et un dispensaire avec tous les services, sous le nom de « Secours d'urgence au Tiers-Monde (Sut-Monde) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Secours d'urgence au Tiers-Monde (Sut-Monde)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Rivard, Lacolle, Jean Perreault, 823 Viger Avenue, both public relation agents, and Gérard Le Chêne, psychologist, 2201 Édouard Montpetit Boulevard, Apt. 2, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To administer a general medical clinic, a hospital, a diagnostic centre and a dispensary with all services, under the name of "Secours d'urgence au Tiers-Monde (Sut-Monde)".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 993-1970

Service des loisirs Notre-Dame-du-St-Sacrement de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Gagnon, représentant, 4406, rue Christophe-Colomb, Romain Ménard, verrier, 4362, rue St-Hubert, Marcel Desmarais, infirmier, 4553, St-Hubert, et Yvon Ropers, travailleur en loisir, 5055, Bellechasse, #8, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Notre-Dame-du-St-Sacrement de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1063-1970

Les services sanitaires Fossambault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Philippe Hamel, chauffeur d'autobus, Mariette Lachance, ménagère, épouse dudit Philippe Hamel, et Freddy Lachance, industriel, tous trois de Sainte-Catherine, pour les objets suivants:

Enlever les ordures de toutes sortes y compris les ordures ménagères et faire le commerce de poubelles ou autres objets semblables, sous le nom de « Les services sanitaires Fossambault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22, Louis Joliette, Sainte-Catherine, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1003-1970

Société Bernel ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1970, constituant en corporation: Huguette Beaudry, secrétaire, fille majeure, 10205, St-Laurent, app. 7, Paul-A. Eymard, 10339, boulevard St-Laurent, tous deux de Montréal, et Joseph-Noël Bernier, 1615, boulevard de la Concorde, Laval, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et clubs licenciés, sous le nom de « Société Bernel ltée », avec un capital total de

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 993-1970

Service des loisirs Notre-Dame-du-St-Sacrement de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Gagnon, representative, 4406 Christophe-Colomb Street, Romain Ménard, glassmaker, 4362 St-Hubert Street, Marcel Desmarais, male nurse, 4553 St-Hubert, and Yvon Ropers, recreational worker, 5055 Bellechasse, #8, all four of Montreal, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Service des loisirs Notre-Dame-du-St-Sacrement de Montréal".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1063-1970

Les services sanitaires Fossambault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Hamel, bus driver, Mariette Lachance, housewife, wife of the said Philippe Hamel, and Freddy Lachance, industrialist, all three of Sainte-Catherine, for the following purposes:

To remove all kinds of garbage including household refuse, and to deal in trash cans and other similar objects, under the name of "Les services sanitaires Fossambault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 22 Louis Joliette, Sainte-Catherine, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1003-1970

Société Bernel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Huguette Beaudry, secretary, spinster of the full age of majority, 10205 St-Laurent, Apt. 7, Paul-A. Eymard, 10339 St-Laurent Boulevard, both of Montreal, and Joseph-Noël Bernier, 1615 de la Concorde Boulevard, Laval, the latter two businessmen, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants and licensed clubs, under the name of "Société Bernel ltée", with a total capital stock of

$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1015-1970

Solber Equipment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Michel-A. Héroux, 10640, Hamelin, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de véhicules-moteurs, camions, pièces de moteurs, avions, moteurs d'avions, moteurs d'embarcations, accessoires, équipement, pièces, fournitures, instruments, outils, appareils et dispositifs relatifs aux automobiles, aux avions et à la navigation, sous le nom de « Solber Equipment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 845, rue Brunet, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 814-1970

Soprof inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1970, constituant en corporation: Pierre-M. Jarry, 939, Côte Vertu, app. 109, Montréal, Jean Leroux, 455, Place Deauville, Laval, tous deux stagiaires, Jean Lafontaine, 5222, Lacordaire, Jacques Lessard, 3750, Côte Ste-Catherine, app. 18, tous deux courtiers, et Michel Martin, représentant de ventes, 11955, rue Lachapelle, app. 202, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Soprof inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 75,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 819-1970

T.R.M. Redistribution inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1970, constituant en corporation: Maurice Arsenault, 15, rue Lahaie, Gaston Arse-

$100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1015-1970

Solber Equipment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Michel-A. Héroux, 10640 Hamelin, both of Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, automotive, aircraft, marine accessories, equipment, parts, supplies, implements, utensils, apparatus, appliances, instruments and devices, under the name of "Solber Equipment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 845 Brunet Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 814-1970

Soprof inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-M. Jarry, 939 Côte Vertu, Apt. 109, Montreal, Jean Leroux, 455 Place Deauville, Laval, both articled students, Jean Lafontaine, 5222 Lacordaire, Jacques Lessard, 3750 Côte Ste-Catherine, Apt. 18, both brokers, and Michel Martin, sales representative, 11955 Lachapelle Street, Apt. 202, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Soprof inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and into 75,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 819-1970

T.R.M. Redistribution inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Arsenault, 15 Lahaie Street, Gaston Arsenault,

nault, 109, rue St-Henri, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Robert Leblanc, 270, rue William, Trois-Rivières, tous trois journaliers, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages, magasins et entrepôts et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « T.R.M. Redistribution inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7, rue Lahaie, Cap-de-la-Maceleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1160-1970

Victor Tatone inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1970, constituant en corporation: Victor Tatone, 1930, Surrey Crescent, Mont-Royal, Georges Labelle, 11073, Paris, Montréal-Nord, tous deux tailleurs, et Bernard Proulx, comptable agréé, 37, Kelvin, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et faire le commerce de vêtements, tissus et matériels de toutes sortes, sous le nom de « Victor Tatone inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3448, Messier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 694-1970

Tot'n Toddler Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1970, constituant en corporation: Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, et Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de « Tot'n Toddler Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5147, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 942-1970

Tremont Typographics Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1970, constituant en corporation: Robert J. Buchanan, imprimeur, Talbet Samuel Buchanan, gérant, tous deux de 6833, avenue

109 St-Henri Street, both of Cap-de-la-Madeleine, and Robert Leblanc, 270 William Street, Trois-Rivières, all three labourers, for the following purposes:

To operate and manage garages, stores and warehouses and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "T.R.M. Redistribution inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common sharse of $1 each.

The head office of the company is at 7 Lahaie Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1160-1970

Victor Tatone inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Tatone, 1930 Surrey Crescent, Mount Royal, Georges Labelle, 11073 Paris, Montreal North, both tailors, and Bernard Proulx, chartered accountant, 37 Kelvin, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as tailors, and to deal in wearing apparel, yardgoods and materials of all kinds, under the name of "Victor Tatone inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3448 Messier, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 694-1970

Tot'n Toddler Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, apt. 308, Côte Saint-Luc, and Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, apt. 603, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in children's and teen-agers' wearing apparel, under the name of "Tot'n Toddler Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5147 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 942-1970

Tremont Typographics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert J. Buchanan, printer, Talbet Samuel Buchanan, manager, both of 6833 Sommerled Avenue, and

Sommerled, et Lawrence Diner, avocat, 4085, avenue Harvard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de la typographie, la photographie, la reproduction, la lithographie, la reliure, la composition, l'offset, la photocopie, la gravure, et le clichage sous le nom de « Tremont Typographics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 740-1970

Tricot Joseph inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1970, constituant en corporation: Robert R. Feldstein, vendeur, 5489, Coolbrooke, Joseph Steinwald, dessinateur, et Seama Lenetsky, ménagère, épouse dudit Joseph Steinwald, ces deux derniers du 11485, de Poutrincourt, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Tricot Joseph inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 610-1970

Tullsport Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1970, constituant en corporation: Leon Celemencki, manufacturier, Chenick Celemencki, mécanicien en machines à tricoter, tous deux du 2755, rue Ekers, Montréal, et Leonore Frohman, secrétaire, veuve de Gunther Frohman, 1450, City Councillors, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Tullsport Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 827-1970

United-Page Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1970, constituant en corporation: Paul Lacoste, 616, rue McEachran, Outremont, Michel Fournelle, 3600, rue Barclay, tous deux

Lawrence Diner, advocate, 4085 Harvard Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the fields of typography, photography, reproduction, lithography, bookbinding, type-setting, off-set work, photocopying, engraving and plate making, under the name of "Tremont Typographics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 740-1970

Tricot Joseph inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert R. Feldstein, salesman, 5489 Coolbrooke, Joseph Steinwald, designer, and Seama Lenetsky, housewife, wife of the said Joseph Steinwald, the latter two of 11485 de Poutrincourt, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Tricot Joseph inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 610-1970

Tullsport Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leon Celemencki, manufacturer, Chenick Celemencki, knitter mechanic, both of 2755 Ekers Street, Montreal, and Leonore Frohman, secretary, widow of Gunther Frohman, 1450 City Councillors, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Tullsport Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

This head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 827-1970

United-Page Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Lacoste, 616 McEachran Street, Outremont, Michel Fournelle, 3600 Barclay Street, both lawyers, and

avocats, et Solange Duhamel, secrétaire, fille majeure, 6688, boulevard Pie IX, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir électriciens et faire affaires dans l'industrie et le commerce d'appareils électriques, pièces, accessoires et articles électriques, sous le nom de « United-Page Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3600, rue Barclay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1372-1970

United Settlement Supply Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1970, constituant en corporation: Michael Sheehan, avocat, 1243, de Beauville, Rita Roberge, secrétaire, fille majeure, 53, Sainte-Ursule, et Denise Boulanger, secrétaire, épouse d'André Bélanger, 2635, Monseigneur-Gosselin, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de livres, journaux, graphiques, cartes géographiques, documents et autres fournitures d'enseignement, accessoires pour enseignement audio-visuel, équipement, ameublement et fournitures pour écoles et établissements scolaires, sous le nom de « United Settlement Supply Co. Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 1248-1970

Univar Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gilles Bédard, 7680, Montpensier, Pierre Matte, 8645, Place d'Alonnes, tous deux courtiers, d'Anjou, Gilbert Sanche, assureur, 442, boulevard Graham, Yvon Renaud, notaire, 7200, Hutchison, suite 203, tous deux de Montréal, et Gaétan Gaudet, agent manufacturier, 200, Octave-Crémazie, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Univar Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 250,000 actions ordinaires de $2 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 899-1970

Valvon Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1969, constituant en corporation: Marilyn Persons,

Solange Duhamel, secretary, spinster, 6688 Pie IX Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to manufacture and deal in all electrical apparatus, parts, accessories and articles, under the name of "United-Page Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3600 Barclay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1372-1970

United Settlement Supply Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Sheehan, attorney, 1243 de Beauville, Rita Roberge, secretary, fille majeure, 53 Ste-Ursule, and Denise Boulanger, secretary, wife of André Bélanger, 2635 Monseigneur Gosselin, all three of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in books, journals, charts, maps, records and other educational materials, audio-visual aids, and school and institutional equipment, furnishings and supplies, under the name of "United Settlement Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of $50 each.

The head office of the company is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 1248-1970

Univar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Bédard, 7680 Montpensier, Pierre Matte, 8645 D'Alonnes Place, both brokers, of Anjou, Gilbert Sanche, underwriter, 442 Graham Boulevard, Yvon Renaud, notary, 7200 Hutchison, suite 203, both of Montreal, and Gaétan Gaudet, manufacturer's agent, 200 Octave-Crémazie, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Univar Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 250,000 common shares of $2 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 899-1970

Valvon Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marilyn Persons, 2050 Claremont,

2050, Claremount, #33, Westmount, Aleda Hipson, 2070, MacKay, app. 12, et Lefkothea Ragas, 1029, avenue Ogilvy, ces deux dernières de Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'appareils électriques et électroniques, sous le nom de « Valvon Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 6359-1969

Veilleux alignement spécialités inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1970, constituant en corporation: Candid Veilleux, 1453, St-Louis, Bernardin Bolduc, 1641, St-André, tous deux hommes d'affaires, Rosario Grenier, comptable, et Jacques O'Bready, avocat, ces deux derniers de 1576, King ouest, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous les accessoires et parties, sous le nom de « Veilleux alignement spécialités inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1161-1970

The Vesuvian Pizzeria Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: Franko Manganiello, restaurateur, Lucia Vacchiano, administrateur, épouse dudit Franko Manganiello, tous deux du 8205, Provencher, et Michel Manganiello, restaurateur, 8417, Place Choquette, tous trois de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

S'établir restaurateurs, sous le nom de « The Vesuvian Pizzeria Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5625 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 757-1970

Villa Construction ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1970, constituant en corporation: Pietro Trimarchi, vendeur, 11665, Zotique Racicot, Franco Di

#33, Westmount, Aleda Hipson, 2070 MacKay, Apt. 12, and Lefkothea Ragas, 1029 Ogilvy Avenue, the latter two of Montreal, all three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and electronic appliances, under the name of "Valvon Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 6359-1969

Veilleux alignement spécialités inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Candid Veilleux, 1453 Saint-Louis, Bernardin Bolduc, 1641 Saint-André, both businessman, Rosario Grenier, accountant, and Jacques O'Bready, advocate, the latter two of 1576 King West, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all accessories and parts, under the name of "Veilleux alignement spécialités inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799 1161-1970

The Vesuvian Pizzeria Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Franko Manganiello, restaurateur, Lucia Vacchiano, executive, wife of the said Franko Manganiello, both of 8205 Provencher, and Michel Manganiello, restaurateur, 8417 Place Choquette, all three of Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "The Vesuvian Pizzeria Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 5625 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34799-o 757-1970

Villa Construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pietro Trimarchi, salesman, 11665 Zotique Racicot, Franco Di

cot, Franco Di Terro, 8130, rue Marquette, app. 3, tous deux de Montréal, et Pascal Donfrancesco, 8220, rue Laferté, Saint-Léonard, ces deux derniers entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Villa Construction ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6120, rue Albanie, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 738-1970

Terro, 8130 Marquette Street, apt. 3, both of Montreal, and Pascal Donfrancesco, 8220 Laferté Street, Saint-Léonard, the latter two contractors, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Villa Construction ltée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6120 Albanie Street, Brossard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 738-1970

Wic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation: Gratien Houle, industriel, Wickham, Gérald Couture, Danville, et Rolland Galipeau, route rurale numéro 4, Drummondville, ces deux derniers commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments aratoires, machinerie de ferme, véhicules motorisés et autres, sous le nom de « Wic Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Wickham, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799-o 1082-1970

Wic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gratien Houle, industrialist, Wickham, Gérald Couture, Danville, and Rolland Galipeau, Rural Route number 4, Drummondville, the latter two traders, for the following purposes:

To deal in agricultural implements, farm machinery, motor vehicles and others, under the name of "Wic Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Wickham, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799 1082-1970

Collège du Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives des lettres patentes, en date du 6 février 1970, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Collège du Lac St-Jean inc. », les membres de l'« Externat Classique d'Alma », déjà constitué en corporation le ou vers le 19 juin 1959, en vertu de l'article 20, chapitre 76 des lois de 1950, et ce, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, favoriser et développer de toutes manières l'instruction générale des étudiants et l'éducation sous toutes ses formes.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la nouvelle corporation peut acquérir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la nouvelle corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34831-o 768-70

Collège du Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent bearing date the 6th day of February, 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating without capital stock, under the name of "Collège du Lac St-Jean inc.", the members of "Externat Classique d'Alma", already incorporated on or around June 19, 1959, pursuant to section 20, chapter 76 of the Statutes of 1950, and such, for the following purposes:

To study, promote, encourage and develop in all ways the general training of students and education in all its aspects.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the new corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34831 768-70

Lettres patentes supplémentaires

Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, chapitre 176 des lois de 1958-59, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 mars 1970, à la corporation « Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières », modifiant ses pouvoirs et les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34852-o 297-60

Supplementary Letters Patent

Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières

Notice is given that pursuant to an Act to amend the charter of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, chapter 176, of the Statutes of 1958-59, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated March 18, 1970, to "Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières", amending the powers and provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34852 297-60

Compagnies dissoutes

B & S Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « B & S Enterprises Ltd. », constituée en corporation le 13 septembre 1962, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 13793-62

Paul Besner incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Paul Besner incorporée », constituée en corporation le 6 juin 1959, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 12623-58

O. Bradet ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « O. Bradet ltée », constituée en corporation le 4 mai 1945, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 3294-45

Chamtel Realties Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Chamtel Realties Inc. », constituée en corporation le 27 mars 1962, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 11217-62

Corporation du Septième Lac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Corporation du Septième Lac

Companies Dissolved

B & S Enterprises Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "B & S Enterprises Ltd.", incorporated on September 13, 1962, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 13793-62

Paul Besner incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Paul Besner incorporée", incorporated on June 6, 1959, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 12623-58

O. Bradet ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "O. Bradet ltée", incorporated on May 4, 1945, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 3294-45

Chamtel Realties Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Chamtel Realties Inc.", incorporated on March 27, 1962, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 11217-62

Corporation du Septième Lac inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cor-

inc. », constituée en corporation le 6 décembre 1956, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 13824-56

Ducair inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ducair inc. », constituée en corporation le 9 décembre 1968, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 5884-1968

Edrisa Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Edrisa Investments Inc. », constituée en corporation le 29 décembre 1967, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 266-1968

Elbert Investment Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Elbert Investment Co. », constituée en corporation le 3 octobre 1958, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 13395-58

The Empire Theatre Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Empire Theatre Company Limited », constituée en corporation le 3 août 1936, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 1755-36

Les Entreprises Gagnon & Lessard ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises Gagnon & Lessard ltée », constituée en corporation le 7 juin 1962, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 12490-62

Les Entreprises de Hull, ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises de Hull, ltée », constituée en corporation le 28 septembre 1951, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 12473-51

poration du Septième Lac inc.", incorporated on December 6, 1956, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 13824-56

Ducair inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ducair inc.", incorporated on December 9, 1968, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 5884-1968

Edrisa Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Edrisa Investments Inc.", incorporated on December 29, 1967, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 266-1968

Elbert Investment Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elbert Investment Co.", incorporated on October 3, 1958, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 13395-58

The Empire Theatre Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Empire Theatre Company Limited", incorporated on August 3, 1936, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 1755-36

Les Entreprises Gagnon & Lessard ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Gagnon & Lessard ltée", incorporated on June 7, 1962, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 12490-62

Les Entreprises de Hull, ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises de Hull, ltée", incorporated on September 28, 1951, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 12473-51

Exotic Fur-Cie des Pelleteries Canadiennes ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Exotic Fur-Cie des Pelleteries Canadiennes ltée », constituée en corporation le 14 juillet 1949, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 5841-49

Glenguard Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Glenguard Investment Corp. », constituée en corporation le 2 avril 1959, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 11867-59

Grand-Air inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Grand-Air inc. », constituée en corporation le 11 janvier 1967, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 115-67

Grand'Mère Accessoires d'Autos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Grand'Mère Accessoires d'Autos inc. », constituée en corporation le 16 mars 1966, à compter du 1 juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 1133-66

Huot & Blouin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Huot & Blouin inc. », constituée en corporation le 26 juillet 1951, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 10738-51

Imprimerie Charles Larivière Printing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Imprimerie Charles Larivière Printing Inc. », constituée en corporation le 6 mai 1958, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 10743-58

Jatt Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Exotic Fur-Cie des Pelleteries Canadiennes ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Exotic Fur-Cie des Pelleteries Canadiennes ltée", incorporated on July 14, 1949, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 5841-49

Glenguard Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Glenguard Investment Corp.", incorporated on April 2, 1959, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 11867-59

Grand-Air inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Grand-Air inc.", incorporated on January 11, 1967, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 115-67

Grand'Mère Accessoires d'Autos inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Grand'Mère Accessoires d'Autos inc.", incorporated on March 16, 1966, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 1133-66

Huot & Blouin inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Huot & Blouin inc.", incorporated on July 26, 1951, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 10738-51

Imprimerie Charles Larivière Printing Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Imprimerie Charles Larivière Printing Inc.", incorporated on May 6, 1958, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 10743-58

Jatt Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions,

de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jatt Construction Inc. », constituée en corporation le 12 novembre 1968, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 5286-1968

Lampes Votives inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lampes Votives inc. », constituée en corporation le 19 octobre 1955, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 12756-55

Popular Fur Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Popular Fur Corp. », constituée en corporation le 27 janvier 1961, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 10498-61

Les Produits Truco du Québec ltée
Truco Products of Québec Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Produits Truco du Québec ltée — Truco Products of Québec Ltd. », constituée en corporation le 5 juillet 1962, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 12782-62

Les Promotions Professionnelles du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Promotions Professionnelles du Québec inc. », constituée en corporation le 2 juin 1965, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 2577-65

Robu Automotive Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Robu Automotive Inc. », constituée en corporation le 5 juillet 1968, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 3134-68

Ronald English School Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ronald English School Inc. »,

Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jatt Construction Inc.", incorporated on November 12, 1968, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 5286-1968

Lampes Votives inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lampes Votives inc.", incorporated on October 19, 1955, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 12756-55

Popular Fur Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Popular Fur Corp.", incorporated on January 27, 1961, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 10498-61

Les Produits Truco du Québec ltée
Truco Products of Québec Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Produits Truco du Québec ltée — Truco Products of Québec Ltd.", incorporated on July 5, 1962, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 12872-62

Les Promotions Professionnelles du Québec inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Promotions Professionnelles du Québec inc.", incorporated on June 2, 1965, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 2577-65

Robu Automotive Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Robu Automotive Inc.", incorporated on July 5, 1968, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 3134-68

Ronald English School Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ronald

constituée en corporation le 21 janvier 1955, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 13077-54

Scalvini Électrique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Scalvini Électrique inc. », constituée en corporation le 23 février 1959, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 14929-58

Servi-Flor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Servi-Flor inc. », constituée en corporation le 6 mars 1969, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 1023-69

Société Auto Service limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Société Auto Service limitée », constituée en corporation le 28 avril 1964, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 1897-64

Thruway Repairs Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Thruway Repairs Ltd. », constituée en corporation le 30 novembre 1961, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 15797-61

Turkeys De Luxe Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Turkeys De Luxe Inc. », constituée en corporation le 23 mars 1954, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 10691-54

Wilden Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Wilden Inc. », constituée en corporation le 30 mai 1936, à compter du 1er juin 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34799-o 1210-36

English School Inc.", incorporated on January 21, 1955, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 13077-54

Scalvini Électrique inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Scalvini Électrique inc.", incorporated on February 23, 1959, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 14929-58

Servi-Flor inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Servi-Flor inc.", incorporated on March 6, 1969, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 1023-69

Société Auto Service limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Société Auto Service limitée", incorporated on April 28, 1964, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 1897-64

Thruway Repairs Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Thruway Repairs Ltd.", incorporated on November 30, 1961, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 15797-61

Turkeys De Luxe Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Turkeys De Luxe Inc.", incorporated on March 23, 1954, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 10691-54

Wilden Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Wilden Inc.", incorporated on May 30, 1936, on and from June 1, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34799 1210-36

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

La Corporation des agronomes de la province de Québec

TABLEAU DES INSCRIPTIONS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DE LA PROFESSION D'AGRONOME.

TABLE OF ENTRIES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE PROFESSION OF AGROLOGIST

Nom et prénom Name and surname	Age	Domicile Residence	Institution
Purdon, John C.	25	28, Maple Avenue Ste-Anne de Bellevue, P.Q.	Faculté d'Agriculture, de l'Université McGill.

Montréal 357, le 22 mai 1970 — Montreal 357, May 22, 1970.

Le secrétaire général de la Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEAU, AGRONOME.
Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

34777-22-2-o

Ministère de l'Éducation — Department of Education

La Commission des écoles catholiques de Sherbrooke

Ville d'East Angus « Cath. »

Demande est faite: 1° de détacher de la municipalité scolaire de la ville d'East Angus « cath. » les lots 27 et 28 du rang 7 du canton Eaton, 3, 4 et 5A-D du rang 1, et 3 et 4 du rang 2 du canton Westbury pour les annexer au territoire sous la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke; 2° de détacher du territoire sous la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke les lots 6, 7A, 7B et 7C du rang 2, 6 à 11B inclusivement du rang 3, et 8 à 11B inclusivement du rang 4 pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville d'East Angus « cath. », dans le comté de Compton.

Québec, le 21 mai 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

34738-22-2-o 165-01-06

The Catholic School Commission of Sherbrooke

Town of East Angus "Cath."

Application is made: (1) to detach from the school municipality of the town of East Angus "Cath." lots 27 and 28 of range 7 of the township of Eaton, 3, 4 and 5A-D of range 1, and 3 and 4 of range 2 of the township of Westbury to annex them to the territory under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Sherbrooke; (2) to detach from the territory under the jurisdiction of the Catholic School Commission of Sherbrooke lots 6, 7A, 7B and 7C of range 2, 6 to 11B inclusively of range 3, and to 11B inclusively of range 4 to annex them to the school municipality of the town of East Angus "Cath.", in the county of Compton.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

34738-22-2 165-01-06

Québec, May 21, 1970.

Sainte-Sabine

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de Farnham, dans le comté de Missisquoi.

Québec, le 5 mai 1970.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

34739-22-2-o 220-03

Sainte-Sabine

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Sainte-Sabine, in the county of Missisquoi, to the school municipality of Farnham, in the county of Missisquoi.

Québec, May 5, 1970.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

34739-22-2 220-03

Ventes pour taxes — Sales for Taxes

Commission scolaire de Boucherville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Commission scolaire de Boucherville, que les immeubles dont les taxes n'auront pas été payées pour les années 1969-1970 et antérieures, seront vendus à l'en-

Boucherville School Commission

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Boucherville School Commission, that the immovables, the taxes on which will not have been paid for 1969-1970 and previous years, will be sold by public

chère publique, en la Salle des Délibérations, à la Commission scolaire de la ville de Boucherville, située au numéro 666, de la rue Le Laboureur, en la ville de Boucherville, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour le paiement des taxes scolaires avec intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Permission a été accordée à la Commission scolaire de Boucherville, le 2 mars 1970, par la Commission municipale de Québec d'énumérer de façon abrégée les numéros cadastraux des immeubles ci-dessous mentionnés.

auction, in the Assembly Hall, in the School Commission of the town of Boucherville, situated at 666 Le Laboureur Street, in the town of Boucherville, on the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1970, at TEN o'clock, in the morning, for the payment of school taxes with interest and costs, plus the costs subsequently incurred unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Permission was granted to the Boucherville School Commission, on March 2, 1970, by the Québec Municipal Commission to enumerate in an abbreviated manner the cadastral numbers of the immovables hereunder mentioned.

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of the proprietor	Description
1-77-1151	Rocawill Development Corporation	

Une partie du lot originaire cent soixante-treize (173), bornée au sud-est par une autre partie du lot cent soixante-treize (173), appartenant à Paul-Émile Racicot ou représentants sur une longueur de deux cent quatre-vingt-onze pieds et quarante-six centièmes de pied (291.46′), au sud-ouest par une partie dudit lot cent soixante-treize (173) sur une longueur de sept cent quarante-neuf pieds (749′), au nord-ouest par une autre partie du lot cent soixante-treize (173) et par une partie du lot numéro cent soixante-quatorze (174) sur une longueur de trois cent quinze pieds et trois dixièmes de pied (315.3′), au nord-est (ligne brisée) par une partie du lot cent quatre-vingt-trois (183) sur une longueur de six cent quatre-vingts pieds et huit dixièmes de pied (680.8′) (Superficie 213,111 pi. ca.).

A part of original lot one hundred and seventy-three (173), bounded on the southeast by another part of lot one hundred and seventy-three (173), belonging to Paul-Émile Racicot or representatives a length of two hundred and ninety-one feet and forty-six hundredths of a foot (291.46′), on the southwest by a part of said lot one hundred and seventy-three (173) a length of seven hundred and forty-nine feet (749′), on the northwest by another part of lot one hundred and seventy-three (173) and by a part of lot one hundred and seventy-four (174) a length of three hundred and fifteen feet and three tenths of a foot (315.3′), on the northeast (broken line) by a part of lot one hundred and eighty-three (183) a length of six hundred and eighty feet and eight tenths of a foot (680.8′) (Area 213,111 sq. ft.).

1-77-1401	Trig Limited

Une partie du lot originaire cent soixante-dix-huit (178) mesurant deux cent vingt-neuf pieds et huit dixièmes de pied (229.8′) dans sa ligne nord-ouest, cent quatre-vingt-huit pieds et six dixièmes de pied (188.6′) dans sa ligne sud-est, sur une profondeur de mille trois cent quatre-vingt-deux (1382) pieds dans sa ligne nord-est et mille deux cent trente-six pieds et sept dixièmes de pied (1236.7′) dans sa ligne sud-ouest, bornée comme suit: au nord-ouest par une partie du lot cent sept (107), au sud-est par le chemin Pérou, au nord-est par une autre partie dudit lot cent soixante-dix-huit (178) et au sud-ouest par une partie du lot cent soixante-dix-neuf (179) (Superficie 6.757 arpents carrés.).

A part of original lot one hundred and seventy-eight (178) measuring two hundred and twenty-nine feet and eight tenths of a foot (229.8′) on its northwest line, one hundred and eighty-feet and six tenths of a foot (188.6′) on its southeast line, by a depth of one thousand three hundred and eighty-two (1382) feet on its northeast line and one thousand two hundred and thirty-six feet and seven tenths of a foot (1236.7′) on its southwest line, bounded as follows: On the northwest by a part of lot one hundred and seven (107), on the southeast by Pérou Road, on the northeast by another part of said lot one hundred and seventy-eight (178) and on the southwest by a part of lot one hundred and seventy-nine (179) (Area 6.757 square arpents).

1-79-850	Établissement Vireton

Lot originaire deux cent soixante-cinq (265); à distraire les parties expropriées et vendues appert actes enregistrés sous les Nos 218734, 233432, 242549, 256010, 256011, 292424 et 313879.

Original lot two hundred and sixty-five (265); to withdraw the parts expropriated and sold pertaining to deeds registered under Nos. 218734, 233432, 242549, 256010, 256011, 292424 and 313879.

1-79-880	Kettaneh, Charles

Une partie du lot originaire deux cent soixante-six (266), bornée au nord-ouest par le chemin du sixième rang, en arrière au sud-est par la ligne de division entre les paroisse de St-Bruno de Montarville et Ste-Famille de Boucherville, d'un côté, au nord-est, par une partie du lot deux cent soixante-sept (267) et de l'autre côté au sud-ouest, par le lot deux cent soixante-cinq (265), mesurant cinq cent soixante-dix-huit pieds et cinq dixièmes de pied (578.5′) de largeur en front dans sa ligne nord-ouest, six cent quatre-vingt-quatre pieds (684) en arrière dans sa ligne sud-est, sept mille seize (7,016) pieds de profondeur dans sa ligne nord-est et sept mille deux cent soixante-dix-huit pieds et quatre dixièmes de pied (7,278.4′) de profondeur dans sa ligne sud-ouest. (Superficie 112.777′ arpents carrés).

Une autre partie du lot originaire deux cent soixante-six (266), située du côté nord-ouest du chemin du sixième rang, bornée en front au sud-est, par le chemin du sixième rang, en arrière au nord-ouest, par une partie du lot cent quatre-vingt-douze (192), d'un côté au sud-ouest, par une partie du lot cent quatre-vingt-quatorze (194) et de l'autre côté au nord-est, par une partie du lot deux cent soixante-dix-sept (277), mesurant cinq cent soixante-dix-sept pieds et neuf dixièmes de pieds (577.9′) en front, dans sa ligne sud-est, cinq cent quatre-vingts pieds et sept dixièmes de pied (580.7′) en arrière dans sa ligne nord-ouest, neuf cent soixante-quatorze pieds et trois dixièmes de pied (974.3′) de profondeur dans sa ligne sud-ouest et neuf

A part of original lot two hundred and sixty-six (266), bounded on the northwest by the road of the sixth range, in the rear on the southeast by the division line between the parish of St-Bruno de Montarville and Ste-Famille de Boucherville, on one side, on the northeast, by a part of lot two hundred and sixty-seven (267) and on the other side on the southwest by lot two hundred and sixty-five (265), measuring five hundred and seventy-eight feet and five tenths of a foot (578.5′) in width in front on its northwest line, six hundred and eighty-four feet (684) in the rear on its southeast line, seven thousand sixteen (7,016) feet in depth on its northeast line and seven thousand two hundred and seventy-eight feet and four tenths of a foot (7,278.4′) in depth on its southwest line. (Area 112.777′ sq. ft.).

Another part of original lot two hundred and sixty-six (266), situated on the northwest side of the road of the sixth range, bounded in front on the southeast by the road of the sixth range, in the rear on the northwest, by a part of lot one hundred and ninety-two (192), on one side on the southwest, by a part of lot one hundred and ninety-four (194) and on the other side on the northeast, by a part of lot two hundred and seventy-seven (277), measuring five hundred and seventy-seven feet and nine tenths of a foot (577.9′) in front, on its southeast line, five hundred and eighty feet and seven tenths of a foot (580.7′) in the rear on its northwest line, nine hundred and seventy-four feet and three tenths of a foot (974.3′) in depth on its southwest

cent quarante-deux pieds (942) de profondeur dans sa ligne nord-est (Superficie 14.839 arpents carrés).

À distraire des deux parties du lot 266:

Une partie du lot originaire deux cent soixante-six (266), bornée en front au sud-est, par le chemin du sixième rang, en arrière, au nord-ouest, d'un côté au sud-ouest, et de l'autre côté au nord-est, par d'autres parties du lot deux cent soixante-six (266), mesurant cent pieds et trois dixièmes de pied (100.3′) de largeur en front et en arrière dans ses lignes sud-est et nord-ouest par trois cents pieds (300′) de profondeur dans ses lignes sud-ouest et nord-est (Superficie 30,000 pi. ca.).

À distraire aussi: Les parties expropriées et vendues appert actes enregistrés sous les numéros 218734, 233342, 242549, 256010, 256011, 292424 et 306778.

line and nine hundred and forty-two feet (942) in depth on its northeast line (Area 14.839 square arpents).

To withdraw from both parts of lot 266:

A part of original lot two hundred and sixty-six (266), bounded in front on the southeast, by theroad of the sixth range, in the rear, on the northwest, on one side on the southwest, and on the other side on the northeast, by other parts of lot two hundred and sixty-six (266), measuring one hundred feet and three tenths of a foot (100.3′) in width in front and in the rear on its southeast and northwest lines by three hundred feet (300′) in depth on its southwest and northeast lines (Area 30,000 sq. ft.).

To withdraw also: The parts expropriated and sold pertaining to the deeds registered under numbers 218734, 233342, 242549, 256010, 256011, 292424 and 306778.

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of the proprietor	Description
1-79-910	Cathy Realties	

Lot deux cent soixante-sept (267); à distraire les parties vendues et expropriées appert actes enregistrés sous les Nos 218734, 233342, 242549, 256010, 256011, 292424, 306372 et 286443.

Lot two hundred and sixty-seven (267); to withdraw the parts sold and expropriated pertaining to deeds registered under Nos. 218734, 233342, 242549, 256010, 256011, 292424, 306372 and 286443.

1-84-1260	Gantcheff, Georges	190-89 à-to 92 et-and 190-94 à-to 96, sauf-save lot 190-93
2-18115	Paquette, Wilfrid	30-66.
2-32-1500	Établissement Hansen	

Lot cent quatre-vingt-quinze (195): à distraire, une partie dudit lot cent quatre-vingt-quinze (195), bornée au nord-ouest par une partie du lot cent quatre-vingt-seize (196), au nord-est, par le chemin public, au sud-est et au sud-ouest par d'autres parties du lot cent quatre-vingt-quinze (195), mesurant cettedite partie cent quatre-vingt-treize pieds et trois dixièmes de pied (193.3′) dans sa ligne nord-ouest, quatorze pied et quatre-vingt-treize centièmes de pied (14.93′) dans sa ligne nord-est, deux cents pieds (200′) dans sa ligne sud-est et soixante-six pieds et trois dixièmes de pied (66.3′) dans sa ligne sud-ouest (Superficie 7,849.511 pi. ca.).

À distraire aussi les parties expropriées et vendues appert actes enregistrés sous les Nos 208604, 292424 et 314043 et sujet à la servitude 307727.

Lot one hundred and ninety-five (195): To withdraw, a part of said lot one hundred and ninety-five (195), bounded on the northwest by a part of lot one hundred and ninety-six (196), on the northeast, by the public road, on the southeast and southwest by other parts of lot one hundred and ninety-five (195), measuring this said part one hundred and ninety-three feet and three tenths of a foot (193.3′) on its northwest line, fourteen feet and ninety-three hundredths of a foot (14.93′) on its northeast line, two hundred feet (200′) on its southeast line and sixty-six feet and three tenths of a foot (66.3′) on its southwest line (Area 7,849.511 sq. ft.).

To withdraw also the parts expropriated and sold pertaining to deeds registered under Nos. 208604, 292424 and 314043 and subject to servitude 307727.

2-49-570	Hinla Corporation	

Une partie du lot originaire cent vingt-deux (122), bornée en front au nord-ouest par la rue De Normandie en arrière au sud-est par une partie du lot deux cent six (206), au nord-est et au sud-ouest, par d'autres parties du lot cent vingt-deux (122), mesurant cette partie cent quatre-vingt-sept pieds et huit dixièmes de pied (187.8′) en front au nord-ouest, cent quatre-vingt-dix pieds et six dixièmes de pieds (190.6′) en arrière, au sud-est, cinq mille quatre-vingt-dix-huit pieds (5098′) dans sa ligne nord-est et cinq mille soixante-deux pieds et trois dixièmes de pied (5,062.3′) dans sa ligne sud-ouest.

A part of original lot one hundred and twenty-two (122), bounded in front on the northwest by De Normandie Street, in the rear on the southeast by a part of lot two hundred and six (206), on the northeast and southwest by other parts of lot one hundred and twenty-two (122), measuring this part one hundred and eighty-seven feet and eight tenths of a foot (187.8′) in front on the northwest, one hundred and ninety feet and six tenths of a foot (190.6′) in the rear, on the southeast, five thousand ninety-eight feet (5098′) on its northeast line and five thousand sixty-two feet and three tenths of a foot (5,062.3′) on its southwest line.

2-49-710	Weil, Alain Jules et-and Gour, Claude	

Une partie du lot cent soixante-deux (162) mesurant trois cent quatre-vingt-dix-huit (398′) pieds de largeur dans sa ligne nord-ouest, trois cent onze pieds et neuf dixièmes de pied (311.9′) dans ces parties de sa ligne sud-ouest qui joint la route publique, quatre-vingts pieds (80′) de largeur dans cette partie de sa ligne sud-est qui joint la réserve de Gérard Robert décrite dans l'acte No 187405, sept cent trente pieds (730′) dans sa ligne sud-ouest qui joint une partie du lot cent dix-huit (118), cent vingt pieds (120′) dans sa ligne sud-ouest qui joint la réserve de Gérard Robert, sept cent quatre-vingt-deux pieds (782′) de profondeur dans sa ligne nord-est qui joint partie du lot cent soixante-trois (163), cent vingt pieds (120′) dans sa ligne nord-est qui joint la réserve de Gérard Robert (superficie 7.69 arpents carrés) bornée en front au sud-est par le chemin public, et par partie du lot cent soixante-deux (162), en arrière au nord-est par partie du lot cent dix-huit (118) d'un côté au sud-ouest par partie du lot cent dix-huit (118) et partie du lot cent soixante-deux (162) et de l'autre côté au nord-est par partie du lot cent soixante-trois (163) et partie du lot cent soixante-deux (162).

Une autre partie du lot cent soixante-deux (162), mesurant trois cent quatre-vingt-onze pieds et neuf

A part of lot one hundred and sixty-two (162) measuring three hundred and ninety-eight (398′) feet in width on its northwest line, three hundred and eleven feet and nine tenths of a foot (311.9′) on these parts of its southwest line which joins the public route, eighty feet (80′) in width on this part of its southeast line which joins the reserve of Gérard Robert described in deed No. 187405, seven hundred and thirty feet (730′) on its southwest line which joins a part of lot one hundred and eighteen (118′), one hundred and twenty feet (120′) on its southwest line which joins the reserve of Gérard Robert, seven hundred and eighty-two feet (782′) in depth on its northeast line which joins part of lot one hundred and sixty-three (163), one hundred and twenty feet (120′) on its northeast line which joins the reserve of Gérard Robert (area 7.69 square arpents) bounded in front on the southeast by the public road, and by part of lot one hundred and sixty-two (162), in the rear on the northeast by part of lot one hundred and eighteen (118) on one side on the southwest by part of lot one hundred and eighteen (118) and part of lot one hundred and sixty-two (162) and on the other side on the northeast by part of lot one hundred and sixty-three (163) and part of lot one hundred and sixty-two (162).

Another part of lot one hundred and sixty-two (162), measuring three hundred and ninety-one feet and nine

dixièmes de pied (391.9′) de largeur dans sa ligne nord-ouest, trois cent soixante-six pieds (366′) de largeur en arrière dans sa ligne sud-est, quatre mille quarante-six pieds (4,046′) de profondeur dans sa ligne sud-ouest et trois mille neuf cent quatre-vingt-quinze pieds (3,995′) dans sa ligne nord-est (Superficie 41.07′ arpents carrés), bornée en front au sud-est par parties des lots deux cent (200) et deux cent un (201), au sud-ouest par une autre partie du lot cent soixante-deux (162) et au nord-est par partie du lot cent soixante-trois (163).

tenths of a foot (391.9′) in width on its northwest line, three hundred and sixty-six feet (366′) in width in the rear on its southeast line, four thousand forty-six feet (4,046′) in depth on its southwest line and three thousand nine hundred and ninety-five feet (3,995′) on its northeast line (Area 41.07 square arpents), bounded in front on the southeast by parts of lots two hundred (200) and two hundred and one (201), on the southwest by another part of lot one hundred and sixyt-two (162) and on the northeast by part of lot one hundred and sixty-three (163).

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of the proprietor	Description
2-77-770 2-79-651	Établissement Hansen Evdo Construction Inc.	197.

Une partie du lot deux cent quatre (204), bornée au sud-est par partie dudit lot deux cent quatre (204) et la rue De Lorraine, au sud-ouest par partie du lot deux cent cinq et au nord-ouest par la route transcanadienne.

A part of lot two hundred and four (204), bounded on the southeast by part of said lot two hundred and four (204) and De Lorraine Street, on the southwest by part of lot two hundred and five and on the northwest by the Trans-Canadian Highway.

2-79-760	Établissement Hansen

Lot deux cent soixante-trois (263); à distraire les parties vendues et expropriées appert actes enregistrés sous les Nos 218734, 242549, 256010, 256011, 292424 et 314043.

Lot two hundred and sixty-three (263); to withdraw the parts sold and expropriated pertaining to the deeds registered under Nos. 218734, 242549, 256010, 256011, 292424 and 314043.

2-79-792	Établissement Vireton

Lot deux cent soixante-quatre (264); à distraire les parties vendues et expropriées appert actes enregistrés sous les Nos 218734, 242549, 256010, 256011, 292424 et 313879.

À distraire aussi une partie dudit lot deux cent soixante-quatre (264), bornée en front au nord-ouest par le chemin du sixième rang, en arrière au sud-est, par partie deux cent soixante-quatre (264), au nord-est, par partie deux cent soixante-cinq (265) et au sud-ouest, par une autre partie dudit lot deux cent soixante-quatre (264) (Superficie 10,000 pi. ca.), mesurant cent pieds (100′) dans chacune de ses lignes nord-est et sud-ouest et cent trois pieds et un dixième de pied (103.1′) dans chacune de ses lignes nord-ouest et sud-est.

Lot two hundred and sixty-four (264); to withdraw the parts sold and expropriated pertaining to the deeds registered under Nos. 218734, 242549, 256010, 256011, 292424 and 313879.

To withdraw also a part of said lot two hundred and sixty-four (264), bounded in front on the northwest by the road of the sixth range, in the rear on the southeast by part two hundred and sixty-four (264), on the northeast, by part two hundred and sixty-five (265) and on the southwest, by another part of said lot two hundred and sixty-four (264) (Area 10,000 sq. ft.), measuring one hundred feet (100′) on each of its northeast and southwest lines and one hundred and three feet and one tenth of a foot (103.1′) in each of its northwest and southeast lines.

2-81-671	Montico Limited

Une partie du lot originaire cent dix-neuf (119), bornée au sud-est par le chemin public du Pays Brûlé sur une longueur de cent soixante-quinze pieds (175′), au sud-ouest par une autre partie cent dix-neuf (119) (réserve) sur une longueur de cent pieds (100′), au sud-est par une autre partie cent dix-neuf (119) (réserve) sur une longueur de soixante-quinze pieds et un dixième de pied (75.1′), au nord-est par une autre partie cent dix-neuf (119) sur une longueur de cent pieds (100′), au sud-est par le chemin public du Pays Brûlé sur une longueur de six cent un pieds et quatre dixièmes de pied (601.4′), au sud-ouest, par une partie du lot cent vingt et un (121) sur une longueur de mille cent dix-sept pieds (1,117′), au nord-ouest par le lot soixante-dix-sept (77) et partie du lot soixante-dix-huit (78), au nord-est, par une autre partie du lot cent dix-huit (118) sur une longueur de mille quatre cent quatre-vingts pieds (1,480) (Superficie 28.9365 arpents carrés).

A part of original lot number one hundred and nineteen (119), bounded on the southeast by the public road of Pays Brûlé a length of one hundred and seventy-five feet (175′), on the southwest by another part one hundred and nineteen (119) (reserved) on a length of one hundred feet (100′), on the southeast by another part one hundred and nineteen (119) (reserved) a length of seventy-five feet and one tenth of a foot (75.1′), on the northeast by another part one hundred and nineteen (119) a length of one hundred feet (100′), on the southeast by the public road of Pays Brûlé a length of six hundred and one feet and four tenths of a foot (601.4′), on the southwest, by a part of lot one hundred and twenty-one (121) a length of one thousand one hundred and seventeen feet (1,117′), on the northwest by lot seventy-seven (77) and part of lot seventy-eight (78), on the northeast, by another part of lot one hundred and eighteen (118) a length of one thousand four hundred and eighty feet (1,480) (Area 28.9365 square arpents).

3-10-54	Proulx, Roméo	41–111.
3-13-371	Prestige Development Ltée	68–32.
3-13-1141	Hinla Corporation	127–16.
3-13-1145	Hinla Corporation	127–15.
3-49-296	Evdokias, Peter	129–1215.

À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.

To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.

3-49-300	Evdokias, Peter	129–1201.

À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.

To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.

3-49-302	Evdokias, Peter	129–1200.

À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.

To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.

3-49-310		129–1198.

À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.

To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of the proprietor	Description
3-49-314	Evdokias, Peter	129-1196.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-316	Hinla Corporation	129-1195.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-322	Myrianthopoulos, John	129-1193.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-326	Myrianthopoulos, Chris	129-1192.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-330	Bouyoncas George et Dame Aleene Schafer (épouse-wife)	127-59.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-336	Voutsinas Konstantinos, Andreas	127-58.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-340	Hinla Corporation	127-57.
3-49-344	Hinla Corporation	127-56.
3-49-349	Loukas, Mattes	127-8.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-350	Hinla Corporation	127-55.
3-49-355	Loukas, Mattes	127-7.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-363	Prestige Development Ltd	128-2.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-365	Prestige Development Ltd	128-3.
À distraire: une partie expropriée suivant acte enregistré sous le No 292423.	To be withdrawn: a part expropriated according to the deed registered under No. 292423.	
3-49-371	Prestige Development Ltd	128-4.
3-49-373	Prestige Development Ltd	128-5.
3-49-375	Prestige Development Ltd	128-6.
3-49-377	Prestige Development Ltd	128-7.
3-49-387	Prestige Development Ltd	P. 128.
3-49-450	Prestige Development Ltd	P. 126, 126-1.
3-51-121	Leprohon, Louis-George	325.
3-51-340	Marver Inc.	39-55.

Une partie du lot 39-54-1 étant une partie d'un segment circulaire dont la courbe a un rayon de (26.58') vingt-six pieds et cinquante-huit centièmes de pied et mesurant vingt-trois pieds et vingt-neuf centièmes de pied (23.29') le long de la courbe, deux pieds et vingt-deux centièmes de pied (2.22') au nord-est, vingt-quatre pieds et quinze centièmes de pieds (24.15') au sud-ouest, bornée au nord et au nord-est, par partie 39-54-1, au sud-ouest par partie 39-54-2 (superficie 36 pieds carrés).

A part of lot 39-54-1 being a part of a circular segment, the curve of which has a radius of (26.58') twenty-six and fifty-eight-hundredths feet, and measuring twenty-three and twenty-nine-hundredths feet (23.29') along the curve, two and twenty-two-hundredths feet (2.22') on the northeast, twenty-four and fifteen-hundredths feet (24.15') on the southwest, and bounded on the north and northeast by part 39-54-1, on the southwest by part 39-54-2 (area: 36 square feet).

Une partie du lot 39-54-2, bornée au nord-est, par partie trente-huit (38) et partie 39-54-1, au sud-est, par 39-55, au nord-ouest et au nord par partie 39-54-2, mesurant vingt-quatre pieds et quinze centièmes de pied (24.15'), quarante pieds et soixante-douze centièmes de pied (40.72') et quarante-sept pieds et trois dixièmes de pied (47.3') au nord-est, cent quarante-huit pieds et neuf dixièmes de pied (148.9'), cent quinze pieds et trente-neuf centièmes de pied (115.39') au sud-ouest et soixante et onze pieds et cinquante-quatre centièmes de pied (71.54') et dix-sept pieds et trois dixièmes de pied (17.3') le long de la courbe de vingt-six pieds et cinquante-huit centièmes de pied (26.58') de rayon.

A part of lot 39-54-2, bounded on the northeast by part thirty-eight (38) and part 39-54-1, on the southeast by 39-55, on the northwest and the north by part 39-54-2, measuring twenty-four and fifteen-hundredths feet (24.15'), forty and seventy-two-hundredths feet (40.72') and forty-seven and three-tenths feet (47.3') on the northeast, one hundred and forty-eight and nine-tenths feet (148.9'), one hundred and fifteen and thirty-nine-hundredths feet (115.39') on the southwest and seventy-one and fifty-four-hundredths feet (71.54') and seventeen and three-tenths feet (17.3') along the curve which has a radius of twenty-six and fifty-eight-hundredths feet (26.58').

3-68-241	Prestige Development Ltd	P. 68.
3-68-247	Prestige Development Ltd	68-133.
3-68-253	Prestige Development Ltd	68-134.
3-68-259	Prestige Development Ltd	68-135.
3-68-265	Prestige Development Ltd	68-136.

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of the proprietor	Description
3-68-271	Prestige Development Ltd	68-137, 71-34.
3-68-277	Prestige Development Ltd	71-33.
3-68-285	Prestige Development Ltd	68-138, 71-32.
3-68-293	Prestige Development Ltd	68-139, 71-31.
3-68-301	Prestige Development Ltd	68-140, 71-30.
3-68-311	Prestige Development Ltd	68-141, 71-29.
3-68-317	Prestige Development Ltd	68-122, 71-28.
3-68-323	Prestige Development Ltd	68-121, 71-27.
3-68-331	Prestige Development Ltd	68-120, 71-26.
3-68-337	Prestige Development Ltd	68-119, 71-25.
3-68-345	Prestige Development Ltd	68-118, 71-24.
3-68-351	Prestige Development Ltd	68-117, 71-23.
3-68-359	Prestige Development Ltd	68-116, 71-22.
3-68-365	Prestige Development Ltd	68-115.
3-68-371	Prestige Development Ltd	68-114.
3-68-374	Prestige Development Ltd	68-35.
3-68-377	Prestige Development Ltd	68-113.
3-68-383	Prestige Development Ltd	68-112.
3-68-389	Prestige Development Ltd	68-111.
3-68-395	Prestige Development Ltd	68-110.
3-70-275	Prestige Development Ltd	68-101.
3-70-283	Prestige Development Ltd	68-102.
3-70-286	Prestige Development Ltd	69-135.
3-70-290	Prestige Development Ltd	69-136, 68-97.
3-70-294	Prestige Development Ltd	69-137, 68-98.
3-70-300	Prestige Development Ltd	68-15.
3-70-308	Prestige Development Ltd	68-16.
3-70-316	Prestige Development Ltd	68-17.
3-70-326	Prestige Development Ltd	68-18.
3-70-369	Prestige Development Ltd	68-105.
3-70-373	Prestige Development Ltd	68-107.
3-70-375	Prestige Development Ltd	68-108.
3-70-376	Prestige Development Ltd	68-20.
3-70-377	Prestige Development Ltd	68-109.
3-70-378	Prestige Development Ltd	68-21.
3-70-380	Prestige Development Ltd	68-22.
3-70-390	Prestige Development Ltd	68-27.
3-70-400	Prestige Development Ltd	68-33.
3-72-388	Prestige Development Ltd	68-55.
3-72-390	Prestige Development Ltd	68-54.
3-72-399	Prestige Development Ltd	68-60, 71-10.
3-72-1081	Prestige Development Ltd	68-142, 71-35.
3-72-1082	Prestige Development Ltd	68-72.
3-72-1084	Prestige Development Ltd	68-73.
3-72-1085	Prestige Development Ltd	68-143.
3-72-1088	Prestige Development Ltd	68-74.
3-72-1089	Prestige Development Ltd	68-144, 71-37.
3-72-1090	Prestige Development Ltd	68-75.
3-72-1093	Prestige Development Ltd	68-145, 71-38.
3-72-1094	Prestige Development Ltd	68-76.
3-72-1097	Prestige Development Ltd	68-146, 71-39.
3-72-1098	Prestige Development Ltd	68-77.
3-72-1100	Prestige Development Ltd	68-78.
3-72-1101	Prestige Development Ltd	68-147, 71-40.
3-72-1102	Prestige Development Ltd	68-79.
3-72-1106	Prestige Development Ltd	68-80.
3-72-1109	Prestige Development Ltd	68-149, 71-42.
3-81-374	Prestige Development Ltd	69-133.

À distraire: la partie expropriée suivant les actes enregistrés sous les Nos 302916 et 323176.

To be withdrawn: the part expropriated according to deeds registered under Nos. 302916 and 323176.

3-81-380	Prestige Development Ltd	71-20, 68-100, 69-132.
3-91-455	Prestige Development Ltd	128-91.
3-91-456	Prestige Development Ltd	128-48.
3-91-459	Prestige Development Ltd	128-90, 126-36.
3-91-460	Prestige Development Ltd	128-47, 126-13.
3-91-471	Prestige Development Ltd	126-39.
3-93-350	Hinla Corporation	127-29.
3-93-351	Hinla Corporation	127-24.
3-93-353	Hinla Corporation	127-25.
3-93-357	Hinla Corporation	127-56.
3-93-365	Prestige Development Ltd	128-21.
3-93-367	Prestige Development Ltd	128-20.
3-93-370	Prestige Development Ltd	128-23.
3-93-371	Prestige Development Ltd	128-19.
3-93-372	Prestige Development Ltd	128-24.
3-93-330	Evans, Lloyd A.	127-35.
3-93-332	Hinla Corporation	127-34.
3-93-375	Prestige Development Ltd	128-19.
3-93-376	Prestige Development Ltd	128-25.
3-93-377	Prestige Development Ltd	128-17.
3-93-379	Prestige Development Ltd	128-16.
3-93-380	Prestige Development Ltd	128-26.
3-93-381	Prestige Development Ltd	128-15.
3-93-382	Prestige Development Ltd	128-27.
3-93-383	Prestige Development Ltd	128-14.
3-93-384	Prestige Development Ltd	128-28.
3-95-304	Evdokas, Pter	129-1251.
3-95-306	Evdokas, Pter	129-1252.

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of the proprietor	Description
3-95-311	Hinla Corporation	129-1206.
3-95-313	Liokareas, Pter	129-1207.
3-95-315	Liokareas, Pter	129-1208.
3-95-321	Myriantopoulos, John	129-1210.
3-95-325	Myriantopoulos, Chris	129-1211.
3-95-329	Bouyoucas, Georges (Dame) (née Aleene Schafeer)	129-1212.
3-95-333	Hinla Corporation	129-1213.
3-95-335	Hinla Corporation	127-60.
3-95-344	Hinla Corporation	127-66.
3-95-350	Goltsios, Gus	127-67.
3-97-1180	Tsarsitallidis, Elias	129-1216.
3-97-1184	Hinla Corporation	129-1218.
3-97-1188	Makris, Andreas	129-1120.
3-97-1190	Maroudas, Georges	129-1221.
3-97-1193	Vithoulkas, Spiros	129-1245.
3-97-1200	Hinla Corporation	129-1224.
3-97-1202	Hinla Corporation	129-1225.
3-99-320	Hinla Corporation	129-1300.
3-101-345	Hinla Corporation	127-82.
3-104-1095	Prestige Development Ltd.	68-88.
3-104-1106	Prestige Development Ltd.	68-89.
3-104-1108	Prestige Development Ltd.	68-90.
3-104-1109	Prestige Development Ltd.	68-156, 128-92.
3-104-1110	Prestige Development Ltd.	68-91.
3-104-1111	Prestige Development Ltd.	68-86, 128-35.
3-104-1114	Prestige Development Ltd.	68-92.
3-104-1115	Prestige Development Ltd.	68-87, 128-34.
3-104-1116	Prestige Development Ltd.	68-93.
3-104-1120	Prestige Development Ltd.	68-94, 128-32.
3-104-1121	Prestige Development Ltd.	128-49.
3-104-1122	Prestige Development Ltd.	128-31, 68-95.
3-104-1123	Prestige Development Ltd.	128-50.
3-104-1124	Prestige Development Ltd.	128-30, 68-96.
3-104-1125	Prestige Development Ltd.	128-51.
3-104-1127	Prestige Development Ltd.	128-52.
3-104-1130	Prestige Development Ltd.	128-29.
3-104-1131	Prestige Development Ltd.	128-53.
3-104-1133	Prestige Development Ltd.	128-54.
3-104-1135	Prestige Development Ltd.	128-55.
3-104-1141	Prestige Development Ltd.	128-56.
3-104-1145	Prestige Development Ltd.	128-13.
3-106-1143	Prestige Development Ltd.	128-57.
3-106-1145	Prestige Development Ltd.	128-58.
3-106-1146	Prestige Development Ltd.	128-12.
3-106-1149	Prestige Development Ltd.	128-59.
3-106-1150	Prestige Development Ltd.	128-11.
3-106-1151	Prestige Development Ltd.	128-60.
3-106-1154	Prestige Development Ltd.	128-10.
3-106-1156	Prestige Development Ltd.	128-9.
3-106-1158	Prestige Development Ltd.	128-8.
3-108-1122	Prestige Development Ltd.	128-84, 126-12.
3-108-1124	Prestige Development Ltd.	128-83.
3-108-1128	Prestige Development Ltd.	128-82.
3-108-1130	Prestige Development Ltd.	128-81.
3-108-1134	Prestige Development Ltd.	128-80, 126-10.
3-108-1136	Prestige Development Ltd.	126-9, 128-79.
3-108-1138	Prestige Development Ltd.	126-8, 128-78.
3-108-1140	Prestige Development Ltd.	128-76.
3-108-1144	Prestige Development Ltd.	128-75.
3-108-1146	Prestige Development Ltd.	128-74.
3-108-1148	Prestige Development Ltd.	128-73.
3-108-1150	Prestige Development Ltd.	128-72.
3-108-1152	Prestige Development Ltd.	128-71.
3-108-1154	Prestige Development Ltd.	128-70.
3-108-1156	Prestige Development Ltd.	128-69, 126-6.
3-108-1160	Prestige Development Ltd.	128-64, 126-5.
3-108-1162	Prestige Development Ltd.	128-65.
3-108-1166	Prestige Development Ltd.	128-66.
3-108-1170	Prestige Development Ltd.	128-67.
3-108-1172	Prestige Development Ltd.	128-68.
3-114-1191	Hinla Corporation	127-97.
3-114-1195	Dimopoulos, Demetrios et son épouse-and his wife Dame Eleftheria Tsinas	127-96.
3-114-1201	Hinla Corporation	127-94.
3-114-1202	Hinla Corporation	129-1271.
3-114-1206	Hinla Corporation	129-1272.
3-114-1211	Hinla Corporation	127-91.
3-114-1214	Hinla Corporation	129-1275.
3-114-1215	Hinla Corporation	127-90.
3-114-1216	Katsafouros, Panagiota, Mlle	129-1276.
3-114-1219	Hinla Corporation	127-89.
3-114-1221	Hinla Corporation	127-88.
3-114-1228	Hinla Corporation	129-1279.
3-114-1229	Hinla Corporation	127-86.
3-114-1231	Hinla Corporation	127-85.
3-114-1232	Mitrakos, Peter	129-1280.
3-114-1234	Mitrakos, Peter	129-1281.
3-114-1240	Myranthopoulos, William	129-1361.
3-114-1246	Myranthopoulos, William	129-1360.
3-114-1250	Hinla Corporation	129-1359.
3-114-1254	Hinla Corporation	129-1358.
3-114-1259	Hinla Corporation	127-104.

Rôle Roll	Nom du propriétaire Name of the proprietor	Description
3-114-1260	Hinla Corporation	129-1357.
3-114-1261	Hinla Corporation	129-1366.
3-114-1280	Hinla Corporation	129-1353.
3-114-1293	Lazaros, Metaxiotis	129-1373.
3-114-1296	Hinla Corporation	129-1350.
3-116-1198	Dimopoulos, Demetrios et son épouse-and his wife Dame Eleftheria Tsinas	127-69.
3-116-1201	Hinla Corporation	127-42.
3-116-1204	Hinla Corporation	127-71.
3-116-1205	Hinla Corporation	127-43.
3-116-1209	Hinla Corporation	127-44.
3-116-1220	Hinla Corporation	127-75.
3-116-1221	Hinla Corporation	127-48.
3-116-1225	Hinla Corporation	127-49.
3-116-1229	Hinla Corporation	127-50.
3-116-1231	Hinla Corporation	127-51.
3-116-1251	Hinla Corporation	127-114.
3-116-1268	Yperochos, Kiousis	127-109.
3-116-1270	Hinla Corporation	127-108.
3-116-1274	Hinla Corporation	129-1384.
3-116-1275	Hinla Corporation	127-122.
3-116-1276	Hinla Corporation	127-107.
3-116-1287	Hinla Corporation	129-1388.
3-116-1291	Hinla Corporation	127-127.
3-116-1293	Hinla Corporation	129-1389.
3-116-1299	Evdokias, Peter	129-1392.
3-116-1308	Hinla Corporation	129-1375.
3-118-1260	Papazian, Boghos, S.	129-1324.
3-118-1262	Papazian, Boghos, S.	129-1325.
3-118-1282	Evdokias, Peter	129-1331.
3-118-1284	Hinla Corporation	129-1332.
3-118-1288	Chronopoulos, Dame George (née Anastasia Mavrais)	129-1333.
3-120-1191	Kostenas, John	129-1268.
3-120-1195	Kostenas, John	129-69.
3-120-1199	Theodoron, John	129-1270.
3-120-1201	Hinla Corporation	129-1292.
3-120-1222	Hinla Corporation	129-1301.
3-120-1229	Hinla Corporation	129-1284.
3-120-1238	Hinla Corporation	129-1306.
3-120-1239	Limberis Leo	129-1338.
3-120-1242	(Kuma Trading Co.) Maier, Ludvig et-and Kuhn, Dieter	129-1307.
3-120-1243	Limberis, Leo	129-1339.
3-120-1246	(Kuma Trading Co.) Maier, Ludvig et-and Kuhn, Dieter	129-1308.

Donné à Boucherville, ce 21 mai 1970,
Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE PROVOST.
34741-22-2-o

Given at Boucherville, this May 21, 1970.
CLAUDE PROVOST,
Secretary-Treasurer.
34741-22-2

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, 145 nord, rue Wellington, dans ladite cité, MARDI, le TRENTIÈME jour de JUIN 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on TUESDAY, the THIRTIETH day of JUNE 1970, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of owners	Numéro des cadastres Cadastral numbers	Lots	Quartier Ward
Lavoie, Alphonse II *et Al*	845, 856		Est-East.
Cloutier, Roger Dame	899	99	Est-East.
Guertin, Joseph	774	1	Est-East.
Guertin, Joseph	775	1	Est-East.
Beauchesne, Renaud	899	44	Est-East.
Vallières, Edouard	899	157-96	Est-East.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	899	157-86	Est-East.
Trépanier, Marcel	730	144	
	730	145	Est-East.
Trépanier, Marcel	730	142, 143	Est-East.
Tinker, Wilfrid	P. 732	46	
	P. 730	220	Est-East.
Mathieu, Fernand	22B	146, r. 6	Ascot.
Trudeau, Louise	22F	105, r. 6	Ascot.
Paul, Roger	22B	16, r. 7	Ascot.
Bernard, Aldéi	729	527	Est-East.
Morin, Thérèse	728	87	Est-East.
Raymond, Jean-Paul Mme-Mrs.	727	104	Est-East.
Lachance, Adolphe	19F	20, r. 6	Ascot.
	19F	22, r. 6	Ascot.
Doyon, Fernand Mme-Mrs. Champagne, Réal	19G	5, r. 6	Ascot.

Nom des propriétaires Name of owners	Numéro des cadastres Cadastral numbers	Lots	Quartier Ward
Verville, Gaston	726	96	Est-East.
	727	187	Est-East.
Rousseau, Léo	P. 465		
Potvin, Jean-Marie	P. 466		Est-East.
Labrie, Hubert	710	309	Est-East.
Potvin, Mathias Mme-Mrs.	19B	56, r. 6	Ascot.
Vallerand, Raymond	18A	46-2, r. 6	Ascot.
	18A	45-2, r. 6	Ascot.
Vincent, Emmanuel	9	219	Est-East.
Les Immeubles des Cantons de l'Est Compagnie Ltée	P. 8	65	Est-East.
Les Immeubles des Cantons de l'Est Compagnie Ltée	8	64-1	Est-East.
Roy, Robert	P. 1362, P. 1364		Sud-South.
	1365		Sud-South.
Mathieu, Gérard Mme-Mrs.	P. 1348, P. 1347		Sud-South.
Les Entreprises Éclair Inc.	P. 1444	238	Sud-South.
Lionel Dupré Inc.	1444B		Sud-South.
	1444A	158	Sud-South.
	1444B	160	Sud-South.
	1444A	156	Sud-South.
	1444	157	Sud-South.
	P. 1444A	160	Sud-South.
	1444	155	Sud-South.
	1444A		Sud-South.
Doyon, Jacques	P. 1017		Sud-South.
Fournier, Roger	1494	275	Sud-South.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	1535	228	Sud-South.
Fréchette, Richard Mme-Mrs.	1537	89	Sud-South.
Rouleau, Odilon	1537	171	Sud-South.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	15A	155, r. 8	Ascot.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	15A	154, r. 8	Ascot.
Maurice, Wilfrid	P. 15B	R. 8	Ascot.
Dion Oscar			
Maurice, Wilfrid	P. 15B	R. 8	Ascot.
Lacroix, Roger	15D	7-2, r. 9	Ascot.
	15D	6-1, r. 9	Ascot.
Hamel, René	15I	187-1, r. 10	Ascot.
Camirand, Gilles	15F	61, r. 10	Ascot.
Gaudet, Claude	15F	90, r. 10	Ascot.
	15F	108, r. 10	Ascot.
Belcourt, Claude	16C	113, r. 10	Ascot.
Fabrique du Meuble Inc.	16A	178, r. 10	Ascot.
	16B	35, r. 10	Ascot.
Gingues, Cyrille	16E	53, r. 9	Ascot.
Baldwin Storage Ltd.	P. 25		Centre.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	26		Centre.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	532		Nord-North.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	531		Nord-North.
Grégoire, Donat	1	125	Nord-North.
Grégoire, Donat	1	132	Nord-North.
Grégoire, Donat	1	134	Nord-North.
Rouleau, Alphonse Mme-Mrs.	2	15	Nord-North.
Migneault, Paul Mme-Mrs.	16	4	Nord-North.
Beltrano, Salvatore	P. 70		Orford.
Beltrano, Salvatore	Sur-on P. 70		Orford.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	69	30	Orford.
Bourque, André	164	8	Orford.
St. Pierre, Robert	P. 154	4	Orford.
	P. 154	3	Orford.
Théberge, Roland	P. 143	12	Orford.
Paradis, L.-Octave	127	183	Orford.
Paradis, L.-Octave	127	181	Orford.
Paradis, L.-Octave	127	182	Orford.
Demers, Gilles	90	9-3	Orford.
	90	9-2	Orford.
	P. 90	9-5	Orford.
Lambert, Fernand	111	30	Orford.
Descoteaux, André	111	37	Orford.
Morin, Charles	48	193	Orford.
Scallon, Vincent			
Roberge, Daniel	48	287	Orford.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	48	72	Orford.
	48	71-2	Orford.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	48	71-1	Orford.
	48	70-2	Orford.
Doyon, Philippe Mme-Mrs.	63	15	Orford.
Delesseleuc, Armand	47	84	Orford.
Longpré, Jean-Paul	44	19	Orford.
Pépin, Paul-E.	44	58	Orford.
Scallon Vincent	P. 47	127	Orford.
Scallon, Vincent	P. 47	126	Orford.
Scallon, Vincent	P. 47	122	Orford.
Scallon, Vincent	47	123	Orford.
Scallon, Vincent	47	124	Orford.
Scallon, Vincent	P. 47	125	Orford.
Scallon, Vincent	P. 47	85	Orford.
Scallon, Vincent	P. 47	86	Orford.
Marois, Normand	95	6	Orford.

Donné à la cité de Sherbrooke, ce 26 mai 1970.

Le greffier,

H.-P. ÉMOND.

34836-23-2-o

Given at the city of Sherbrooke, this May 26, 1970.

H.-P. ÉMOND.

City Clerk.

34836-23-2-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4116

Québec, 20 décembre 1966.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements des Allocations Familiales du Québec.

1) ATTENDU QU'aux termes de l'article 15 de la Loi des Allocations Familiales du Québec (15-16, Elizabeth II, chapitre 58), le ministre de la Famille et du Bien-Être social est chargé de l'exécution de cette loi;

2) ATTENDU QU'aux termes de l'article 11 de cette même loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les règlements prévus par ladite loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Famille et du Bien-Être social:

QUE, sous l'autorité des articles 11 et 15 de la Loi des Allocations Familiales du Québec, soit approuvé, à compter du 1er janvier 1969, le règlement annexé pour en faire partie intégrante, concernant les allocations familiales du Québec.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

RÈGLEMENTS DES ALLOCATIONS FAMILIALES DU QUÉBEC

SECTION 1

Les dispositions générales

1.01 Aux fins des présents règlements, les expressions suivantes signifient:

a) « loi »: la Loi des allocations familiales du Québec;

b) « ministre »: le ministre de la Famille et du Bien-être social;

c) « prescrit »: prescrit par le ministre;

d) « allocation »: une allocation versée en vertu de la Loi;

e) « demande »: une demande d'immatriculation;

f) « directeur »: le directeur du Service des allocations familiales du Québec ou toute autre personne désignée par le ministre pour agir à ce titre;

g) « commission »: la Commission des allocations sociales du Québec.

1.02 Aux fins de la Loi et des présents règlements:

a) « fréquente assidûment une école » tout enfant qui satisfait à l'obligation de fréquenter l'école aux termes de la Loi de l'instruction publique. Dans le cas d'un enfant qui ne tombe pas sous l'empire de la Loi de l'instruction publique la fréquentation assidue d'une école est déterminée de la manière prescrite.

b) « prend soin » d'un enfant, la personne qui est immédiatement responsable de sa santé, de sa formation et de sa sécurité.

1.03 Le « domicile » aux fins de la Loi et des présents règlements s'établit suivant les dispositions du Code Civil. Toutefois, le lieu de la résidence présume du domicile.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4116

Québec, December 20, 1966.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations of the Québec Family Allowances.

(1) WHEREAS according to the terms of section 15 of the Québec Family Allowances Act (15-16 Elizabeth II, chapter 58), the Minister of Family and Social Welfare shall have charge of the carrying out of this Act;

(2) WHEREAS according to the terms of section 11 of the same Act, the Lieutenant-Governor in Council may adopt the regulations provided for in the said Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Family and Social Welfare:

THAT, under sections 11 and 15 of the Québec Family Allowances Act, the regulation annexed hereto and forming an integral part hereof, concerning family allowances in Québec, be approved, from and after January 1, 1969.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

QUÉBEC FAMILY ALLOWANCES REGULATIONS

SECTION 1

General Provisions

1.01 For the purposes of these regulations, the following expressions mean:

(*a*) "Act": the Québec Family Allowances Act;

(*b*) "Minister": the Minister of Family and Social Welfare;

(*c*) "prescribed": prescribed by the Minister;

(*d*) "allowance": an allowance paid under the Act;

(*e*) "application": application for registration;

(*f*) "director": the Director of the Québec Family Allowances Branch, or any other person appointed by the Minister to act as such;

(*g*) "commission": the Québec Social Allowances Commission.

1.02 For the purposes of the Act and of these regulations:

(*a*) "attends a school regularly", any child who fulfills the obligation to attend school according to the terms of the Education Act. In the case of a child who does not fall under the jurisdiction of the Education Act, regular attendance at school is determined in the manner prescribed.

(*b*) "takes care" of a child, the person immediately responsible for his health, training and safety.

1.03 The "domicile" for the purposes of the Act and of these regulations is established following the provisions of the Civil Code. However, it is assumed that the place of residence is the domicile.

1.04 Sauf disposition expresse au contraire, les expressions dans les présents règlements ont la même signification lorsqu'elles sont utilisées dans la Loi.

1.05 Toute personne qui, à l'occasion de l'application de la loi ou des présents règlements, prend connaissance de renseignements d'ordre privé, relatifs à une autre personne, est tenue, à moins du consentement de cette personne, de garder cette information confidentielle, et de n'en faire usage que pour les fins de la présente loi.

2.01 Aux fins de la Loi et des présents règlements, nul n'est censé être la mère ou le père d'un enfant placé dans un foyer nourricier, dans une institution reconnue d'assistance publique, dans une école de protection et dont la charge incombe totalement ou partiellement à l'État.

2.02 Nul n'a droit à une allocation à l'égard d'un enfant qui n'est ni à sa charge ni sous sa garde ou son soin.

2.03 Aucune allocation n'est accordée à une personne qui n'est pas en mesure de l'administrer pour le bien-être de la famille et des enfants qui y donnent droit.

2.04 Aux fins de l'article 6 de la loi et du présent règlement, l'allocation est « utilisée pour le bien être de la famille » lorsque la personne qui la reçoit en fait bénéficier directement ou indirectement l'enfant qui y donne droit.

3.01 Le Directeur doit procéder à l'immatriculation d'un enfant tel que le prévoit l'article 5 de la Loi sur réception d'une demande dûment complétée sur la formule prescrite.

Cette demande doit être faite par la personne qui a droit à l'allocation pour cet enfant. Toutefois pour des raisons suffisantes, la demande peut être faite en son nom par toute autre personne responsable.

3.02 Le Directeur peut procéder à l'immatriculation d'un enfant sans demande à cet effet sur réception des renseignements requis par l'entremise d'un organisme gouvernemental prescrit.

3.03 L'immatriculation d'un enfant peut valoir pour l'allocation d'un semestre précédent si la demande en a été faite avant le 1er avril ou le 1er octobre, selon le cas, du semestre suivant.

3.04 Lorsqu'une allocation accordée pour un semestre ne peut être versée à la date prévue pour le versement de ce semestre, cette allocation doit être ajoutée au montant de l'allocation accordée pour le semestre suivant.

3.05 Toute personne qui présente une demande doit, lorsque requise, fournir la preuve de l'exactitude des déclarations contenues dans la formule de demande.

3.06 Lorsque le Directeur juge que la personne qui fait la demande ou pour qui la demande est faite n'a pas droit à l'allocation, il doit en informer immédiatement par écrit le requérant, en lui indiquant les raisons qui motivent cette décision et lui indiquer les moyens de se pourvoir en appel.

3.07 Le bénéficiaire d'une allocation peut demander un rajustement du montant de celle-ci pour tenir compte de toute circonstance justifiant une modification du montant de l'allocation. Les règlements (3.01 à 3.06) inclusivement s'appliquent, *mutatis mutandis*, à cette demande.

3.08 Le directeur peut, de son propre chef, modifier le montant de l'allocation accordée pour tenir compte d'une naissance, d'un décès, d'un anniversaire de naissance, ou de toute autre circonstance justifiant une augmentation ou une diminution de l'allocation.

1.04 Unless otherwise stipulated, the expressions in these regulations have the same meaning as when used in the Act.

1.05 Any person who, on application of the Act or of these regulations, learns information of a private nature relative to another person, is obliged, barring the consent of such person, to keep the information confidential and to use it only for the purposes of this Act.

2.01 For the purposes of the Act and of these regulations, no one is considered to be the mother or father of a child placed in a foster home, in a recognized public charitable institution, a youth protection school, responsibility for whom falls wholly or partially on the State.

2.02 No one is entitled to draw an allowance for a child who is not in his charge, nor in his keep nor in his care.

2.03 No allowance shall be granted to a person incapable of administering it for the welfare of the family and of the children entitling him thereto.

2.04 For the purposes of section 6 of the Act and of this regulation, the allowance is "used for the welfare of the family" when the person receiving it causes the child entitling him thereto to benefit therefrom, directly or indirectly.

3.01 The Director shall register a child as contemplated in section 5 of the Act upon receipt of an application duly completed on the prescribed form.

Such application shall be made by the person entitled to the allowance for the child. However, for sufficient reasons, the application may be made in his name by any other responsible person.

3.02 The Director may register a child for whom no application to such effect has been made upon receipt of the required information through the intervention of a prescribed government body.

3.03 An allowance may be granted for a preceding semester if the application for registration of a child was made before April 1st or October 1st, as the case may be, of the following semester.

3.04 When an allowance granted for a semester cannot be paid on the date set for payment, such allowance shall be added to the amount of the allowance granted for the following semester.

3.05 Any person making an application shall, when required, furnish proof of the authenticity of the declarations contained in the application form.

3.06 When the Director deems that the person making the application or for whom the application is made is not entitled to the allowance, he shall so inform the applicant immediately, in writing, giving the reasons behind his decision, and indicating the manner of appealing such decision.

3.07 The beneficiary of an allowance may request a readjustment of the amount of such allowance to take into account any circumstance justifying a modification in the amount of the allowance. Regulations (3.01 to 3.06) inclusively shall apply, *mutatis mutandis*, to such request.

3.08 The Director may, on his own authority, modify the amount of the allowance granted to allow for a birth, a death, a birthday, or any other circumstance justifying an increase or decrease in the allowance.

3.09 Lorsqu'une personne à qui une allocation est accordée n'utilise pas cette allocation pour le bien-être de la famille ou, de l'enfant qui y donne droit, le directeur peut verser l'allocation, aux conditions qu'il détermine, à un administrateur qu'il désigne ou en suspendre le versement. Le Directeur doit alors en donner avis par écrit au bénéficiaire lui indiquant les raisons qui motivent cette décision et les moyens de se pourvoir en appel.

3.10 Le directeur doit donner à la personne qui désire en appeler à la Commission toute l'information et l'assistance dont elle peut avoir besoin à cette fin.

SECTION 5

L'appel

4.01 Toute personne qui se sent lésée parce que:

a) l'immatriculation d'un enfant a été refusée;
b) sa demande d'allocation lui a été refusée;
c) elle estime erroné le montant de l'allocation

ou

d) l'allocation a été suspendue ou discontinuée,

peut en appeler devant la Commission dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis de la décision rendue ou de la date de prise de connaissance d'une modification apportée.

4.02 L'appel se fait au moyen d'une demande écrite, adressée à la Commission des Allocation Sociales, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Cette demande doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués et signifier à la Commission, lorsqu'il y a lieu, le désir de cette personne de comparaître ou d'être représentée à l'audition de son cas.

4.03 Toute personne qui se pourvoit en appel peut soumettre à la Commission toutes les preuves nécessaires et se présenter elle-même à l'audition de son cas ou y être représentée.

4.04 Lorsqu'une personne a signifié son désir de comparaître devant la Commission, celle-ci doit fixer le lieu, le jour et l'heure de l'audition du cas qui lui est soumis et en donner cinq jours d'avis à qui de droit.

4.05 La Commission peut obtenir tout document ou faire toute enquête qu'elle juge utile pour rendre sa décision; elle peut aussi assigner à comparaître devant elle et à témoigner sous serment toute personne susceptible de lui fournir les renseignements requis.

4.06 La Commission fixe elle-même les règles de pratique qui devront gouverner la tenue des auditions.

4.07 Une fois la décision rendue, la Commission doit en donner avis par écrit à la personne intéressée ainsi qu'au directeur.

34860-o

3.09 When a person to whom an allowance is granted does not use such allowance for the welfare of the family or of the child entitling him thereto, the Director may pay the allowance, on the conditions which he shall determine, to an administrator designated by him, or he may suspend payment thereof. The Director shall then give written notice to the beneficiary giving him the reasons behind his decision and the manner of appealing such decision.

3.10 The Director shall give the person wishing to appeal to the Commission all the information and assistance he may need for such purpose.

SECTION 5

Appeal

4.01 Any person who feels wronged because:

(*a*) registration of a child was refused;
(*b*) his application for an allowance was refused;
(*c*) he thinks the amount of the allowance is incorrect

or

(*d*) the allowance was unduly reduced, suspended or discontinued,

may appeal to the Commission within the thirty days following receipt of the notice of the decision rendered or of the date on which he learned of the modification made.

4.02 The appeal shall be made by written application, addressed to the Québec Social Allowances Commission, Parliament Buildings, Québec.

Such application shall contain a summary of the reasons put forward and shall signify to the Commission, when necessary, the person's wish to appear or to be represented at the hearing of his case.

4.03 Any person lodging an appeal may submit all the necessary proof to the Commission, and may be present himself at the hearing of his case, or be represented thereat.

4.04 When a person has signified his wish to appear before the Commission, the latter shall fix the place, the day and the hour of the hearing of the case submitted to it, and shall give five days' notice to those concerned.

4.05 The Commission may obtain any document or carry out any investigation it deems necessary to render its decision; it may also summons to appear before it and to testify under oath, any person capable of supplying it with the required information.

4.06 The Commission itself shall fix the rules of practise which shall govern the holding of hearings.

4.07 When the decision has been rendered, the Commission shall notify, in writing, the interested party and the Director.

34860

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1724

Québec, le 15 avril 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la société « Les Pétroles Laduboro Ltée ».

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1724

Québec, April 15, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction in the amount of the rental and of the cost of the required work payable by the company "Les Pétroles Laduboro Ltée".

ATTENDU QUE la société « Les Pétroles Laduboro Ltée », détient douze (12) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel dans les comtés de Gaspé-Nord et Gaspé-Sud, soit ceux portant les numéros 261 à 267 inclusivement, depuis le 29 avril 1969; ceux portant les numéros 397 à 398, depuis le 9 février 1970 et ceux portant les numéros 412 à 414 inclusivement, depuis le 17 mars 1970;

ATTENDU QUE cette même société détient également des droits de recherche pour le pétrole et le gaz naturel sur une étendue de quelque 3,500 acres joignant ses permis numéros 264 et 265, à la suite d'une entente conclue entre elle-même et l'Hydro-Québec, en date du 21 avril 1970 et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1725 (1970).

ATTENDU QUE la possession de ces derniers droits crée une contiguïté dans le groupe des permis susmentionnés.

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa « *e* » de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Eliz. II, chap. 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi.

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société constituée en vertu des lois de la Province peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et des Iles de la Madeleine, l'Ile d'Anticosti, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE les permis précités sont tous situés dans les districts électoraux de Gaspé-Nord et Gaspé-Sud et ont une superficie totale de 412,500 acres.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Eliz. II, chap. 34) le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche portant les numéros 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 397, 398, 412, 413 et 414 accordés à la société « Les Pétroles Laduboro Ltée » et couvrant une superficie de 412,500 acres;

QUE l'acquisition par le gouvernement du Québec des droits sur un ou plusieurs des permis pour la création du parc Forillon ne pourra affecter en rien la contiguïté du groupe desdits permis.

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
34893-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2126

Québec, le 27 mai 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du règlement de prélèvement de six (6) Comités paritaires.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

WHEREAS "Les Pétroles Laduboro Ltée" holds twelve (12) exploration licences for petroleum and natural gas in the counties of Gaspé North and Gaspé South, that is, the licences bearing number 261 to 267 inclusively, since April 29, 1969; licences bearing number 397 and 398, since February 9, 1970 and number 412 to 414 inclusively, since March 17, 1970;

WHEREAS this same company also holds exploration rights for petroleum and natural gas on an area covering some 3,500 acres joining its permits numbers 264 and 265, following an agreement entered into by the company and Hydro-Québec, on April 21, 1970 and approved by Order in Council number 1725 (1970).

WHEREAS holding these last rights will make the group of the above mentioned permits contiguous.

WHEREAS, pursuant to paragraph "*e*" of section 268 of the Mining Act (13-14 Eliz. II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licences under section 144 of the said Act;

WHEREAS, in pursuance of said section 144, a company incorporated under the Statutes of the Province may have the amount of the rental and of the cost of the required work reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year, if it holds five (5) or more contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé North, Gaspé South, Bonaventure and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the territory of Abitibi and New Québec;

WHEREAS the aforementioned licences are all situated in the electoral districts of Gaspé North and Gaspé South and cover a total area of 412,500 acres.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT, pursuant to section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the amount of the rental and of the cost of the required work be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year for exploration licences bearing number 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 397, 398, 412, 413 and 414 granted to "Les Pétroles Laduboro Ltée" and covering an area of 412,500 acres;

THAT the acquisition by the Québec Government of the rights on one or several of these permits in order to create Forillon Park cannot affect in any way the contiguity of the group of the said permits.

THAT this regulation shall obtain legal force as from its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
34893 *Clerk of the Executive Council*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2126

Québec, May 27, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the levy by-law of six (6) Parity Committees.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 décembre 1970:

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 715 du 19 mars 1969, relativement au Comité paritaire du Camionnage de la région de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1186 du 16 avril 1969, relativement au Comité paritaire de l'industrie de la Fourrure, section du Gros de Montréal;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 719 du 19 mars 1969, relativement au Comité Conjoint des Matériaux de construction (Fer & Bronze d'Ornementation);

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 229 du 29 janvier 1969, relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile du comté de Roberval;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1811 du 21 juin 1968, relativement au Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 232 du 29 janvier 1969, relativement au Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile de Montréal.

Le greffier du Conseil exécutif,

34894-o JULIEN CHOUINARD.

THAT the levy by-laws of the Parity Committees mentioned hereinbelow be extended until December 31, 1970, without any change in rates or conditions;

The by-law approved by Order in Council No. 715 of March 19, 1969, respecting the Trucking Parity Committee for the Montreal Region;

The by-law approved by Order in Council No. 1186 of April 16, 1969, respecting the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section, of Montreal;

The by-law approved by Order in Council No. 719 of March 19, 1969, respecting the *Comité Conjoint des Matériaux de construction (Fer & Bronze d'Ornementation)*;

The by-law approved by Order in Council No. 229 of January 29, 1969, respecting the Parity Committee of the Automobile Industry of the county of Roberval;

The by-law approved by Order in Council No. 1811 of June 21, 1968, respecting the "Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi";

The by-law approved by Order in Council No. 232 of January 29, 1969, respecting the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal.

JULIEN CHOUINARD,

34894-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2129

Québec, le 27 mai 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Drummondville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Drummondville, rendue obligatoire par le décret numéro 543 du 17 mars 1965 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 9 août 1969;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret numéro 543, soit modifié comme suit:

1° L'Union des Employés du Commerce Inc., section locale 500 R.C.I.A. est acceptée comme partie contractante de deuxième part.

2° L'article 1.01 est remplacé par le suivant:

« 1.01 *Définitions:* Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée.

a) Apprenti: Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend un métier régi par le présent décret.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2129

Québec, May 27, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Retail Food Trade in the Drummondville region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Retail Food Trade in the Drummondville region, rendered obligatory by Decree number 543 of March 17, 1965, as amended, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of August 9, 1969;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree, number 543, be amended as follows:

1. *"L'Union des Employés du Commerce Inc., section locale 500, R.C.I.A."* is accepted as contracting party of the second part.

2. Section 1.01 is replaced by the following:

"1.01 *Definitions:* For the purposes of the present decree, the following words and terms have the meaning hereinafter given to them.

(*a*) *Apprentice:* The word "apprentice" means any person who is learning any of the trades governed by this decree.

b) Artisan: Le mot « artisan » désigne toute personne qui exploite elle-même, seule ou en société, avec une autre personne, pour son ou leur propre bénéfice, un des commerces assujettis au présent décret.

c) Boucher: Le terme « boucher » désigne tout salarié ayant trois (3) ans ou plus d'expérience en boucherie sous la direction d'un maître-boucher ou d'un premier boucher ou de l'employeur agissant comme tel dans un commerce de détail.

d) Apprenti-boucher: Le terme « apprenti-boucher » désigne tout salarié habituel dont la principale fonction consiste à assister un boucher ou un maître-boucher et qui a moins de trois (3) ans d'expérience en boucherie dans un commerce de détail.

e) Premier boucher: Le terme « premier boucher » désigne un boucher qui a exercé pendant au moins cinq (5) ans le métier sous la surveillance d'un maître-boucher ou d'un premier boucher ou de l'employeur agissant comme tel, qui est capable de diriger le rayon de la boucherie et d'y faire tous les travaux nécessaires mais qui travaille encore sous la direction d'un maître-boucher ou de l'employeur agissant comme tel.

f) Maître-boucher: Le terme « maître-boucher » désigne tout salarié qui, après au moins cinq (5) and d'expérience comme boucher est chargé de diriger et d'administrer le rayon de la boucherie, ayant au moins deux (2) salariés habituels. On peut lui confier la tâche de faire des achats, de déterminer le prix de vente au détail, d'établir le pourcentage brut des bénéfices, faire les coupes et de dépecer les viandes, de faire la charcuterie nécessaire à l'établissement, etc., le cas échéant, de diriger les autres membres du personnel du rayon.

g) Caissier ou caissière: Le terme « caissier ou caissière » désigne tout employé qui perçoit l'argent provenant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par un caissier ou une caissière.

h) Aide-caissière: Le terme « aide-caissière » désigne tout employé dont la principale fonction consiste à assister la caissière ou le caissier et à emballer les commandes des clients. Dans certains établissements on l'appelle emballeur.

i) Caissière en chef: Le terme « caissière en chef » désigne toute caissière surveillant au moins trois (3) caissières.

j) Commis: Le terme « commis » désigne tout employé préposé à la réception, à l'étalage, à l'étiquetage, au déballage ou à l'emballage, à à l'entreposage, à la vente ou à l'expédition de marchandises mises en vente dans un établissement commercial régi par le présent décret.

k) Commis aux fruits et légumes: Le terme « commis aux fruits et légumes » désigne tout employé régulier dont la principale fonction est la préparation, l'étalage et la vente des fruits, des légumes ou des fruits et légumes.

l) Commis en chef: (épicerie) Le terme « commis en chef » désigne tout salarié qui administre la section d'épicerie dans un établissement commercial régi par le présent décret.

m) Employeur: Le mot « employeur » désigne toute personne ou individu, association ou corporation ou société qui, conformément aux paragraphes « *f* » et « *g* » de l'article I de la Loi des décrets de convention collective, tient ou exploite un ou plusieurs établissements commerciaux ou entreprises particulières où l'on fait, en détail

(b) Artisan: The word "artisan" means any person who keeps or operates, alone or in partnership with another person and for his or their benefit, one of the establishments subject to this decree.

(c) Butcher: The word "butcher" means any employee who has three (3) or more years' experience in butchering under the direction of a master butcher or of a head butcher or even under the direction of the employer whenever the latter works as such in a retail trade establishment.

(d) Apprentice-butcher: The term "apprentice-butcher" means any regular employee whose main occupation consists in assisting a butcher or a master butcher and who has less than three (3) years' experience in butchering in a retail trade establishment.

(e) Head butcher: The term "head butcher" means any butcher who has plied the butchering trade for at least five (5) years under the supervision of a master butcher, of a head butcher or of the employer working as such and who is capable of managing a meat department and carrying out all necessary work but who still works under the direction of a master butcher or of the employer working as such.

(f) Master butcher: The term "master butcher" means any employee who, after at least five (5) years' experience as butcher, is charged with the direction and management of a meat department which employs at least two (2) regular employees. The master butcher makes purchases, sets retail prices, determines the gross profit percentage, cuts and carves meat, prepares the establishment's meat products, etc., and directs the department's personnel whenever necessary."

(g) Cashier (male or female): The term "cashier (male or female)" means any employee who collects moneys from sales and performs any other tasks ordinarily carried out by male or female cashiers.

(h) Cashier's helper: The term "cashier's helper" means any employee whose main duties consist in assisting the male or female cashier and in wrapping the customers' purchases. In certain establishments the cashier's helper is called "packer" or "wrapper".

(i) Female head cashier: The term "female head cashier" means any female cashier supervising at least three (3) cashiers.

(j) Clerk: The word "clerk" means any employee who receives, displays, labels, packs, unpacks, stores, sells or ships goods sold in a commercial establishment subject to this decree.

(k) Produce clerk: The term "produce clerk" means any regular employee whose main work consists in preparing, displaying and selling fruit or vegetables or both.

(l) Head clerk: (grocery) The term "head clerk" means any employee who administrates the grocery section of a commercial establishment subject to this decree.

(m) Employer: The word "employer" means any person or individual, association, corporation, or company, who (which) in accordance with sub-sections "*f*" and "*g*", section I of the Collective Agreement Decrees Act, keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns in which any of the trades

ou au gros et en détail, comme activité, l'un ou l'autre des commerces assujettis au présent décret.

n) Gérant de magasin: Le terme « gérant de magasin » désigne tout salarié qui a la responsabilité d'administrer pour le propriétaire ou sous la direction de ce dernier, un établissement commercial régi par le présent décret, qui a la responsabilité de surveiller le personnel de l'établissement et la conduite générale des affaires, en l'absence du propriétaire, si ce dernier ne se tient pas habituellement dans son établissement.

o) Livreur: Le terme « livreur » désigne le salarié dont la principale fonction consiste à faire la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur au moyen d'un véhicule à traction animale ou à moteur.

p) Aide-livreur: Le terme « aide-livreur » désigne tout salarié qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises. L'aide-livreur, dans ses moments libres, doit accomplir les tâches qui lui sont assignées par la direction.

q) Messager: Le mot « messager » désigne tout salarié dont la tâche principale consiste à livrer les marchandises, soit à pied, soit à bicyclette.

r) Préposé au pré-emballage: Le terme « préposé au pré-emballage » désigne tout salarié-commis dont la fonction principale consiste à effectuer le pré-emballage, le pesage et l'étalage des différents produits que l'établissement achète en plus grosse quantité pour les subdiviser en petits empaquetages avant de les placer à l'étalage.

s) Produits alimentaires: Les mots « produits alimentaires » désignent tout produit d'alimentation, tels que: viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épicerie, légumes, fruits, bière et tout autre produit communément vendu dans les établissements assujettis au présent décret.

t) Salarié: Le terme « salarié » désigne toute personne exerçant une fonction inférieure à celle du gérant de magasin, au service d'un employeur assujetti au présent décret.

u) Salarié habituel: Le terme « salarié habituel » désigne tout salarié qui fait habituellement la semaine normale de travail de l'établissement où il est employé.

v) Salarié surnuméraire: Le terme « salarié surnuméraire » désigne toute personne travaillant dans un établissement commercial assujetti au présent décret, en surplus du personnel permanent, durant certaines périodes de pointe périodiques (hebdomadaires ou autres). Ces périodes ne doivent pas cependant excéder un total de vingt-cinq (25) heures par semaine. »

3° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article 2.01 sont remplacés par les suivants:

« 2.01 *Champ d'application commercial: a)* Le présent décret s'applique à toute personne, employeur et salarié, artisan, association ou corporation ou société, dont l'activité principale est la vente de « produits alimentaires » au gros et au détail ou au détail seulement, dans les limites du champ d'application territorial dudit décret.

b) Lorsque dans un établissement commercial, on fait en même temps le commerce de produits alimentaires et d'autres produits, le commerce des produits alimentaires est assujetti au présent décret si l'employeur ou l'artisan peut être identifié comme offrant en vente, entre autres produits, des produits alimentaires dont le commerce est assujetti au présent décret et si un ou des salagoverned by this decree is carried out on a retail or wholesale-retail basis.

(*n*) *Store manager:* The term "store manager" means any employee who is responsible for: the management of a commercial establishment governed by this decree, for a proprietor or under the latter's guidance; the supervision of the establishment's staff and the general management of the business in the proprietor's absence, if the latter is not usually in his establishment.

(*o*) *Deliveryman:* The term "deliveryman" means any employee whose principal duties consist in delivering and transporting goods to any place specified by the employer, whether this be done by means of an animal-drawn cart or with a motor vehicle.

(*p*) *Deliveryman's helper:* The term "deliveryman's helper" means any employee who helps a deliveryman deliver or transport goods. In his spare time, the deliveryman's helper must carry out any work assigned to him by the management.

(*q*) *Messenger:* The word "messenger" means any employee whose main occupation is that of delivering goods whether with a bicycle or on foot.

(*r*) *Pre-packaging clerk:* The term "pre-packaging clerk" means any clerk-employee whose main work consists in pre-packaging, weighing and displaying the various products the establishment purchases in large quantities and then divides into small packages before putting them on display.

(*s*) *Food products:* The words "food-products" mean all foodstuffs such as: cooked or raw meat, delicatessen products or pork-butcher's meat, fish, groceries, vegetables, fruits, beer and all other products ordinarily sold in the establishments subject to the decree.

(*t*) *Employee:* The term "employee" means any person occupying a position lower than that of store manager in the employ of an employer subject to this decree.

(*u*) *Regular employee:* The term "regular employee" means any employee who usually works the standard workweek of the establishment in which he is employed.

(*v*) *Supernumerary employee:* The term "supernumerary employee" means any person who, in addition to the regular staff, works in a commercial establishment subject to the present decree during certain weekly or other rush periods, the total of all such periods not exceeding twenty-five (25) hours a week."

3. Subsection "*a*" and "*b*" of section 2.01 are replaced by the following:

"2.01 *Commercial jurisdiction:* (*a*) The present decree covers any person, employer, artisan or employee, association, corporation or company, whose main trade is the sale of "food products" on a wholesale and retail basis, or retail basis only, within the limits of the territorial jurisdiction of the said decree.

(*b*) When in a commercial establishment, food products and other products are sold, the sale of food products is subject to this decree if the employer or the artisan may be identified as offering for sale, amongst other products, food products the trading in which is subject to this decree and if one or more employees of the said employer may perform as full time or part time

riés dudit employeur peuvent exécuter à plein temps ou à temps partiel un travail pour lequel une classification d'emploi et un salaire sont prévus au présent décret. »

4° Les articles 3.01 et 3.02 sont remplacés par les suivants:

« 3.01 La semaine normale de travail des salariés est de quarante-deux heures et demie (42½) réparties de la façon qui suit:

3.02 *Horaire hebdomadaire:* L'horaire hebdomadaire de travail de tous les salariés, à l'exception des artisans, dans les commerces assujettis au présent décret est le suivant:

a) Les mardi, mercredi et jeudi, le travail débute à 8 h 30 et se termine à 18 h.

b) Le vendredi, le travail débute à 8 h 30 et se termine à 21 h.

c) Le samedi, le travail débute à 8 h et se termine à 16 h.

d) Il est entendu que les salariés ne pourront invoquer la clause des droits acquis ou des privilèges pour réclamer la même répartition des quarante-deux heures et demie (42½) de travail qu'auparavant.

e) Les horaires quotidiens sont consécutifs à l'exclusion de la période des repas. »

5° Les articles 4.01, 4.02, 4.03, 4.04 et 4.05 sont remplacés par les suivants:

« 4.01 Tout travail exécuté par un salarié, en dehors de la vente au comptoir ou au téléphone en plus de la semaine normale ou en dehors des heures fixées à la section III du présent décret, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux normal de salaire, majoré de cinquante pour cent (50%) du lundi au samedi. Le dimanche et les jours fériés payés, la majoration est de cent pour cent (100%.)

4.02 Du mardi au vendredi, tout salarié doit fournir jusqu'à concurrence de cinq (5) minutes de travail mais pas plus, pour l'évacuation et la mise en ordre de l'établissement après la fin du travail habituel; le samedi, la période de travail est portée à dix (10) minutes et à quinze (15) minutes dans le cas où il y a urgence.

4.03 Par dérogation aux dispositions de l'article 4.01, tout salarié qui remplit les fonctions de gérant de magasin, n'a droit à aucun salaire supplémentaire pour tout travail qu'il fait en dehors de la semaine normale ou des heures fixées à la section III du présent décret. »

6° L'article 5.01 est remplacé par le suivant:

« 5.01 *a*) Il n'y a pas de travail pour les employés dans les commerces régis par le présent décret, sauf dans les cas prévus à la section III, le dimanche, le premier Jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du travail, le jour de Noël et le 26 décembre.

b) Tout salarié a droit aux jours fériés, chômés et payés qui suivent, peu importe le jour où ils tombent, soit: le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail, Noël et le 26 décembre.

Le montant remis à chaque salarié doit représenter le salaire qu'il aurait effectivement gagné s'il avait travaillé les heures régulières d'une semaine normale.

c) Tout travail exécuté pendant l'un des jours fériés chômés et payés énumérés au paragraphe 5.01 « *b* » qui précède doit être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%) en plus de l'indemnité du jour férié. Le lundi devient ouvrable si deux (2) fêtes chômées et payées tombent dans une même semaine.

work any work for which this decree provides a job classification and a wage rate."

4. Sections 3.01 and 3.02 are replaced by the following:

"3.01 The employees' standard workweek shall consist of forty-two and a half (42½) working hours scheduled as follows:

3.02 *Schedule of working hours:* For all employees, except artisans, in establishments subject to this decree, the weekly work schedule is as follows:

(*a*) Tuesday, Wednesday and Thursday: from half past eight (8:30) a.m. to six (6:00) p.m.

(*b*) Friday: from half past eight (8:30) a.m. to nine (9:00) p.m.

(*c*) Saturday: from half past eight (8:30) a.m. to four (4:00) p.m.

(*d*) It is understood that the employees shall not invoke the vested rights or privileges clause to claim the same distribution of the forty-two and a half (42½) working hours as previously scheduled.

(*e*) Daily working hours shall be consecutive except for the time off for meals."

5. Sections 4.01, 4.02, 4.03, 4.04 and 4.05 are replaced by the following:

"4.01 All work, except counter and telephone sales, performed by an employee over and above the regular work-week or outside the hours defined in section III of this decree, is considered as overtime. This must be paid at time and one half, Monday through Saturday, and at double time for Sunday and paid holidays.

4.02 Every employee must work to the extent of five (5) minutes after closing time to close the store and put things in order in the establishment at the end of the standard day's work from Tuesday through Friday and to the extent of ten (10) minutes after closing time on Saturday for the same purpose. Besides, every employee must work up to fifteen (15) minutes after hours whenever the case is one of emergency.

4.03 Notwithstanding section 4.01, any employee holding the position of store-manager is not entitled to overtime pay for any work performed outside the regular work-week or hours defined in section III of this decree."

6. Section 5.01 is replaced by the following:

"5.01 (*a*) Except in the instances provided for in section III, no work is to be done by employees in establishments governed by this decree on: Sundays, New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th.

(*b*) Every employee is entitled to the following general holidays with pay, regardless of the day they fall on: New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th.

The amount paid to each employee shall represent the wages he would actually have earned if he had worked the standard working hours of a standard workweek.

(*c*) Any work performed on any of the general holidays with pay mentioned in subsection 5.01 "*b*" above shall be paid for at the rate of time and a half in addition to the standard holiday pay. Monday becomes a working day if two general holidays with pay occur in the same week.

d) Tout travail exécuté les dimanches doit être payé au taux de salaire majoré de cent pour cent (100%) et celui qui est exécuté les lundis doit être payé au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%), sauf dans le cas ou deux (2) jours fériés chômés et payés tombent dans une même semaine, le travail devra alors être payé au taux normal.

e) On ne doit pas diminuer le salaire d'un salarié à cause des jours fériés spécifiés au paragraphe « *a* » dans une semaine. Ce ou ces jours doivent lui être payés comme une journée ordinaire.

f) Pour avoir droit aux jours fériés payés énumérés à l'article 5.01 « *a* », le salarié doit être présent au travail le jour ouvrable précédant immédiatement et le jour ouvrable suivant immédiatement le jour férié chômé et payé, sauf s'il bénéficie d'un permis d'absence pour ces mêmes jours, s'il est alors licencié pour une période maximale de sept (7) jours civils, s'il est en congé de maladie pour une période maximale d'un mois civil ou s'il est en congé résultant d'un accident de travail pour une période maximale de trois (3) mois civils.

g) Tout salarié a droit à un minimum d'une heure pour assister aux offices à l'occasion des fêtes religieuses non chômées qui tombent un vendredi.

h) L'avant-veille de Noël et l'avant-veille du premier jour de l'An, les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à 21 h sans rémunération supplémentaire. »

7° L'article 5.02 est remplacé par le suivant:

« 5.02 Tout travail exécuté par un salarié régi par le présent décret en dehors et en sus de la journée normale ou de la semaine normale, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%). »

8° L'article 5.03 est remplacé par le suivant:

« 5.03 Le salarié qui a le plus d'ancienneté peut refuser de travailler le lundi, à la condition d'en aviser l'employeur le samedi précédent et à la condition qu'il y ait un autre salarié qualifié pour le travail à effectuer. Dans un tel cas, ce salarié a droit à la majoration prévue à l'article 5.02 ou à une demi-journée compensatrice après entente entre l'employeur et l'intéressé. »

9° Les articles 6.01 et 6.02 sont remplacés par les suivants:

« 6.01 *Droit au congé: a*) Tout salarié régi par le présent décret a droit, chaque année, à des congés payés de la façon suivante:

Moins d'un an de service continu, une (1) journée par mois avec un maximum de dix (10) jours ouvrables par année: l'indemnité de congé est alors de quatre pour cent (4%) du salaire total gagné durant la période de référence.

b) Après un an de service continu, deux (2) semaines: l'indemnité est alors de quatre pour cent (4%) du salaire total gagne durant la période de référence.

c) Après trois (3) ans, une journée additionnelle doit être ajoutée pour chaque année de service jusqu'à un maximum de trois (3) semaines: l'indemnité est alors de six pour cent (6%). Les jours additionnels sont payés suivant les gains quotidiens habituels.

d) Le calcul de l'indemnité de congés payés doit être fait à partir du salaire gagné durant la période de référence.

e) Lors de la résiliation du contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité pour les congés

(*d*) All work performed on Sunday shall be paid for at double time rates, and work performed on Monday shall be paid for at the rate of time and a half, except when two general holidays with pay fall in the same week, in which case any work performed shall be paid for at standard working rates (straight time).

(*e*) No employee's salary may be decreased because of the general holidays listed in subsection "*a*" occuring within a given week. Such days shall be paid as regular working days.

(*f*) To be entitled to the holidays with pay mentioned in subsection 5.01 "*a*", the employee must be present at work on the working day immediately preceding and the working day immediately following the general holiday with pay, except if he has obtained permission to be absent on the said days, if he is then laid off for a period not exceeding seven (7) calendar days, or if he is on sick leave for a period not exceeding one calendar month or if he is absent because of an industrial accident for a period not exceeding three calendar months.

(*g*) Every employee is entitled to at least one hour's leave to attend religious service on the occasion of religious feast days not observed as general holidays when such feast days fall on a Friday.

(*h*) On the day before Christmas Eve and on the day before New Year's Eve, working hours may be extended until nine o'clock p.m. (9:00 p.m.) without any supplementary remuneration."

7. Section 5.02 is replaced by the following:

"5.02 Any work performed by an employee subject to this decree outside and over and above the standard working day or the standard working week shall be paid for at the rate of time and a half."

8. Section 5.03 is replaced by the following:

"5.03 The employee having the most seniority may refuse to work on Monday provided he advises his employer the Saturday before and that there is another qualified employee to perform the work. The latter employee will be entitled to the increase specified in section 5.02, or to one-half day's holiday after a mutual agreement thereto between employer and employee."

9. Sections 6.01 and 6.02 are replaced by the following:

"6.01 *Entitlement to vacation:* (*a*) The employees subject to this decree shall be entitled each year to a vacation with pay as follows:

Employees with less than one (1) year's continuous service: one day's vacation per month of continuous service to the extent of ten (10) working days per year at the rate of 4% of total earnings during the qualifying period.

(*b*) After one (1) year's continuous service: two weeks' vacation with pay at the rate of 4% of total earnings during the qualifying period.

(*c*) After three (3) years' continuous service, an additional day's vacation shall be added for each additional year's service up to the extent of three (3) weeks with pay equal to six per cent (6%) of total earnings. The additional days shall be paid at the regular rate of daily earnings.

(*d*) Vacation pay shall be calculated on wages earned during the qualifying period.

(*e*) Upon termination of the labour contract, the employee is entitled to the vacation pay he

payés qu'il a accumulés, conformément aux dispositions de l'article 6.01. »

« 6.02 *Périodes des congés: a*) La période de congé d'un salarié doit être continue et correspondre aux semaines civiles. Cependant, lorsqu'un salarié a droit à plus de deux (2) semaines de congé, la troisième semaine de congé doit être séparée des deux premières et prise à une date convenue entre l'employeur et l'intéressé, à moins d'une entente contraire entre eux.

Les congés sont accordés suivant l'ordre d'ancienneté et la période des congés s'étend du 1er mai au 30 octobre de l'année en cours.

b) L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congés à laquelle il a droit, avant son départ en vacances.

c) Si l'un ou l'autre des jours chômés et payés mentionnés à l'article 5.01 coïncide avec l'un des jours ouvrables d'une période de congés, ce congé doit être remis à l'employé par entente mutuelle.

d) Lors de la résiliation du contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité compensatrice pour les congés payés qu'il a accumulés, conformément aux dispositions du paragraphe 6.01 qui précède. »

10° Les paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article 6.03 sont radiés.

11° Les articles 7.02 et 7.05 sont remplacés par les suivants:

« 7.02 L'employeur doit verser au salarié son salaire à chaque semaine pour la semaine précédente, au plus tard le jeudi midi. Si le jeudi est un jour chômé, le salaire doit être versé le mercredi.

La semaine de paye actuelle demeure en vigueur; toutefois l'employeur peut adopter la semaine de paie du jeudi au mercredi à compter de la première semaine de paye où est payée la rétroactivité.

7.05 Tout salarié exécutant plus d'une fonction dans un établissement doit être payé suivant le taux de salaire établi pour la fonction la mieux rémunérée pour autant qu'il s'agisse de sa fonction principale dans sa semaine de travail. »

12° L'article 7.07 est remplacé par le suivant:

« 7.07 Tout salarié qui se présente au travail aux heures normales, sans avoir été prévenu de ne pas le faire, doit recevoir une indemnité minimale égale à quatre (4) heures de travail au taux normal, sauf en cas de force majeure. »

13° Les articles 8.01 et 8-A sont remplacés par le suivant:

« 8.01 *Échelle des salaires minima:* Tout salarié a droit selon sa fonction et ses états de service, à la rémunération minimale ci-dessous:

Classification:	*Par semaine*
1. Caissier ou caissière:	
Premier six mois d'expérience ...	$ 65
Deuxième six mois d'expérience .	70
Après un an d'expérience	75
Après deux ans d'expérience	80
2. Caissière en chef	85
3. Aide-caissier	63
4. Messager	60
5. Livreur:	
Début	75
Après un an d'expérience	80

has accumulated under the provisions of section 6.01."

"6.02 *Vacation periods:* (*a*) The employee's vacation periods shall be continuous and correspond to calendar weeks. However, except when otherwise agreed upon between the employer and the employee, if the employee is entitled to more than two (2) week's vacation, the third week's vacation shall be separated from the first two weeks and taken at a date agreed upon by the employer and the employee concerned.

The vacation shall be granted according to seniority and the period during which vacations shall be taken extends from the 1st of May to the 30th of October of the current year.

(*b*) Employees shall be given their due vacation pay by their employer before they leave on vacation.

(*c*) If any of the general holidays with pay mentioned in section 5.01 falls on a working day during an employee's vacation with pay, such holiday with pay shall be given to the employee at a date mutually agreed upon.

(*d*) When the work contract is terminated, the employee shall be entitled to the vacation pay he has accumulated under the provisions of section 6.01 above."

10. Subsections "*b*" and "*c*" of section 6.03 are stricken out.

11. Sections 7.02 and 7.05 are replaced by the following:

"7.02 The employee's remuneration shall be given to him by the employer each week, by Thursday noon at the very latest, for the preceding week. Whenever Thursday is a general holiday, payment of wages shall be made on Wednesday.

The present pay week shall remain in force; however, the employer may adopt the Thursday to Wednesday pay week, as from the first pay week during which arrears will be paid.

7.05 Every employee holding more than one occupation in an establishment shall be paid the wage rate fixed for the highest paid occupation provided it be his principal occupation during his workweek."

12. Section 7.07 is replaced by the following:

"7.07 Every employee who reports in to work at the regular time and has not been previously notified not to report in to work, except under circumstances beyond control, shall be paid the equivalent of four (4) hours' work at straight time."

13. Sections 8.01 and 8-A are replaced by the following:

"8.01 *Minimum wage rates:* According to his occupation and years of service, each employee is entitled to the minimum remuneration listed hereafter:

Classification:	*Per week*
1. Cashier (male or female):	
First six months	$ 65
Second six months	70
After one year	75
After two years	80
2. Head cashier (female)	85
3. Cashier's helper	63
4. Messenger	60
5. Deliveryman:	
First year	75
After one (1) year	80

	Par semaine
Après deux ans d'expérience	$ 85
Après trois ans d'expérience	90
6. Commis:	
Début	70
Après un an d'expérience	75
Après deux ans d'expérience	80
7. Commis en chef	95
(plus de deux employés habituels sous ses charges)	100
8. Commis aux fruits et légumes	100
9. Préposé au pré-emballage	70
10. Apprenti-boucher:	
1re année	75
2e année	85
3e année	90
11. Boucher	100
12. Premier boucher	110
13. Maître-boucher	125

N.B. Il est entendu que les salaires supérieurs aux taux minimaux fixés par le présent décret, ne doivent pas être diminués après son entrée en vigueur et dans sa durée, pourvu que le salarié occupe encore la ou les mêmes fonctions pour laquelle ou lesquelles ce salaire lui a été versé. »

14° L'article 9.01 est remplacé par le suivant:

« 9.01 L'employeur convient de fournir gratuitement à ses salariés les uniformes, costumes spéciaux et autres pièces vestimentaires dont ils peuvent avoir besoin dans l'exécution de leurs fonctions.

L'employeur convient en outre d'entretenir les pièces vestimentaires ainsi fournies à ses frais et au besoin, sauf pour les caissières qui portent un vêtement de nylon. »

15° Le nouvel article 9.04 suivant est ajouté:

« 9.04 *Ordonnance No 4:* Les taux de salaires du présent décret ne doivent, en aucun cas, être inférieurs aux taux établis par l'ordonnance No 4 de la Commission du Salaire Minimum. »

16° L'article 10.01 est remplacé par le suivant:

« 10.01 Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1971. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.
34894-o

	Per week
After two (2) years	$ 85
After three (3) years	90
6. Clerk:	
First year	70
After one (1) year	75
After two (2) years	80
7. Head clerk	95
(in charge or more than two regular employees)	100
8. Produce clerk	100
9. Pre-packaging clerk	70
10. Apprentice butcher:	
First year	75
2nd year	85
3rd year	90
11. Butcher	100
12. First butcher	110
13. Master butcher	125

N.B. It is understood that any wages higher than the minimum rates fixed by the present decree shall not be decreased after it has come into force nor during the term of this decree, provided that the employee still occupies the function or functions for which he has been paid such wages."

14. Section 9.01 is replaced by the following:

"9.01 The employer agrees to supply his employees, free of charge, with the uniforms, special costumes and other pieces of clothing the employees may need to carry out their work.

Besides, the employer agrees to pay for the upkeep of such pieces of clothing thus supplied as needed, except as regards female cashiers who wear a nylon uniform."

15. The following new section 9.04 is added:

"9.04 *Ordinance No. 4:* The wage rates of the present decree shall never be lower than the rates established by Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission."

16. Section 10.01 is replaced by the following:

"10.01 The present decree is effective from the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until the 31st of July 1971."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.
34894-o

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification à la constitution et aux règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'alimentation au détail, région de Montréal, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1074-A du 26 mai 1965 ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 2128 du 27 mai 1970.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.
Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 6 juin 1970. 34894-o

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment to Constitution and Regulations

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Parity Committee of the Retail Food Stores, Montreal region, approved by Order in Council number 1074-A of May 26, 1965, have been amended by Order in Council number 2128 of May 27, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.
Department of Labour and Manpower,
Québec, June 6, 1970. 34894-o

Avis d'approbation de règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux paragraphes « *g* » et « *h* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.Q. 1964, chapitre 143, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que le règlement numéro 2 relatif à la tenue du registre et au rapport mensuel du Comité paritaire de l'alimentation au détail, région de Montréal a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2068 du 20 mai 1970.

Tenue du registre:

Le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 921 du 4 mai 1965, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 15 mai 1965, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a débuté, fut, selon le cas, interrompu, repris et terminé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret. Ce registre doit être gardé disponible à la place d'affaires de l'employeur.

Rapport mensuel:

Le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 921 du 4 mai 1965, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 15 mai 1965, à lui transmettre, à son siège social, un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable qu'il désigne, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, la qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque mois, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel doit demander au Comité paritaire les formules nécessaires à la préparation et à la soumission dudit rapport.

Tout employeur professionnel ayant sa place d'affaires dans la juridiction territoriale dudit décret doit soumettre ce rapport, même dans le cas ou aucun travail n'a été exécuté; le comité paritaire n'étant pas tenu d'établir une preuve quelconque de travail.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 6 juin 1970. 34894-o

Notice of Approval of Regulations

Pursuant to the provisions of subsection "*g*" and "*h*" of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that regulation number 2, respecting the keeping of the register and the monthly report of the Parity Committee of the Retail Food Stores, Montreal region has been approved by Order in Council number 2068 of May 20, 1970.

Keeping of a register:

The Parity Committee renders it obligatory for any professional employer governed by Decree number 921 of May 4, 1965 published in the *Québec Official Gazette* of May 15, 1965, to keep a register in which are shown: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, such employee's competency or classification, the exact time work was begun and, as the case may be, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wage paid, with mention of the method and time of payment and all other information deemed useful in the application of the decree. Such register shall be kept available at the employer's place of business.

Monthly report:

The Parity Committee renders it obligatory for any professional employer governed by Decree number 921 of May 4, 1965, published in the *Québec Official Gazette* of May 15, 1965, to forward a written monthly report to the Committee's corporate seat. Such report is to be signed by himself, or by some responsible person designated by him, and shall give: the name, first names, address and Social Insurance number of each employee in his service, the employee's competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each month, the nature of such work and the wage paid. The said report shall forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of each month and shall cover the previous month. Professional employers shall ask the Parity Committee for the forms required to prepare and submit the said report.

Any professional employer having his place of business within the territorial jurisdiction of the said decree shall submit such report, even if no work has been carried out, as the Parity Committee is not obliged to give any proof of work.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 6, 1970. 34894-o

Avis de modification

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

Notice of Amendment

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 711 of April 30, 1963 as amended, have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

1° Le paragraphe 1.4 de l'article 1 sera remplacé par le suivant:

« 1.4 Aux fins d'application de ce décret et sous réserve des conditions qui y sont décrites, les vêtements d'extérieur suivants pour hommes et garçons au-dessus de 6 ans, sans en restreindre la généralité, sont désignés comme vêtements de la classe « B »:

imperméables, vestes d'auto, vestes-balieue, vestes de molleton, vestes « station wagon » et autres vestes semblables, quand ces vêtements sont fabriqués d'un tissu autre que la laine ou mélange de laine;

vestons de ski, vestons de golf, blousons (coupe-vent) et autres vestons semblables;

costumes de neige, costumes de motoneige, couvre-tout, costumes de ski et autres costumes semblables. »

2° L'alinéa *a*) du paragraphe 2.1 de l'article 2 sera remplacé par le suivant:

« *a*) vêtements de travail faits de coton comprenant:

salopettes, couvre-tout, salopettes-combinaisons et uniformes; et

pantalons et culottes manufacturés de tissus de coton; »

3° L'alinéa *h*) du paragraphe 2.1 de l'article 2 sera remplacé par le suivant:

« *h*) costumes de neige, costumes de motoneige, costumes de ski, salopettes et couvre-tout pour garçons jusqu'à l'âge de 6 ans et pour fillettes jusqu'à l'âge de 14 ans; »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 6 juin 1970. 34894-o

1. Subsection 1.4 of section 1 will be replaced by the following:

"1.4 For purposes of this decree and subject to the conditions herein set forth, the following outerwear garments for men and boys above age 6, without restricting the generality thereof, are designated as class "B" garments:

raincoats, car coats, suburban coats, storm coats, duffle coats, station wagon coats and other similar coats, when such coats are made of any material other than wool or wool mixture;

ski jackets, golf jackets, windbreakers and other similar jackets;

snow suits, snowmobile suits, coveralls, ski suits and other similar suits."

2. Paragraph (*a*) of subsection 2.1 of section 2 will be replaced by the following:

"(*a*) cotton work garments including:

overalls, coveralls, combination overalls and uniforms; and

pants and breeches manufactured from pure cotton fabrics;"

3. Paragraph (*h*) of subsection 2.1 of section 2 will be replaced by the following:

"(*h*) snow-suits, snowmobile-suits, ski-suits, overalls and coveralls, for boys up to age 6 and for girls up to age 14;"

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 6, 1970. 34894-o

Demandes à la Législature

Association Provinciale des Instituteurs Protestants du Québec

Avis est par les présentes donné que l'« Association Provinciale des Instituteurs Protestants de Québec » s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° pour changer son nom;

2° pour modifier certaines des dispositions de sa charte et les refondre, plus particulièrement afin de lui faciliter l'expansion et l'obtention de ses buts;

3° pour mettre à jour sa charte afin de répondre aux changements de structures au ministère de l'Éducation, plus particulièrement en y éliminant les rappels à la confessionnalité;

4° et pour d'autres fins.

Montréal, ce 28e jour d'avril 1970.

Les procureurs des pétitionnaires,
LAPOINTE, LÉVESQUE & GAGNON.

34543-20-4-o

Applications to Legislature

Provincial Association of Protestant Teachers

Notice is hereby given that the "Provincial Association of Protestant Teachers" will apply to the National Assembly of Québec at its forthcoming session to obtain the adoption of an Act for the following purposes:

1. to change the name of the Association;

2. to modify some of the provisions of its charter and consolidate them, more particularly in order to facilitate its expansion and the attainment of its objects;

3. to bring its charter up to date to meet the changes in the Department of Education structures, more particularly by removing the confessional qualifications in its charter;

4. and for other purposes.

Montreal, this 28th day of April 1970.

LAPOINTE, LÉVESQUE & GAGNON,
Attorneys for the petitioners.

34543-20-4-o

Georges Ibrahim

Avis est par les présentes donné que Georges Ibrahim, de 9890, Papineau, à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, MAILHIOT
34680-22-4-o & DESAUNIERS.

Mme Sylvana Naggiar Mabardi

Avis est par les présentes donné que Mme Sylvana Naggiar Mabardi, de 4987, Borden, Notre-Dame des Grâces, district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Pharmaciens à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

Les procureurs de la requérante,
DU MESNIL, MAILHIOT
34681-22-4-o & DESAULNIERS.

Les Soeurs de Saint-François d'Assise

Avis est, par les présentes, donné que « Les Soeurs de Saint-François d'Assise » s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi leur permettant de modifier leur charte pour mieux définir leur pouvoirs et leurs droits et leur accordant certains autres pouvoirs nécessaires à une corporation religieuse.

Québec, le 22 mai 1970.

Les procureurs des requérantes,
MONETTE, CLERK, MICHAUD, BARAKETT,
34776-22-4-o LÉVESQUE & GUERETTE.

L'Église Baptiste Emmanuel

Prenez avis que « L'Église Baptiste Emmanuel », située au numéro 74 rue Tachereau Est, Rouyn, Province de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour incorporation sous la Loi de la constitution de certaines Églises et ses amendements, le chapitre 305 de l'année 1964 des Statuts Revisés de la Province de Québec.

Montréal, le 17 février 1970.

Les avocats du requérant,
CERINI, JAMIESON, SALMON, WATSON,
34895-23-4-o BROWN & SOUAID.

Georges Ibrahim

Notice is hereby given that Georges Ibrahim of 9890, Papineau, Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, during the next session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit him as assistant-pharmacist.

DU MESNIL MAILHIOT
& DESAULNIERS,
34680-22-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Mrs. Sylvana Naggiar Mabardi

Notice is hereby given that Mrs. Sylvana Naggiar Mabardi, of 4987, Borden, Notre-Dame de Grâces, district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, during the next session to ask for the adoption of an act, to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec, to admit her as assistant-pharmacist.

DU MESNIL, MAILHIOT
& DESAULNIERS,
34681-22-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Les Soeurs de Saint-François d'Assise

Notice is hereby given that "Les Soeurs de Saint-François d'Assise" will apply to the National Assembly at its next session for the passing of an Act allowing them to modify their charter in order to precise their powers and rights and granting them other powers necessary for a religious corporation.

Québec, May 22, 1970.
MONETTE, CLERK, MICHAUD, BARAKETT,
LÉVESQUE & GUERETTE,
34776-22-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

L'Église Baptiste Emmanuel

Notice is hereby given that "L'Église Baptiste Emmanuel", 74 Tachereau Street East, Rouyn, Province of Québec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 305 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1964, and amendments.

Montreal, February 17, 1970.
CERINI, JAMIESON, SALMON, WATSON,
BROWN & SOUAID.
34895-23-4-o *Solicitors for petitioner.*

Associations coopératives

L'Association coopérative de consommation de Percé

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative de consommation de Percé ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Percé, Québec, dans le district électoral de Gaspé-Sud.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
34800-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

L'Association coopérative de consommation de Percé

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of a co-operative association "L'Association coopérative de consommation de Percé".

The head office of this cooperative association is situated at Percé, Québec, in the electoral district of Gaspé South.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
34800

Magasin Co-op de Sainte-Hénédine

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement spécial adopté le 15 avril 1970, de l'association coopérative « Chez nous », dont le siège social est situé à Ste-Hénédine, dans le district électoral de Dorchester, changeant son nom en celui de « Magasin Co-op de Sainte-Hénédine ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

34896-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Magasin Co-op de Sainte-Hénédine

(*Cooperatives Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the special by-law adopted on April 15, 1970 of the co-operative association "Chez nous" the head office of which is situated at Sainte-Hénédine, in the electoral district of Dorchester, changing its name to that of "Magasin Co-op de Sainte-Hénédine".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34896

Régie de l'électricité et du gaz

Avis

Tarifs pour vente et distribution du Gaz

Avis est par les présentes donné que « Gaz Métropolitain, inc. », distributeur aux termes de la loi concernant la vente et la distribution du gaz, (S.R.Q. 1964, chapitre 87) a, par sa requête en date du 28 mai 1970, demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz d'approuver de nouveaux tarifs concernant le service domestique, le service général continu, le service général continu à débit moyen et le service industriel et commercial à grand débit.

Tout intéressé peut obtenir copie de la requête soumise et des tarifs proposés en s'adressant au soussigné.

Toute personne désirant soumettre des représentations quant à ladite requête devra en aviser le soussigné par écrit avant le 23 juin 1970.

Montréal, le 2 juin 1970.

Le régisseur-secrétaire,
Me DENIS SAVIGNAC.

2100, rue Drummond,
Montréal 107, P.Q. 34858-o

Electricity and Gas Board

Notice

Rates for the sale and distribution of Gas

Notice is hereby given that "Gaz Métropolitain, inc.", a distributor as defined by the Act respecting the sale and distribution of gas, (R.S.Q. 1964, Chapter 87) has, by its petition dated May 28, 1970, requested the Electricity and Gas Board to approve new rates concerning residential service, general firm service, medium volume general firm service and large volume industrial and commercial service.

All concerned may obtain from the undersigned, copies of the submitted petition and the proposed schedules of rates.

Any person wishing to submit representations concerning said petition shall notify the undersigned, in writing, before June 23, 1970.

Montreal, June 2, 1970.

Me DENIS SAVIGNAC,
Controller and Secretary.

2100 Drummond Street,
Montreal 107, P.Q. 34858-o

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole de Ste-Geneviève de Batiscan

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que la « Société coopérative agricole de Ste-Geneviève de Batiscan», dont le siège social était situé à Ste-Geneviève de Batiscan, dans le district électoral de Champlain, a été dissoute le 19 mai 1970, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

34833-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole de Ste-Geneviève de Batiscan

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that "Société coopérative agricole de Ste-Geneviève de Batiscan", the head office of which was located in Ste-Geneviève de Batiscan, in the electoral district of Champlain, was wound up on May 19, 1970, and such, in conformity with the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34833-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'établissement de St-Hyacinthe

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 18 mars 1970 par « La Caisse d'établissement de l'U.C.C. du diocèse de St-Hyacinthe », changeant son nom en celui

Savings and Credit Unions

La Caisse d'établissement de St-Hyacinthe

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the regulation adopted on March 18, 1970, by "La Caisse d'établissement de l'U.C.C. du diocèse de St-Hyacinthe", changing its name into

de « La Caisse d'établissement de St-Hyacinthe », et modifiant son territoire qui était « les comtés de Richelieu, St-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Shefford, Iberville, Missisquoi, Brôme pour les paroisses de Brigham et Adamsville, Verchères pour les paroisses de Beloeil, McMasterville, St-Marc, St-Antoine » en celui des comtés de « Richelieu, St-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Shefford pour les paroisses de Ste-Cécile de Milton, St-Valérien, Roxton Pond, Roxton Falls, St-Joachim, Warden, Waterloo, Granby, Bromont, St-Alphonse de Granby; Iberville, Missisquoi, Brôme pour les paroisses de Brigham et Adamsville ».

Québec, le 22 mai 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

34802-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse d'établissement du Bas St-Laurent

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le trente mars 1970 par « La Caisse d'établissement de l'U.C.C. de Rimouski », changeant son nom en celui de « La caisse d'établissement du Bas St-Laurent ».

Québec, le 22 mai 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

34801-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse populaire de St-Jean de Cherbourg

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse populaire de St-Jean de Cherbourg », a été dissoute le vingt-deux mai 1970, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 29 mai 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

34898-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse populaire de St-Paulin-Dalibaire

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse populaire de St-Paulin-Dalibaire », a été dissoute le vingt-deux mai 1970, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 29 mai 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

34899-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'économie des enseignants de Lignery

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie des enseignants de Lignery ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « Les enseignants de Lignery ainsi que les enseignants et les employés de la Régionale de Lignery ».

that of "La caisse d'établissement de St-Hyacinthe", and amending its territory which was that of "the counties of Richelieu, St-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Shefford, Iberville, Missisquoi, Brôme for the parishes of Brigham and Adamsville, Verchères for the parishes of Beloeil, McMasterville, St-Marc, St-Antoine" into that of the counties of "Richelieu, St-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Shefford for the parishes of Ste-Cécile de Milton, St-Valérien, Roxton Pond, Roxton Falls, St-Joachim, Warden, Waterloo, Granby, Bromont, St-Alphonse de Granby; Iberville, Missisquoi, Brôme for the parishes of Brigham and Adamsville".

Québec, May 22, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

34802 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse d'établissement du Bas St-Laurent

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on March thirtieth, 1970 by "La Caisse d'établissement de l'U.C.C. de Rimouski", changing its name to that of "La caisse d'établissement du Bas St-Laurent".

Québec, May 22, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

34801 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse populaire de St-Jean de Cherbourg

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse populaire de St-Jean de Cherbourg", was dissolved on the twenty-second day of May, 1970, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and to the Winding-up Act.

Québec, May 29, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

34898 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse populaire de St-Paulin-Dalibaire

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse populaire de St-Paulin-Dalibaire", was dissolved on May twenty-second, 1970, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and to the Winding-up Act.

Québec, May 29, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

34899 *Companies and Cooperatives.*

Caisse d'économie des enseignants de Lignery

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie des enseignants de Lignery".

The group from which the union will recruit its members will be "The teachers and employees of the school commissions in the Lignery School Board and the teachers and employees of the Lignery School Board".

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de La Prairie, Québec, dans le district électoral de Napierville-Laprairie.

Québec, le 29 mai 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

34897-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

The head office of the said savings and credit union is situated in the Town of La Prairie, Québec, in the electoral district of Napierville-Laprairie.

Québec, May 29, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34897

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Change of name — Act *Applications*

Gérard Barsalo

Avis est donné par les présentes, que Gérard Barsalo, commis, domicilié et résidant au 1677 avenue Camille Paquette #3, dans la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Gérard Barcelo; ledit changement de nom patronymique devant également, bénéficier à l'épouse du requérant, née Denise Gagné.

Montréal, ce 27 avril 1970.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, MAILHIOT
34834-23-2-o ET DESAULNIERS.

Gérard Barsalo

Notice is given that Gérard Barsalo, clerk, domiciled and residing at 1677 Camille Paquette Avenue, #3, in the city of Montreal, district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to that of Gérard Barcelo, that order to benefit his wife born Denise Gagné.

Montreal, April 27, 1970.

DU MESNIL, MAILHIOT
AND DESAULNIERS,
34834-23-2-o *Attorneys for petitioner.*

Marie Joseph Alfredine Gagnon

Prenez avis que Marie Joseph Albredine Gagnon demeurant au 1275 rue Laurier, à Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander que son nom soit changé en celui de Marie Joseph Alfredine Nadine Gagnon.

Les procureurs de la requérante,
BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE
34835-23-2-o & BEAULAC.

Marie Joseph Alfredine Gagnon

Notice is hereby given that Marie Joseph Alfredine Gagnon residing at 1275 Laurier Street, Montréal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have her name changed to Marie Joseph Alfredine Nadine Gagnon.

BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE
& BEAULAC,
34835-23-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Shin Yick Ng

Avis est par les présentes donné que Shin Yich Ng, garçon de restaurant de la ville et du district de Montréal, province de Québec, et y résidant à 3838, rue de Bullion, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil du Quebec pour obtenir un décret changeant son nom en Jack Shin Yick Eng, ledit décret devant s'appliquer aussi à son épouse Dame Ping Chun Yee (Mme Shin Yick Ng), ainsi qu'à ses sept enfants mineurs, Diana, Amy, Susan, Sally, Mary, Jenny Woon Lun, et Gordon Kwong Chung.

Ladite épouse et lesdits enfants mineurs du requérant résident aussi à 3838, rue de Bullion, Montréal, Québec.

Montréal, le 27 mai 1970.

Le procureur du requérant,
34861-23-2 MARK EDMUND GORDON.

Shin Yick Ng

Notice is hereby given that Shin Yick Ng, waiter, of the city and district of Montreal, Province of Québec, therein residing and domiciled at 3838 de Bullion Street, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of Québec for an order changing his name to Jack Shin Yick Eng, the said order to benefit also his wife Dame Ping Chun Yee (Mrs. Shin Yick Ng), as well as his seven minor children, Diana, Amy, Susan, Sally, Mary, Jenny Woon Lun, and Gordon Kwong Chung.

The said wife and minor children of petitioner also reside and are domiciled at 3838 de Bullion Street, Montreal, Québec.

Montreal, May 27, 1970.

MARK EDMUND GORDON,
34861-23-2-o *Attorney for petitioner.*

Max Myer Kalmanovitch

Avis est par les présentes donné que Max Myer Kalmanovitch domicilié au 4300, boulevard de Maisonneuve, ville de Westmount, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire adopter un décret changeant son nom en celui de Maxwell Myron Kalman, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Les procureurs du requérant,
MENDELSON, SELICK, GROSS
34874-23-2 & PINSKY.

Max Myer Kalmanovitch

Notice is hereby given that Max Myer Kalmanovitch residing at 4300 de Maisonneuve Boulevard, city of Westmount, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Maxwell Myron Kalman the said name to serve for all legal purposes.

MENDELSON, SELICK, GROSS
& PINSKY,
34874-23-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Avis divers

Conseil Montréal-Est No 2759 des Chevaliers de Colomb de Montréal-Est inc.

Le « Conseil Montreal-Est No 2759 des Chevaliers de Colomb de Montréal-Est inc. », Montréal-Est 550, 11420 est, rue Notre-Dame, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 1er février 1970.

Montréal-Est, 6 février 1970.

Le grand chevalier,
GEORGES COURTEMANCHE.
Le secrétaire-archiviste,
34862-o J.-FERNANDO COURTEMANCHE.

Conseil St-Jérôme No 1892 des Chevaliers de Colomb de St-Jérôme inc.

Le « Conseil St-Jérôme No 1892 des Chevaliers de Colomb de St-Jérôme inc. », St-Jérôme, 575 rue Labelle, St-Jérôme, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 15 février 1970.

St-Jérôme, 15 février 1970.

Le grand chevalier,
MARCEL LALONDE.
Le secrétaire-archiviste,
FERNAND CAMPBELL.
34863-o 7-1970

Miscellaneous Notices

Council Montreal-East No. 2759 of the Knights of Columbus of Montreal-East Inc.

The "Council Montreal-East No. 2759 of the Knights of Columbus of Montreal-Est Inc.", Montreal-East 550, 11420 East, Notre-Dame Street, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from February 1, 1970.

Montreal-East, February 1, 1970.

GEORGES COURTEMANCHE,
Grand Knight.
J.-FERNANDO COURTEMANCHE,
34862-o *Recorder.*

Council St-Jérôme No. 1892 of the Knights of Columbus of St-Jérôme Inc.

The "Council St-Jérôme No. 1892 of the Knights of Columbus of St-Jérôme Inc.", St-Jérôme, 575 Labelle Street, St-Jérôme, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from February 15, 1970.

St-Jérôme, February 15, 1970.

MARCEL LALONDE,
Grand Knight.
FERNAND CAMPBELL,
Recorder.
34863-o 7-1970

Compagnies autorisées à faire des affaires

B.C. Packers (Québec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « B.C. Packers (Québec) Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Leo Delphis McKenty, bureau 250, 6655, chemin de la Côte des Neiges, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 250, 6655, chemin de la Côte des Neiges, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
34799 33-70

British Celanese Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « British Celanese Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Roger Anthony Street, 4999 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal.

Companies Licensed to do Business

B.C. Packers (Québec) Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "B.C. Packers (Québec) Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Leo Delphis McKenty, suite 250, 6655 Côte des Neiges Road, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 250, 6655 Côte des Neiges Road, in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
34799-o 33-70

British Celanese Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "British Celanese Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Roger Anthony Street, 4999 St. Catherine Street West, Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 4999 ouest, rue Sainte-Catherine, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 32-70

The principal office of the company in the Province is at 4999 St. Catherine Street West, in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 32-70

The Fallen Rock Motor Hôtel & Camp Grounds Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « The Fallen Rock Motor Hôtel & Camp Grounds Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Lorne A. Mollot, 102, rue Principale, Hull.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 102, rue Principale, dans les ville et district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 29-70

The Fallen Rock Motor Hôtel & Camp Grounds Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "The Fallen Rock Motor Hôtel & Camp Grounds Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Lorne A. Mollot, 102 Principale Street, Hull.

The principal office of the company in the Province is at 102 Principale Street, in the city and judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 29-70

Monterey Nursing Inns, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Monterey Nursing Inns, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Gerald McCarthy, bureau 514, 4, Place Ville-Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 514, 4, Place Ville-Marie, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 3-70

Monterey Nursing Inns, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Monterey Nursing Inns, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Gerald McCarthy, Suite 514, 4 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 514, 4 Place Ville Marie, in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 3-70

Dow Chemical (Québec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnies « Dow Chemical (Québec) Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. George William England Howlett, de Varennes.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 4455, boulevard Marie-Victorin, Varennes, dans le district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions finnacières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 79-69

Dow Chemical (Québec) Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Dow Chemical (Québec) Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. George William England Howlett, of Varennes.

The principal office of the company in the Province is at 4455 Marie-Victorin Boulevard, Varennes, in the judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 79-69

Mini-Skools Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Mini-Skools Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Ruby A. Oxner, de Montréal.

Mini-Skools Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Mini-Skools Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Ruby A. Oxner, of Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1, Place Ville-Marie, dans ville et le district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34799 31-70

The principal office of the company in the Province is at 1 Place Ville Marie, in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34799-o 31-70

Chartes — demandes d'abandon de

Best Petroleum Products Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Best Petroleum Products Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Rouyn, ce 21 mai 1970.

Les procureurs de la compagnie,
34803-o CINQ-MARS, GRIMARD & BÉLANGER.

The Commuters Shop Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « The Commuters Shop Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 21e jour de mai 1970.

Le secrétaire,
34804 BETTY WOOLF.

Hôtel Plaza (Rouyn) inc.

Prenez avis que la compagnie « Hôtel Plaza (Rouyn) inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Rouyn, ce 19 mai 1970.

Les procureurs de la compagnie,
34805-o CINQ-MARS, GRIMARD & BÉLANGER.

Ouimet Automobile limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Ouimet Automobile limitée », constituant une corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 1er mai 1970.

Les procureurs de la compagnie,
34806-o BOHÉMIER & CHÉNARD.

Pension Planning Associates Ltd.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Pension Planning Associates Ltd. », donne par les présentes avis, qu'elle fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour l'acceptation de l'abandon de sa charte, ainsi que sa cancellation à compter de la date à être fixée par ce dernier.

Montréal, le 14 mai 1970.

Le président,
34840-o L. W. J. CONROY.

Charters — Application for Surrender of

Best Petroleum Products Ltd.

Take notice that "Best Petroleum Products Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Rouyn, May 21, 1970.

CINQ-MARS, GRIMARD & BÉLANGER,
34803 *Attorneys for the company.*

The Commuters Shop Inc.

Notice is hereby given that "The Commuters Shop Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of May, 1970.

BETTY WOOLF,
34804-o *Secretary.*

Hôtel Plaza (Rouyn) inc.

Take notice that "Hôtel Plaza (Rouyn) inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Rouyn, May 19, 1970.

CINQ-MARS, GRIMARD & BÉLANGER,
34805 *Attorneys for the company.*

Ouimet Automobile limitée

Notice is hereby given that "Ouimet Automobile limitée", a corporation incorporated under the Companies Act and having it said office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender it charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 1, 1970.

BOHÉMIER & CHÉNARD,
34806-o *Attorneys for the company.*

Pension Planning Associates Ltd.

Under the provisions of the Companies Act, "Pension Planning Associates Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, May 14, 1970.

L. W. J. CONROY,
34840-o *President.*

Loisirs d'East-Broughton Station inc.

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Loisirs d'East-Broughton Station inc. », une corporation légalement constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à East-Broughton Station, comté de Beauce, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à East-Broughton, comté de Beauce, ce 27e jour de mai 1970.

Le secrétaire,
34839-o LAURENT CHABOT.

Produits Révélation Inc.

Avis est par les présentes donné que « Produits Révélation Inc. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des companies.

Daté à Salaberry-de-Valleyfield, ce 16e jour d'avril 1970.

Les procureurs de la compagnie,
LAFONTAINE, BRASSARD
34841-o & BARRETTE.

Solver Inc.

Avis est donné que la compagnie « Solver Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
34842-o ROLAND MÉTHOT, notaire.

Wellington Metal Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Wellington Metal Inc. », constituant une corporation en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 12 mai 1970.

Les procureurs de la compagnie,
34843-o BOHÉMIER, CHÉNARD & LÉGER.

Centre touristique de l'Isle Cote inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre touristique de l'Isle Cote inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
34865-o ME LAURENT DUBÉ.

Anselme Côté & Fils ltée

Avis est donné que la compagnie « Anselme Côté & Fils ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite Loi.

Le procureur de la compagnie,
34866 PAUL-ARTHUR GENDREAU.

Loisirs d'East-Broughton Station inc.

Notice is hereby given that "Loisirs d'East-Broughton Station inc.", a corporation constituted under Part III of the Companies Act, and having its head office at East-Broughton Station, county of Beauce, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at East-Broughton Station, county of Beauce, this 27th day of May, 1970.

LAURENT CHABOT,
34839-o *Secretary.*

Produits Révélation Inc.

Notice is hereby given that "Produits Révélation Inc.", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Salaberry-de-Valleyfield this 16th day of April 1970.

LAFONTAINE, BRASSARD
& BARRETTE,
34841-o *Attorneys for the Company.*

Solver Inc.

Notice is given that "Solver Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ROLAND MÉTHOT, notary,
34842-o *Attorney for the company.*

Wellington Metal Inc.

Notice is hereby given that "Wellington Metal Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provision of the Companies' Act.

Montreal, May 12, 1970.

BOHÉMIER, CHÉNARD & LÉGER,
34843-o *Attorney for the company.*

Centre touristique de l'Isle Cote inc.

Notice is given that "Centre touristique de l'Isle Cote inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME LAURENT DUBÉ,
34865 *Attorney for the company.*

Anselme Côté & Fils ltée

Notice is hereby given that "Anselme Côté & Fils ltée", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provision of the Companies Act.

PAUL-ARTHUR GENDREAU,
34866-o *Attorney of the Company.*

Balayage Rapide ltée
Rapid Sweep Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Balayage Rapide ltée — Rapid Sweep Ltd. », constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31e jour d'octobre, 1969.

Le secrétaire,
34864-o THEODORE ROHALY.

Balayage Rapide ltée
Rapid Sweep Ltd.

Notice is hereby given that "Balayage Rapide ltée — Rapid Sweep Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of October, 1969.

THEODORE ROHALY,
34864-o *Secretary.*

Dee-Gar Corp.

La compagnie « Dee-Gar Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
34867 GARY V. CAPLAN.

Dee-Gar Corp.

Notice is hereby given that "Dee-Gar Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1970.

(Seal) GARY V. CAPLAN,
34867-o *Secretary.*

Denis Transport ltée

Prenez avis que « Denis Transport ltée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Lévis, ce 6 mai 1970.

Le procureur de la compagnie,
34868-o CLAUDE BOIVIN, avocat.

Denis Transport ltée

Take notice that "Denis Transport ltée", incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Lévis, May 6, 1970.

CLAUDE BOIVIN, advocate,
34868-o *Attorney for the company.*

Eljoy Realty Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Eljoy Realty Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 22e jour de mai 1970.

Les procureurs de la compagnie,
34869 MARKS, SHAPIRO & WORSOFF.

Eljoy Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Eljoy Realty Co. Ltd.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of May, 1970.

MARKS, SHAPIRO & WORSOFF,
34869-o *Attorneys for the company.*

Les Immeubles Moka inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Moka inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
34871-o ME LAURENT DUBÉ.

Les Immeubles Moka inc.

"Les Immeubles Moka inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME LAURENT DUBÉ,
34871 *Attorney for the company.*

Lulu-Ann Inc.

Prenez avis que « Lulu-Ann Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Lévis, le 20 mai 1970.

Le procureur de la compagnie,
34872-o CLAUDE BOIVIN, avocat.

Lulu-Ann Inc.

Take notice that "Lulu-Ann Inc.", incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Lévis, May 20, 1970.

CLAUDE BOIVIN, advocate,
34872-o *Attorney for the company.*

Filsan Drywall & Painting Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Filsan Drywall & Painting Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de St-Léonard, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13e jour de mars 1970.

Le procureur de la compagnie,
34870-o MAURICE J. BOXER.

Filsan Drywall & Painting Ltd.

Notice is hereby given that "Filsan Drywall & Painting Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of St-Léonard, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of March, 1970.

MAURICE J. BOXER,
34870-o *Attorney for the company.*

Sherbrooke Demolition Inc.

Avis est donné que la compagnie « Sherbrooke Demolition Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, ce 28 mai 1970.

Le procureur de la compagnie,
34873-o ME RAYMOND DROUIN, notaire.

Sherbrooke Demolition Inc.

Notice is given that "Sherbrooke Demolition Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, May 28, 1970.

ME RAYMOND DROUIN, notary,
34873 *Attorney for the company.*

Thirty-Five Hundred Cavendish Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Thirty-Five Hundred Cavendish Inc. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14e jour de mai 1970.

Les procureurs de la compagnie,
McCARTHY, MONET, JOHNSTON
34900 & HEENAN.

Thirty-Five Hundred Cavendish Inc.

Notice is hereby given that "Thirty-Five Hundred Cavendish Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, this 14th day of May, 1970.

McCARTHY, MONET, JOHNSTON
& HEENAN,
34900-o *Attorneys for the company.*

Divers
Compagnies

Les Amitiés Culturelles Canada Français-Israël inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 avril 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Amitiés Culturelles Canada Français-Israël inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
34807-o 2299-1966

Club Jeunesse Camping

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 19 mai 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Jeunesse Camping », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
34808-o 1454-1969

Club Richelieu Montréal incorporé

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 mai 1970, il a approuvé une refonte des règlements généraux intitulée règlement numéro 1 de la corporation « Club Richelieu Montréal incorporé », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
34809-o 5734-47

Miscellaneous
Companies

Les Amitiés Culturelles Canada Français-Israël inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has on April 23, 1970, approved general by-laws of "Les Amitiés Culturelles Canada Français-Israël inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
34807 2299-1966

Club Jeunesse Camping

Notice is given that, on May 19, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Club Jeunesse Camping", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
34808 1454-1969

Club Richelieu Montréal incorporé

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 19, 1970, he approved a revision of the general by-laws entitled by-law number 1 of "Club Richelieu Montréal incorporé", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.
34809 5734-47

Fashion First Apparel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement Spécial « A » de la compagnie « Fashion First Manufacturing Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « Fashion First Apparel Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34810-o 1360-67

Fashion First Apparel Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "A" of the company "Fashion First Manufacturing Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of March, 1967, changing its name into that of "Fashion First Apparel Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34810-o 1360-67

Fédération des archers du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 avril 1970, il a approuvé le règlement général de la « Fédération des archers du Québec », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34811-o 16-63

Fédération des archers du Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on April 10, 1970, he approved the general by-law of the "Fédération des archers du Québec", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34811 16-63

L'Hôpital D'Anjou inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 25 mai 1970, il a approuvé les règlements numéros 2 et 3 de la corporation « L'Hôpital D'Anjou inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34812-o 872-69

L'Hôpital D'Anjou inc.

Notice is given that on May 25, 1970 the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-laws number 2 and 3 of « L'Hôpital D'Anjou inc. », and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34812 872-69

Jurihome Inc.

La compagnie « Jurihome Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL DANSEREAU, C.R.

34813-o 12444-61

Jurihome Inc.

Notice is given that "Jurihome Inc." has changed the number of its directors from 7 to 5.

JEAN-PAUL DANSEREAU, Q.C.,
Secretary.

34813 12444-61

MacCallum - Donald Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro F de la compagnie « Mac Callum — Irving Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6ème jour d'octobre 1969, changeant son nom en celui de « MacCallum — Donald Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34814-o 5067-69

MacCallum - Donald Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. F of the company "Mac Callum — Irving Inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of October, 1969, changing its name into that of "MacCallum — Donald Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34814-o 5067-69

Metrinvest Development Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement Spécial « A » de la compagnie « Metrocan Development Limited », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de mai 1965, changeant son nom en celui de « Metrinvest Development Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34815-o 2427-65

Metrinvest Development Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "A" of the company "Metrocan Development Limited", incorporated by letters patent dated the 25th of May, 1965, changing its name into that of "Metrinvest Development Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34815-o 2427-65

Montreal Bandag (1967) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Montreal Bandag (1967) Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
FRED WISEMAN.

34816 4463-67

Montreal Bandag (1967) Ltd.

Notice is given that "Montreal Bandag (1967) Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

FRED WISEMAN,
Secretary.

34816-o 4463-67

Pointe Claire Curling Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a, le 2 avril 1970, approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Pointe Claire Curling Club », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34817-o 6293-44

Pointe Claire Curling Club

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 2, 1970, approved amendments to general by-laws of "Pointe Claire Curling Club", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34817 6293-44

Service des Loisirs Très-Saint-Rédempteur

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 avril 1970, il a approuvé les règlements généraux 1 à 41 de la corporation « Service des Loisirs Très-Saint-Rédempteur », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34818-o 4292-67

Service des Loisirs Très-Saint-Rédempteur

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 16, 1970, he approved general by-laws 1 to 41 of "Service des Loisirs Très-Saint-Rédempteur", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34818 4292-67

Vitrerie St-Michel ltée St-Michel Glass Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « Verrerie Ahuntsic ltée », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de septembre 1967, changeant son nom en celui de « Vitrerie St-Michel ltée — St-Michel Glass Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34819-o 3761-67

Vitrerie St-Michel ltée St-Michel Glass Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "Verrerie Ahuntsic ltée", incorporated by letters patent dated the 5th day of September, 1967, changing its name into that of "Vitrerie St-Michel ltée — St-Michel Glass Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34819-o 3761-67

L'Association des Dames Seules de St-Jean

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 mai 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Association des Dames Seules de St-Jean », et ce, en vertu, de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34844-o 2754-69

L'Association des Dames Seules de St-Jean

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 20, 1970, he approved the general by-laws of "L'Association des Dames Seules de St-Jean", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34844 2754-69

Les Clercs de Saint-Viateur du St-Laurent

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 10 de la corporation « Les Clercs de Saint-Viateur (Vice-Province de Rimouski», constituée en vertu des dispositions du chapitre 76 des Lois de 1950, par lettres patentes en date du 17e jour d'août 1961, changeant son nom en celui de « Les Clercs de Saint-Viateur du Saint-Laurent ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34845-o 75-61

Les Clercs de Saint-Viateur du St-Laurent

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that he approved by-law number 10 of "Les Clercs de Saint-Viateur (Vice-Province de Rimouski)", incorporated pursuant to the provisions of chapter 76 of the Statutes of 1950, by letters patent dated the 17th day of August, 1961, changing its name into that of "Les Clercs de Saint-Viateur du Saint-Laurent".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34845 75-61

La Corporation des Loisirs de St-Louis-de-France

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 mars 1970, il a approuvé les règlements généraux de « La Corporation des Loisirs de St-Louis-de-France », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34846-o 890-69

John W. Mac Gillivray & Sons Inc.

Avis est donné que la compagnie « John W. Mac Gillivray & Sons Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire adjoint,
KENNETH MAC GILLIVRAY.

34847 11972-62

Playcraft Toys Inc.

Avis est donné que la compagnie « Playcraft Toys Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 8.

Le secrétaire,
GEORGE SHEINER.

34848 1280-64

The United Church Montreal Homes for Elderly People

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 mai 1970, il a approuvé le règlement Spécial « D » de la corporation « The United Church Montreal — Homes for Elderly People », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34849-o 2-65

Les Acadiens Juniors d'Asbestos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 avril 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Les Acadiens Juniors d'Asbestos inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34875-o 4059-1969

Candisco inc.

La compagnie « Candisco inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
CLÉMENT CANDIN.

34876-o 4492-69

Héroux, Thibodeau automobile ltée

La compagnie « Héroux, Thibodeau automobile ltée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
RAOUL HÉROUX.

34877-o 10005-56

Montcalm automobiles inc.

La compagnie « Montcalm automobiles inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
WILBROD BHÉRER, C.R.

34878-o 2122-46

La Corporation des Loisirs de St-Louis-de-France

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on March 18, 1970, approved general by-laws of "La Corporation des Loisirs de St-Louis-de-France", and such, pursuant to section 226 of Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34846 890-69

John W. Mac Gillivray & Sons Inc.

Notice is given that "John W. Mac Gillivray & Sons Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

KENNETH MAC GILLIVRAY,
Assistant-Secretary.

34847-o 11972-62

Playcraft Toys Inc.

Notice is given that "Playcraft Toys Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 8.

GEORGE SHEINER,
Secretary.

34848-o 1280-64

The United Church Montreal Homes for Elderly People

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 21, 1970, he approval Special By-law "D" of "The United Church Montreal — Homes for Elderly People", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34849 2-65

Les Acadiens Juniors d'Asbestos inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that he approved, on April 23, 1970, by-law number 1 of "Les Acadiens Juniors d'Asbestos inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34875 4059-1969

Candisco inc.

The company "Candisco inc.", gives notice that it has changed the number of its directors from 3 to 4.

CLÉMENT CANDIN,
President.

34876 4492-69

Héroux, Thibodeau automobile ltée

Notice is given that "Héroux, Thibodeau automobile ltée", has changed the number of its directors of 3 to 5.

RAOUL HÉROUX,
Secretary.

34877 10005-56

Montcalm automobiles inc.

Notice is given that "Montcalm automobiles inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

WILBROD BHÉRER, Q.C.,
Secretary.

34878 2122-46

Georges Plamondon ltée

La compagnie « Georges Plamondon ltée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
GISÈLE PLAMONDON.

34879-o 10276-55

M. Pollack Limited
M. Pollack limitée

La compagnie « M. Pollack Limited — M. Pollack limitée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

L'assistant-secrétaire,
CLAIRE L'HEUREUX DUBÉ.

34880 14835-60

Service social de Beauce

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 mai 1970, il a approuvé le règlement numéro III de la corporation « Service social de Beauce », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

34881-o 11700-1955

Tri City Investments Corp. Ltd.

La compagnie « Tri City Investments Corp. Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
STANLEY TESHER.

34882 4471-66

BP Home Comfort Limited
BP Confort du Foyer limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 43 de la compagnie « Cinq Mars & Paquette limitée (Limited) », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de décembre 1932, changeant son nom en celui de « BP Home Comfort Limited — BP Confort du Foyer limitée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34901-o 2059-1932

Faubourg St-Honoré coiffure d'art inc.

La compagnie « Faubourg St-Honoré coiffure d'art inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GEORGES KABABE.

34902 4025-68

Québec Aviation Air Service Inc.

La compagnie « Québec Aviation Air Service Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PIERRE LARUE.

34903-o 1298-1969

Georges Plamondon ltée

Notice is given that "Georges Plamondon ltée", has changed the number of its directors from 5 to 3.

GISÈLE PLAMONDON,
Secretary.

34879 10276-55

M. Pollack Limited
M. Pollack limitée

Notice is given that "M. Pollack Limited — M. Pollack limitée", has changed the number of its directors from 6 to 4.

CLAIRE L'HEUREUX DUBÉ,
Assistant-Secretary.

34880-o 14835-60

Service social de Beauce

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on May 5, 1970, approved by-law number III of "Service social de Beauce", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

34881 11700-1955

Tri City Investments Corp. Ltd.

Notice is given that "Tri City Investments Corp. Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

STANLEY TESHER,
Secretary.

34882-o 4471-66

BP Home Comfort Limited
BP Confort du Foyer limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 43 of the company "Cinq Mars & Paquette limitée (Limited)", incorporated by letters patent dated the 7th day of December, 1932, changing its name into that of "BP Home Comfort Limited — BP Confort du Foyer limitée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34901-o 2059-1932

Faubourg St-Honoré coiffure d'art inc.

Notice is given that "Faubourg St-Honoré coiffure d'art inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

GEORGES KABABE,
Secretary.

34902-o 4025-68

Québec Aviation Air Service Inc.

Notice is given that "Québec Aviation Air Service Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

PIERRE LARUE,
Secretary.

34903 1298-1969

Sièges sociaux

Louisbourg Mines Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Louisbourg Mines Ltd. », constituée par lettres patentes

Head Offices

Louisbourg Mines Ltd.

Notice is hereby given that "Louisbourg Mines Ltd.", incorporated by letters patent

datées du 26 janvier 1970 et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal au 1414, rue Crescent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 13e jour de mai 1970.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.

34824-o 357-70

Maple Leaf Ceramic Industries Ltd.
Les industries céramiques Maple Leaf ltée

Avis est donné que la compagnie « Maple Leaf Ceramic Industries Ltd. — Les industries céramiques Maple Leaf ltée », a transféré son siège social de 310 ouest, boulevard Crémazie, Montréal, à 1740, chemin des Bois Francs, Saint-Laurent.

L'assistant secrétaire-trésorier,
TIBOR PIVKO.

34825 3220-65

Papillon Modes Inc.

Avis est donné que la compagnie « Papillon Modes Inc. », constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies en date du 3 juin 1969 et ayant son siège social à 12231, Bois de Boulogne, en les cité et district de Montréal, l'a transporté à 5904, rue de Salaberry, Montréal 390, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15e jour de mai 1970.

Le président,
JACQUES NORMANDIN.

34826-o 2284-68

H. A. Pauley & Associates Ltd.

Avis est, par la présente, donné que « H. A. Pauley & Associates Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 26 février 1970, a transporté son siège social de suite 89, 3 Place Ville Marie, Montreal, Québec, à suite 2329, 1 Place Ville Marie, Montréal, Québec.

Montréal, Québec, ce 6e jour de mai 1970.

La secrétaire-trésorière,
VIRGINIA HEROLD.

34827-o 914-70

Compagnie de fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company

Avis est donné que la « Compagnie de fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company », constituée en corporation sous la Loi des compagnies de fidéicommis, en date du 12 septembre 1962, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1, Place Ville-Marie, 41e étage, l'a transporté au numéro 1155 ouest, boulevard Dorchester, 35e étage.

À compter de ladite date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 18e jour de septembre 1969.

(Sceau) *Le secrétaire,*
RENÉ AMYOT.

34823-o 13978-62

dated January 26, 1970 and having its head office in Montreal has established its office at 1414 Crescent Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 13th day of May, 1970.

F. A. CHEFTECHI,
President.

34724-o 357-70

Maple Leaf Ceramic Industries Ltd.
Les industries céramiques Maple Leaf ltée

Notice is given that "Maple Leaf Ceramic Industries Ltd. — Les industries céramiques Maple Leaf ltée", has transferred its head office from 310 Crémazie Boulevard West, Montreal to 1740 Bois Franc Road, St. Laurent.

TIBOR PIVKO,
Assistant Secretary-Treasurer.

34825-o 3220-65

Papillon Modes Inc.

Notice is hereby given that "Papillon Modes Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, dated June 3, 1969, and having its head office in the city and district of Montreal, where it was situated up to to-day at number 12231, Bois de Boulogne, has moved it to number 5904, de Salaberry Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 15th day of May, 1970.

JACQUES NORMANDIN,
President.

34826-o 2284-68

H. A. Pauley & Associates Ltd.

Notice is hereby given that "H. A. Pauley & Associates Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated February 26, 1970, has moved its head office from suite 89, 3 Place Ville Marie, Montreal, Québec, to suite 2329, 1 Place Ville Marie, Montreal, Québec.

Montreal, Québec, this 6th day of May, 1970.

VIRGINIA HEROLD,
Secretary-Treasurer.

34827-o 914-70

Compagnie de fiducie Nord-Amérique
North America Trust Company

Notice is given that "Compagnie de fiducie Nord-Amérique — North America Trust Company", incorporated under the Trust Companies Act on September 12, 1962, and having its head office in the city of Montreal where its office was situated until today at number 1 Place Ville Marie, 41st floor, has moved it to number 1155 Dorchester Blvd. West, 35th floor.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of September, 1969.

(Seal) RENÉ AMYOT,
Secretary.

34823 13978-62

L'Association Athlétique de Laval-sur-le-Lac inc.

Avis est donné que « L'Association Athlétique de Laval-sur-le-Lac inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 27 juillet 1965, et ayant son siège social à Laval-sur-le-Lac dans la ville de Laval, où elle avait son bureau situé jusqu'à ce jour au numéro civique 548, Les Érables, l'a transporté au numéro civique 115, Les Pins.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal ce 12 mai 1970.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
JEAN CRÉPEAU.

34820-o 3376-65

L'Association Athlétique de Laval-sur-le-Lac inc.

Notice is hereby given that "L'Association Athlétique de Laval-sur-le-Lac inc.", incorporated in the Province of Québec under Part III of the Companies Act by letters patent dated July the 27, 1965, has moved its head office from 548 Les Érables, Laval-sur-le-Lac, city of Laval, to 115 Les Pins.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, on May 12, 1970.

(Seal) JEAN CRÉPEAU,
Secretary-Treasurer.

34820-o 3376-65

Buttons & Ornaments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Buttons & Ornaments Ltd. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 avril 1954, et ayant son siège social à 151 ouest, rue Lagauchetière, dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 9790, rue Meunier dans la ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie étant son siège social.

Le secrétaire,
SHIRLEY GALBRAITH.

34821-o 10810-54

Buttons & Ornaments Ltd.

Notice is hereby given that "Buttons & Ornaments Ltd." incorporated by letters patent on the 30th day of April, 1954, and having its head office at 151 Lagauchetière Street West in the city of Montreal, has moved its head office to 9790 Meunier Street in the city of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

SHIRLEY GALBRAITH,
Secretary.

34821-o 10810-54

Canelco inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Canelco inc. » incorporée par lettres patentes en date du 24 février 1970 et ayant son siège social à Montréal-Nord, a établi son bureau au 5519A, de la rue Charleroi.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal-Nord, ce 9 mars 1970.

Le secrétaire,
LUCILLE NADON.

34822-o 6326-69

Canelco inc.

Notice is hereby given that the company "Canelco inc." incorporated by letters patent on February the 24, 1970, and having its head office in Montreal North, has established its office at 5519A Charleroi Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal-North, this March 9, 1970.

LUCILLE NADON,
Secretary.

34822-o 6326-69

Terminal Aviation Leasing Inc.

Avis est donné que la compagnie « Terminal Aviation Leasing Inc. », constituée par lettres patentes datées du 17 mars 1970, et ayant son siège social à Laval, P.Q., a établi son bureau principal à 92, Montée du Moulin.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 23ème jour de mars 1970.

(Sceau) *Le président,*
RAYMOND CREVIER.

34828-o 1180-70

Terminal Aviation Leasing Inc.

Notice is hereby given that "Terminal Aviation Inc.", incorporated by letters patent dated March 17, 1970, and having its head office in Laval, P.Q., has established its head office at 92 Montée du Moulin.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 23rd day of March, 1970.

(Seal) RAYMOND CREVIER,
President.

34828-o 1180-70

Vacuum Platers Inc.

Avis est donné que la compagnie « Vacuum Platers Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1 juin 1961, et ayant son siège social à 151 ouest, rue Lagauchetière, dans la ville de Montréal, a établi son bureau au 9790, rue Meunier dans la ville de Montréal.

Vacuum Platers Inc.

Notice is hereby given that "Vacuum Platers Inc.", incorporated by letters patent on the 1st day of June, 1961, and having its head office at 151 Lagauchetière Street West, in the city of Montreal, has moved its head office to 9790 Meunier Street in the city of Montreal, Province of Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 8e jour de janvier, 1970

Le secrétaire,
SHIRLEY GALBRAITH.

34829-o 12500-61

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of January, 1970.

SHIRLEY GALBRAITH,
Secretary.

34829-o 12500-61

Villas Bois de Boulogne inc.

Avis est donné que la compagnie « Villas Bois de Boulogne inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 27 février 1970 et ayant son siège social à Laval, a établi son bureau au numéro 116, Montée Masson, Duvernay Est, ville de Laval, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à cité Lasalle, ce 2 avril 1970.

Le président,
DENIS ROBERT.

34830-o 870-70

Villas Bois de Boulogne inc.

Notice is given that "Villas Bois de Boulogne inc.", incorporated by letters patent dated February 27, 1970, and having its head office at Laval, has established its office at number 116 Montée Masson, Duvernay East, town of Laval, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at LaSalle City, April 2, 1970.

DENIS ROBERT,
President.

34830 870-70

Com-Pak Refuse System Inc.
Système à rebut Com-Pak inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Com-Pak Refuse System Inc. — Système à rebut Com-Pak inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 7e jour d'août 1967 et ayant son siège social à Montréal où son bureau était situé jusqu'aujourd'hui au 300 ouest, boulevard Henri-Bourassa, Montréal, l'a déménagé au 8651, 9e avenue, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8e jour de mai 1970.

Le secrétaire,
ROGER DION.

34850 3377-67

Com-Pak Refuse System Inc.
Système à rebut Com-Pak inc.

Notice is hereby given that "Com-Pak Refuse System Inc. — Système à rebut Com-Pak inc.", a company incorporated by letters patent on the 7th day of August, 1967 and having its head office in Montreal, where its head office was situated until today at 300 Henri-Bourassa Boulevard West, Montreal, has moved it to 8651, 9th Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of May, 1970.

ROGER DION,
Secretary.

34850-o 3377-69

Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd.
Les industries céramiques Maple Leaf (1967) ltée

Avis est donné que la compagnie « Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd. — Les industries céramiques Maple Leaf (1967) ltée » a transféré son siège social de 310 ouest, boulevard Crémazie, Montréal, à 1740, chemin des Bois Francs, Saint-Laurent.

Le secrétaire-trésorier,
RALPH REICHMANN.

34851 1571-67

Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd.
Les industries céramiques Maple Leaf (1967) ltée

Notice is given that "Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd. — Les industries céramiques Maple Leaf (1967) ltée" has transferred its head office from 310 Crémazie Boulevard West, Montreal to 1740 Bois Franc Road, St. Laurent.

RALPH REICHMANN,
Secretary-Treasurer.

34851-o 1571-67

Les Entreprises de construction de Mackayville limitée
Mackayville Building Enterprises Limited

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises de construction de Mackayville limitée — Mackayville Building Enterprises Limited », constituée en corporation par lettres patentes le 11 mars 1958 et ayant son siège social en la cité de Laflèche à 1845, rue King, l'a transporté à 3350, boulevard Sir Wilfrid Laurier, cité de Laflèche.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Daté à Laflèche, P.Q., ce 8e jour de mai 1970.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
CAMILLE RATHÉ.

34904-o 10863-58

Les Entreprises de construction de Mackayville limitée
Mackayville Building Enterprises Limited

Notice is given that "Les Entreprises de construction de Mackayville limitée —Mackayville Building Enterprises Limited", incorporated by letters patent on March 11th, 1958 and having its head office in the city of Laflèche, at 1845 King Street, has transferred it to 3350 Sir Wilfrid Laurier Boulevard, city of Laflèche.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the Company as being its head office.

Dated at Laflèche, P.Q., this 8th day of May 1970.

(Seal) CAMILLE RATHÉ,
Secretary-Treasurer.

34904-o 10863-58

Équipement et machinerie Côte Nord inc.

Avis est donné que la compagnie « Équipement et machinerie Côte Nord inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 décembre 1969, et ayant son siège social dans la ville de Baie Comeau, a établi son bureau au numéro 8 de l'avenue Damase Potvin.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Baie Comeau, ce 8e jour de mai 1970.

La présidente,
JOAN D. LARRIVÉE.

34905-o 5564-69

Nemiscau Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Nemiscau Mines Limited », constituée par lettres patentes datées du 5 février 1969 et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau à suite 750, 1 Place Ville Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., le 8 avril 1969.

Le président,
JEAN SAVARD.

34906-o 374-69

« R » Realties Inc.

Avis est donné que la compagnie « « R » Realties Inc. », a transféré son siège social de 416, Monmouth, Mont-Royal à 620 ouest, rue Notre-Dame, Montréal.

Le secrétaire,
ANTONIO GUINTA.

34907 400-67

Équipement et machinerie Côte Nord inc.

Notice is hereby given that "Équipement et machinerie Côte Nord inc.", company incorporated by letters patent on the 19th day of December, 1969, and having its head office in the town of Baie Comeau, has established its office at No. 8 Damase Potvin Avenue.

As of the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Baie Comeau, this 8th day of May 1970.

JOAN D. LARRIVÉE,
President.

34905-o 5564-69

Nemiscau Mines Limited

Notice is hereby given that "Nemiscau Mines Limited", incorporated by letters patent dated February 5, 1969 and having its head office in Montreal, P.Q., has established its office at suite 750, 1 Place Ville Marie.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., April 8, 1969.

JEAN SAVARD,
President.

34906-o 374-69

"R" Realties Inc.

Notice is given that " "R" Realties Inc.", has transferred its head office from 416 Monmouth, Mont-Royal to 620 Notre-Dame Street West, Montreal.

ANTONIO GUINTA,
Secretary.

34907-o 400-67

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,
SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt mai 1970, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au neuf juin 1970.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt mai 1970, vous convoquons par les présentes pour le neuf juin 1970, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec,
GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec had been convoked, in view of the dispatch of business, for the twentieth day of May, 1970, but that for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, deemed it advisable to prorogue the said Legislature to the ninth day of June, 1970.

THEREFORE, We now inform you that you are no longer required to meet on the twentieth day of May, 1970, but hereby convene you for the ninth day of June, 1970, and, consequently, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le treizième jour de mai, l'an de grâce mil neuf cent soixante-dix et de Notre règne le dix-neuvième.

Par ordre,
Le secrétaire de la chancellerie
à Québec,
RENÉ BLONDIN.

34508-20-4-o

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the thirteenth day of May, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy, in the nineteenth year of Our Reign.

By command,
RENÉ BLONDIN,
Clerk of the Crown in Chancery,
at Québec.

34508-20-4-o

Liquidation — Avis de

La Ferme St-Eustache inc.

Avis est donné que la compagnie « La Ferme St-Eustache inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 20 janvier 1964, avec siège social à St-Jérôme, a été dissoute le 18 mai 1970, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34832-o 274-64

L'Agend'ar inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « L'Agend'ar inc. », tenue à St-Hyacinthe, le 17 janvier 1970, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Gilles Archambault a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34853-o 2217-65

Tex-Knit Co. of Canada, Inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des actionnaires de la compagnie « Tex-Knit Co. of Canada, Inc. », tenue à Montréal, le 31 mars 1970, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. A.W. Moreton, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34854-o 14148-57

Winding up Notices

La Ferme St-Eustache inc.

Notice is given that "La Ferme St-Eustache inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 20th day of January, 1964, with head office in St-Jérôme, was dissolved on May 18, 1970, pursuant to the Winding-up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34832 274-64

L'Agend'ar inc.

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "L'Agend'ar inc.", held in St-Hyacinthe, on January 17, 1970, a resolution was passed stating that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-up Act, and that Mr. Gilles Archambault was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34853 2217-65

Tex-Knit Co. of Canaca, Inc.

Notice is given that at a general meeting of the shareholders of "Tex-Knit Co. of Canada, Inc.", held in Montreal, on March 31, 1970, a resolution was passed stating that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-up Act, and that Mr. A.W. Moreton, C.A., was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

34854 14148-57

Syndicats professionnels

Association des Professionnels de l'Orientation du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a autorisé, en date du 20 avril 1970, la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Professionnels de l'Orientation

Professional Syndicates

Association des Professionnels de l'Orientation du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized on April 20, 1970 the formation of a professional syndicate, under the name of "Association des Professionnels de l'Orientation du Québec",

du Québec », avec siège social à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

33859-o 7-1970

L'Association des Cadres de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a autorisé, en date du 20 avril 1970, la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Cadres de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal », avec siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

34889-o 10-1970

having its head office in Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34859 7-1970

L'Association des Cadres de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized on April 20, 1970 the formation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Cadres de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal", having its head office in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

34889 10-1970

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

B-3.2.1 région s'étendant de la pointe de la Baie des 1,000 Vaches (pointe de la péninsule de Portneuf) à 1,000 pieds au sud-ouest du dépotoir municipal de Ste-Anne de Portneuf

N-3.2.6 région s'étendant sur la partie extérieure de l'Ile du Havre

N-7.1.1 région s'étendant de Pointe Lebel (extrémité sud de la route, millage 10.4) — borne située sur le lot No 15, canton Manicouagan

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru*.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 25 mai 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
GÉRARD LEVESQUE.

34883-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

B-3.2.1 region extending from the point of Baie des 1,000 Vaches (point of the Portneuf Peninsula) 1,000 feet on the southwest of the Ste-Anne de Portneuf Municipal Dump

N-3.2.6 region extending from the exterior part of Ile du Havre

N-7.1.1 region extending from Pointe Lebel (southern extremity of the route, mileage 10.4) — boundary situated on lot No. 15, township of Manicouagan

are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food*.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

The present interdiction does not apply however to licensed producers (Order in Council Québec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, May 25, 1970.

GÉRARD LEVESQUE,
Minister of Industry and Commerce.

34883

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de droits miniers

Conformément aux articles 206*b*, 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chap. 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits miniers compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to sections 206*b*, 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chap. 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July

24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploitation ou exploration minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les 10 années précédant la date de la première publication des présentes, avis est donné aux propriétaires de droits miniers des terrains ci-après mentionnés, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits miniers:

District électoral de Mégantic

Canton de Inverness:

Rang I: lot 7 (lots de cadastre Nos 12, 13), lot 8 (cad. 14), lot 9 (cad. 15, 16).
Rang II: lot 8 (cad. 89, 90, 91).

Canton de Leeds:

Rang XI: lots 10, 11, 12, 13 et ½ N.E. du lot 14 (cad. 10A, 10B, 11A, 11B, 12A, 12B, 13A, 13B, 13C et 14B).
Rang XII: lots 10, 11, 12, 13, 14, 15 (cad. 10, 11A, 11B, 12, 13, 14 et 15).
Rang XIII: lots 12, 14, 15, 16, 17 (cad. 12A, 12B, 14A, 14B, 15A, 15B, 16 et 17).
Rang XIV: lots 14, 15, ½ S.O. lot 17 (cad. 14, 15A, 15B, 17A et 17B).
Rang XV: ½ N.O. lot 14 (cad. 14A).

District électoral de Wolfe

Canton de Garthby:

Rang I sud: lots A, B, C, D, E, 1 et 2.

Canton de Ham-Sud:

Rang I: lot 26 (cad. 26A, 26B), lot 27 (cad. 27A, 27B).

Canton de Weedon:

Rang I: lots 22, 23.
Rang II: lot 23 (cad. 23A, 23B, 23C).
Rang III: ½ N.E. lot 23 (cad. 23B).

Québec, le 21 mai 1970.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

34857-23-2-o

1880, when no mining operation or exploration have been made there by the owner or on his behalf during the 10 years preceding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the mining rights of the hereunder lands that, 90 days after the last publication of this notice, the minister of Natural Ressources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of these lands as far as the mining rights are concerned:

Electoral district of Mégantic

Inverness township:

Range I: lot 7 (cadastral lots Nos 12, 13), lot 8 (cad. 14), lot 9 (cad. 15, 16).
Range II: lot 8 (cad. 89, 90, 91).

Leeds township:

Range XI: lots 10, 11, 12, 13 and half ½ N.E. of lot 14 (cad. 10A, 10B, 11A, 11B, 12A, 12B, 13A, 13B, 13C and 14B).
Range XII: lots 10, 11, 12, 13, 14, 15 (cad. 10, 11A, 11B, 12, 13, 14 and 15).
Range XIII: lots 12, 14, 15, 16, 17 (cad. 12A, 12B, 14A, 14B, 15A, 15B, 16 and 17).
Range XIV: lots 14, 15 and half (½) S.W. of lot 17 (cad. 14, 15A, 15B, 17A, 17B).
Range XV: half (½) N.W. lot 14 (cad. 14A).

Electoral district of Wolfe

Garthby township:

Range I South: lots A, B, C, D, E, 1 and 2.

South-Ham township:

Range I: lot 26 (cad. 26A, 26B), lot 27 (cad. 27A, 27B).

Weedon township:

Range I: lots 22, 23.
Range II: lot 23 (cad. 23A, 23B, 23C).
Range III: half (½) N.E. lot 23 (cad. 23B).

Québec, May 21, 1970.

P.-E. AUGER,
Deputy Minister.

34857-23-2-o

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton d'Ascot

Cadastre officiel du canton d'Ascot, municipalité de Rock Forest *, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 6-66 et 6-67 du rang XIII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 avril 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 684-11 et que la partie restante des lots 684-4, 684-6, 684-10 et 684-12 sont annulés et que le lot 684-5 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 mai 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township Ascot

Official cadastre of township of Ascot, municipality of Rock Forest *, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 6-66 and 6-67 of range XIII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 29, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 684-11 and that a remaining part of lots 684-4, 684-6, 684-10 and 684-12 are cancelled and that lot 684-5 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 15, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Canton de Clyde

Cadastre officiel du canton de Clyde, municipalité de la Conception *, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 28 et 29 du rang VII sont ajoutés et que les lots 2, 3*a* 3*b*, 4*a*, 4*b*, 5, 6*a*, 6*b*, 7*a*, 7*b*, 8, 9*a*, 9*b*, 10*a*, 10*b*, 10*c*, 11*a*, 11*b*, 11*c*, 11*d*, 12*a*, 12*b*, 13*a*, 13*b*, 14*a*, 14*b*, 15*a* et 15*b* du rang VII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mai 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Paroisse de la Pointe-aux-Trembles

Cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, municipalité du village de Neuville, division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que le lot 81 est corrigé et que le lot 82 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 mai 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 403-542-1, 403-542-2 et 403-542-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 mai 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Paroisse de St-François de Sales

Cadastre officiel de la paroisse de St-François de Sales, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 136A est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mai 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Paroisse de St-Luc

Cadastre officiel de la paroisse de St-Luc, municipalité de la ville de St-Luc, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 147-3 à 147-11, 147-22 à 147-26, 147-30, 147-31, 147-33, 147-36 à 147-40, 147-42 et 147-44 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mai 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Paroisse de St-Vincent de Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 561 et 562 sont ajoutés et que les lots 360-1 à 360-24 et qu'une partie des lots 356, 357, 358, 359 et 360 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mai 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

34884-o

Township Clyde

Official cadastre of township Clyde, municipality of la Conception *, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 28 and 29 of range VII are added and that lots 2, 3*a*, 3*b*, 4*a*, 4*b*, 5, 6*a*, 6*b*, 7*a*, 7*b*, 8, 9*a*, 9*b*, 10*a*, 10*b*, 10*c*, 11*a*, 11*b*, 11*c*, 11*d*, 12*a*, 12*b*, 13*a*, 13*b*, 14*a*, 14*b*, 14*c*, 15*a* and 15*b* of range VII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 5, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Parish of Pointe-aux-Trembles

Official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, municipality of the village of Neuville, registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that lot 81 is corrected and that lot 82 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 15, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the town of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 403-542-1, 403-542-2 and 403-542-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 21, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Parish of St-François de Sales

Official cadastre of the parish of St-François de Sales, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 136A is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 20, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Parish of St-Luc

Official cadastre of the parish of St-Luc, municipality of the town of St-Luc, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 147-3 to 147-11, 147-22 to 147-26, 147-30, 147-31, 147-33, 147-36 to 147-40, 147-42 and 147-44 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 20, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Parish of St-Vincent de Paul

Official cadastre of the parish of St-Vincent de Paul, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 561 and 562 are added and that lots 360-1 to 360-24 and a part of lots 356, 357, 358, 359 and 360 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 12, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

34884-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis de réception du projet de plan conjoint des producteurs de lait de la ville de Matane

Prenez avis qu'un projet de plan conjoint a été présenté par le Syndicat des producteurs de lait de Matane, corps politique légalement constituée, ayant sa place d'affaires à Matane.

Pour les fins de la requête et du projet de plan, le produit visé est le lait reçu d'un producteur intéressé par une fabrique qui détient un permis de la Régie des marchés agricoles permettant de l'apprêter pour le rendre propre aux exigences d'un commerce de lait nature.

D'autre part, le producteur intéressé est toute personne qui remplit les exigences requises pour être fournisseur de lait à une fabrique qui détient un permis de la Régie des marchés agricoles permettant de l'apprêter pour le rendre propre aux exigences d'un commerce de lait nature, et qui livre tout ou partie de sa production à telle fabrique sise dans la ville de Matane.

Toute personne qui désire faire des représentations en marge de cette requête doit les adresser à la Régie des marchés le ou avant le 15 juin 1970.

Régie des marchés agricoles du Québec.
Le secrétaire,
34909-o ME GILLES LE BLANC.

Québec Agricultural Marketing Board

Notice of receipt of the draught of the joint plan of milk producers of the Town of Matane

Take notice that a draught of a joint plan has been presented by the "Syndicat des producteurs de lait de Matane", a body politic legally constitutel, having its place of business in Matane.

For the purposes of the petition and of the draught of the plan, the product contemplated is milk received from an interested producer by a plant holding a license from the Agricultural Marketing Board premitting the said plant to ready such milk to meet the requirements of a raw milk business.

On the other hand, an interested producer is any person who meets the requirements set down to be a milk supplier to a plant holding a license from the Agricultural Marketing Board permitting the said plant to ready such milk to meet the requirements of a raw milk business, and who delivers all or a part of his production to such a plant located in the town of Matane.

Any person wishing to make representations with respect to this petition shall address them to the Marketing Board on or before June 15, 1970.

Québec Agricultural Marketing Board.
ME GILLES LE BLANC,
34909 *Secretary.*

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer-Rapide-des-Chênes
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Omer Plouffe, secrétaire-trésorier, École Saint-Georges, Chemin Vanier, Case postale 100 à Aylmer, Lucerne, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 25 juin 1970, pour l'achat de $159,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Aylmer-Rapide-des-Chênes, comté de Gatineau, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission, cependant, si plus d'un taux est utillé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 17 mars 1970 — $159,000 — construction d'un centre administratif.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $159,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$ 3,000
1er juillet 1972	3,500
1er juillet 1973	3,500
1er juillet 1974	4,000
1er juillet 1975	4,500
1er juillet 1976	4,500

Tenders

School Commissioners for the Municipality of Aylmer-Rapide-des-Chênes
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Omer Plouffe, Secretary-Treasurer, Saint-Georges School, Vanier Road, Post Office Box 100, in Aylmer, Lucerne, County of Gatineau, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Thursday, June 25, 1970, for the purchase of an issue of $159,000 of bonds for the School Commissioners for the Municipality of Aylmer-Rapide-des-Chênes, County of Gatineau, dated July 1, 1970 and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Resolution dated March 17, 1970 — $159,000 — building of an administrative center.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1970.

Table of redemption — $159,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$ 3,000
July 1, 1972	3,500
July 1, 1973	3,500
July 1, 1974	4,000
July 1, 1975	4,500
July 1, 1976	4,500

1er juillet 1977	$ 5,000
1er juillet 1978	5,500
1er juillet 1979	6,000
1er juillet 1980	6,500
1er juillet 1981	7,500
1er juillet 1982	8,000
1er juillet 1983	8,500
1er juillet 1984	9,500
1er juillet 1985	10,500
1er juillet 1986	11,500
1er juillet 1987	12,500
1er juillet 1988	13,500
1er juillet 1989	15,000
1er juillet 1990	16,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $16,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Aylmer.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $16,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $16,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

July 1, 1977	$ 5,000
July 1, 1978	5,500
July 1, 1979	6,000
July 1, 1980	6,500
July 1, 1981	7,500
July 1, 1982	8,000
July 1, 1983	8,500
July 1, 1984	9,500
July 1, 1985	10,500
July 1, 1986	11,500
July 1, 1987	12,500
July 1, 1988	13,500
July 1, 1989	15,000
July 1, 1990	16,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs 4, 5 and 6 are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than $16,500, and if greater than the latter amount, the said part should include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made in conformity with the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Aylmer.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $16,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount greater than $16,500 the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, jeudi, le 25 juin 1970, à 8 heures du soir, École St-Georges, Chemin Vanier, case postale 100 à Aylmer, Lucerne, comté de Gatineau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lucerne (Comté de Gatineau), ce 28 mai 1970.

Le secrétaire-trésorier,
OMER PLOUFFE.

École St-Georges, Chemin Vanier,
C.P. 100, à Aylmer, Lucerne
(Comté de Gatineau), P.Q.
Téléphone: 684-5387, code 819. 34885-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, June 25, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at St-Georges School, Vanier Road, Post Office Box 100, at Aylmer, Lucerne, County of Gatineau, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lucerne (County of Gatineau), May 28, 1970.

OMER PLOUFFE,
Secretary-Treasurer.

St-Georges School, Vanier Road,
P.O. Box 100, at Aylmer, Lucerne
(County of Gatineau), P.Q.
Telephone: 684-5387, code 819. 34885

Cité de Roberval
Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Benoît Harvey, greffier, Hôtel de ville, 851, boulevard Saint-Joseph, Roberval, comté de Roberval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 22 juin 1970, pour l'achat de $456,000 d'obligations de la cité de Roberval, comté de Roberval, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $456,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$ 4,000
1er juillet 1972	4,000
1er juillet 1973	4,000
1er juillet 1974	5,000
1er juillet 1975	5,000
1er juillet 1976	6,000
1er juillet 1977	7,000
1er juillet 1978	7,000
1er juillet 1979	8,000
1er juillet 1980	8,000
1er juillet 1981	9,000
1er juillet 1982	9,000
1er juillet 1983	10,000
1er juillet 1984	11,000
1er juillet 1985	12,000
1er juillet 1986	13,000
1er juillet 1987	14,000
1er juillet 1988	15,000
1er juillet 1989	16,000
1er juillet 1990	289,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

City of Roberval
County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Benoît Harvey, city clerk, City Hall, 851 Saint-Joseph Boulevard, Roberval, county of Roberval, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 22, 1970, for the purchase of an issue of $456,000 of bonds of the city of Roberval, county of Roberval, dated July 1, 1970 and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1970.

Table of redemption — $456,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$ 4,000
July 1, 1972	4,000
July 1, 1973	4,000
July 1, 1974	5,000
July 1, 1975	5,000
July 1, 1976	6,000
July 1, 1977	7,000
July 1, 1978	7,000
July 1, 1979	8,000
July 1, 1980	8,000
July 1, 1981	9,000
July 1, 1982	9,000
July 1, 1983	10,000
July 1, 1984	11,000
July 1, 1985	12,000
July 1, 1986	13,000
July 1, 1987	14,000
July 1, 1988	15,000
July 1, 1989	16,000
July 1, 1990	289,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $37,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1990 au montant de $289,000 comprend un solde de $271,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1991	$19,000
1er juillet 1992	21,000
1er juillet 1993	22,000
1er juillet 1994	24,000
1er juillet 1995	25,000
1er juillet 1996	27,000
1er juillet 1997	30,000
1er juillet 1998	32,000
1er juillet 1999	34,000
1er juillet 2000	37,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $289,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $289,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 556 — $456,000 — aqueduc, égouts, usine de filtration.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 juin 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 851, boulevard Saint-Joseph, Roberval, comté de Roberval, P.Q.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $37,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, the 5-year or 10-year short-term serial bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1990 maturity in the amount of $289,000 includes a balance of $271,000, renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1991	$19,000
July 1, 1992	21,000
July 1, 1993	22,000
July 1, 1994	24,000
July 1, 1995	25,000
July 1, 1996	27,000
July 1, 1997	30,000
July 1, 1998	32,000
July 1, 1999	34,000
July 1, 2000	37,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par, at Roberval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $289,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term for an amount greater than $289,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on July 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued in conformity with the following by-law: 556 — $456,000 — aqueduct, sewers, filtration plant.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held at 8:00 p.m., Monday, June 22, 1970, at the City Hall, 851 Saint-Joseph Boulevard, Roberval, county of Roberval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roberval (Comté de Roberval), ce 28 mai 1970.

Le greffier,
BENOÎT HARVEY.

Hôtel de ville, 851, boulevard Saint-Joseph,
Roberval (Comté de Roberval), P.Q.
Téléphone: 275-0203, code 418. 34886-o

Cité de Saint-Hubert
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvan Grenier, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 7500, Chemin Chambly, Saint-Hubert, comté de Taillon, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'école Notre-Dame-de-Lourdes, 2525, rue Coderre, Saint-Hubert, comté de Taillon, P.Q., lundi, le 22 juin 1970, pour l'achat de $538,000 d'obligations de la ville de Saint-Hubert, comté de Taillon, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $538,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$ 14,000
1er juillet 1972	16,000
1er juillet 1973	18,000
1er juillet 1974	19,000
1er juillet 1975	20,000
1er juillet 1976	14,000
1er juillet 1977	15,000
1er juillet 1978	16,000
1er juillet 1979	18,000
1er juillet 1980	19,000
1er juillet 1981	13,000
1er juillet 1982	14,000
1er juillet 1983	15,000
1er juillet 1984	16,000
1er juillet 1985	17,000
1er juillet 1986	19,000
1er juillet 1987	20,000
1er juillet 1988	21,000
1er juillet 1989	23,000
1er juillet 1990	211,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Roberval (County of Roberval), May 28, 1970.

BENOÎT HARVEY,
City Clerk.

City Hall, 851 Saint-Joseph Boulevard,
Roberval (County of Roberval), P.Q.
Telephone: 275-0203, code 418. 34886

City of Saint-Hubert
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yvan Grenier, clerk, until 5:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 7500 Chambly Road, Saint-Hubert, county of Taillon, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at Notre-Dame-de-Lourdes School Hall, 2525 Coderre Street, Saint-Hubert, county of Taillon, P.Q., on Monday, June 22, 1970, for the purchase of an issue of $538,000 of bonds for the Town of Saint-Hubert, county of Taillon, dated July 1, 1970 and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1970.

Table of redemption — $538,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$ 14,000
July 1, 1972	16,000
July 1, 1973	18,000
July 1, 1974	19,000
July 1, 1975	20,000
July 1, 1976	14,000
July 1, 1977	15,000
July 1, 1978	16,000
July 1, 1979	18,000
July 1, 1980	19,000
July 1, 1981	13,000
July 1, 1982	14,000
July 1, 1983	15,000
July 1, 1984	16,000
July 1, 1985	17,000
July 1, 1986	19,000
July 1, 1987	20,000
July 1, 1988	21,000
July 1, 1989	23,000
July 1, 1990	211,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $25,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1990 au montant de $211,000 comprend un solde de $186,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1991	$ 14,000
1er juillet 1992	14,000
1er juillet 1993	15,000
1er juillet 1994	16,000
1er juillet 1995	17,000
1er juillet 1996	19,000
1er juillet 1997	21,000
1er juillet 1998	22,000
1er juillet 1999	23,000
1er juillet 2000	25,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Hubert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $211,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $211,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 284 (307) — $40,000 — éclairage; 289 — $135,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 293 — $30,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 303 (313) $65,000 — achat de machinerie et équipement; 304 — $65,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 309 — $125,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 314 — $78,000 — aqueduc, égouts.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $25,000, and if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall include only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1990 maturity in the amount of $211,000 includes a balance of $186,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1991	$ 14,000
July 1, 1992	14,000
July 1, 1993	15,000
July 1, 1994	16,000
July 1, 1995	17,000
July 1, 1996	19,000
July 1, 1997	21,000
July 1, 1998	22,000
July 1, 1999	23,000
July 1, 2000	25,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Hubert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $211,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount higher than $211,000 the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 284 (307) — $40,000 — lighting; 289 — $135,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 293 — $30,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 303 (313) — $65,000 — purchase of machinery and equipment; 304 — $65,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 309 — $125,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 314 — $78,000 — aqueduct, sewers.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 juin 1970, à 8 heures du soir, Salle de l'école Notre-Dame-de-Lourdes, 2525, rue Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Hubert (Comté de Taillon), ce 27 mai 1970.

Le greffier,
YVAN GRENIER.

Hôtel de Ville, 7500, Chemin Chambly,
Saint-Hubert, Comté de Taillon, P.Q.
Téléphone: 676-7744, code 514. 34887-o

Cité de Sainte-Thérèse
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles-Édouard Desjardins, greffier, Hôtel de Ville, 34, rue Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 juin 1970, pour l'achat de $445,000 d'obligations de la cité de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos 293 N.S. — $5,000 — voirie; 303 N.S. — $95,000 — aqueduc, égouts, voirie; 321 N.S. — $200,000 — aqueduc, égouts; 340 N.S. — $13,100 — voirie; 343 N.S. — $73,200 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 352 N.S. — $31,400 — voirie, etc.; 360 N.S. — $27,300 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $445,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$12,000
1er juillet 1972	12,000
1er juillet 1973	13,000
1er juillet 1974	14,000
1er juillet 1975	15,000
1er juillet 1976	16,000
1er juillet 1977	17,000
1er juillet 1978	18,000
1er juillet 1979	19,000
1er juillet 1980	20,000
1er juillet 1981	22,000
1er juillet 1982	23,000
1er juillet 1983	24,000
1er juillet 1984	26,000
1er juillet 1985	28,000
1er juillet 1986	29,000
1er juillet 1987	31,000
1er juillet 1988	33,000
1er juillet 1989	35,000
1er juillet 1990	38,000

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 22, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Notre-Dame-de-Lourdes School Hall, 2525 Coderre Street, St-Hubert, county of Taillon, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Hubert (County of Taillon), May 27, 1970.

YVAN GRENIER,
Clerk.

Town Hall, 7500 Chambly Road,
Saint-Hubert, County of Taillon, P.Q.
Telephone: 676-7744, code 514. 34887

City of Sainte-Thérèse
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles-Édouard Desjardins, city clerk, City Hall, 34 Blainville Street West, Sainte-Thérèse, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 p.m., Tuesday, June 23, 1970, for the purchase of an issue of $445,000 of bonds of the city of Sainte-Thérèse, county of Terrebonne, dated July 1, 1970 and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws number: 293 N.S. — $5,000 — roads; 303 N.S. — $95,000 — aqueduct, sewers, roads; 321 N.S. — $200,000 — aqueduct, sewers; 340 N.S. — $13,100 — roads; 343 N.S. — $73,200 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 352 N.S. — $31,400 — roads; etc.; 360 N.S. — $27,300 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1970.

Table of redemption — $445,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$12,000
July 1, 1972	12,000
July 1, 1973	13,000
July 1, 1974	14,000
July 1, 1975	15,000
July 1, 1976	16,000
July 1, 1977	17,000
July 1, 1978	18,000
July 1, 1979	19,000
July 1, 1980	20,000
July 1, 1981	22,000
July 1, 1982	23,000
July 1, 1983	24,000
July 1, 1984	26,000
July 1, 1985	28,000
July 1, 1986	29,000
July 1, 1987	31,000
July 1, 1988	33,000
July 1, 1989	35,000
July 1, 1990	38,000

Moreover, the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $38,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $38,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $38,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 juin 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 34, rue Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Thérèse (Comté de Terrebonne), ce 28 mai 1970.

Le greffier,
CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS.

Hôtel de Ville, 34, rue Blainville-Ouest,
Ste-Thérèse (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: 435-9521, code 514. 34888-o

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $38,000, and if greater than this latter amount, the said part should cover one only or several complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice and starting with the last years of maturities. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, starting with the last years of maturities excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sainte-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $38,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $38,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in conformity with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, June 23, 1970, at 8:00 p.m., at the City Hall, 34 Blainville Street West, Sainte-Thérèse, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Thérèse (County of Terrebonne), May 28, 1970.

CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS,
City Clerk.

City Hall, 34 Blainville Street West,
Sainte-Thérèse (Terrebonne), P.Q.

Telephone: 435-9521, code 514. 34888

Paroisse de St-Pierre-de-Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné R. Cournoyer, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la Corporation, 349, Route Marie Victorin, St-Pierre-de-Sorel, (Richelieu), P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École St-Raphaël, Route Marie Victorin, St-Pierre-de-Sorel (Richelieu), P.Q., mardi, le 23 juin 1970, pour l'achat de $170,000 d'obligations de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $170,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$ 500
1er juillet 1972	500
1er juillet 1973	500
1er juillet 1974	500
1er juillet 1975	1,000
1er juillet 1976	1,000
1er juillet 1977	1,000
1er juillet 1978	1,000
1er juillet 1979	1,000
1er juillet 1980	1,500
1er juillet 1981	2,000
1er juillet 1982	2,000
1er juillet 1983	2,000
1er juillet 1984	2,000
1er juillet 1985	2,000
1er juillet 1986	2,500
1er juillet 1987	2,500
1er juillet 1988	2,500
1er juillet 1989	2,500
1er juillet 1990	141,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $3,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières

Parish of St-Pierre-de-Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, R. Cournoyer, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., Office of the Corporation, 349 Marie Victorin Road, St-Pierre-de-Sorel, (Richelieu), P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., St-Raphaël School, Marie Victorin Road, St-Pierre-de-Sorel, (Richelieu), P.Q., Tuesday, June 23, 1970, for the purchase of an issue of $170,000 of bonds for the parish of St-Pierre-de-Sorel, county of Richelieu, dated July 1, 1970, and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculate as from July 1, 1970.

Table of redemption — $170,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$ 500
July 1, 1972	500
July 1, 1973	500
July 1, 1974	500
July 1, 1975	1,000
July 1, 1976	1,000
July 1, 1977	1,000
July 1, 1978	1,000
July 1, 1979	1,000
July 1, 1980	1,500
July 1, 1981	2,000
July 1, 1982	2,000
July 1, 1983	2,000
July 1, 1984	2,000
July 1, 1985	2,000
July 1, 1986	2,500
July 1, 1987	2,500
July 1, 1988	2,500
July 1, 1989	2,500
July 1, 1990	141,500

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $3,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter

années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1990 au montant de $141,500 comprend un solde de $138,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1991	$ 3,000
1er juillet 1992	3,500
1er juillet 1993	3,500
1er juillet 1994	4,000
1er juillet 1995	4,500
1er juillet 1996	5,000
1er juillet 1997	5,000
1er juillet 1998	5,500
1er juillet 1999	5,500
1er juillet 2000	6,000
1er juillet 2001	6,500
1er juillet 2002	7,000
1er juillet 2003	8,000
1er juillet 2004	8,000
1er juillet 2005	8,500
1er juillet 2006	9,000
1er juillet 2007	10,500
1er juillet 2008	11,000
1er juillet 2009	11,500
1er juillet 2010	13,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $141,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $141,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 93 — $140,000 — aqueduc, égouts, etc.; 94 — $30,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 juin 1970, à 8 heures du soir, École St-Raphaël, Route Marie-Victorin, St-Pierre-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting by the last years of maturities excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1990 maturity in the amount of $141,500 comprises a balance of $138,500 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1991	$ 3,000
July 1, 1992	3,500
July 1, 1993	3,500
July 1, 1994	4,000
July 1, 1995	4,500
July 1, 1996	5,000
July 1, 1997	5,000
July 1, 1998	5,500
July 1, 1999	5,500
July 1, 2000	6,000
July 1, 2001	6,500
July 1, 2002	7,000
July 1, 2003	8,000
July 1, 2004	8,000
July 1, 2005	8,500
July 1, 2006	9,000
July 1, 2007	10,500
July 1, 2008	11,000
July 1, 2009	11,500
July 1, 2010	13,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $141,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $141,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 93 — $140,000 — aqueduct, sewers, etc.; 94 — $30,000 — aqueduct, sewers, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 23, 1970, at 8:00 o'clock p.m., in St-Raphaël School, Marie-Victorin Road, St-Pierre-de-Sorel, county of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Pierre de Sorel (Comté de Richelieu), ce 28 mai 1970.

Le secrétaire-trésorier,
R. COURNOYER.

Bureau de la corporation, 349, Route Marie-Victorin,
St-Pierre-de-Sorel (Richelieu), P.Q.
Téléphone: 743-9067, code 514. 34908-o

St-Pierre-de-Sorel (County of Richelieu), May 28, 1970.

R. COURNOYER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 349 Marie-Victorin Road,
St-Pierre-de-Sorel (Richelieu), P.Q.
Telephone: 743-9067, code 514. 34908

Canton Delisle
Comté de Lac St-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Florent Côté, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 96, rue St-Joseph, canton de Delisle, comté de Lac St-Jean-Est, P.Q., jeudi, le 25 juin 1970, pour l'achat de $215,000 d'obligations du canton de Delisle, comté du Lac St-Jean-Est, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées des 23 avril 1959 — $51,500 renouvellement d'emprunt; 26 avril 1960 — $30,500 — renouvellements d'emprunt; et règlements Nos 91 — $120,000 — renouvellement d'emprunt; 164 — $7,720 — frais de refinancement du règlement No 91; 165 — $3,320 — frais de refinancement de la résolution du 23 avril 1959; 166 — $1,960 — frais de refinancement de la résolution du 26 avril 1960.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $215,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$10,000
1er juillet 1972	11,000
1er juillet 1973	11,500
1er juillet 1974	11,500
1er juillet 1975	12,500
1er juillet 1976	14,500
1er juillet 1977	15,000
1er juillet 1978	15,500
1er juillet 1979	15,500
1er juillet 1980	18,000
1er juillet 1981	6,500
1er juillet 1982	6,500
1er juillet 1983	7,500
1er juillet 1984	7,500
1er juillet 1985	7,500
1er juillet 1986	8,500
1er juillet 1987	8,500
1er juillet 1988	8,500
1er juillet 1989	9,500
1er juillet 1990	9,500

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

Township of Delisle
County of Lake St. John East

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Florent Côté, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 96 St. Joseph Street, township of Delisle, county of Lake St. John East, P.Q., on Thursday, June 25, 1970, for the purchase of an issue of $215,000 of bonds for the township of Delisle, county of Lake St. John East, dated July 1, 1970 and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Resolutions dated April 23, 1959 — $51,500 — renewal of a loan; April 26, 1960 — $30,500 — renewal of a loan; and by-law Nos 91 — $120,000 — renewal of a loan; 164 — $7,720 — refinancing costs of by-law No. 91; 165 — $3,320 — refinancing costs of the resolution of April 23, 1959; 166 — $1,960 — refinancing costs of the resolution of April 26, 1960.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1970.

Table of redemption — $215,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$10,000
July 1, 1972	11,000
July 1, 1973	11,500
July 1, 1974	11,500
July 1, 1975	12,500
July 1, 1976	14,500
July 1, 1977	15,000
July 1, 1978	15,500
July 1, 1979	15,500
July 1, 1980	18,000
July 1, 1981	6,500
July 1, 1982	6,500
July 1, 1983	7,500
July 1, 1984	7,500
July 1, 1985	7,500
July 1, 1986	8,500
July 1, 1987	8,500
July 1, 1988	8,500
July 1, 1989	9,500
July 1, 1990	9,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $9,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph d'Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $9,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $9,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 25 juin 1970, à 7.30 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 96, rue St-Joseph, canton de Delisle, comté du Lac St-Jean-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Canton de Delisle (Comté du Lac St-Jean-Est), ce 2 juin 1970.

Le secrétaire-trésorier,
FLORENT CÔTÉ.

Hôtel de Ville, 96, rue St-Joseph, canton de Delisle (Comté du Lac St-Jean-Est), P.Q.
Téléphone: 347-3124, code 418. 34921-o

Paroisse de Notre-Dame-des-Prairies
Comté de Joliette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Perreault, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, bureau de la cor-

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs 4, 5 and 6 are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than $9,500, and if greater than the latter amount, the said part should include one only or several complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice and starting by the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated above. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Joseph-d'Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $9,500. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $9,500, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, June 25, 1970, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 96 St. Joseph Street, township of Delisle, county of Lake St. John East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Township of Delisle (County of Lake St. John East), June 2, 1970.

FLORENT CÔTÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 96 St. Joseph Street, township of Delisle (County of Lake St. John East), P.Q.
Telephone: 347-3124, code 418. 34921

Parish of Notre-Dame-des-Prairies
County of Joliette

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roger Perreault, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the corporation, 104 André Street,

poration, 104, rue André, Notre-Dame-des-Prairies, comté de Joliette, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'école Mgr Jetté, 109, 1ère avenue, Notre-Dame-des-Prairies, comté de Joliette, P.Q., lundi, le 22 juin 1970, pour l'achat de $236,500 d'obligations de la paroisse de Notre-Dame-des-Prairies, comté de Joliette, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $236,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$ 5,000
1er juillet 1972	5,500
1er juillet 1973	5,500
1er juillet 1974	6,000
1er juillet 1975	6,000
1er juillet 1976	6,500
1er juillet 1977	7,000
1er juillet 1978	8,000
1er juillet 1979	8,000
1er juillet 1980	8,500
1er juillet 1981	9,000
1er juillet 1982	9,500
1er juillet 1983	10,000
1er juillet 1984	11,000
1er juillet 1985	11,500
1er juillet 1986	12,500
1er juillet 1987	13,000
1er juillet 1988	14,000
1er juillet 1989	15,000
1er juillet 1990	65,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $4,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Notre-Dame-des-Prairies, county of Joliette, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at Mgr Jetté School Hall, 109, 1st Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, county of Joliette, P.Q., on Monday, June 22, 1970, for the purchase of an issue of $236,500 of bonds for the parish of Notre-Dame-des-Prairies, county of Joliette, dated July 1, 1970 and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from July 1, 1970.

Table of redemption — $236,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$ 5,000
July 1, 1972	5,500
July 1, 1973	5,500
July 1, 1974	6,000
July 1, 1975	6,000
July 1, 1976	6,500
July 1, 1977	7,000
July 1, 1978	8,000
July 1, 1979	8,000
July 1, 1980	8,500
July 1, 1981	9,000
July 1, 1982	9,500
July 1, 1983	10,000
July 1, 1984	11,000
July 1, 1985	11,500
July 1, 1986	12,500
July 1, 1987	13,000
July 1, 1988	14,000
July 1, 1989	15,000
July 1, 1990	65,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the bonds maturing as 20-year fixed-term should not be for an amount less than $4,500, and if greater than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, bonds issued as 5-year or 10-year short-term must include only whole annual amortizations, starting by the last years of maturities excluding the 20-year fixed-term part.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juillet 1990 au montant de $65,000, comprend un solde de $49,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juillet 1991	$1,000
1er juillet 1992	1,000
1er juillet 1993	1,500
1er juillet 1994	1,500
1er juillet 1995	1,500
1er juillet 1996	1,500
1er juillet 1997	1,500
1er juillet 1998	2,000
1er juillet 1999	2,000
1er juillet 2000	2,000
1er juillet 2001	2,500
1er juillet 2002	2,500
1er juillet 2003	2,500
1er juillet 2004	3,000
1er juillet 2005	3,000
1er juillet 2006	3,500
1er juillet 2007	4,000
1er juillet 2008	4,000
1er juillet 2009	4,500
1er juillet 2010	4,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $65,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $65,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 7-1960 — $165,500 — renouvellement d'emprunt; 42-1969 — $60,000 — aqueduc, égouts, etc.; 49-1970 — $11,000 — frais de financement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 juin 1970, à 8 heures du soir, Salle de l'école Mgr Jetté, 109, 1ère avenue, Notre-Dame-des-Prairies, comté de Joliette, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-des-Prairies (Comté de Joliette), ce 2 juin 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER PERREAULT.

Bureau de la corporation, 104, rue André,
Notre-Dame-des-Prairies,
Comté de Joliette, P.Q.
Téléphone: 753-5650, code 514. 34922-o

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The July 1, 1990 maturity in the amount of $65,000 includes a balance of $49,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
July 1, 1991	$1,000
July 1, 1992	1,000
July 1, 1993	1,500
July 1, 1994	1,500
July 1, 1995	1,500
July 1, 1996	1,500
July 1, 1997	1,500
July 1, 1998	2,000
July 1, 1999	2,000
July 1, 2000	2,000
July 1, 2001	2,500
July 1, 2002	2,500
July 1, 2003	2,500
July 1, 2004	3,000
July 1, 2005	3,000
July 1, 2006	3,500
July 1, 2007	4,000
July 1, 2008	4,000
July 1, 2009	4,500
July 1, 2010	4,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $65,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $65,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 7-1960 — $165,500 — renewal of a loan; 42-1969 — $60,000 — aqueduct, sewers, etc.; 49-1970 — $11,000 — financing costs.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 22, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at Mgr Jetté School Hall, 109, 1st Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, county of Joliette, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-des-Prairies (County of Joliette), June 2, 1970.

ROGER PERREAULT,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 104 André Street,
Notre-Dame-des-Prairies,
County of Joliette, P.Q.
Telephone: 753-5650, code 514. 34922

Ville de Windsor
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Joseph Plante, greffier, Hôtel de Ville, 22, rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 23 juin 1970, pour l'achat de $162,000 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 1er juillet 1970 et remboursables par séries du 1er juillet 1971 au 1er juillet 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 358 — $21,500 — éclairage, etc.; 359 — $49,500 — aqueduc, égouts, voirie; 367 — $16,000 — éclairage; 370 — $54,000 — voirie; 371 — $21,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1970.

Tableau d'amortissement — $162,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1971	$ 3,500
1er juillet 1972	4,000
1er juillet 1973	4,500
1er juillet 1974	4,500
1er juillet 1975	4,500
1er juillet 1976	4,500
1er juillet 1977	5,000
1er juillet 1978	5,500
1er juillet 1979	6,500
1er juillet 1980	7,000
1er juillet 1981	8,000
1er juillet 1982	8,000
1er juillet 1983	8,500
1er juillet 1984	9,500
1er juillet 1985	10,500
1er juillet 1986	11,000
1er juillet 1987	12,000
1er juillet 1988	13,500
1er juillet 1989	15,500
1er juillet 1990	16,000

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $16,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le

Town of Windsor
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Joseph Plante, Town Clerk, Town Hall, 22 St-Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, June 23, 1970, for the purchase of an issue of $162,000 of bonds for the Town of Windsor, county of Richmond, dated July 1, 1970, and redeemable serially from July 1, 1971 to July 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on July 1st and January 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos. 358 — $21,500 — lighting, etc.; 359 — $49,500 — aqueduct, sewers, roads; 367 — $16,000 — lighting; 370 — $54,000 — roads; 371 — $21,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from July 1, 1970.

Table of redemption — $162,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1971	$ 3,500
July 1, 1972	4,000
July 1, 1973	4,500
July 1, 1974	4,500
July 1, 1975	4,500
July 1, 1976	4,500
July 1, 1977	5,000
July 1, 1978	5,500
July 1, 1979	6,500
July 1, 1980	7,000
July 1, 1981	8,000
July 1, 1982	8,000
July 1, 1983	8,500
July 1, 1984	9,500
July 1, 1985	10,500
July 1, 1986	11,000
July 1, 1987	12,000
July 1, 1988	13,500
July 1, 1989	15,500
July 1, 1990	16,000

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

(1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

(2) Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

(5) Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

(6) Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $16,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $16,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $16,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 juin 1970, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 22, rue St-Georges, Windsor, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor (Comté de Richmond), ce 1er juin 1970.

Le greffier,
JOSEPH PLANTE.

Hôtel de Ville, 22, rue St-Georges,
Windsor (Richmond), P.Q.
Téléphone: 845-2252, code 819. 34923-o

maturities. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, starting by the last years of maturities excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $16,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $16,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 23, 1970, at 7:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 22 St-Georges Street, Windsor, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Windsor (County of Richmond), June 1, 1970.

JOSEPH PLANTE,
Town Clerk.

Town Hall, 22 St-Georges Street,
Windsor (Richmond), P.Q.
Telephone: 845-2252, code 819. 34923

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 33,634. L'ABBÉ J. ARTHUR NADEAU, domicilié à St-Isidore, comté de Dorchester, demandeur, *vs* ERNEST ROCHETTE, domicilié à rang Kennebec, comté de Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Partie du lot 92-A rang un canton de Linière à compter d'Aubin de l'Isle, mesurant 187 pieds

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Superior Court, No. 33,634. FATHER J. ARTHUR NADEAU, domiciled at St-Isidore, county of Dorchester, plaintiff, *vs* ERNEST ROCHETTE, domiciled at Kennebec range, county of Beauce, defendant.

The immovable hereafter described to be sold:

"Part of lot 92-A range one of the township of Linière from and after Aubin de l'Isle, measuring

dans sa ligne nord-ouest, 160 pieds dans sa ligne sud-ouest, 135 pieds dans sa ligne sud-est et 173 pieds dans sa ligne nord-est.

Borné vers le nord-est à la nouvelle route Lévis-Jackman, vers le nord-ouest et le sud-ouest à Lucien Paquet et vers le sud-est à Gaston Caouette. »

Pour être vendu du Bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
28 mai 1970.

34910-o

187 feet on its north-west line, 160 feet on its south-west line, 135 feet on its south-east line and 173 feet on its north-east line.

Bounded on the north-east by new Lévis-Jackman Route, on the north-west and south-west by Lucien Paquet and on the south-east by Gaston Caouette."

To be sold at the registry office of the division of Beauce, at Beauceville East, county of Beauce, on the SEVENTH day of JULY, 1970, at TEN o'clock in the morning.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
May 28, 1970.

34910

BEAUHARNOIS

De Terris

District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 9692. { THE LONDON & EDINBURGH INSURANCE COMPANY, corporation

légalement constituée et corps doué de la personnalité civile et politique avec siège social dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *contre* THÉOPHILE PRIMEAU, résidant et domicilié à Aubrey, district de Beauharnois, défendeur.

« Un emplacement sis et situé en la paroisse de St-Jean Chrysostome, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (Pt. 485) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean Chrysostome (Division d'enregistrement de Châteauguay); contenant ladite partie neuf arpents en superficie et bornée comme suit: au sud, par le chemin public; au nord, par les terres de la paroisse du Très Saint Sacrement de Howick; à l'est, par une autre partie du lot No 485 susdit cadastre étant la propriété de M. Zénophile Primeau ou représentants; à l'ouest, par une autre partie dudit lot No 485 étant la propriété de M. Louis Primeau ou représentants.

Avec la bâtisse y érigée et tel que le tout se trouve présentement. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Châteauguay, à Ste-Martine, le HUITIÈME jour de JUILLET, 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Salaberry de Valleyfield, ce 29 mai 1970.

Le shérif adjoint,
J.-LUCIEN PRIMEAU.

34911-o

BEAUHARNOIS

De Terris

District of Beauharnois

Superior Court, No. 9692. { THE LONDON & EDINBURGH INSURANCE COMPANY, a corporation

legally incorporated with a body endowed with a civil and political personality, with its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* THÉOPHILE PRIMEAU, residing and domiciled at Aubrey, district of Beauharnois, defendant.

"An emplacement situated and lying in the parish of St-Jean Chrysostome, known and designated as being a part of original lot number four hundred an eighty-five (P. 485) on the official plan and book of reference of the parish of St-Jean Chrysostome (Registration division of Châteauguay); containing the said part nine arpents in area and bounded as follows: on the south, by the public road; on the north, by the lands of the parish of Très Saint Sacrement de Howick; on the east, by another part of lot No. 485 the aforesaid cadastre being the property of Mr. Zénophile Primeau or representatives; on the west, by another part of said lot No. 485 being the property of Mr. Louis Primeau or representatives.

With the building erected thereon and such as the whole is now found".

To be sold at the registry office of the division of Châteauguay, at Ste-Martine, on the EIGHTH day of JULY, 1970, at TEN o'clock in the morning.

Salaberry de Valleyfield, May 29, 1970.

J.-LUCIEN PRIMEAU,
Deputy Sheriff.

34911

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 41492. { ALGONQUIN CAPITAL CORPORATION LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 10 ouest Place Crémazie, en les cité et district de Montréal, demanderesse; *vs* DAME YVONNE PAQUET, épouse séparée de biens de Dominique Bouchard, domiciliée et résidant au Village de St-Honoré, district de Chicoutimi; et Me MAURIL TREMBLAY, en sa qualité de régistrateur du bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, résidant en les cité et district de Chicoutimi.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 41492. { ALGONQUIN CAPITAL CORPORATION LIMITED, a corporation

legally incorporated having its principal place of business at 10 Place Crémazie West, in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* MRS. YVONNE PAQUET, wife separate as to property of Dominique Bouchard, domiciled and residing in the Village of St-Honoré, district of Chicoutimi; and Me MAURIL TREMBLAY, in his capacity as registrar for the registry office of the division of Chicoutimi, residing in the city and district of Chicoutimi.

Un lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro un (ptie No 1), dans le huitième rang (rg 8), au cadastre officiel du canton Simard, mesurant ledit terrain, cent cinquante pieds carrés (150′) et compris dans les bornes suivantes: au sud-ouest par la route, au nord-ouest par le terrain du conseil de St-Honoré, au nord-est et au sud-est par le terrain de M. Jean-Baptiste Boudreault ou ses représentants. Avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement du district de Chicoutimi, au Palais de Justice, à Chicoutimi, le HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 25 mai 1970. 34890-o

A strip of land or emplacement forming part of lot number one (P. No. 1), in the eighth range (R. 8), on the official cadastre of the township of Simard, the said land measuring one hundred and fifty square feet (150′) and included in the following boundaries: on the southwest by the route, on the northwest by the land of the council of St-Honoré, on the northeast and southeast by the land of Mr. Jean-Baptiste Boudreault or representatives. Together with all the buildings built thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the registrar of the registration division of the district of Chicoutimi, in the Court House, at Chicoutimi, on the EIGHTH day of the month of JULY, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, May 25, 1970. 34890

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

No 3022. RUPERT GIRARD, demandeur, *vs* RAOUL HAMON, défendeur.

« Un certain lopin de terre sis et situé à St-Georges de Malbaie, comté de Gaspé mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Malbaie comme partie du lot numéro 10 A du Premier Rang de la Pointe St-Pierre dans le canton de Malbaie, borné au nord par la ligne de division, au sud par la route publique, à l'est par le résidu dudit lot propriété de Henri Bond et à l'ouest par le résidu dudit lot propriété de Hébert Sweeney, avec bâtisses construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Percé, situé au Palais de Justice, de Percé, VENDREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.

Bureau du Shérif,
Percé, le 27 mai 1970. 34891-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

No. 3022. RUPERT GIRARD, plaintiff, *vs* RAOUL HAMON, défendant.

"A certain piece of land situated at Saint-Georges de Malbaie, county of Gaspé, better known and designated on the official plan and book of reference for the township of Malbaie as being part of lot number 10 A of the First Range of Pointe Saint-Pierre in the township of Malbaie, bounded on the north by the division line, on the south by the public road, on the east by the remainder of the said lot, property of Henri Bond and on the west by the remainder of the said lot property of Hébert Sweeney, with buildings erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Percé Registry Office, located at the Court House of Percé, FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of JULY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BOURGET,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, May 27, 1970. 34891

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 8003. TREMBLAY ALUMINIUM LTÉE, demanderesse, *vs* JEAN-GUY FRANCOEUR, défendeur.

« Lot numéro 785 dit « Le Marais », dans le canton Fox, mesurant 138′ de largeur sur une profondeur de 233′. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, VENDREDI, le SEPTIÈME jour d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.

Bureau du Shérif,
Percé, le 28 mai 1970. 34912-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Superior Court, No. 8003. TREMBLAY ALUMINIUM LTÉE, plaintiff, *vs* JEAN-GUY FRANCOEUR, defendant.

"Lot number 785 called "Le Marais", in the township of Fox, measuring 138′ in width by a depth of 233′."

To be sold at the office of the Registration Division of Gaspé, in Percé, FRIDAY, the SEVENTH day of AUGUST, 1970, at TEN o'clock a.m.

JEAN BOURGET,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, May 28, 1970. 34912

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 24,327. } JEAN PROVENCHER, pharmacien, domicilié à 61 Clerghorn, St-Lambert, district de Montréal; GUY PROVENCHER, pharmacien, domicilié sur le boulevard Taschereau, ville de Brossard, comté de Laprairie, P.Q.; JEANNETTE TOUSIGNANT, veuve en 1ère noces et non remariée d'Arthur Provencher, demeurant à 527 boulevard Édouard VII, Brossard, P.Q. tous trois en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu A. Provencher, demandeurs, *vs* DAME MARIE-ANGE COSSETTE, ménagère, épouse séparée de biens de Louis-Georges Corriveau, ce dernier pour assister son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Lemoyne, en la ville de Répentigny, mesurant quatre-vingts (80′) pieds de largeur par cent trente (130′) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-sept (127-80) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de Répentigny.

Avec la maison y érigée portant le numéro civique 80 de ladite rue Lemoyne à Répentigny. Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement. »

Pour être vendu, au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption, à l'Assomption, district de Joliette, VENDREDI, le DIXIÈME jour de JUILLET 1970 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 26 mai 1970. 34913-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 24,327. } JEAN PROVENCHER, pharmacist, domiciled at 61 Clerghorn, St-Lambert, district of Montreal; GUY PROVENCHER, pharmacist, domiciled on Taschereau Boulevard, town of Brossard, county of Laprairie, P.Q.; JEANNETTE TOUSIGNANT, unremarried widow of Arthur Provencher, living at 527 Edward VII Boulevard, Brossard, P.Q., all three in their capacity as testamentary executors of the estate of the late A. Provencher, plaintiffs, *vs* DAME MARIE-ANGE COSSETTE, housewife, wife separate as to property of Louis-Georges Corriveau, the latter to assist his wife in these presents, defendant.

"An emplacement fronting on Lemoyne Street in the town of Répentigny, measuring eighty feet (80′) in width by one hundred and thirty feet (130′) in depth, English measure and more or less, known and designated as being lot number twenty of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-seven (127-80) on the official plan and in the book of reference of the parish of Notre-Dame de l'Assomption de Répentigny.

With the house erected thereon bearing civic number 80 said Lemoyne Street in Répentigny. The whole as it is presently to be found with the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said emplacement."

To be sold in the office of L'Assomption registration division, at l'Assomption, district of Joliette, FRIDAY, the TENTH day of JULY, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, May 26, 1970. 34913

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, Beauce, No 34-295. } HENRI BONNEVILLE & FILS INC., corporation légalement constituée et ayant sa place d'affaires à Ste-Marie de Beauce, demanderesse, *vs* CHARLES LAMBERT, Honfleur, comté de Bellechasse, défendeur.

« Un certain terrain de figure régulière, mesurant cent pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par le chemin public, à l'ouest à Edmond Marceau, au sud et à l'est à Amédée Gagnon, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent neuf (Ptie 309) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Anselme, Dorchester, maintenant annexée à la division d'enregistrement de Bellechasse, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Raphaël, comté de Bellechasse, district de Montmagny, le SEPTIÈME jour de JUILLET 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Montmagny, le 1er juin 1970. 34924-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Superior Court, Beauce, No. 34-295. } HENRI BONNEVILLE & FILS INC., corporation legally established and having its principal place of business at Ste-Marie de Beauce, plaintiff, *vs* CHARLES LAMBERT, Honfleur, county of Bellechasse, defendant.

"A certain lot of land of regular shape measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth, English measure, bounded on the north by the public road, on the west by Edmond Marceau, on the south and the east by Amédée Gagnon, known and designated as being a part of lot number three hundred and nine (P. 309) on the official cadastre for the parish of St-Anselme, Dorchester, now annexed to the registration division of Bellechasse, with the buildings constructed thereon."

To be sold in the registry office at St-Raphaël, county of Bellechasse, district of Montmagny, on the SEVENTH day of JULY, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montmagny, June 1, 1970. 34924

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 788 838. SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, corps politique et incorporé ayant son principal établissement à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* JEAN-GUY LÉGARÉ, estimateur de Montréal, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent trois (903-69) des plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis; mesurant vingt-deux pieds et demi de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avis bâtisse y érigée portant le numéro civique 3964 de ladite rue St-Denis, Montréal.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, notamment avec droit de passage dans la ruelle située à l'arrière dudit lot avec tous les autres y ayant droit. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au vieux Palais de justice, en la ville de Montréal, le NEUVIÈME jour de JUILLET 1970, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 25 mai 1970. 34855-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 784 285. THE CANADA TRUST COMPANY, corps politique et incorporé, dûment constitué et ayant son siège social dans la ville de London, province d'Ontario, et sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans les ville et district de Montréal, au 631 ouest, boulevard Dorchester, demanderesse, *vs* WALTER WESSEL, R.R. 1, Centreville, province d'Ontario; NEW MODE DEVELOPMENT INC., corps politique et dûment constitué en corporation, ayant un bureau et une place d'affaires dans les ville et district de Montréal, au 5871, avenue Victoria; JACK OSSOF, JERRY CONVOY et JACK LORBER, tous trois des ville et district de Montréal, et dont la dernière adresse connue est 5871, avenue Victoria; et JOSEPH WILFRED YVES LEBLANC, de la cité de Verdun, district de Montréal, dont la dernière adresse est 494, 2e Avenue, défendeurs, et Dame LUCIE HILL, épouse commune en biens de JOSEPH WILFRED YVES LEBLANC, de la cité de Verdun, district de Montréal, dont la dernière adresse connue était 494, 2e Avenue, mise en cause.

À savoir:

« Un emplacement faisant front sur la rue Jacqueline, dans la cité de LaSalle, connu et désigné comme étant le lot deux cent de la subdivision du lot originaire numéro neuf cent soixante-treize (973-200) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant vingt-huit pieds de largeur sur quatre-vingt-trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 788 838. ADMINISTRATION & TRUST COMPANY, body politic and corporate having its principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN-GUY LÉGARÉ, appraiser, of Montreal, district of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Saint-Denis Street, in the city of Montreal, known and designated under number sixty-nine of the official subdivision of original lot number nine hundred and three (903-69) on the official plan and book of reference of Saint-Louis Ward; measuring twenty-two feet and a half in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less.

With building thereon erected bearing civic number 3964 of the said Saint-Denis Street, Montreal.

As the whole exists now with all servitudes active and passive, apparent or occult attached to the said immovable, particularly with right of way in the lane situated at the back of the said lot with all others who have a right to it."

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the old Court House, in the city of Montreal, on the NINTH day of JULY, 1970, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 25, 1970. 34855

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 784 285. THE CANADA TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office in the city of London, in the Province of Ontario, and its chief place of business for the Province of Québec, in the city and district of Montreal, at 631 Dorchester Blvd. West, plaintiff, *vs* WALTER WESSEL, of R. R. 1, Centreville, Province of Ontario; NEW MODE DEVELOPMENT INC., a body politic and corporate, duly incorporated, having an office and place of business in the city and district of Montreal, at 5871 Victoria Avenue; JACK OSSOF, JERRY CONVOY and JACK LORBER, all three of the city and district of Montreal, their last known address being 5871 Victoria Avenue; and JOSEPH WILFRED YVES LEBLANC, of the city of Verdun, district of Montreal, his last address being 494, 2nd Avenue, defendants, and Dame LUCIE HILL, wife common as to property of JOSEPH WILFRED YVES LEBLANC, of the city of Verdun, district of Montreal, her last known address being 494, 2nd Avenue, mise en cause.

Namely:

"An emplacement fronting on Jacqueline Street, in the city of LaSalle known and designated as lot number two hundred of the subdivision of original lot number nine hundred and seventy-three (973-200) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, measuring twenty-eight feet in width by eighty-three feet in depth, English measure and more or less.

Avec la bâtisse y érigée portant les numéros civiques 8190 et 8192 rue Jacqueline, desquels les murs nord-est et sud-ouest sont mitoyens.

Avec le droit d'avoir quatre vues illégales en avant (entrée de garage, fenêtres aux premier et deuxième étages, balcon en commun) donnant sur la propriété voisine au nord-est connue comme étant le lot 973-199 dudit plan officiel, et envers ladite propriété voisine au nord-est le droit d'avoir quatre vues illégales en avant (entrée de garage, fenêtres aux premier et deuxième étages, balcon en commun) donnant sur la propriété décrite par les présentes, même si elles sont plus près de la ligne de division entre les deux propriétés que la loi ne le permet, avec une servitude réciproque de droit de vue ayant été créée à cet effet par le propriétaire des deux propriétés.

Avec le droit d'avoir cinq vues illégales en arrière (fenêtre et balcon aux premier et deuxième étages, porte de cave) donnant sur la propriété voisine, au sud-ouest, connue comme étant le lot numéro 973-201 audit plan officiel, avec le droit, pour ladite propriété voisine d'avoir cinq vues illégales à l'arrière (fenêtre et balcon aux premier et second étages, porte de cave) donnant sur la propriété décrite par les présentes, même si les ouvertures sont plus près de la ligne de division entre lesdites deux propriétés que ne le permet la loi, une servitude réciproque de droit de vue ayant été créée à cet effet par le propriétaire des deux propriétés.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances y attachées, sans exception ou réserve d'aucune sorte.»

Pour être vendus au bureau du protonotaire, bureau #129, vieux Palais de Justice, ville de Montréal, le NEUVIÈME jour de JUILLET 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif associé,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 25 mai 1970. 34856

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 780-683. MONTREAL TRUST COMPANY, corps politique et dûment constitué en corporation, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, au 777 ouest, boulevard Dorchester, demanderesse, *contre* GASTON DÉSY, ingénieur, de la ville de Québec, district de Québec, autrefois du 5385, rue de Lamotte, dans les ville et district de Montréal, demeurant maintenant au 878, rue Lauzon, Québec, défendeur.

« Un certain emplacement faisant front sur la rue De Lamotte, dans la ville de Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision cent soixante et un du lot originaire trente et un (31-161), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant trente-sept pieds et deux pouces de largeur sur une profondeur de cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse y érigée portant les numéros civiques 5385 et 5387 de ladite rue De Lamotte, et dont le mur nord-est est mitoyen.

Avec et sujet au droit en faveur et contre ladite propriété de maintenir une galerie, un balcon, une porte et deux fenêtres donnant sur le devant de ladite bâtisse et de même de maintenir sur la propriété voisine au nord-est, une galerie, un balcon, une porte et deux fenêtres donnant

With the building thereon erected bearing civic numbers 8190 and 8192 Jacqueline Street, whereof the northeast and southwest walls are mitoyen.

With the right to have four illegal views in front (garage entrance, window first and second floors, common balcony) overlooking the adjoining property to the northeast known as lot 973-199 on said official plan, and for said adjoining property to the northeast to have the right to have four illegal views in front (garage entrance, window first and second floors, common balcony) overlooking the property presently described, even though the same are nearer to the division line between said two properties than that allowed by law, a reciprocal servitude of right of view having been created to that effect by the owner of both properties.

With the right to have five illegal views in rear (window and balcony first and second floors, cellar door) overlooking the adjoining property to the southwest, known as lot 973-201 on said official plan, and for said adjoining property to the southwest to have the right to have five illegal views in rear (window and balcony first and second floors, cellar door) overlooking the property presently described, even though the same are nearer to the division line between said two properties than that allowed by law, a reciprocal servitude of right of view having been created to that effect by the owner of both properties.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging, without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Prothonotary's Office, room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the NINTH day of JULY 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 25, 1970. 34856-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 780-683. MONTREAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal at 777 Dorchester Boulevard West, plaintiff, *vs* GASTON DÉSY, engineer, of the city of Québec, district of Québec, formerly residing at 5385 de Lamotte Street in the city and district of Montreal, now residing at 878 Lauzon Street, Québec, defendant.

"That certain emplacement fronting on De Lamotte Street in the city of Montreal, Province of Québec, known and designated as subdivision one hundred and sixty-one of original lot thirty-one (31-161), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring thirty-seven feet and two inches in width by a depth of one hundred feet, English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic numbers 5385 and 5387 in said De Lamotte Street, the northeast wall whereof is mitoyen.

With and subject to the right in favour of and against said property to maintain one gallery, one balcony, one door and two windows erected on the front of said building and similarly to maintain on the adjoining property to the northeast, one gallery, one balcony, one door and two

sur le mur avant, lesdites ouvertures se trouvant plus près de la ligne de division entre lesdites propriétés que ne le permet la loi, ladite propriété voisine étant connue et désignée comme étant la subdivision cent soixante-deux du lot originaire trente et un (31-162), auxdits plan et livre de renvoi officiels une servitude réciproque s'établissant par les présentes par destination de propriétaire en faveur de et contre la propriété hypothéquée par les présentes et en faveur de et contre ladite propriété voisine au nord-est. »

Pour être vendus au bureau du protonotaire, chambre #129, vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif associé,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 28 mai 1970. 34914

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 787. MONTREAL TRUST COMPANY, corps politique, dûment constitué, ayant son siège social et sa principale place d'affaires pour la Province de Québec, en la ville de Montréal, district de Montréal, demandeur, *vs* ABIAS PÉPIN LIMITÉE, corps politique, dûment constitué, en vertu des lois de la Province de Québec, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Longueuil, 155 ouest St-Charles, district de Montréal, défenderesse, et L. CLAUDE MERCURE, comptable agréé et syndic autorisé, exerçant sa profession à suite 804, Tour de la Bourse, Place Victoria, ville de Montréal, district de Montréal, en sa qualité de syndic à la faillite de Abias Pépin Limitée, mis en cause, et ROLAND DAIGNEAULT, régistrateur pour la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« 1° Un emplacement situé à l'encoignure de la rue St-Charles Ouest et de l'avenue Guilbault en la cité de Longueuil mesurant cent trente-deux pieds et cinquante-cinq centièmes de pied de largeur en front, cent trente-neuf pieds et six dixièmes de pied de largeur en arrière sur une profondeur de six cent sept pieds d'un côté dans sa ligne nord-est et environ six cent trente-huit pieds et six dixièmes de pied de l'autre côté dans sa ligne sud-ouest et étant composé:

a) De la totalité du lot originaire cent quatre-vingt-dix (190) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Longueuil;

b) D'une partie de l'extrême partie nord-est du lot originaire cent quatre-vingt-onze (Ptie N.E. 191) auxdits plan et livre de renvoi officiels, étant de forme triangulaire et mesurant deux pieds et vingt-cinq centièmes de pied en front dans sa ligne sud-est, cent pieds et quatre dixièmes de pied d'un côté dans sa ligne nord-est et cent pieds de l'autre côté dans sa ligne sud-ouest et étant bornée en front au sud-est par ladite rue St-Charles, d'un côté au nord-est par une partie du lot cent quatre-vingt-dix ci-dessus désigné et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot cent quatre-vingt-onze.

Toutes les mesures ci-dessus sont en mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses y érigées et notamment le garage et accessoires portant les numéros civiques 149 et 155 de ladite rue St-Charles.

Sujet à l'homologation en faveur de la cité de Longueuil décrétée par jugement enregistré au

windows erected on the front wall, the said openings being closer to the line of division between the said properties than is permitted by law, the said adjoining property being known and designated as subdivision one hundred and sixty-two of original lot thirty-one (31-162), on the said official plan and book of reference, a reciprocal servitude being hereby established by destination of proprietor in favour of and against the property hereby hypothecated and in favour of and against the said adjacent property to the northeast."

To be sold at the Prothonotary's Office, room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of JULY, 1970 at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 28, 1970. 34914-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 787. MONTREAL TRUST COMPANY, body politic duly incorporated, having its head office and its principal place of business for the Province of Québec in the city of Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* ABIAS PÉPIN LIMITÉE, body politic duly incorporated under the laws of the Province of Québec, having its head office and its principal place of business in the city of Longueuil, 155 St-Charles west, district of Montreal, defendant, and L. CLAUDE MERCURE, chartered accountant and licensed trustee, carrying on business in suite 804, Stock Exchange Tower, Place Victoria, city of Montreal, in his capacity as trustee to the bankruptcy of Abias Pépin limitée, mis en cause, and ROLAND DAIGNEAULT, registrar for the Chambly registration division, mis en cause.

"1. An emplacement situated at the corner of St-Charles Street West and Guilbault Avenue in the city of Longueuil, measuring one hundred and thirty-two and fifty-five hundredths feet in width in front, one hundred and thirty-nine and six-tenths feet in width in the rear by a depth of six hundred and seven feet on one side on its northeast line and approximately six hundred and thirty-eight and six-tenths feet on the other side on its southwest line, and composed:

(*a*) of the entire original lot one hundred and ninety (190) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Longueuil;

(*b*) of a part of the extreme northeast part of original lot one hundred and ninety-one (N.E. P. 191) on the said official plan and in the book of reference, being of triangular shape, and measuring two feet and twenty-five hundredths of a foot in front on its southeast line, one hundred feet and four-tenths of a foot on one side on its northeast line and one hundred feet on the other side on its southwest line, and bounded in front, on the southeast, by said St. Charles Street, on one side, on the northeast, by a part of lot one hundred and ninety designated above, and on the other side, on the southwest, by the remainder of said lot one hundred and ninety-one.

All the above measurements are English and approximate.

With all the buildings erected thereon, especially the garage and accessories bearing civic numbers 149 and 155 said St. Charles Street.

Subject to the homologation in favour of the city of Longueuil enacted by a judgment regis-

bureau d'enregistrement de la division de Chambly avec un avis sous les numéros 213870 et 213869 respectivement.

2° Un emplacement ayant front sur la rue St-Thomas en la cité de Longueuil mesurant quatre cent quarante-trois pieds et quarante et un centièmes de pied de largeur en front et quatre cent trente-quatre pieds et quarante et un centièmes de pied de largeur en arrière sur une profondeur perpendiculaire de cent six pieds et cinquante-huit centièmes de pied et étant composé des lots cinq cent vingt et un, cinq cent vingt-deux, cinq cent vingt-quatre, cinq cent vingt-cinq, cinq cent vingt-six A, cinq cent vingt-six B, cinq cent vingt-six C et cinq cent vingt-sept A de la subdivision du lot originaire trois cent quarante-huit (348-521, 522, 524, 525, 526A, 526B, 526C et 527A) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de Longueuil et des lots un et deux de la subdivision du lot cinq cent vingt-trois de la subdivision dudit lot originaire trois cent quarante-huit (348-523-1 et 2) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Toutes les mesures ci-dessus sont en mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses y érigées et notamment celles portant les numéros civiques 247 et 251 de ladite rue St-Thomas et le No 245. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 place Charles Lemoyne, édifice Montval, en la ville de Longueuil, le HUITIÈME jour de JUILLET 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Cour Supérieure,
Montréal, le 29 mai 1970. 34915-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 781-860. MONTREAL TRUST COMPANY, corps politique et dûment constituée en corporation, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, au 777 ouest, boulevard Dorchester, demanderesse, *contre* JOHN P. TURCOT, gérant de fret, de la ville de Mont-Royal, district de Montréal, et y résidant au 133, avenue Beverley, défendeur.

« Un emplacement faisant front sur l'avenue Beverley, dans la ville de Mont-Royal, connu comme étant la partie nord-est de la subdivision deux cent quarante-trois du lot six cent vingt-trois (623 P. N.E. 243) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant quarante-cinq pieds de largeur et cent un pieds et quatre dixièmes de profondeur, étant borné en front, au sud-est par l'avenue Beverley, à l'arrière au nord-ouest par une partie de la ruelle connue comme étant la subdivision deux cent quarante-neuf dudit lot d'un côté au sud-ouest par le résidu de ladite subdivision deux cent quarante-trois et de l'autre côté au nord-est par la subdivision deux cent quarante-deux dudit lot. Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 133, avenue Beverley, dont le mur sud-ouest est mitoyen.

Toutes les mesures ci-dessus mentionnées sont mesures anglaises.

Avec les droits de l'emprunteur à la ruelle à l'arrière, connue comme étant ladite subdivision deux cent quarante-neuf dudit lot six cent vingt-trois (623-249) auxdits plan et livre de renvoi

tered in the registry office of the Chambly division with a notice under numbers 213870 and 213869 respectively.

2. An emplacement fronting on St-Thomas Street in the city of Longueuil, measuring four hundred and forty-three and forty-one hundredths feet in width in front and four hundred and thirty-four and forty-one hundredths feet in width in the rear by a perpendicular depth of one hundred and six and fifty-eight hundredths feet and composed of lots five hundred and twenty-one, five hundred and twenty-two, five hundred and twenty-four, five hundred and twenty-five, five hundred and twenty-six A, five hundred and twenty-six B, five hundred and twenty-six C and five hundred and twenty-seven A of the subdivision of original lot three hundred and forty-eight (348-521, 522, 524, 525, 526A, 526B, 526C and 527A) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Longueuil, and of lots one and two of the subdivision of lot five hundred and twenty-three of the subdivision of said original lot three hundred and forty-eight (348-523-1 and 2) on the said official plan and in the said book of reference.

All the above measurements are English measure and approximate.

With all the buildings erected thereon, especially those bearing civic numbers 247 and 251 said St-Thomas Street, and No. 245."

To be sold "en bloc" in the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the city of Longueuil, on the EIGHTH day of JULY, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Superior Court.
Montreal, May 29, 1970. 34915

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 781-860. MONTREAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal at 777 Dorchester Blvd. West, plaintiff, *against* JOHN P. TURCOT, freight manager, of the town of Mount Royal, district of Montreal, and therein residing at 133 Beverley Avenue, defendant.

"An emplacement fronting on Beverley Avenue in the town of Mount Royal known as the north-east part of subdivision two hundred and forty-three of lot six hundred and twenty-three (623 Pt. N.E. 243) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent measuring forty-five feet in width and one hundred and one feet and four-tenths of a foot in depth being bounded in front to the south-east by Beverley Avenue, in rear to the north-west by part of a lane known as subdivision two hundred and forty-nine of the said lot on one side to the south-west by the remainder of the said subdivision two hundred and forty-three and on the other side to the north-east by subdivision two hundred and forty-two of the said lot.

With the building thereon erected bearing the civic number 133 Beverley Avenue the south-west wall of which is mitoyen.

All the above measurements are English measure.

With the Borrower's rights in the lane in rear known as the said subdivision two hundred and forty-nine of the said lot six hundred and twenty-three (623-249) on the said official plan and

officiels de la paroisse Saint-Laurent, collectivement avec d'autres y ayant des droits semblables. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, bureau #129, vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif associé,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 28 mai 1970. 34916

book of reference of the parish of St. Laurent in common with others having similar rights therein."

To be sold at the Prothonotary's office, room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of JULY, 1970, TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 28, 1970. 34916-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Montréal — Cour Supérieure

No 744 121. JOHN OSTAPKEVICH, fourreur, de la cité de LaSalle, district de Montréal, demandeur, *vs* ALBERT MENSOUR et JACK FLANNERY, agents immobiliers, tous deux de la cité de LaSalle, district de Montréal, défendeurs.

Propriété No 1

« Un emplacement faisant front sur la 31e avenue, à LaSalle, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro six cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-treize (993-638-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant trente-six pieds et cinq dixièmes (36.5′) de largeur sur soixante-treize pieds et quarante-six centièmes (73.46′) de profondeur le long de la ligne sud et soixante-quatorze pieds et deux dixièmes (74.2′) de profondeur le long de la ligne nord, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses y érigées et, nommément, une maison portant les numéros civiques 513 et 515 de ladite 31e avenue, à LaSalle, et dont le mur sud est mitoyen.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non apparentes qui s'y rattachent et sans exception ou réserve d'aucune sorte, avec et sujette à un droit de vue mutuel et réciproque en faveur de et contre ladite propriété et en faveur de et contre la propriété voisine au sud, connue et désignée comme étant le lot numéro un de la resubdivision du lot numéro six cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-treize (993-638-1) du même cadastre, pour toutes les ouvertures et vues en avant et en arrière de la maison y érigée présentement, et plus spécialement pour une galerie et deux fenêtres qui existent dans chaque maison, une servitude de vue ayant été créée par M. Denis Hamel en vertu d'un acte de prêt de La compagnie d'assurance La Prudentielle d'Amérique à Denis Hamel, passé devant J. Maurice Proulx, notaire, le dix-huitième jour d'octobre, mil neuf cent soixante-deux (1962) et enregistré au bureau d'enregistrment de Montréal sous le numéro 1632565, et sujette aussi à la servitude en faveur de Bell Telephone Company of Canada, telles qu'établies dans un acte de servitude enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1636273. »

Ladite propriété enregistrée au nom de Jack Flannery seulement, du 515, 31e avenue, LaSalle, Québec.

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 744 121. JOHN OSTAPKEVICH, furrier, of the city of LaSalle, district of Montreal, plaintiff; *vs* ALBERT MENSOUR and JACK FLANNERY, real estate agents, both of the city of LaSalle, district of Montreal, defendants.

Properly No. 1

"An emplacement fronting on 31st Avenue, at LaSalle, known and designated as being lot number two of the resubdivision of lot number six hundred and thirty-eight of the official subdivision of the original lot number nine hundred and ninety-three (993-638-2) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, measuring thirty-six feet and five-tenths of a foot (36.5′) in width by seventy-three feet and forty-six hundredths of a foot (73.46′) in depth along the south line and seventy-four feet and two-tenths of a foot (74.2′) in depth along the north line, English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected and namely a house bearing civic numbers 513 and 515 of the said 31st Avenue, at LaSalle and whereof the south wall is mitoyen.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances and with all active and passive, apparent or unapparent servitudes thereto attached and without any exception or reserve of any kind and with and subject to a mutual and reciprocal right of view in favour of and against the said property and in favour of and against the adjacent property to the south known and designated as being lot number one of the resubdivision of lot number six hundred and thirty-eight of the official subdivision of the original lot number nine hundred and ninety-three (993-638-1) of the same cadastre, for all openings and views in front and in back in the house actually erected and specially for one gallery and two windows existing in each house, a servitude of view having been created by Mr. Denis Hamel in virtue of a deed of loan by The Prudential Insurance Company of America to Denis Hamel, passed before J.-Maurice Proulx, Notary, on the eighteenth day of October, nineteen hundred and sixty-two (1962) and registered at the registry office of Montreal under the number 1632565 and also subject to the servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada, as established in the deed of servitude registered at the registry office of Montreal under the number 1636263."

The said property registered in the name of Jack Flannery, alone, of 515, 31st Avenue, LaSalle, Québec.

Propriété No 2

« Un emplacement ayant front sur la rue Boivin, en la cité de LaSalle, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-six de la subdivision officielle du lot originaire neuf cent soixante-quatorze (974-166) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine. Mesurant vingt-huit (28′) en front par une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds (84′). Contenant en superficie, deux mille trois cent cinquante-deux pieds carrés (2,352 p.c.).

Avec toutes dépendances et circonstances et bâtisse y érigée portant les numéros civiques 9060 et 9062 de ladite rue Boivin, dont les murs sud-est et nord-ouest sont mitoyens.

Avec et sujet à une servitude, tel qu'établie aux termes d'un acte reçu devant Me J. Bernard Billard, notaire. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement, et sans exception ni réserve. »

Ladite propriété est enregistrés au nom de Jack Flannery seulement, du 515, 31e avenue, LaSalle, Québec.

Propriété No 3

1. « Un emplacement ayant front à l'avenue Woodland, cité de Verdun, composé de la subdivision cent vingt-quatre du lot originaire quatre mille six cent soixante-seize (4676-124) au cadastre officiel de la paroisse de Montréal.

Avec toutes dépendances et circonstances et bâtisse y érigée portant les numéros civiques 1130 et 1134 Woodland, dont les murs latéraux sont mitoyens.

Sujet aux servitudes enregistrées à Montréal sous les numéros 1723710, 1850558, et 1870801.

2. Un emplacement ayant front à l'avenue Woodland, cité de Verdun, composé de la partie nord-ouest du lot cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire quatre mille six cent soixante-seize (4676 Ptie. No 123) du même cadastre; mesurant quinze pieds (15′) de largeur sur soixante pieds (60′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée: en front au nord-est, par l'avenue Woodland; en arrière au sud-ouest, par le lot 4676-101; d'un côté au nord-ouest, par le lot 4676-124; et de l'autre côté au sud-est, par le résidu dudit lot 4676-123.

Avec bâtisse y érigée portant le numéro civique 1126 à 1134 Woodland, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Sujet aux servitudes enregistrées à Montréal sous les numéros 1712972, 1870801 et 1850558.

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve. »

Ladite propriété est enregistrée collectivement aux noms de Jack Flannery, du 515, 31e avenue, LaSalle, Québec, et d'Albert Mensour, du 8416, avenue des Rapides, LaSalle, Québec.

Propriété No 4

« Un emplacement faisant front sur la Troisième avenue, dans la cité de Verdun, mesurant quatorze pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (14.85′) de largeur et cinquante-quatre pieds (54′) de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme se composant:

a) d'une partie de la subdivision numéro un de la subdivision numéro deux cent quatre-vingt-

Property No. 2

"An emplacement fronting on Boivin Street, in the city of LaSalle, known and designated as being lot number one hundred and sixty-six of the official subdivision of original lot nine hundred and seventy-four (974-166) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine. Measuring twenty-eight feet (28′) in front by a depth of eighty-four feet (84′). Covering an area of two thousand three hundred and fifty-two square feet (2,352 sq. ft.).

With all dependencies and circumstances and the building thereon erected bearing civic numbers 9060 and 9062 of the said Boivin Street, the southeast and northwest walls thereof are mitoyen.

With and subject to a servitude, as established under the terms of a deed passed before Me J.-Bernard Billard, notary. As the whole now subsists with all servitudes active and passive, apparent or occult attached to the said emplacement, and without exception nor reserve."

The said property registered in the name of Jack Flannery, alone, of 515, 31st Avenue, LaSalle, Québec.

Property No. 3

1. "An emplacement fronting on Woodland Avenue, city of Verdun, composed of subdivision one hundred and twenty-four of original lot four thousand six hundred and seventy-six (4676-124) on the official cadastre of the parish of Montreal.

With all dependencies and circumstances and the building thereon erected bearing civic numbers 1130 and 1134 Woodland, the lateral walls thereof are mitoyens.

Subject to servitudes registered at Montreal under numbers 1723710, 1850558 and 1870801.

2. An emplacement fronting on Woodland Avenue, city of Verdun, composed of the northwest part of lot one hundred and twenty-three of the official subdivision of original lot four thousand six hundred and seventy-six (4676-Pt. No. 123) of the same cadastre; measuring fifteen feet (15′) in width by sixty feet (60′) in depth, English measure and more or less, and bounded: in front on the northeast by Woodland Avenue; at the back on the southwest by lot 4676-101; on one side on the northwest by lot 4676-124; and on the other side on the southeast by the residue of the said lot 4676-123.

With building thereon erected bearing civic number 1126 to 1134 Woodland, the northwest wall thereof is mitoyen. Subject to the servitudes registered at Montreal under numbers 1712972, 1870801 and 1850558.

As the whole now exists without exception nor reserve."

The said property registered jointly in the names of Jack Flannery, of 515, 31st Avenue, LaSalle, Québec, and Albert Mensour, of 8416 des Rapides Avenue, LaSalle, Québec.

Property No. 4

"An emplacement fronting on Third Avenue, in the City of Verdun, measuring fourteen feet and eighty-five hundredths of a foot (14.85′) in width and fifty-four feet (54′) in depth, English measure, and more or less, known and designated, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as being composed:

(*a*) of part of subdivision number one of subdivision number two hundred and eighty-two

deux du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-282-p. 1), mesurant ladite partie quatorze pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (14.85′) de largeur sur vingt-sept pieds (27′) de profondeur et bornée comme suit: en front vers le nord-est par la Troisième avenue (4670-273), à l'arrière vers le sud-ouest par la partie du lot 4670-283-1 décrite ci-après, d'un côté au sud-est par une ruelle (4670-283) et de l'autre côté au nord-ouest par une autre partie de la subdivision numéro 4670-282-1; et

b) d'une partie de la subdivision numéro un de la subdivision numéro deux cent quatre-vingt-trois dudit lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-283-p. 1), mesurant quatorze pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (14.85′) de largeur sur vingt-sept (27′) de profondeur, et bornée comme suit: d'un côté au nord-est par la partie du lot No 4670-282-1 décrite ci-dessous, à l'arrière au sud-ouest par la subdivision de lot numéro 4670-284, d'un côté au sud-est par une ruelle (4670-288) et de l'autre côté vers le nord-ouest par une autre partie de la subdivision de lot numéro 4670-283-1.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 240 de ladite Troisième avenue, et dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Un emplacement faisant front sur la Troisième avenue, dans la cité de Verdun, mesurant quatorze pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (14.85′) de largeur sur cinquante-quatre pieds (54′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal comme se composant:

a) d'une partie de la subdivision numéro un de la subdivision numéro deux cent quatre-vingt-deux du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-282-p. 1), mesurant quatorze pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (14.85′) de largeur sur vingt-sept pieds (27′) de profondeur et bornée comme suit: en front au nord-est par la Troisième avenue (4670-273), en arrière au sud-ouest par la partie de la subdivision numéro 4670-283-1 décrite ci-après, d'un côté au nord-ouest par la partie non subdivisée de la subdivision 4670-282 et de l'autre côté au sud-est par le résidu ou la partie sud-est de la subdivision numéro 4670-282-2; et

b) d'une partie de la subdivision numéro un de la subdivision deux cent quatre-vingt-trois dudit lot originaire quatre mille six cent soixante-dix (4670-283-p. 1), mesurant quatorze pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (14.85′) en largeur sur vingt-sept pieds de profondeur et borné comme suit: d'un côté au nord-est par la partie de la subdivision 4670-282-1 décrite ci-dessus, à l'arrière au sud-ouest par la subdivision numéro 4670-284, d'un côté vers le nord-ouest par la partie non subdivisée de la subdivision numéro 4670-283 et de l'autre côté au sud-est par le résidu de la partie sud-est de la subdivision numéro 4670-283-1.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 242 de ladite Troisième avenue, et dont le mur sud-est mitoyen.

Avec et sujet à des servitudes de vue réciproques, établies en vertu des actes enregistrés respectivement au bureau d'enregistrement de Montréal sous les numéros 1842246 et 1842247.

Tel que le tout existe présentement avec tous droits, membres et appartenances, avec toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y appartenant et sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

of original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-282-Pt. 1), measuring the said part fourteen feet and eighty-five hundredths of a foot (14.85′) in width by twenty-seven feet (27′) in depth and being bounded as follows: in front towards the northeast by Third Avenue (4670-273), in rear towards the southwest, by the hereinafter described part of lot 4670-283-1, on one side to the southeast by a lane (4670-283) and on the other side to the northwest by another part of subdivision number 4670-282-1; and

(*b*) of part of subdivision number one of subdivision number two hundred and eighty-three of said original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-283-Pt. 1), measuring fourteen feet and eighty-five hundredths of a foot (14.85′) in width by twenty-seven feet (27′) in depth, being bounded as follows: on one side to the northeast by the herein above described part of lot No. 4670-282-1, in rear to the southwest by subdivision lot number 4670-284, on one side to the southeast by a lane (4670-288) and on the other side towards the northwest by another part of subdivision lot number 4670-283-1.

With the building thereon erected bearing civic number 240 of said Third Avenue, the northwest wall whereof is mitoyen.

An emplacement fronting on Third Avenue, in the city of Verdun, measuring fourteen feet and eighty-five hundredths of a foot (14.85′) in width by fifty-four feet (54′) in depth, English measure, and more or less, being known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal as being composed:

(*a*) of part of subdivision number one of subdivision number two hundred and eighty-two of original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-282-Pt. 1), measuring fourteen feet and eighty-five hundredths of a foot (14.85′) in width by twenty-seven feet (27′) in depth, and being bounded as follows: in front to the northeast by Third Avenue, (4670-273), in rear to the southwest by the hereinafter described part of subdivision number 4670-283-1, on one side to the northwest by the unsubdivided portion of subdivision 4670-282 and on the side to the southeast by the residue or southeast part of subdivision number 4670-282-2; and

(*b*) of part of subdivision number one of subdivision two hundred and eighty-three of said original lot four thousand six hundred and seventy (4670-283-Pt. 1), measuring fourteen feet and eighty-five hundredths of a foot (14.85′) in width, by twenty-seven feet in depth, being bounded as follows: on one side to the northeast by the hereinabove part of subdivision 4670-282-1, in the rear to the southwest by subdivision number 4670-284, on one side towards the northwest by the unsubdivided portion of subdivision number 4670-283 and on the other side to the southeast by the residue of southeast part of subdivision number 4670-283-1.

With the building thereon erected bearing civic number 242 of said Third Avenue, the southeast wall whereof is mitoyen.

With and subject to the reciprocal servitudes of view established under deeds respectively registered at the Montreal registry office under the numbers 1842246 and 1842247.

As the whole now subsists, with all their rights, members and appurtenances, with all active and passive apparent or occult servitudes thereto belonging and without exception or reserve of any kind.

Pour être vendus séparément au bureau du protonotaire, bureau #129, au vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le HUITIÈME jour de JUILLET 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif associé,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 28 mai 1970. 34920

To be sold separately at the Prothonotary's office, room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the EIGHTH day of JULY 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 28, 1970. 34920-0

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 53-453.

QUINCAILLERIE ANDRÉ MARIER, société légale, ayant sa principale place d'affaires à 516, avenue Notre-Dame, Notre-Dame des Laurentides, P.Q., *contre* AMBROISE PARROT, de Stoneham, faisant affaires à cet endroit sous les nom et raison sociale de « Pavillon Parrot ».

« 1° Un emplacement sis en la paroisse de St-Edmond de Stoneham, faisant partie du lot connu sous le numéro cinquante-huit (Ptie 58) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite paroisse, mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur, de l'ouest à l'est, la limite ouest dudit emplacement étant à cent trente pieds (130′) à l'est du chemin public de Stoneham sur cent pieds (100′) de profondeur du nord au sud, le tout mesure anglaise; borné vers le sud-ouest et vers le nord-est par le terrain de Sieur Maurice Garneau, au sud par le terrain de Sieur Zotique Garneau et au nord par le chemin de sortie de Sieur Maurice Garneau, avec en plus le droit de passage à pieds et en voiture dans le chemin de sortie de Sieur Maurice Garneau, sur le même lot cadastral et permettant de communiquer du terrain vendu au chemin public;

2° Un emplacement sis en la susdite paroisse de St-Edmond de Stoneham, faisant partie du lot numéro cinquante-sept (Ptie 57) du cadastre pour la susdite paroisse; de forme irrégulière, mesurant deux cents pieds (200′) de profondeur dans la ligne nord, cent quarante pieds (140′) au sud en suivant la courbe du chemin public et cent soixante et un pieds (161′) au nord-est, le tout mesure anglaise, bornée en front vers le sud-ouest par le chemin public, au nord par le terrain vendu à Dame Frs. Hébert, au nord-est par le résidu du terrain de Sieur Zothique Garneau;

3° Un emplacement sis en la susdite paroisse, formant partie du lot connu sous le numéro cinquante-sept (Ptie 57) du cadastre pour la susdite paroisse, de forme irrégulière, mesurant cent vingt-trois pieds (123′) dans la ligne sud, cent dix pieds (110′) dans la ligne nord, deux cent soixante et un pieds (261′) dans la ligne sud-ouest et deux cent quatre-vingt-quinze pieds (295′) dans la ligne nord-est, le tout mesure anglaise; bornée au sud par le chemin public, au nord par le terrain de Sieur Maurice Garneau, au sud-ouest par le terrain de Dame Laurence P. Bourdeau et au nord-est par le résidu du terrain de Sieur Zothique Garneau;

4° Un emplacement sis en la susdite paroisse, faisant partie du lot connu sous le numéro cinquante-huit (Ptie 58) du cadastre pour la paroisse susdite, mesurant quarante pieds (40′)

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 53-453.

QUINCAILLERIE ANDRÉ MARIER, legal partnership, having its principal place of business at 516 Notre-Dame Avenue, Notre-Dame des Laurentides, P.Q., *versus* AMBROISE PARROT, of Stoneham, carrying on business in the said place under the name and style of "Pavillon Parrot".

"1. An emplacement situated in the parish of St-Edmond de Stoneham, forming part of the lot known under number fifty-eight (P. 58) on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish, measuring eighty feet (80′) in width from west to east, the west boundary of the said emplacement being at one hundred and thirty feet (130′) east of the Stoneham public road, by one hundred feet (100′) in depth from north to south, the whole English measure and bounded on the southwest and on the northeast by the land belonging to Maurice Garneau, on the south by the land belonging to Zothique Garneau and on the north by the exite road belonging to Maurice Garneau; also with the right of way on foot or in vehicles on the exit road belonging to Maurice Garneau, on the same cadastral lot, joining the sold land and the public road.

2. An emplacement situated in the aforementioned parish of St-Edmond de Stoneham, forming part of lot number fifty-seven (P. 57) on the cadastre for the aforementioned parish; of irregular shape, it measures two hundred feet (200′) in depth on its north line, one hundred and forty feet (140′) on the south following the curve of the public road, and one hundred and sixty-one feet (161′) on the northeast, the whole English measure and bounded in front, on the southwest, by the public road, on the north by the land sold to Dame Frs. Hébert, on the northeast by the remainder of the land belonging to Zotique Garneau.

3. An emplacement situated in the aforementioned parish, forming part of the lot known under number fifty-seven (P. 57) on the cadastre for the parish; of irregular shape, it measures one hundred and twenty-three feet (123′) on its south line, one hundred and ten feet (110′) on its north line, two hundred and sixty-one feet (261′) on the southwest line, and two hundred and ninety-five feet (295′) on the northeast line, the whole English measure, and bounded on the south by the public road, on the north by the land belonging to Maurice Garneau, on the southwest by the land belonging to Dame Laurence P. Bourdeau, and on the northeast by the remainder of the land belonging to Zothique Garneau.

4. An emplacement situated in the aforementioned parish, forming part of the lot known under number fifty-eight (P. 58) on the cadastre for the said parish, measuring forty feet (40′) in width

de largeur de l'est à l'ouest sur cent pieds (100′) de profondeur, à compter de la ligne du terrain de Zothique Garneau en se dirigeant vers le nord, le tout mesure anglaise; la limite ouest dudit lot étant à quatre-vingt-dix pieds (90′) à l'est du chemin public; bornée au sud par la terre de Zothique Garneau, au nord par le chemin de sortie de Sieur Maurice Garneau, au nord-est par le terrain de Les Religieuses de Jésus-Marie, au sud-ouest partie par le terrain de Sieur Maurice Garneau et partie par le terrain ci-après décrit, avec en plus, le droit de passage à pieds et en voiture dans le chemin de sortie de Sieur Maurice Garneau, faisant partie du même lot cadastral et permettant de communiquer du terrain décrit au chemin public de Stoneham;

5° Une lisière de terrain sis en la même paroisse, faisant partie du lot connu sous le numéro cinquante-huit (Ptie 58) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour la susdite paroisse, mesurant trente pieds (30′) de largeur du sud au nord, à compter de la ligne de la terre de Zothique Garneau sur quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur, le tout mesure anglaise, bornée vers le sud-ouest par le chemin public, au nord-est par le terrain ci-dessus décrit, au sud par le terrain de Zothique Garneau, au nord par le résidu du terrain de Sieur Maurice Garneau;

6° Un emplacement sis en la susdite paroisse, à distraire du lot connu sous le numéro cinquante-sept (Ptie 57) du cadastre pour la susdite paroisse, mesurant cent pieds (100′) de largeur en front sur le chemin public et cent pieds (100′) de largeur au bout de la profondeur sur deux cents pieds (200′) de profondeur du côté sud et deux cent dix pieds (210′) de profondeur du côté nord, le tout en mesure anglaise; bornée au sud-ouest par le chemin public de Stoneham, du côté nord-est par le terrain de Zothique Garneau, au nord et au sud par le terrain de Les Religieuses de Jésus-Marie.

L'expression chemin public mentionné dans les descriptions ci-dessus doit s'entendre de l'ancien chemin public.

Le tout avec bâtisses dessus construites, principalement un chalet, la maison de repos et garage, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, Québec, le TREIZIÈME jour de JUILLET, 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 2 juin 1970. 34918-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 1699.

BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE, corps social et politique légalement constitué, ayant une place d'affaires à Place Fleur de Lys, Québec, P.Q., *vs* ADRIEN SPAHR, demeurant à 2332 rue Des Bouvreuils à Orsainville, P.Q., et Me JEAN-CHARLES PICHER, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, mis en cause.

« Une terre située en la paroisse de St-Émile, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro (ptie 1237) douze cent trente-sept sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, mesurant environ un arpent de largeur sur vingt arpents de profondeur, bornée au sud par le chemin public, (rue des Érables), au nord par la limite de la concession

from east to west by one hundred feet (100′) in depth, from the line of the land belonging to Zothique Garneau going towards the north, the whole English measure; the west boundary of the said lot is at ninety feet (90′) east of the public road; bounded on the south by the land of Zotique Garneau, on the north by the exit road belonging to Maurice Garneau, on the northeast by the land belonging to the Jesus-Mary Nuns, on the southwest partly by the land belonging to Maurice Garneau and partly by the land hereinafter described; also with the right of way on foot or in vehicles on the exit road belonging to Maurice Garneau and forming part of the same cadastral lot, joining the land described to the Stoneham public road.

5. A strip of land situated in the same parish and forming part of the lot known under number fifty-eight (P. 58) on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the aforementioned parish, measuring thirty feet (30′) in width from south to north from the line of the land belonging to Zothique Garneau by ninety feet (90′) in depth, the whole English measure, bounded on the southwest by the public road, on the northeast by the above-described land, on the south by the land belonging to Zothique Garneau, on the north by the remainder of the land belonging to Maurice Garneau;

6. An emplacement situated in the aforementioned parish, and to be withdrawn from the lot known under number fifty-seven (P. 57) on the cadastre for the said parish, measuring one hundred feet (100′) in width in front on the public road, and one hundred feet (100′) in width on the end by two hundred feet (200′) in depth on the south side and two hundred and ten feet (210′) in depth on the north side, the whole English measure, and bounded on the southwest by the Stoneham public road, on the northeast side by the land belonging to Zothique Garneau, on the north and on the south by the land belonging to the Jesus-Mary Nuns.

The expression "public road" mentioned in the above descriptions means the former public road.

The whole with the buildings constructed thereon, mainly a cottage, rest home and garage, circumstances and dependencies."

To be sold in the Québec registry office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the THIRTEENTH day of JULY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 2, 1970. 34918

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 1699.

THE CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE, body social and politic legally incorporated, having a place of business at Place Fleur de Lys, Québec, P.Q., *vs* ADRIEN SPAHR, residing at 2332 Des Bouvreuils Street, at Orsainville, P.Q., and Me JEAN-CHARLES PICHER, in his capacity as registrar of the registration division of Québec, mis en cause.

"A piece of land situated in the parish of St-Émile, forming part of the lot known and designated under number (P. 1237) twelve hundred and thirty-seven on the plan and book of reference of the cadastre for the parish of St-Ambroise, measuring about one arpent in width by twenty arpents in depth, bounded on the south by the public road, (des Érables Street), on the north by

St-François Xavier (route des Dames) au sud-ouest par la terre de Madame Victor Légaré et au nord-est par la terre de J.B. Martel représentant Pierre Genest, avec la maison et toutes autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire les subdivisions 1 à 12 inclusivement de ladite partie du lot 1237 ci-avant décrite. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, Québec, le DIXIÈME jour de JUILLET 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 2 juin 1970. 34917-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 137-225.

DAME LAURE ANNETTE SAMSON, ménagère de la cité de Québec, épouse séparée de corps du défendeur dans la présente cause, *contre* ANTONIO LANGLOIS, résidant à Ste-Brigitte de Laval, district de Québec, défendeur.

« Un immeuble avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, étant le lot P-274 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, district de Québec, ledit immeuble étant connu et désigné comme une grande étendue de terrain bornée par les propriétés du vendeur Charles-Eugène Langevin, la ligne passe à 225 pieds du chemin traversant le lot 275; la ligne ouest passe à une distance de 23 pieds du terrain de M. Arthur Charbonneau. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, à Château-Richer, comté de Montmorency, le HUITIÈME jour de JUILLET 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 1er juin 1970. 34919-o

the limit of the St-François Xavier Concession (des Dames Route) on the southwest by the land of Mrs. Victor Légaré and on the northeast by the land of J.B. Martel representing Pierre Genest, with the house and all other buildings built thereon, circumstances and dependencies, to withdraw the subdivisions 1 to 12 inclusively from the said part of lot 1237 herebefore described.".

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the TENTH day of JULY, 1970, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 2, 1970. 34917

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 137-225.

MRS. LAURE ANNETTE SAMSON, housewife of the city of Québec, wife separate in body from the defendant in this case, *vs* ANTONIO LANGLOIS, residing at Ste-Brigitte de Laval, district of Québec, defendant.

"An immovable with buildings built thereon, circumstances and dependencies, being lot P-274 of the official cadastre of the parish of Ste-Brigitte de Laval, district of Québec, the said immovable being known and designated as a great strip of land bounded by the properties of the vendor Charles-Eugène Langevin, the line passes at 225 feet from the road crossing lot 275; the west line passes at a distance of 23 feet from the land of Mr. Arthur Charbonneau."

To be sold at the Registry Office of Montmorency, at Château-Richer, county of Montmorency, on the EIGHTH day of JULY, 1970, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 1, 1970. 34919

INDEX No 23

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1724 — Réduction du montant de la rente du coût des travaux requis payables par la société Les Pétroles Laduboro ltée 3323
1724 — Reduction in the amount of the rental and of the cost of the required work payable by the company Les Pétroles Laduboro ltée 3323
4116 — (1966) Allocations familiales du Québec (*Règlements*) 3321
4116 — (1966) Québec Family Allowances (*Regulations*) 3321
2126 — Camionnage, Montréal (*Prolongation du règlement de prélèvement*) 3324
2126 — Cartage, Montreal (*Extension of the levy by-law*) 3324
2126 — Fourrure, gros, Montréal (*Prolongation du règlement de prélèvement*) 3324
2126 — Fur, Wholesale, Montreal (*Extension of the levy by-law*) 3324
2126 — Construction, (Fer & Bronze d'ornementation) (*Prolongation du règlement de prélèvement*) 3324
2126 — Construction, (Ornamental Iron & Bronze) (*Extension of the levy by-law*) 3324
2126 — Automobile, Roberval (*Prolongation du règlement de prélèvement*) 3324
2126 — Automobile, Roberval (*Extension of the levy by-law*) 3324
2126 — Alimentation, Chicoutimi (*Prolongation du règlement de prélèvement*) 3324
2126 — Food, Chicoutimi (*Extension of the levy by-law*) 3324
2126 — Automobile, Montréal (*Prolongation du règlement de prélèvement*) 3324
2126 — Automobile, Montreal (*Extension of the levy by-law*) 3324
2129 — Alimentation, détail, Drummondville (*Modifications au décret*) 3325
2129 — Food, Retail, Drummondville (*Amendments to the decree*) 3325

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative de consommation de Percé (L') (*Formation*) 3334
Magasin Co-op de Sainte Hénédine (*Nom–Name ch.*) 3335

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Chevaliers de Colomb de Montréal-Est inc., Conseil No 2759 ... 3338
Chevaliers de Colomb de St-Jérôme inc., Conseil No 1892 ... 3338
Knights of Columbus of Montreal-East Inc., Council No. 2759 ... 3338
Knights of Columbus of St-Jérôme Inc., Council No. 1892 ... 3338

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Barsalo, Gérard ... 3337
Gagnon, Marie Joseph Alfredine ... 3337
Kalmanovitch, Max Myer ... 3337
Yick Ng, Shin ... 3337

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'économie des enseignants de Lignery (*Formation*) ... 3336
Caisse d'établissement du Bas St-Laurent (La) (*Nom-Name ch.*) ... 3336
Caisse d'établissement de St-Hyacinthe (La) (*Nom-Name ch.*) ... 3335
Caisse populaire de St-Jean de Cherbourg (La) (*Dissolution*) ... 3336
Caisse populaire de St-Paulin-Dalibaire (La) (*Dissolution*) ... 3336

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

B.C. Packers (Québec) Limited ... 3338
British Celanese Limited ... 3338
Dow Chemicals (Québec) Limited ... 3339
Fallen Rock Motor Hôtel & Camp Grounds Ltd. (The) ... 3339
Mini-Skools Limited ... 3339
Monterey Nursing Inns, Inc. ... 3339

Chartes — demandes d'abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

Balayage rapide limitée ... 3342
Best Petroleum Products Ltd. ... 3340
Centre touristique de l'Isle Côte inc. ... 3341
Commuters Shop Inc. (The) ... 3340
Côté (Anselme) & Fils ltée ... 3341
Dee-Gar Corp. ... 3342
Denis Transport ltée ... 3342
Eljoy Realty Co. Ltd. ... 3342
Filsan Drywall & Painting Ltd. ... 3343
Hôtel Plaza (Rouyn) inc. ... 3340
Immeubles Moka inc. (Les) ... 3342
Loisirs d'East-Broughton Station inc. ... 3341
Lulu-Ann Inc. ... 3342
Ouimet automobile ltée ... 3340
Pension Planning Associates Ltd. ... 3340
Produits Révélation inc. ... 3341
Rapid Sweep Limited ... 3342
Sherbrooke Demolition Inc. ... 3343
Solver inc. ... 3341
Thirty-Five Hundred Cavendish Inc. ... 3343
Wellington Metal Inc. ... 3341

Dissoutes — ***Dissolved***

B & S Enterprises Ltd. ... 3307
Besner (Paul) incorporée ... 3307
Bradet (O.) ltée ... 3307
Chamtel Realties Inc. ... 3307
Corporation du Septième Lac inc. ... 3307
Ducair inc. ... 3308
Edrisa Investments Inc. ... 3308
Elbert Investment Co. ... 3308
Empire Theatre Company Limited (The) ... 3308
Entreprises Gagnon & Lessard ltée (Les) 3308
Entreprises de Hull, ltée (Les) ... 3308
Exotic Fur-Cie des Pelleteries Canadiennes ltée ... 3309
Glenguard Investment Corp. ... 3309
Grand-Air inc. ... 3309
Grand'Mère Accessoires d'Autos inc. ... 3309
Huot & Blouin inc. ... 3309
Imprimerie Charles Larivière Printing Inc. ... 3309
Jatt Construction Inc. ... 3309
Lampes Votives inc. ... 3310
Popular Fur Corp. ... 3310
Produits Truco du Québec ltée (Les) ... 3310
Promotions Professionnelles du Québec inc. (Les) ... 3310
Robu Automotive Inc. ... 3310
Ronald English School Inc. ... 3310
Scalvini Électrique inc. ... 3311
Servi-Flor inc. ... 3311
Société Auto Service limitée ... 3311
Thruway Repairs Ltd. ... 3311
Truco Products of Québec Ltd. ... 3310
Turkeys De Luxe Inc. ... 3311
Wilden Inc. ... 3311

Divers — ***Miscellaneous***

Acadiens juniors d'Asbestos inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) ... 3346
Amitiés culturelles Canada Français-Israël inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) ... 3343
Association des dames seules de St-Jean (L') (*Règl.-By-laws*) ... 3345
BP Home Comfort Limited (*Name ch.*) ... 3347
BP Confort du foyer limitée (*Nom ch.*) ... 3347
Candisco inc. (*Dir.*) ... 3346
Clercs de Saint-Viateur de St-Laurent (Les) (*Règl.-By-laws*) ... 3345
Club jeunesse camping (*Règl.-By-laws*) ... 3343
Club Richelieu Montréal incorporé (*Règl.-By-laws*) ... 3343
Corporation des loisirs de St-Louis-de-France (La) (*Règl.-By-laws*) ... 3346
Fashion First Apparel Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 3344
Faubourg St-Honoré coiffure d'art inc. (*Dir.*) ... 3347
Fédération des archers du Québec (*Règl.-By-laws*) ... 3344
Héroux, Thibodeau automobile ltée (*Dir.*) ... 3346
Hôpital D'Anjou inc. (L') (*Règl.-By-laws*) ... 3344
Jurihome inc. (*Dir.*) ... 3344
MacCallum – Donald Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 3344

Divers *(suite)* — ***Miscellaneous*** *(continued)*

Mac Gillivray (John W.) & Sons inc. (*Dir.*) ... 3346
Metrinvest Development Limited (*Nom-Name ch.*) ... 3344
Montcalm Automobile inc. (*Dir.*) ... 3346
Montreal Bandag (1967) Ltd. (*Dir.*) ... 3345
Plamondon (Georges) ltée (*Dir.*) ... 3347
Playcraft Toys Inc. (*Dir.*) ... 3346
Pointe Claire Curling Club (*Règl.-By-laws*) ... 3345
Pollack (M.) Limited (*Dir.*) ... 3347
Pollack (M.) limitée (*Dir.*) ... 3347
Québec Aviation Air Service inc. (*Dir.*) ... 3347
St-Michel Glass Ltd. (*Name ch.*) ... 3345
Service des loisirs Très-Saint-Rédempteur (*Règl.-By-laws*) ... 3345
Service social de Beauce (*Règl.-By-laws*) 3347
Tri City Investments Corp. Ltd. (*Dir.*) ... 3347
United Church Montreal — Homes for Elderly People (*Règl.-By-laws*) ... 3346
Vitrerie St-Michel ltée (*Nom ch.*) ... 3345

Lettres patentes — ***Letters Patent***

ABF Automated Business Forms (Québec) Limited ... 3246
ABF Formules d'affaires automatisées (Québec) limitée ... 3246
A.B.O. ltée ... 3247
Acier d'armature Rô inc. ... 3247
Agrigento Social Club Inc. ... 3247
Air Canada Recreation Association, Montreal ... 3248
Allied Distributing Inc. ... 3248
Amicale de la Rive Sud inc. (L') ... 3249
Amis du plein air de Rimouski inc. (Les) 3249
Anne Frances Ladies' Wear (1970) Ltd. 3249
Appartements DuCHARME inc. ... 3250
Appartements Parvu ltée (Les) ... 3250
Association québecoise d'éleveurs de bovins Charolais ... 3250
Ateliers Esarts inc. ... 3251
Atlas Precision Works Co. Inc. ... 3251
Au royaume du cheveu d'or ltée ... 3251
Automobiles Larry Piché ltée (Les) ... 3294
Automotive Sales & Service (North-West) Ltd. ... 3252
B.B.S. Industries Inc. ... 3279
Baie St-Paul automobile inc. ... 3252
Belle Roulotte inc. (La) ... 3252
Black (Ed) Ltd. ... 3253
Black (Ed) ltée ... 3253
Blondeau, Delisle & Fournier (BDF) inc. ... 3253
Bois Nor-Mat inc. ... 3253
Boucher et Ste-Marie inc. ... 3254
Boutique du tissus de Laval inc. (La) ... 3254
Brodeur (Léo Paul) inc. ... 3254
Brun (A.), courtier d'assurances inc. ... 3255
Brunet (Romain) Construction Ltd. ... 3264
Buffet St-Hubert inc. ... 3255
C.A. Barbier inc. ... 3255
C.S.B. Realty Ltd. ... 3256
Canabec Sécurité inc. ... 3256
Can-Am Tools Distributors Limited ... 3256
Capitol Fur Company ... 3257
Caravane Le Caribou ltée ... 3257
Caserne du plongeur inc. (La) ... 3257
Casse-Croûte de la polyclinique de Montréal inc. ... 3258
Centre d'accueil Mont St-Bruno inc. ... 3258
Centre Professionnel Fabre ltée ... 3258
Champagne (J.) inc. ... 3259
Champlain Geotechnic Surveys Ltd. ... 3259
Charcuterie De Blois inc. ... 3259
Chaussures Laurence inc. ... 3260
Chez Wennis inc. ... 3260
Chinot électronique ltée ... 3260
Ciné-parc de Lanaudière inc. ... 3261
Club des campeurs nomades de Chandler inc. ... 3261
Club de chien rapporteur de Montréal inc. ... 3288
Club équestre St-Maurice inc. ... 3261
Club Indianapolis de Chibougamau, inc. 3262
Club de Judo de Sept-Iles inc. ... 3262
Club social des entreprises P.H. Desrosiers ... 3262
Collège du Lac St-Jean inc. ... 3306
Como Isolation ltée ... 3263
Compagnie Jean Claude Bouchard ltée (La) ... 3263
Compumatch Inc. ... 3263
Constructions Pagaro inc. ... 3264
Construction Romain Brunet ltée ... 3264
Constructions urbaines et métropolitaines inc. (Les) ... 3264
Corbeil (A.) & fils assurances inc. ... 3265
Corporation Managex ... 3265
Créations Brigitte ltée ... 3265
Créations graphiques G. & T. inc. (Les) 3266
Cyr (François) inc. ... 3266
D.K. Interiors (Québec) Inc. ... 3269
Daily Auto Parts Inc. ... 3266
Décarie Auto Radiators (1970) Inc. ... 3267
Delivro Express Inc. ... 3267
Demanins construction inc. ... 3268
Desmarais Marine Outboard Sales Inc. 3268
Disques S.E.X. inc. (Les) ... 3268
Distributeurs d'outils Can-Am limitée 3256
Domaine de l'amitié inc. ... 3269
Don Guistino Inc. ... 3269
Dorchester Transport U.S. Inc. ... 3270
Duplain Sports Inc. ... 3270
Eastern Polybag Inc. ... 3270
Éditions Co-Mel inc. ... 3271
Emergency Car Rental Inc. ... 3271
Entreprises Charles Lépine & fils ltée (Les) ... 3271
Entreprises D.D.S. limitée (Les) ... 3272
Entreprises Fréchette & fils ltée (Les) 3272
Entreprises Kimo inc. ... 3272
Entreprises Mont Bruno inc. (Les) ... 3273
Entreprises Normand et Claude inc. (Les) ... 3273
Entreprises Rono inc. (Les) ... 3273
Entreprises Val-Marie inc. (Les) ... 3274
Exporama inc. ... 3274
Expo-Sciences de Montréal inc. ... 3274
Fédération Équestre du Québec ... 3275
Ferme M.L.M. inc. ... 3275
Fondation de la Résidence de Lachute (La) ... 3283
Frontenac Smallwares Specialities Ltd. 3275
G.B. Midwind Ltd. ... 3276
G. & T. Creative Graphics Inc. ... 3266
G.T. Électrique inc. ... 3276
Galerie d'art V inc. (La) ... 3276
Garage Zembri ltée ... 3277
Gilfer inc. ... 3277
Graph-O-Pier inc. ... 3277
Guay (Paul-Émile) inc. ... 3278
Hôpital de Gatineau ... 3278
Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières ... 3307
I.S.I. Research Inc. ... 3278
Immeubles Guydoc inc. (Les) ... 3279
Immeubles Rodel inc. (Les) ... 3279
Industries B.B.S. inc. (Les) ... 3279
Industries Duchesne ltée (Les) ... 3280

Lettres patentes (suite) — ***Letters Patent*** (continued)

Inter-Coastal Trading Corp. 3280
Jack Plumbing & Heating Inc. 3280
Jaycees de la ville de Québec inc. (Les). 3281
Jet Port International Corp. 3281
Journal L'Éveil inc. (Le) 3282
Kipawa Hotels Limited 3282
Labelle (Arthur) & fils inc. 3282
Lachute Residence Foundation 3283
Lajoie transport inc. 3283
Lake Shore Automatic Transmission Inc 3283
Lemac Co. Ltd. 3284
Lépine (Charles) & Sons Enterprises Ltd. 3271
Loco transport inc. 3284
Loisirs Notre-Dame de Québec 3284
Loman inc. 3285
Longueuil Auto Selvage Inc. 3285
Lumax-lustresatin inc. 3285
McDonald (Alex) et associés limitée 3287
M.L.M. Farm Inc. 3275
Managex Corporation 3265
Marché Bruxelles ltée 3286
Matte (Jean-Paul) & fils inc. 3286
Message téléjet express inc. 3286
Metropolitan Soccer League Incorporated 3287
Michaud (Archie) & fils ltée 3288
Mont Bruno Enterprises Inc. 3273
Mont-Laurier Taxi Inc. 3288
Montreal Retriever Club Inc. (The) ... 3288
Mylbec Corporation 3289
Napierville Dragway Ltd. 3289
Nep Construction Inc. 3289
Nor-Mat Lumber Inc. 3253
North East Boys' Club and Community Association 3290
North Star Drilling & Exploration Co. Ltd. 3290
Octosport Limited 3290
Octosport limitée 3290
Oeufs d'Or inc. (Les) 3291
Old Alfama Restaurant Inc. 3291
Organisation des loisirs de Lachute inc. . 3292
P.C.F. Machinery Corp. 3292
Palmyra Realties Ltd. 3292
Paquet et Gagnon inc. 3293
Parc des roulottes S. Zénon inc. 3293
Parvu Apartments Ltd. 3250
Pauley (H. A.) & Associates Ltd. 3293
Pérignon inc. 3294
Piché (Larry) Automobiles Ltd. 3294
Piste d'accélération de Napierville ltée (La) 3289
Placements Denber ltée (Les) 3294
Placements De-Per-Lo inc. (Les) 3295
Placements G. A. Giroux inc. (Les) 3295
Plomberie Dion & Légaré inc. 3295
Polybec inc. 3296
Promotions 2000 inc. 3296
Québec City Jaycees Inc. (The) 3281
Quescot Corporation Limited 3296
Que-Sol inc. 3297
Rack Enterprises Inc. 3297
Réfrigération Commerciale Frobec inc. 3298
Relevés Géotechniques Champlain ltée. 3259
Restaurant Le vieux Alfama inc. 3291
Rô Reinforcing Steel Inc. 3247
Rocois construction inc. 3298
Rodel Real Estate Inc. 3279
St. Zenon Trailer Park Inc. 3293
S.E.X. Records Inc. 3268
S.P. Paving Construction Inc. 3298
S.R. Medical Clinic Inc. 3299
Salon de Danse dynamique inc. 3299
Secours d'urgence au Tiers-Monde (Sut-Monde) 3299
Service des loisirs Notre-Dame-du-St-Sacrement de Montréal 3300
Services sanitaires Fossambault inc. (Les) 3300
Société Bernel ltée 3300
Solber Equipment Corp. 3301
Soprof inc. 3201
Spécialités de menus articles Frontenac ltée 3275
T.R.M. Redistribution inc. 3301
Tatone (Victor) inc. 3302
Tot'n Toddler Inc. 3302
Tremont Typographics Ltd. 3302
Tricot Joseph inc. 3303
Tullsport Ltd. 3303
United-Page Ltd. 3303
United Settlement Supply Co. Ltd. 3304
Univar Inc. 3304
Valvon Enterprises Inc. 3304
Vesuvian Pizzeria Inc. (The) 3305
Veilleux alignement spécialités inc. 3305
Ventes et service automotive (Nord-Ouest) ltée 3252
Villa Construction ltée 3305
Wic Inc. 3306

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières... 3307

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Association athlétique de Laval-sur-le-Lac inc. (L') 3349
Buttons & Ornaments Ltd. 3349
Canelco inc. 3349
Compagnie de fiducie Nord-Amérique .. 3348
Com-Pak Refuse System Inc. 3350
Entreprises de construction de Mac-Kayville limitée (Les) 3350
Équipement et machinerie Côte Nord inc. 3351
Industries céramiques Maple Leaf ltée (Les) 3348
Industries céramiques Maple Leaf (1967) ltée (Les) 3350
Louisbourg Mines Ltd. 3347
MacKayville Building Enterprises Limited 3350
Maple Leaf Ceramic Industries Ltd. 3348
Maple Leaf Ceramic Industries (1967) Ltd. 3350
Nemiscau Mines Limited 3351
North America Trust Company 3348
Papillon Modes Inc. 3348
Pauley (H.A.) & Associates Ltd. 3348
"R" Realties Inc. 3351
Système à rebut Com-Pak inc. 3350
Terminal Aviation Leasing Inc. 3349
Vaccum Platers Inc. 3349
Villas Bois de Boulogne inc. 3350

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Association provinciale des instituteurs protestants du Québec 3333
Église Baptiste Emmanuel 3334
Ibrahim, Georges 3334
Mabardi, Sylvana Naggiar 3334
Provincial Association of Protestant Teachers of Québec 3333
Soeurs de Saint-François d'Assise (Les) 3334

EXAMEN *EXAMINATION*
des Agronomes *Agronomists*

Province, Admission à la pratique — Admission to the practice 3312

LIQUIDATION *WINDING UP*
avis de *Notices*

Agend'ar inc. (L') 3352
Ferme St-Eustache inc. (La) 3352
Tex-Knit Co. of Canada, Inc. 3352

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*
Éducation *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of*

Sainte-Sabine (*Dem.-Appl.*) 3312
Sherbrooke, c.s.c.-c.s.c. (*Dem.-Appl.*) ... 3312

Industrie *Industry*
et Commerce *and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages 3353
Notice of shell fishing 3353

Richesses naturelles *Natural Resources*

Révocation de droits miniers 3353
Revocation of mining rights 3353

Terres et Forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*

Ascot, canton – township 3354
Charlesbourg, par. 3354
Clyde, canton – township 3355
Pointe-aux-Trembles, par. 3355
Ste-Foye, par. 3355
St-François de Sales, par. 3355
St-Luc, par. 3355
St-Vincent de Paul, par. 3355

Travail *Labour*
et de la Main-d'oeuvre *and Manpower*
Industrie ou métiers de: *Industry of Trades of:*

Alimentation, détail, Montréal (*App. Règl.*) 3332
Alimentation, détail, Montréal (*Mod.*) .. 3331
Clothing (Men's and Boys') Province (*Amend.*) 3332
Confection (Hommes et garçons) province (*Mod.*) 3332
Food, Retail, Montreal (*Appr. Regul.*) .. 3332
Food, Retail, Montreal (*Amend.*) 3331

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Convocation de la Législature 3351
Convocation of the Legislature 3351

RÉGIE de l'Électricité *ELECTRICITY*
et du Gaz *and Gas Board*

Rentes for the sale and distribution of gas 3335
Tarifs pour vente et distribution du gaz 3335

RÉGIE *QUÉBEC*
des marchés agricoles *Agricultural*
du Québec *Marketing Board*

Milk Producers, town of Matane (*Joint plan*) 3335
Producteurs de lait, ville de Matane (*Plan conjoint*) 3350

Société coopérative *Cooperative*
agricole *Agricultural Association*

Société coopérative agricole de Ste-Geneviève de Batiscan (*Dissolution*) 3335

SOUMISSIONS *TENDERS*

Aylmer-Rapide-des-Chênes, c.s. – s.c. ... 3356
Delisle, canton – township 3366
Notre-Dame-des-Prairies, par. 3367
Roberval, cité – city 3358
St-Hubert, ville – town 3360
St-Pierre-de-Sorel, par. 3363
Ste-Thérèse, cité – city 3362
Windsor, ville – town 3370

SYNDICATS *SYNDICATES*
Professionnels *Professional*

Association des cadres de la commission des écoles catholiques de Montréal (L') (*Const. – Inc.*) 3353
Association des professionnels de l'orientation du Québec (*Const. – Inc.*) 3352

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauce *Beauce*

Nadeau *vs* Rochette 3371

Beauharnois *Beauharnois*

The London & Edinburgh Insurance Company *vs* Primeau 3372

Chicoutimi *Chicoutimi*

Algonquin Capital Corporation Limited *vs* Paquet 3372

Gaspé *Gaspé*

Girard *vs* Hamon 3373
Tremblay Aluminium *vs* Francoeur 3373

Joliette *Joliette*

Provencher *vs* Cossette 3374

Montmagny *Montmagny*

Bonneville (Henri) & Fils inc. *vs* Lambert 3374

Montréal *Montreal*

Administration and Trust Company *vs* Légaré 3375
Canada Trust Company *vs* Wessel *et al* 3375
Montreal Trust Company *vs* Désy 3376
Montreal Trust Company *vs* Pépin (Abias) limitée *et al* 3377
Montreal Trust Company *vs* Turcot ... 3378
Ostapkevich *vs* Mensour *et al* 3379
Société d'administration et de fiducie *vs* Legaré 3375

Québec *Québec*

Banque de Commerce Canadienne Impériale *vs* Spahr 3383
Canadian Imperial Bank of Commerce (The *vs* Spahr 3383
Quincaillerie André Marier *vs* Parrot ... 3382
Samson *vs* Langlois 3384

Taxes *Taxes*

Boucherville, c.s.-s.c. 3312
Sherbrooke, cité-city 3319